

Manuel



Comment nous piègent les terroristes

Charles-Emmanuel Guérin
Consultant, Officier de Sécurité

Remerciements

À Ali Haoues, Algérien de naissance, d'origine musulmane, professionnel dans les domaines de la sécurité. Ali Haoues est la démonstration vivante que l'on peut être né en Algérie et de culture musulmane, ne pas cautionner le terrorisme et le prosélytisme islamiste, et être ami d'Israël et des USA. Au service des autres, il a choisi de s'engager pour défendre les valeurs de liberté et de libre-arbitre. Mes remerciements pour ses traductions.

« La seule chose nécessaire au triomphe du mal...C'est l'inaction des gens de bien »

Edmund Burke

Je suis Charles-Emmanuel Guérin, consultant et Officier de Sécurité. Mes compétences peuvent se résumer en ceci : je suis chargé d'établir des analyses de risques, des audits et des conseils en sécurité, ainsi que de la protection de personnes dans un cadre privé.

Formé et entraîné à servir les autres...

Dans les métiers de la sécurité, (normalement) et en particulier celui de la protection directe et immédiate des personnes, il n'y a pas de considération politique, idéologique ou religieuse. Qu'il s'agisse d'un audit, d'analyses des risques par pays (pour un déplacement à l'étranger ou sur zone de guerre), dans le cadre des contre-mesures anti-kidnapping ou anti-terroristes, ou dans le cadre d'une escorte armée (protection-rapprochée), seule la vie de la personne que l'on protège compte. Il y a donc implicitement une considération du bien et du mal car l'hésitation due à une considération autre qu'humaine ne peut être tolérée.

C'est ce qui nous permet en tant que consultant, officier de sécurité, ou garde du corps, de pouvoir prendre parti pour la vie et la sauvegarde de celle-ci. Que ce soit sur les Champs-Élysées à Paris, à Cannes pour un festival, en Irak sur zone de guerre ou encore en Colombie, les considérations idéologiques, nationalistes, religieuses ou politiques ne doivent pas influencer notre attitude à sécuriser une zone ou à protéger une ou des personnes. Les relations internationales et stratégiques, la diplomatie, les partis politiques et l'idéologie, parfois romantique, de certains leader charismatiques ne doivent en aucun cas avoir des conséquences sur les mesures de sécurité et de protection, car il ne peut y avoir deux poids deux mesures en fonction de la personne que l'on protège.

Pour assurer une protection, il est alors nécessaire de s'informer sur l'actualité du pays ou de la zone concernés, ce qui amène tout naturellement à consulter les différents médias à notre disposition. C'est en comparant les médias par des recherches très approfondies que des différences fondamentales me sont apparues. Les différences de traitement des faits relatés dans les médias du monde entier ont mis en évidence la censure et les manipulations de certains médias français. C'est ce qui a motivé ce livre.

Nous sommes en effet à une époque de grande vitesse. J'entends par là que les sociétés doivent économiquement et socialement être en mesure de répondre aux besoins des populations, des dirigeants d'entreprises et des gouvernements. Les prises de décisions sont de plus en plus rapides et les délais de réflexions de plus en plus courts. Les médias ne sont pas épargnés par cette vitesse, et les impératifs commerciaux des sociétés de presse influencent totalement la façon dont sont retransmises « certaines » informations en provenance de « certains » pays. Cette nécessité de rapidité « oblige » à être en mesure de fournir de l'information quotidiennement quelle que soit sa véracité. Les gros médias sont de moins en moins regardant sur la déontologie, du moment qu'il y a le scoop, matière à reportage ou à écrire des articles « nouveaux » et plus forts en émotion. La compétition à laquelle se livrent certains gros médias pour être en tête des ventes influence aussi la qualité de l'information. Aujourd'hui, en France, la charte d'éthique du journalisme est bafouée chaque jour. Pourtant, les rédactions de presse ou des journaux télévisés ne font aucun mea culpa ni aucun démenti quand ceux-ci devraient être indispensables, quand des faits pourtant avérés viennent démontrer leurs erreurs.

En outre, les acteurs sociaux, commerciaux et les élus doivent savoir en temps réel ce que la population pense et ressent, pour pouvoir l'amener à penser et à ressentir ce qu'ils souhaitent, grâce au choix des mots et à la pratique habile de la rhétorique. C'est ce qui permettra de susciter la sensibilité du public par des métaphores, des images et des symboles qui favoriseront la vente de tel ou tel produit ou l'élection de tel ou tel candidat.

Il est nécessaire pour diffuser ces idées d'avoir un support. La presse, à travers les journaux et la télévision, permet de pénétrer l'esprit du public, d'abord par choix individuel et personnel, lorsqu'il préfère tel quotidien, tel hebdomadaire, ou telle chaîne TV, puis de manière plus insidieuse, en étant sensible plutôt à un courant de pensée affiché par les rédactions des quotidiens et hebdomadaires. C'est avec le support médiatique que l'on peut influencer la population et créer des amalgames afin de détourner son attention ou, au contraire, l'amener à être ultra-sensibilisée sur un sujet précis.

On peut en effet remarquer de manière flagrante les divergences d'opinions des différents journaux et organes de presse concernant la politique intérieure française qui traite du chômage, de l'économie, de la santé et du sport...mais là où cela devient inquiétant (et le choix de ce mot n'est pas exagéré) c'est lorsque l'on constate que la quasi totalité de la presse française, est rassemblée derrière un même mot d'ordre conduisant la population vers la pensée unique. Pourtant, l'accès à Internet a rendu possible l'acquisition d'informations directement à la source. L'ONU, l'UNRWA, la FIDH et Amnesty International possèdent notamment des sites Internet qui permettent de se procurer des informations non traitées par la presse. Leur consultation est on ne peut plus simple, et on a alors des exemples flagrants des manipulations fabriquées par certains de nos médias.

Celui qui veut savoir pourquoi les USA et la coalition ont renversé Saddam Hussein et libéré l'Irak aura un début de réponses sur le site de l'ONU. Le lecteur curieux possédera alors, et seulement à ce moment-là, des outils lui permettant de mieux comprendre l'intervention des USA et de la coalition en Irak. A la lecture des résolutions mentionnées, sa première constatation ne sera pas forcément dirigée vers le droit moral ou la violation des dites résolutions, mais plutôt sur la découverte des résolutions elles-mêmes. En effet, la retranscription dans la plupart des médias des résolutions de l'ONU concernant l'Irak et les obligations de Saddam Hussein ont été dans leur ensemble tronquées. Ces modifications peuvent avoir plusieurs formes : des retranscriptions sont incomplètes (phrases ou mots manquants), d'autres sont sorties de leur contexte (absence d'historique et d'explication préalable), d'autres encore sont simplement truquées par le choix d'une terminologie qui ne correspond pas et qui change fondamentalement la réalité d'un événement et, implicitement, la vérité d'une explication.

Sur Internet, il existe également des sites qui corrigent l'information véhiculée par les médias de masse, et cela est fait de manière très professionnelle. www.acmedias.org/, en est un exemple. Ce site fournit à l'internaute la possibilité de réaliser à quel point il est désinformé. Si pour avoir une information objective il faut faire des recherches, en allant sur ce site l'on apprend immédiatement de quelle manière des rédactions de presse sont devenues des organes de propagande, à la limite du modèle du ministère de l'information irakien du temps de son dictateur Saddam Hussein.

C'est cette presse qui depuis quelques années a progressivement modifié la perception des événements du Proche-Orient à travers le conflit israélo-arabe. Pour

CE. G

faire la démonstration de ce qu'attend le monde, y compris l'Europe et la France, en matière de terrorisme, le conflit israélo-arabe servira d'exemple et de dénominateur commun. Le terrorisme qui sévit au Proche-Orient est en effet représentatif des formes de menaces qui concerneront le monde. La libération de l'Irak de son dictateur et la perception de cet événement par le public européen démontre par ailleurs l'influence des médias et leur rôle dans la stratégie des objectifs terroristes. La désinformation véhiculée par des médias peu scrupuleux est un élément déterminant qui explique pourquoi la population française est en marge de la réalité des conflits au Proche et Moyen Orient. Ce livre s'attardera donc sur l'exemple du terrorisme à tendance fondamentaliste islamiste. L'Irak de Saddam Hussein y a sa place, car même si l'ancien dictateur était un laïc, il s'est servi, alors que son régime était à son dernier souffle, de la religion pour attirer les moudjahidin et les fanatiques terroristes afin de chasser d'Irak la coalition. Demain, dans des pays d'Europe, le terrorisme ressemblera à celui pratiqué en Irak, en Israël, en Afghanistan, en Indonésie et en Tchétchénie.

Pour mieux comprendre pourquoi les Européens et les Français ne perçoivent pas l'actualité dans sa réalité mais de manière tronquée, il sera aussi nécessaire de comparer les cultures, qui changent les perceptions d'un même événement. La différence des valeurs sociales, culturelles et culturelles sont également des paramètres qu'il ne faut pas négliger pour comprendre pourquoi l'antisémitisme et l'anti-américanisme sont aujourd'hui tellement répandus et surtout acceptés par les dirigeants, par la population et par la morale actuelle. Dire « je suis anti-arabe » est inadmissible, c'est une formule raciste...mais il est de bon ton de clamer « je suis anti-américain »...Il est permis de dire « Je suis anti-américain » sans susciter la moindre émotion. Quand la France sera touchée dans son cœur, celle-ci aura trouvé son responsable. Même si celui-ci n'égorge pas, ne décapite pas et ne force pas à la conversion de sa religion dans le monde entier, le coupable idéal sera les USA.

C'est sans prétention aucune, mais avec un désir réel de continuer de servir, que je me suis attelé à expliquer et démontrer dans ce livre comment les techniques terroristes ont réussi dans leurs stratégies à rassembler derrière elles certaines nations, et à faire apparaître le rôle des médias dans le prosélytisme fondamentaliste islamiste, dont les répercussions dans notre société sont multiples, à la fois politiques, idéologiques, culturelles et culturelles. L'étude des médias, par le biais de cas concrets, mettra en évidence les méthodes de manipulations des masses françaises. J'inviterai ainsi les lecteurs à perdre l'habitude de faire confiance « a priori » à ce qui est écrit. C'est donc dans un principe d'honnêteté et de liberté que je leur propose de vérifier l'authenticité des archives et des analyses qu'ils trouveront dans ce livre.

Je ne peux pas énumérer toutes les désinformations existantes dans les médias français, il y en a malheureusement trop. A travers deux exemples, l'Irak et le conflit israélo-arabe, il s'agit de mettre à jour une désinformation médiatique qui a souvent été initiée par les tyrans et les terroristes fondamentalistes, qui ont profité de notre crédulité. Ils usent à la fois de violence et de techniques subversives, afin de tenter d'obtenir le soutien de l'opinion internationale, et de pouvoir faire accepter et poursuivre leur idéologie destructrice. J'espère fournir une sorte de « caisse à outil » au lecteur et à l'être humain libre, afin de l'aider à déjouer les actions psychologiques menées à son encontre. Cela est nécessaire en effet, pour pouvoir rétablir des vérités et surtout pour pouvoir enfin se forger une opinion qui ne soit pas manipulée.

Ce livre n'est pas un modèle exhaustif des mécanismes d'actions psychologiques, mais plutôt un ouvrage mettant en application des méthodes

d'observation et de compréhension de l'action psychologique. Celle-ci n'étant pas limitée, car dépendant avant tout de l'imagination du manipulateur, il serait impossible et illusoire d'en dresser une liste complète et définitive. Par contre, il était tout à fait réalisable d'en donner les principes de fonctionnement (et méthodes), à travers des cas concrets, et c'est ce que j'ai souhaité faire dans ce livre. Celui-ci était en préparation depuis plus d'un an. Ce sont les assassinats en Irak, mais surtout la prise en otage de l'école de Beslan en Ossétie (Ex-URSS) qui ont déclenché sa nécessaire parution. Devant la montée en puissance de l'horreur, il m'est apparu urgent de partager avec le public mon indignation/inquiétude quant à la nature même du terrorisme fondamentalisme, et des pseudo-valeurs qu'il véhicule, mais aussi quant à l'émergence d'une pensée mondiale qui tend de plus en plus à le comprendre, à le tolérer, à l'excuser. Partant de ce constat, j'ai donc tenté d'analyser comment nous en sommes arrivés là ...

L'action psychologique : la manipulation des perceptions

Pour commencer cet ouvrage, il convient de déterminer quels sont les principes de base de l'action psychologique. Nous verrons ensuite, dans les chapitres suivants, à quel point les terroristes fondamentalistes en maîtrisent les rouages. C'est qu'ils ont avant tout compris que pour s'imposer, la force brute doit bien souvent s'allier à une attitude qui permet de s'imposer également de manière plus subtile. Il s'agit en fait d'établir une emprise sur une population, sur des dirigeants, ou encore sur l'opinion publique internationale, en faisant en sorte de modifier ses perceptions de la réalité. Pour agir, les manipulateurs devront faire preuve de psychologie. Il leur faut comprendre le fonctionnement et les outils qui permettent l'appréhension des informations, afin de pouvoir les utiliser à leur profit, car l'action psychologique sert toujours des objectifs bien définis et préalablement planifiés.

L'exemple de la prise d'otages de Beslan, qui a motivé ce besoin d'écrire, me servira de premier exemple d'une perception pervertie de l'information. Bien d'autres malheureusement suivront... Il s'agit pour l'instant uniquement d'étudier par quels procédés, à la fois simples et subtiles, nos perceptions sont parfois insidieusement orientées.

La prise d'otages de l'école de Beslan : le choc

Ce n'est pas la première fois que des terroristes s'en prennent aux enfants et aux civils en général, car en Israël ce sont bien des civils (dont des femmes et des enfants en bas âge) qui sont régulièrement victimes de terrorisme, mais à Beslan ce fut en masse et significatif de l'avancée des méthodes terroristes issues du fondamentalisme islamiste. Tandis qu'au moment où j'écris ces lignes, les doutes sur l'origine du groupe terroriste abondent de toutes parts, jusqu'à preuve du contraire, seuls des fondamentalistes islamistes sont capables de faire sauter le toit d'un bâtiment tout en se trouvant en dessous de ce toit !

A part les Tigres Tamouls du LTTE au Sri Lanka, les attaques et attentats suicides sont l'œuvre des fondamentalistes islamistes et il est dans le cas de Beslan évident que les Tigres Tamouls du LTTE n'ont aucun intérêt à prendre en otage une école d'Ossétie du Nord. Nous savons par contre que les fondamentalistes wahhabites se trouvent en Tchétchénie, qu'ils reçoivent du financement d'Arabie Saoudite, que les camps d'entraînement en Afghanistan ont régulièrement envoyé des terroristes en Tchétchénie et que par conséquent, il n'y a aucune raison d'écarter la piste fondamentaliste de la prise d'otages; visiblement, il apparaît nécessaire de remettre en mémoire la précédente prise d'otages des fondamentalistes tchétchènes en octobre 2002 qui avaient retenu au moins 800 personnes dont 129 avaient été tuées pendant la tentative de libération.

Le premier choc est de réaliser que des hommes soient capables de faire cela.

Je l'expliquerai plus en détails plus loin, mais il faut déjà comprendre et réaliser à notre tour que ces « hommes » se sont préparés à prendre en otage des civils dont une grande partie sont des enfants. Il est flagrant que cette situation n'a pas été réalisée, « comprise » dans notre société car dès l'instant où la population, certains « intellectuels », et les gouvernants de certains pays (dont la France) ont pu expliquer que Poutine et sa politique étaient en partie responsables de cette prise d'otages, c'est une part de notre humanité qui a été vendue aux islamistes. En effet, leur combat est en partie gagné par le simple fait que politiser un événement de ce type signifie implicitement l'éloignement des repères humains dits « classiques » ainsi qu'un partage de la condamnation. Dans les faits, la victime est rendue responsable de ce qui lui arrive, un peu comme si la nouvelle mentalité française permettait à un violeur d'avoir soit des circonstances atténuantes soit une responsabilité limitée du fait que la victime du viol était habillée de façon, selon le violeur, provocante.

Appelons un chat un chat car expliquer cette barbarie n'est rien d'autre qu'un début de soumission à la culture fondamentaliste qui s'explique aussi très bien par le syndrome de Stockholm. C'est ignoble ou cela ne l'est pas, mais en aucun cas la politique ou les raisons politiques ne doivent venir atténuer par l'explication des actes de tueries idéologiques, politiques ou nationalistes.

Habitué aux attentats en Israël et habitué à la terminologie de nos médias concernant le statut des terroristes appelés « activistes » ou « militants », il fut dès lors possible d'atténuer le statut et l'image des terroristes de Beslan. En effet, la télévision, n'a montré que des scènes de confusion ou encore des images de militaires en action ou en surveillance avec des allées et venues de blindés. L'assaut lui-même fut bien sûr commenté avec les plus vives critiques. Les dépêches AFP ont abondamment fourni les rédactions de nos quotidiens et ceux-ci ont repris en chœur la rhétorique de l'AFP. Je vais en exposer dans ces lignes certains extraits afin de commencer à expliquer pourquoi les Français ne peuvent identifier le terrorisme et les actes terroristes, mais aussi et surtout comment beaucoup de français de Français pratiquent avec virtuosité la technique du « deux poids deux mesures ».

Avant d'entrer dans les détails, voici un titre de l'AFP « Un commando prend en otages 240 enfants et adultes en Ossétie du Nord (Caucase) (PAPIER GENERAL).

Cette dépêche est datée du 01 / 09 / 2004 .

Il n'est pas écrit dans ce texte de 520 mots une seule fois le mot « terroriste » mais on pourra lire par contre « assaillants » deux fois, « Commando » deux fois et « preneurs d'otages » une fois. Le titre lui-même est terriblement ambigu car un amalgame est volontairement fait entre les commandos des forces spéciales militaires étatiques et les terroristes preneurs d'otages. Une confusion automatique, due à un réflexe psychologique, renvoie la même image dans les deux cas, assimilant forces de l'ordre et terroristes preneurs d'otages. Malgré ce que la presse peut déclarer concernant les « exactions » des forces armées russes en Tchétchénie , aucune armée ou aucun commando militaire étatique ne prend d'enfants en otages et / ou n'exécute des civils otages. Quand des civils meurent, en Tchétchénie, en Afghanistan, en Irak ou dans les territoires sous contrôle palestinien, les déclarations de presse françaises créent l'amalgame entre un civil abattu volontairement (car étant l'objectif précis du terroriste) et un civil abattu accidentellement sur une zone de guerre lors d'échanges de tirs entre militaires étatiques et combattants terroristes.

Pour équilibrer ces faits, un parallèle s'impose.

Que ce soit un soldat de Tsahal, un Ranger US, un Marine Anglais, un Légionnaire Français, chaque soldat en patrouille, en faction ou en poste d'observation peut à son tour être victime de ce type de situation calculée et provoquée par les fondamentalistes. En effet, si Bechar al Assad et Ben Laden maîtrisent les techniques de combat asymétriques, les militaires appartenant aux états démocratiques sont eux soumis aux conventions et aux règles de combat. C'est dans ce contexte que les soldats de Tsahal (armée d'Israël) se trouvent obligés en riposte de tirer dans la direction des coups de feu, pour se protéger et pour protéger les autres membres de leur unité. Ce que savent les terroristes, c'est que les tirs ont de grandes chances de toucher, de blesser et de tuer des civils et des enfants volontairement placés autour d'eux. Les preuves abondent mais sont censurées...l'action psychologique fondamentaliste est en marche.

Cela peut tout à fait arriver aux militaires français...Bien sûr, la France n'est plus victime sur son sol, des actions terroristes psychologiques, mais les Italiens, les Espagnols et même les Polonais ont découvert le cynisme, la cruauté et la barbarie fondamentaliste islamiste, lorsque leurs armées furent confrontées à des attaques terroristes et qu'elles durent riposter malgré la présence de civils.

Constats

Il est surprenant de constater qu'aucun confrère ne signale ces incohérences des médias, et donc de l'information française, alors qu'une partie des analyses géopolitiques peut se faire avec une base d'archives traitant de l'actualité internationale, des faits divers, des phénomènes de société, de religion etc. L'étude des relations internationales et stratégiques constitue un paramètre incontournable dans les analyses géopolitiques, car elles déterminent l'ambiance d'un pays, les tensions, les possibilités commerciales, la provenance des menaces (guérilla, groupes terroristes, mafias). De ce fait, elle permet donc d'obtenir des conclusions assez précises. S'il fallait faire un audit, une analyse géopolitique pour le Proche-Orient, la plupart des analyses privées françaises seraient vouées à l'échec !

Pourquoi ? Parce qu'en matière d'information il est TOTALEMENT impossible de se fier à la presse tant ce qu'elle contient est partisan et en marge de la réalité de terrain. Dans la mesure où il n'y a aucune dénonciation des pratiques des médias et de leurs rédactions, de même qu'il n'y a aucune dénonciation de la politique et de l'orientation pro-arabe du gouvernement français, les personnes et institutions ayant besoin d'audits, de conseils, et d'analyses de risques fiables sont indubitablement incitées à aller les chercher ailleurs !

L'interprétation et la compréhension erronées de l'actualité internationale, et en particulier du terrorisme fondamentaliste islamiste, par des non spécialistes, c'est-à-dire d'honnêtes lecteurs qui de part leurs « avis », leurs « opinions » font la référence d'une population (française), contribue activement au soutien de la propagande terroriste.

Les rédacteurs des quotidiens français et autres « spécialistes » de l'information ont un devoir, une obligation, une responsabilité éthique qui doit diriger, guider leur méthode de travail. Au lieu de ça, si l'on veut être informé objectivement, il devient souhaitable de traduire l'anglais et de s'acheter les journaux locaux des pays qui intéressent le lecteur courageux, afin d'avoir des informations concernant différents domaines, de pouvoir apprécier les différents courants de pensée d'une

population et surtout, grâce à cette démarche, de se démarquer du principe des moutons de Panurge, à savoir : là où l'information française veut m'emmener ... j'irai !

Il n'est plus un journal télévisé ou un quotidien qui n'évoque le conflit israélo-arabe, mais il faut chercher le quotidien, l'hebdomadaire qui ira à contre-courant et qui fournira une version différente de cette masse médiatique. A ce jour il n'y a plus de distance critique face à la quantité d'informations véhiculées par les médias. Cette masse qui travaille, qui n'a pas le temps (et qui le reconnaît), sait éperdument qu'elle est victime de désinformation. Cette masse acheteuse des quotidiens français sait, parce qu'elle le vit, qu'elle est victime du système de pensée unique. Les agriculteurs, les infirmières, les enseignants, les médecins, les employés SNCF, etc... ont tous fait à un moment donné la UNE d'un quotidien. Lorsqu'on interroge les principaux intéressés, ils répondent à l'unanimité qu'ils se sont sentis incompris et surtout que la récupération des revendications par la presse et les différents médias n'était pas en phase avec la réalité.

Si le sujet à la base est correct, ce qui en est fait constitue un réel scandale, car les analyses, les interprétations très personnelles des journalistes avec leurs commentaires acides et corrosifs ont très vite poussé le public à se désolidariser de ses semblables, pour ne pas être assimilé à celui qui revendique. Les propos journalistiques sont en effet truffés de sophismes, de guillemets, et de bien d'autres outils de la langue française qui seront développés plus loin. Le prosélytisme terroriste, se servant des médias comme relais, l'a compris et parfaitement exploités, réussissant ainsi à instaurer une politique du chaos qui cherche à faire douter la population, afin de semer la confusion. En conséquence, elle se trouve dans l'incapacité de prendre une décision et de faire un choix.

Les mécanismes de perception

Pour percevoir une information, nous devons organiser et interpréter nos données sensorielles. Ces données peuvent provenir d'une explication orale, d'une explication technique écrite ou d'un ensemble d'éléments séparés ne provenant pas d'une même direction mais qui conduiront à une conclusion. Ce mécanisme de perception est acquis avec l'apprentissage des expériences vécues et c'est ce qui nous permet de pouvoir identifier une chose, une émotion, un sentiment ou une situation. Cette perception est limitée à ce que nous connaissons : l'expérience vécue propre à chacun, la profession et le milieu dans lequel on vit. Elle est de ce fait sélective et crée une hiérarchie dans les informations qu'elle reçoit.

On distingue deux procédés permettant d'appréhender des informations. La perception automatique, sans même nous en apercevoir, nous permet d'identifier immédiatement (ou très vite) un problème ou une situation de danger, grâce à cet ensemble d'éléments séparés que notre conscient va assembler pour en tirer une perception. La perception issue d'une analyse ou d'une réflexion, quant à elle, demandera plus de temps, car elle fera appel à notre capacité de raisonnement.

S'il est tout à fait possible d'être trompé par notre perception automatique dans une situation de danger, par le fait par exemple qu'un malfaiteur, habillé en policier, se serve de son arme pour menacer et s'approprier un bien, il est encore plus facile de

CE. G

tromper l'opinion publique par le biais des médias et des analyses faites par les lecteurs. Dans le cas du faux policier, les éléments de perception de l'automobiliste ne peuvent pas immédiatement stimuler les sens d'alerte : les éléments visuels dont dispose l'automobiliste trompent celui-ci à cause de l'uniforme. L'uniforme du policier étant associé à l'idée de « sécurité », le subterfuge fonctionne sur la notion de confiance et de sécurité projetée par l'image symbolique du policier.

Il est ainsi très facile de tromper la perception d'une personne et d'une population par la manipulation, grâce à des outils sensoriels ayant une grande influence sur le raisonnement et les mécanismes d'interprétations, et ce d'autant plus que le tout s'opère dans un climat de confiance. Or, c'est bien le cas lorsque l'on s'installe devant le JT, ou lorsqu'on ouvre son journal. Prendre conscience de ces mécanismes humains est une nécessité pour être capable de demeurer actif malgré nos premières impressions, qui à notre ère de communication sont souvent orientées par l'émetteur du message transmis. Connaître quelques outils susceptibles de manipuler la perception apparaît donc utile, afin de pouvoir s'en préserver.

Aperçu des outils de manipulation de la perception Le pouvoir des mots !

C'est en effet grâce aux outils de la langue française qu'il est possible de pénétrer les esprits et de déclencher des émotions et des sentiments. Je ne rentrerai pas ici trop loin dans les explications philosophiques pour éviter de me disperser. Les outils que je vais présenter, expliquer et dénoncer seront suffisants pour rendre à l'avenir le lecteur particulièrement attentif au mode de présentation de l'actualité en général, et surtout ils permettront de pouvoir lutter contre les manipulations. Mon objectif ici est de donner quelques clés non exhaustives, simples à première vue, mais qui peuvent servir de base à des manipulations de grande ampleur et aux conséquences redoutables, tels que nous les verrons à l'œuvre par la suite.

Cette notion d'éveil est indispensable, car la perception est complexe, et l'on ne peut lui faire confiance. Se fier aux apparences est un réflexe humain, mais limite le raisonnement. Or, c'est précisément ce que recherchent les manipulateurs en général, et les terroristes en particulier. Ils s'attachent ainsi à se servir de ce que l'on a sous les yeux, mais en faisant en sorte que l'on ne voit que ce qu'ils veulent montrer. Pour cela, ils font en sorte de combiner différentes techniques qui s'assemblent à l'insu de l'opinion publique, pour attirer ou détourner son attention d'un événement, et modifier sa perception de la réalité, afin de l'amener à adhérer au message du manipulateur. Voici donc quelques outils bien rôdés, dont l'usage peut passer inaperçu, mais qui toutefois peuvent influencer totalement des jugements, que l'on croira malgré tout personnels et indépendants.

- **L'image** : c'est le fameux principe qui consiste à prendre une photographie en plan large, montrant un stade avec seulement le quart plein, mais en cadrant l'objectif et en découpant la zone dans laquelle se trouve uniquement un petit rassemblement de spectateurs, de manière à faire croire que le stade était plein... Technique connue et éprouvée, mais encore très employée.

- **L'utilisation de la bande son** : Il faut que les éléments s'accordent pour ne pas choquer et pour pouvoir influencer sans avoir l'air de le faire, comme une orchestration. Prenez un film d'horreur et introduisez une musique classique romantique, cette musique ne concorde pas avec l'image, avec le contexte, cela choque et l'on s'en aperçoit tout de suite. Prenez une scène avec un paysage de montagne représentant le calme, la quiétude, et introduisez une musique Hard Rock, vous ne comprendrez pas, cela vous fera rire ou vous changerez de chaîne car il n'y a pas d'adéquation entre le contexte de l'image ou de la scène et l'émotion qu'aurait dû induire la musique. L'utilisation d'images sans commentaire ou d'une musique sur un support photo ou vidéo sont autant de techniques manipulant l'interprétation.

- **La répétition** : cet outil est utilisé dans les publicités, dans des sectes et des écoles religieuses telles que les Madrasas. Pour apprendre un devoir, ou par punition, il était demandé de copier plusieurs fois un paragraphe afin de marquer l'esprit ou tout simplement pour retenir. Dans les écoles coraniques, les élèves doivent réciter toute la journée, toute la semaine pendant des années des versets du Coran ou de la Sunna. Les médias utilisent aussi cette méthode pour focaliser l'attention des lecteurs ou téléspectateurs sur un sujet précis.

- **La couleur** : cet outil est utilisé pour attirer l'attention et pour marquer l'esprit grâce à la force de l'intensité de la couleur. Paris-Match, Marianne, VSD et d'autres hebdomadaires utilisent cette méthode pour attirer le regard et faire flasher un titre choc grâce à la sélection des mots, à leur police de caractères et à leurs couleurs.

- **Les déclencheurs émotionnels** : ce sont des outils qui incitent à la joie ou à la tristesse. Il peut s'agir d'images, de textes ou de paroles. Il est possible de cumuler les trois pour augmenter les effets. Lors d'un drame, la répétition des images de catastrophes permet d'exacerber les sentiments de tristesse, de même qu'en les associant avec des témoignages des familles ou des amis, interviendra alors la compassion.

- **L'intensité** : les publicités, les grandes surfaces, les meetings et les médias utilisent cet outil. Les couleurs vives, les hauts parleurs branchés au maximum, les caractères gras et soulignés déclenchent l'intensité d'un message car ils attirent l'attention et on ne peut les oublier rapidement. La publicité et le journal télévisé offre un excellent exemple d'intensité car on y trouve le son fort sans toucher au son de l'appareil, celui-ci augmente de façon à entendre la publicité même de la pièce d'à côté. Par l'association du son, des couleurs vives et des caractères gras des titres et sous titres associés, l'information du journal télévisé, comme la publicité, martèle les esprits.

- **Le langage, enfin, est l'un outil majeur permettant la manipulation de la perception de la population**

la maîtrise du langage est essentielle, tant pour le manipulateur que pour sa cible. Si la cible à son tour maîtrise l'art du langage, elle pourra déjouer son action. L'art de convaincre (par le raisonnement) et de persuader (en faisant appel à l'émotion), associé au talent et au charisme de l'orateur, que nous évoquerons bientôt, constituent un élément indispensable sans lequel le message ne peut s'insérer dans l'esprit de l'opinion publique. On constatera d'ailleurs qu'en ce qui concerne le

CE. G

terrorisme fondamentaliste qui nous occupera dans ce livre, le langage apparaît clairement comme un moyen de prosélytisme mais aussi comme un moyen de lutte insidieuse pour modifier son image au sein de la communauté internationale.

Pour une étude approfondie des techniques dont dispose le langage afin de convaincre, je renvoie le lecteur aux ouvrages plus spécialisés. Je ne souhaite en effet pas établir une liste exhaustive qui nous éloignerait trop de notre sujet. Signalons toutefois que ce sont en fait les sophistes de la Grèce antique qui ont été les maîtres dans l'art de parler. Ils maîtrisaient la linguistique qui leur donnait le don de savoir convaincre en argumentant. Cet art fut largement étudié dès cette époque par Aristote¹ dans son ouvrage intitulé « Rhétorique ».

On répertorie de très nombreux outils permettant au langage d'atteindre son objectif. Il s'agit de « figures rhétoriques », parmi lesquelles on trouve par exemple la Métaphore : « procédé de langage qui consiste à employer un terme concret dans un contexte abstrait par substitution analogique, sans qu'il y ait d'éléments introduisant formellement une comparaison. »² Autrement dit, se servir d'une métaphore dans un discours permet d'employer des « images » servant à soutenir l'argumentation. L'image a bien souvent une force symbolique, car elle se réfère à l'histoire, à un drame ou à quelque chose de personnel, mais ciblé par l'orateur, et qui permet de la greffer sur l'argumentaire. L'image des camps de concentration nazis est ainsi fréquemment superposée à celle de la bande de Gaza pour criminaliser au maximum les Israéliens et Tsahal.

Un autre procédé rhétorique mérite ici d'être évoqué, tant il est utilisé par les manipulateurs en général, et les terroristes fondamentalistes islamistes en particulier. Il s'agit des sophismes, dont il existe de nombreuses formes. Ce sont des arguments et raisonnements faux ayant l'apparence de vérité, volontairement exprimés pour manipuler (au contraire du paralogisme dont le faux raisonnement est fait de bonne foi). Le Petit Robert évoque un « raisonnement conforme à la logique mais aboutissant à une conclusion manifestement fausse. » Pour illustrer cet exemple, on peut évoquer le syllogisme très connu : « Tout ce qui est rare est cher, or un cheval borgne est rare...donc un cheval borgne est cher ! ». Vous avez là les apparences d'une logique implacable, mais un raisonnement totalement faux !

Ainsi les mécanismes de perception de l'information sont à la merci d'outils manipulateurs subtils, susceptibles d'orienter et d'influencer les convictions de la population. Celle-ci devient alors une cible, et peut très vite devenir victime d'actions psychologiques organisées et réfléchies. Nous les verrons à l'œuvre dans les chapitres suivants, et constaterons l'ampleur des risques qui y sont associés. Cependant, je ne souhaite pas que le lecteur s'enferme dans des exemples, mais au contraire, qu'il puisse y trouver les outils qui apporteront les réponses à certaines questions d'actualité. Il faut avant tout prendre conscience que ce que nous absorbons quotidiennement, en ouvrant notre journal ou en allumant la télévision est susceptible certes de nous instruire, mais aussi de transmettre un message qui, s'il n'est pas décrypté, peut très bien être le relais d'une action psychologique en général, et terroriste en particulier, pour le thème qui nous intéresse dans cet ouvrage. Afin de ne pas nous laisser bernier, tentons de cibler brièvement son fonctionnement et ses objectifs, ceux-ci vous apparaîtront alors de manière plus flagrante encore dans les pages à venir.

1 Auteur de plusieurs traités dont : « Les Topiques » et « Les Réfutations Sophistiques »

2 d'après le dictionnaire Le Petit Robert

L'action psychologique : définition

Par souci de précision, je commencerai ce paragraphe par quelques définitions extraites du Nouveau Petit Robert :

Définitions du Nouveau Petit Robert (édition 1993)

Action Psychologique

- **ACTION** : Fait de produire un effet, manière d'agir sur quelqu'un / ce que fait quelqu'un et ce par quoi il réalise une intention.
- **PSYCHOLOGIQUE** : Qui concerne les faits psychiques / qui agit sur les forces psychiques / qui vise à agir sur le comportement /
- **ACTION PSYCHOLOGIQUE** : Propagande insidieuse tendant à accréditer dans la population certaines idées politiques.

Les Outils

La désinformation : Utilisation des techniques de l'information, notamment de l'information de masse pour induire en erreur, cacher ou travestir les faits.

L'intoxication : Action insidieuse sur les esprits, tendant à accréditer certaines opinions, à démoraliser, à affaiblir le sens critique.

L'intoxication par l'action psychologique (conditionnement), par la propagande politique (endoctrinement).

La propagande : Action exercée sur l'opinion pour l'amener à avoir certaines idées politiques et sociales, à soutenir une politique, un gouvernement, un représentant.

Moyens de propagande (discours, journaux, télévision, radio, cinéma).

La rhétorique : Art de bien parler, technique de la mise en œuvre des moyens d'expression (par la composition, les figures).

Moyen d'expression et de persuasion propres à quelqu'un.

Le sophisme : Argument, raisonnement faux (paralogisme), malgré une apparence de vérité et généralement fait avec mauvaise foi.

Raisonnement conforme aux règles de la logique mais aboutissant à une conclusion manifestement fautive (paradoxe).

Il est donc possible d'expliquer les actions psychologiques comme étant l'utilisation des méthodes de communication pour influencer les attitudes et les comportements humains, comme par exemple pour déclencher des émotions, des attitudes et des actions qui iront dans la direction voulue par l'initiateur, à des fins

3 J'ai écrit un Article pour Securimag (revue de sécurité N°27 Décembre / Janvier 2003) dans lequel j'expliquais aux professionnels de la protection, les techniques de manipulation des masses par les médias afin de les sensibiliser de manière à ce que leurs analyses de risque ne soient pas tronquées par de fausses informations.

politiques, économiques, stratégiques ou religieuses. En ce sens, ce sont des armes psychologiques, qu'elles soient internes à un état ou dirigées vers une population ou des dirigeants étrangers.

La définition du dictionnaire montre que l'action psychologique cumule les techniques de manipulation des masses. Pour véhiculer son message, la méthode la plus simple et la plus utilisée reste sans doute «le bouche à oreille». Mais il existe bien d'autres moyens, comme la radio, les prospectus, les journaux, les livres et les affiches, qui ont l'avantage d'avoir des gros caractères en couleur et qui permettent d'insérer une ou des images. Dans certaines circonstances, les actions psychologiques doivent parfois être mises en œuvre très rapidement pour avoir des effets à très court terme. Dans ce cas, la radio et le bouche à oreille font partie des meilleurs outils.

Pour y parvenir, il faudra trouver l'élément qui affectera la cible ou le groupe cible (une population ou une partie d'une population, un genre ou une ethnie). Il peut s'agir d'un élément fabriqué de toute pièce par le désinformateur ou d'une opportunité saisie. Dans le cas de l'opportunité, il y a là l'avantage de posséder au départ un fait réel qui sera transformable grâce à l'omission, la focalisation, la négation. Dans le cas de Jénine par exemple, lors de l'opération «Bouclier Défensif», où l'Autorité Palestinienne fabriqua de toute pièce une rumeur de massacre à grande échelle... Rumeur reprise par les médias français sans contrôle ni vérification, ni démenti officiel à la découverte de la supercherie ! Ces rumeurs de massacres sont très rapidement devenues de l'information et un véritable scoop déclenchant l'indignation de la population. Comment ? La technique utilisée fut simple : le bouche à oreille et les transmissions radio des groupes terroristes présents. Ceux-ci, aidés par nos médias usant de l'outil de répétition, ont réussi, avec des images réelles de cadavres de combattants terroristes habillés en civil, une désinformation par exagération et focalisation.

La propagande stratégique quant à elle, basée sur du long terme, concerne les stratégies de politique intérieure ayant pour objectif de faire passer un message à la population adverse. Il est nécessaire d'avoir des médias pour relayer les messages, car des outils tels que la fabrication d'éléments, les exagérations et les focalisations n'auront d'impact psychologique que s'ils sont disponibles à grande échelle. La propagande stratégique ne peut réussir sans média de masse. Elle permet à long terme de changer les idées des individus et, par la suite, leurs attitudes grâce à l'implantation de nouvelles idées, conçues de manière à ne pas laisser de place au doute.

L'objectif principal consiste à influencer un groupe d'individus parmi la population, plus sensibles à d'autres discours ou moins patriotes, et qui pourront grâce à leurs actions, influencer ou modifier la politique de leur pays. Il est alors nécessaire d'étudier le groupe cible pour comprendre sa psychologie afin de déterminer ses motivations, ses attentes et de trouver un dénominateur commun qui le rassemblera derrière un concept ou une idée. Les gourous des sectes ont compris cette technique et l'utilisent avec beaucoup de succès. C'est ainsi que des ingénieurs, des médecins, des élus, des intellectuels sont sous l'influence psychologique d'un seul individu par le biais d'un « idéal », d'un « mode de vie ». Le gourou aura remarqué grâce à l'observation du sujet, les points faibles de l'individu même si celui-ci est intelligent et sur ses gardes. Les personnes manipulées ne savent pas qu'elles le sont, ou ne l'admettent pas.

Quand il s'agit d'une population dont le gouvernement a besoin du soutien, le désinformateur devra faire percevoir à sa population que les opposants sont alors à considérer comme des ennemis et qu'ils font partie d'une catégorie de « sous-êtres » qui représente le mal absolu. Cette technique était employée par Arafat grâce au relais

des médias, qui par le biais des imams et des sermons du Vendredi, va avec des versets du Coran, créer une image dégradante des juifs assimilés à « des êtres inférieurs, descendants des singes et des porcs, qu'il faut jeter à la mer ». L'élément unificateur sera l'Islam, avec un ennemi connu et unique, car il est d'une grande importance d'avoir un ennemi et un seul à la fois, pour ne pas disperser la population par un choix multiple.

Il est aussi possible de désinformer en noyant un sujet important dans une masse de sujets superflus. L'objectif sera alors de pouvoir déclarer avoir diffusé le sujet tout en sachant qu'il ne sera pas retenu, puisqu'il sera passé inaperçu. Bien d'autres méthodes encore peuvent être utilisées, que nous verrons plus en détails plus loin. Les actions psychologiques sont insidieuses et présentent des formes diverses et variées. Les médias sont à ce jour devenus une aubaine pour ceux qui souhaitent diffuser des messages de propagande ou des messages désinformateurs, qui tendent à modifier les perceptions de la réalité d'un événement, dans un objectif stratégique qui ne laisse rien au hasard. C'est la définition de cet objectif qu'il importera de déterminer, afin de distinguer ce vers quoi le manipulateur veut nous amener.

Objectifs stratégiques de l'action psychologique

On distingue les actions psychologiques défensives et les actions psychologiques offensives. Nous verrons que dans le cadre du terrorisme fondamentaliste islamiste s'opère un cumul de ces deux objectifs, puisqu'il s'agit à la fois d'agir sur la population arabe et sur la communauté internationale. Ce doublet permet d'en associer bien évidemment les bénéfices, et d'augmenter d'autant le résultat de la manipulation, nous y reviendrons.

D'une manière plus générale, l'action psychologique défensive cherchera à désinformer la population :

- Ne pas renseigner « l'ennemi », ou l'induire en erreur grâce aux fausses informations fournies par l'autorité à sa population,
- Ne pas démoraliser sa population, en lui cachant les mauvaises nouvelles : l'autorité n'informerait pas sa population des progrès enregistrés de manière à ne pas réduire les chaînes de production car dans l'esprit « si tout va bien, pourquoi se battre et se fatiguer ? »

Par ailleurs, dans un objectif offensif, ce type d'action permet l'augmentation des chances d'une campagne militaire en détruisant la volonté de résistance d'une population et en épargnant les infrastructures du pays. Les messages cherchent alors à délégitimer les actions du gouvernement ennemi, à diminuer le moral des troupes et de la population afin d'affecter le soutien au gouvernement.

Pourquoi viser une population ennemie ? Tout simplement, mais c'est essentiel, parce que grâce à elle, avec les votes et les différents modes d'expressions (sondages, statistiques), celle-ci peut faire fléchir ou influencer les membres du gouvernement, et parce que c'est dans la population que l'on cherche la main d'œuvre pour la production. Il apparaît donc clairement que l'opinion publique joue un rôle primordial dans l'évolution des événements mondiaux. Trop souvent elle ignore pourtant qu'elle constitue pour cela une cible privilégiée des attaques psychologiques dont les médias se font consciemment ou non le relais.

La mise en œuvre de ses stratégies d'actions psychologiques est en marche
CE. G

dans toute entreprise impliquant la volonté de s'imposer à une population. Dans le schéma des dictatures connues, il est apparu que les régimes les plus totalitaires ne toléraient pas d'autres idéologies, ni ne voulaient que celle de l'autorité soit discutée. L'idéologie de régime totalitaire ne doit donc pas être trop longue ou compliquée, car la population a besoin de slogans courts, faciles à retenir et à propager. Le contrôle de l'information et des médias est un élément incontournable de la stratégie dictatoriale, car c'est aussi par ce biais qu'elle martèlera les esprits et enclenchera son processus d'embrigadement de la population.

Un groupe subversif ou un gouvernement, quelle que soit sa nature, peut rassembler derrière lui une population « ennemie ou alliée à manipuler » en expliquant que la guerre n'est pas dirigée contre elle mais contre les membres de son gouvernement. Une scission entre l'état et sa population, ou au sein de la population, apparaît alors. Cela s'est vu par exemple en Europe, avec les portraits et caricatures désobligeantes et les slogans à vocation déstabilisatrices à l'encontre de George Bush (« Busherie », « Bush-assassin », « Bush-nazi »...) lors de la préparation du renversement du régime de Saddam Hussein. Cette fracture entre la population et les élus divise la société en créant des doutes sur la conduite des actions à mener. C'est ce qui conduit la France et les Français, ex-alliés de l'Amérique, à se comporter en rival, en opposant-ennemi face à un état jusque là traditionnellement ami. Cet objectif est bien évidemment calculé par le manipulateur qui sait qu'il en tirera profit.

Ainsi, que les actions psychologiques soient menées à l'intérieur d'un état ou en direction d'une population et d'un gouvernement étrangers, leurs objectifs auront toujours été au préalable étudiés et planifiés. Une fois qu'ils auront été définis, le manipulateur, qui a analysé le profil de sa cible, pourra déterminer les moyens qui lui permettront de l'atteindre. S'enclencheront alors une série de mesures actives qui interviendront pour soutenir et appuyer le message de propagande. Il s'agit en fait des actions regroupant un ensemble de techniques déployées pour modifier les perceptions. Le régime despotique, par exemple, et d'une manière générale les désinformateurs, les sélectionneront en fonction des besoins et des moyens mis à disposition. Ces derniers varient selon l'importance de la désinformation mais aussi s'il s'agit de désinformateurs privés ou étatiques.

Pour modifier les perceptions, il est nécessaire de jouer sur l'intensité des actions engagées en cherchant à minimiser l'impact de certains faits d'actualité par différents outils qui seront illustrés plus loin. Parmi ceux-ci on peut citer l'omission d'éléments fondamentaux, la focalisation sur un fait pour créer une diversion, l'exagération, l'intoxication (fabrication d'éléments soutenant la manipulation), la négation par des répétitions, qui, grâce au martèlement, finiront par devenir des vérités ou encore l'assassinat, la mort agissant sur les esprits. Pour augmenter les effets, il est possible d'associer plusieurs éléments de cette liste non exhaustive.

Dans ce livre, je distinguerai les mesures actives non violentes, qui usent de subversion afin d'exercer une manipulation insidieuse, et les mesures actives violentes, qui sont des actions psychologiques puisqu'elles sont exercées dans le but de modifier les perceptions et les comportements de leur destinataire. La combinaison de ces deux catégories est amplement employée par les terroristes fondamentalistes islamistes, qui, nous le verrons, pratiquent une manipulation constante de l'opinion publique internationale, avec pour vecteur principal nos médias, mais aussi des personnalités charismatiques qui sauront habilement gérer leur image et leurs effets pour susciter l'adhésion à leur cause.

La personnalité du manipulateur : le charisme au service de l'émotion

Il n'est en effet pas de manipulation possible sans manipulateurs. Cette évidence mérite toutefois d'être largement développée, tant est primordiale la personnalité de l'orateur pour la réussite de sa communication. Le message ne passera en effet que si son émetteur « passe » dans l'opinion publique, qui doit adhérer à sa personne, pour devenir plus sensible à ses discours. Alors, le charisme du manipulateur gagnera les foules devenues confiantes, et il pourra jouer avec elles, notamment sur le registre de l'émotion, l'Ethos se mettant au service du Pathos...

L'Ethos Oratoire Ou comment l'orateur s'adapte à son auditoire.

Pour plaire, l'orateur doit s'adapter, et pour s'adapter à l'autre, il faut d'abord l'étudier. Une observation attentive permet de capter les gestes et les intentions, de déceler un changement chez l'interlocuteur ou l'allocutaire. Pour identifier ce changement, il est au préalable indispensable de connaître l'individu, il faut savoir interpréter sa réaction pour réadapter son image ou son discours si nécessaire. Être psychologue est utile, mais il faut avant tout être au contact des autres, car il faut les apprendre. De la même manière que les moines Shaolin ont étudié les animaux pour élaborer des techniques de combat, l'homme doit étudier l'homme pour mieux le connaître et pour mieux se connaître. L'Ethos oratoire est une technique d'approche qui consiste comme son nom l'indique à s'approcher d'un individu ou d'un groupe sans éveiller l'inquiétude. Il faut alors mettre au point une « tenue de camouflage ». Celle-ci doit être psychologique, linguistique et si possible physique. Dans nos sociétés actuelles, la constance est une valeur : avoir le même métier toute sa vie, aller au même restaurant, au même endroit pendant les vacances et acheter la même bouteille de vin pour les repas... L'orateur, s'il veut s'adapter, doit être souple psychologiquement. Il lui faut alors une qualité humaine rare et déconsidérée : « l'instabilité ».

L'instabilité lui permettra en effet de s'adapter beaucoup plus rapidement que quiconque. Attention, elle est à percevoir ici comme un atout qui doit lui servir à se remettre en question et à avoir le goût du changement. Ensuite, une fois l'objectif clairement identifié, le groupe subversif ou le désinformateur, devra au contraire faire preuve d'une très grande stabilité de discours et d'arguments. La population doit avoir confiance et pour cela il ne faut pas donner l'impression d'être versatile ou incertain.

Certaines personnes ne s'adaptent pas à d'autres milieux, d'où la nécessité d'être pragmatique et polyvalent. Selon Aristote, pour convaincre son auditoire, l'orateur doit exercer une influence. Il lui est alors nécessaire de s'adapter au public en tentant de le sonder afin de deviner sa vision des choses. Comme il doit savoir

CE. G

quelle autorité, quelle influence il a à leurs yeux, l'orateur devra être capable de sentir la manière dont l'auditoire le perçoit afin de pouvoir se situer face à lui. L'Ethos est donc une voie argumentative qui agit sur l'émotion et l'affectif, par la représentation de l'image de soi que l'orateur construit dans ses discours et qu'il tente de projeter vers les autres. C'est cette projection du paraître qui représentera les qualités de l'orateur. Pour réussir cette « présentation » l'orateur doit, selon les circonstances, se montrer disposé, honnête, bienveillant, compétent, assuré, ou au contraire, si cela doit contribuer à la construction de son image, se montrer sévère, agressif ou austère. L'orateur doit s'adapter et donner à son auditoire ce dont celui-ci a besoin pour être attentif à son discours .

Yasser Arafat a ainsi su se « présenter » en construisant son image. Il connaît l'opinion publique internationale, et française en particulier. Il était soutenu par notre président, d'où l'importance du relais de la presse française, il connaissait donc les Français, et sait ce dont « nous avons besoin » pour ressentir et surtout pour ne pas raisonner. Comme un bon vendeur, Arafat était un fin psychologue⁴. Après des années de sabotages et autres actes terroristes, à la tête de Fatah (créé en 1959) puis de l'OLP, auquel il se rattacherait après la défaite arabe de la « guerre des six jours » et qu'il présiderait dès 1968, Arafat se rachète une conduite aux yeux des occidentaux en déclarant lors de l'assemblée générale des Nations Unies, en novembre 1974 vouloir mettre fin à son action violente, brandissant à New York un rameau d'olivier : «Je tiens dans une main le rameau d'olivier et dans l'autre un fusil. Ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main»...ce qui le déresponsabilise par le même coup de l'avenir de la situation au Proche-Orient. Homme de symbole par excellence, c'est lui qui, le premier, arborera le keffieh palestinien qui l'identifiera désormais dans les esprits à la cause de son peuple, se présentant ainsi comme l'interlocuteur unique à considérer. Pour appuyer encore sa légitimité, il n'hésitera pas à contrefaire son état civil. Dans son combat, le symbole tient une place de choix, et il fera croire longtemps (certains le croient d'ailleurs toujours....) qu'il est né à Jérusalem d'une famille de notables descendant du Prophète, alors que son acte de naissance témoigne de sa nationalité égyptienne.⁵ Il est évident que le leader cherchait encore à augmenter sa crédibilité par une naissance dans la Cité Sainte...Il utilisa encore son image pour couvrir les scènes de lésions de son peuple après les attentats du 11 septembre à New York, en donnant son sang pour les victimes...naturellement les caméras étaient conviées et les journalistes prêts à rédiger.

Cette attitude démontre l'importance qu'a toujours accordé le dirigeant palestinien à la manière dont il devait être perçu, à la fois par son peuple et par l'opinion internationale. De terroriste, il est passé au statut d'interlocuteur privilégié alors même qu'il continuait à financer ou à encourager, loin des regards officiels, des actes terroristes⁶.

En fait, l'utilisation de son image par un manipulateur charismatique est fréquente, elle est d'autant plus efficace que celui-ci en aura conscience, et usera de stratégies de communication finement réfléchies et travaillées. D'ailleurs, de nombreux personnages politiques n'hésiteront pas à s'attacher les services d'un professionnel en ce domaine, afin de séduire davantage l'électorat. Mais cette technique n'est pas la seule manière d'utiliser le paraître pour le substituer à

4 Lire l'article de Luis Lema Vendredi 5 novembre 2004, dans le quotidien suisse Le temps, consultable également sur internet : <http://www.letemps.ch/dossiers/dossiersarticle.asp?ID=144752>

5 Arafat naquit en effet au Caire le 24 août 1929.

6 voir les documents saisis à la Muqata'a et authentifiés par les services secrets occidentaux.

l'argumentation de son idéologie. Parfois il est préférable de rester dans l'ombre et de laisser les autres agir auprès de l'opinion publique...

Le détournement de l'argument d'autorité : argumentum ad verecundiam

L'un des procédés couramment utilisés consistera alors à profiter de l'aura d'une personne extérieure, qui n'a au départ rien à voir avec les événements et qui est souvent elle-même victime de désinformation, pour appuyer sa position. L'idéologie sera alors relayée par une autorité pour confirmer une source ou une information. Cette personne est bien sûr sensée maîtriser le sujet sur lequel elle est interrogée. L'opinion publique ne se posera donc pas de question...et pourtant, elle devrait ! Faire appel au respect ou à la soumission dus à une autorité non pertinente pour le sujet évoqué génère en effet de nombreuses erreurs de jugement. Un spécialiste peut parler de son métier avec méthode, pédagogie et passion s'il l'aime, ce qui lui permettra d'ailleurs de susciter des vocations. Mais si un spécialiste de la pose de pare brise d'une marque de voiture devait commenter les procédures d'usage pour le lancement d'une navette spatiale, nous serions certainement dans l'incapacité de comprendre l'explication puisque le narrateur lui-même ne peut parler et expliquer ce qu'il ne connaît pas.

Voici un exemple de l'utilisation de ce sophisme appelé « argumentum ad verecundiam ». Le quartier de Yasser Arafat est encerclé depuis quelques semaines par l'armée israélienne. Les échanges de tir d'armes automatiques, d'artillerie légère et d'artillerie lourde ont endommagé le bâtiment dans lequel se trouve le chef de l'autorité palestinienne, ainsi que les abords routes et maisons qui ont été le théâtre de la progression tactique des militaires jusqu'au QG de Yasser Arafat . Les routes et tout ce qui se trouve sur celles-ci sont jonchés de débrisForcément ! La visite d'un représentant du gouvernement américain pour négocier le départ de l'armée israélienne nécessite donc un "nettoyage" total de la zone.

Dans ce cas de figure, la confusion et le doute furent introduits lorsqu'un militant « pacifiste » français n'étant pas une autorité, mais qui se trouvait dans l'enceinte du bâtiment, déclara à la presse que l'armée israélienne nettoyait les alentours pour la venue de l'émissaire américain afin qu'il ne s'aperçoive pas que l'armée en avait fait une zone de guerre. Son témoignage eut un impact car il était français, et donc de la même nationalité que les journalistes, ce qui en a fait une sorte de représentant. La présence de ce militant français a permis d'avoir un avis sur les manœuvres des militaires pendant que ceux-ci nettoyaient la zone, ce fut un plus pour les besoins du reportage. Celui qui fut interrogé n'était pas spécialiste en la matière, mais ce fut pourtant le seul témoignage reçu par les chaînes françaises pour expliquer ce nettoyage.

Je dis qu'il n'est pas spécialiste car il ignore les procédures professionnelles à mettre en œuvre dans ce cas de figure. En protection des personnes, l'une des premières mesures à prendre pour ce type de visite consiste à sécuriser la zone. Sachant que des groupes terroristes spécialistes de la pose de bombes, et du

CE. G

camouflage de celles-ci, exerçaient leur activité dans ce secteur, l'armée israélienne a procédé au nettoyage de la zone. Seuls des spécialistes en la matière auraient pu dire aux journalistes, si ceux-ci le leur avaient demandé, que les bombes sont souvent cachées dans des voitures (même à l'état de carcasse) pour les faire exploser au passage des convois, qu'elles sont dissimulées dans des cartons, des bouches d'égoûts, derrière des portes et même dans le sol ...en fait elles se dissimulent presque partout. C'est dans ce but que la zone fut nettoyée et non pour cacher au représentant américain les combats qui ont eu lieu dans le secteur du QG, et ce d'autant plus que l'émissaire était un ex-militaire habitué des zones de guerre et des conflits.

L'argument d'autorité a été ici employé de manière erronée : on a pris pour argent comptant les propos d'une personne qui n'était absolument pas compétente en matière de sécurité, et qui de ce fait ne pouvait que mal interpréter ce qu'elle voyait. Ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, et le lecteur remarquera par lui-même très facilement la fréquence de ce genre d'action dans nos médias. De nombreux quidam, pris dans la rue selon le principe apprécié du « micro-trottoir » sont ainsi amenés à donner une opinion qui ne repose pas sur une quelconque compétence, géopolitique par exemple. Par ailleurs, les « experts » sont légions pour commenter l'actualité, mais il serait parfois intéressant de se demander en quoi ils sont « experts », tant on constate, si l'on observe un peu, le nombre de « penseurs », « journalistes » ou autres qui s'improvisent subitement stratèges, en opérations militaires notamment. Tout cela contribue bien sûr à influencer la population qui, consciente de son ignorance, fait confiance à ceux dont cela semble être le travail pour lui fournir une information qu'elle espère objective et digne de foi.

Le relais du message par une personne populaire.

L'action manipulatrice prendra d'autant plus de force si le désinformateur profite de l'aura d'une tierce personne populaire et très médiatisée, qu'elle soit consciente ou non de son action désinformatrice. Cette méthode n'incite à aucun raisonnement ni aucune réflexion car elle agit uniquement sur l'image, la représentation ou le mimétisme d'un modèle. Le fait d'apprécier tel chanteur, tel acteur ou tel syndicaliste tend à faire apprécier et accepter d'avance toute proposition ou idée faite par lui. Cela se fait par conformisme, mimétisme, ignorance ou simplement par confort.

Dans les stratégies commerciales des grandes entreprises, comme Nike ou Citroën par exemple, on associe une représentation de l'entreprise et de son produit à une personne connue. Cela peut être un acteur, un footballeur, un mannequin ou un sportif à la mode du moment. Celui-ci bien sûr perçoit de grosses sommes d'argent afin d'être le modèle de la marque et d'amener son public à acheter les produits de ladite marque. Cela s'apparente à de la propagande mais pas dans son sens manipulateur des masses. Toute publicité est faite pour nous influencer et c'est ce qui nous amène dans un centre commercial à acheter un produit plutôt qu'un autre. Les affiches dans la rue, les couleurs des titres, les annonces, le fait de mettre une femme en maillot de bain à côté d'un pot de yaourt tendent à influencer le choix du consommateur. Les hommes sensibilisés par l'image d'une jolie femme dévêtue, achèteront le produit, les femmes y verront plutôt le fait qu'en mangeant cette marque de yaourt, elles pourront garder la ligne, continuer à séduire et à être belle. Le plus important c'est de faire passer un message, et cela fonctionne. La publicité Benetton en est un parfait exemple. Cette marque a fait parler d'elle à plusieurs reprises avec des scandales photographiques. Ces photographies choquantes ont pourtant produit

l'effet recherché : faire parler de la marque.

Les groupes terroristes, et particulièrement les branches chargées du prosélytisme, savent se servir de cet outil. Le relais du message par une personne connue permet d'augmenter leur taux d'audience. La guerre n'intéresse que peu de gens et si le 20 h est regardé avec autant d'assiduité, c'est aussi en partie dû au fait que c'est au moment du repas. Les conflits dans le monde sont fréquents et la plupart passent inaperçus si l'intérêt des rédactions des journaux télévisés ne délivre pas une information abondante concernant un conflit. C'est la raison pour laquelle la guerre en Angola fut pas ou peu connue du public. De même, les guerres au Zaïre (République Démocratique du Congo) furent largement ignorées en proportion et par comparaison avec le conflit israélo-arabe, en dépit des millions de morts qui résultèrent de ces conflits.

Pour attirer l'œil et l'attention du public blasé et lassé, il faut comme dans une publicité relayer le message grâce à une personne connue. Les images se suivent, se ressemblent et désintéressent peu à peu. Les chefs de guerre et les partis politiques le savent. Pour les rédactions des journaux télévisés, ce qui compte c'est de faire de l'audience et pour cela il est nécessaire d'attirer le téléspectateur. La structure du JT permet justement de maintenir l'éveil, l'attention du téléspectateur jusqu'au bout. D'abord, il y a les gros titres pendant le générique qui, grâce au son fort et au défilement des titres, créeront l'intensité qui attirera le téléspectateur. Cela peut commencer par l'actualité internationale avec les catastrophes naturelles (s'il y en a) et ensuite les conflits (il y en a toujours), vient ensuite l'actualité nationale avec la politique, les réformes, les grèves, les annonces d'homicides, les procès et les scandales en général. Puis, pour que le téléspectateur ne soit pas aigri ou désabusé à la fin du Journal Télévisé, pour qu'il puisse continuer de consommer de la télévision, il lui faut finir sur une touche plus agréable voire franchement positive à savoir, la météo avec les images de soleil et de plage (l'été bien sûr) ou des défilés de mode sans oublier l'essentiel, les résultats sportifs.

Ce sont des exemples, mais ils convergent tous vers l'idée que pour qu'une information soit retenue, il faut susciter un intérêt particulier, il faut transformer une banalité en un événement. La représentation de cette banalité par une personne connue va la transformer en un événement nouveau, inédit. Mais d'abord il faut se poser la question : pour quoi faire ou pour qui ? Reprenons le cas de Benetton comme cité plus haut. Cette société avait pour objectif principal de faire parler d'elle quelle que soit la méthode utilisée, car le but final était d'être connue pour attirer et vendre ses produits.

Souvenez-vous de la campagne médiatique de cette ONG qui luttait contre l'utilisation des mines anti-personnelles. Alors qu'elle existait depuis longtemps, il est devenu important de changer de stratégie de communication car les « bénéfices » n'étaient pas intéressants. Ceux-ci sont en fait à calculer en fonction de la sensibilisation des opinions publiques internationales, et des dons qui logiquement doivent suivre. Si le « produit » est bon et que la publicité est efficace, il doit se vendre. Si ce n'est pas le cas, c'est que la communication (comprendre : la publicité) n'est pas efficace et il faut alors en changer. Cela amena donc cette ONG à « embaucher » un footballeur professionnel pour la représenter. On a ainsi pu le voir en Afrique et dans d'autres pays du tiers-monde, là où des guerres ont mutilé des enfants, des femmes et des civils en général. L'image est convaincante, il sait de quoi il parle car il est « l'ambassadeur », le représentant de la-dite ONG.

Il est alors facile de comprendre que dès l'instant où l'on est fan de cinéma, de politique ou de sport et que l'idole, la vedette, la star s'engage dans une cause, celle-
CE. G

ci entraîne dans son sillon une partie importante de population car suivront alors les fans eux-mêmes et ensuite la famille du fan, les amis du fan et pourquoi pas, les amis des amis.

Dans le cas du terrorisme, c'est la même chose, il s'agit de « vendre » non pas un produit ou une action humanitaire, mais un concept, une idée ou une théorie. Pour illustrer ce procédé, observons l'action menée par José Bové, militant anti-mondialisation, au Proche-Orient. Celui-ci a en effet contribué à crédibiliser l'Ethos de l'orateur Arafat. Nous pourrions nous attarder sur la question de savoir si José Bové est conscient ou pas de son action à Ramallah, et sur son implication volontaire ou non dans la stratégie arafatienne et terroriste, mais cela ne regarde que lui et sa conscience. La question de savoir ce que cela a apporté à Yasser Arafat est par contre particulièrement intéressante, techniquement parlant bien sûr. Je laisse au lecteur le soin de faire sa propre analyse à partir des faits suivants, qui mettront l'accent sur ce que son action a apporté à Yasser Arafat.

José Bové se rend en Palestine sur invitation d'ONG locales afin de participer à la Journée de la terre du 30 mars 2002, qui commémore chaque année la confrontation, le 30 mars 1976, qui opposa des Palestiniens refusant la « confiscation de leurs terres » et les forces nationales de sécurité, se soldant par 6 morts et une centaine de blessés. Premier parti pris : se déplacer pour les Palestiniens sans observer ce que les Israéliens ont fait pour la région. Deuxième parti pris : relayer sans cesse la rhétorique palestinienne et arafatienne par l'utilisation de termes précis tels que « occupation », « confiscation ». Attardons-nous sur ces deux termes.

Pour qu'il y ait « occupation », il faut un Etat officiel, avec des frontières reconnues, ce que ne possèdent pas les Palestiniens du fait des refus successifs d'Arafat lors des négociations. S'il il y a occupation, il ne s'agit pas d'une occupation d'Etat mais d'une occupation de zone pour des raisons de sécurité du fait de la présence d'Israéliens à proximité de zones à présence palestinienne. Dans la mesure où l'absence de frontières sûres et reconnues⁷ ne permet pas d'établir un périmètre, une ligne de frontière précise, les Palestiniens ne peuvent donc revendiquer un droit sur une zone qui n'appartient à personne. Signalons au passage qu'aucune ONG ne dénonce la construction de colonies palestiniennes dans des frontières absentes puisqu'il apparaît aujourd'hui comme évident que la Palestine est palestinienne. Quant les Palestiniens réclament Jérusalem, qui est en Israël, cela ne choque personne. Mais quand une localité juive se construit, de la même manière que les localités palestiniennes, subitement, les frontières virtuelles apparaissent.

Pour qu'il y ait « confiscation », il faut qu'un droit de propriété soit établi, ce qui n'est pas le cas dans les territoires contestés. Les rares exemples de réquisition l'ont été pour des raisons impératives de sécurité, et les Palestiniens dont les terres ont été réquisitionnées ont été dédommagés. Dans le cas de la manifestation commémorée, il s'agissait en fait de la fabrication d'un événement servant la rhétorique de la création de l'état palestinien. Jean-Pierre Martin, journaliste de la télévision belge RTL-TV1 confirme que les manifestations qui finissent en affrontement armé n'ont rien de spontané. Il a filmé les brigades du Fatah arrivant en camionnette et distribuant des cocktails molotov, il a été arrêté par la police palestinienne à qui il a dû fournir les images, qu'ils ont censuré. Sam Kiley, du Times de Londres, confirme également les propos de son homologue belge.⁸

Comme à Rafah en 2004, poste frontière avec l'Egypte, les manifestations

7 voir la résolution 242 de l'ONU qui précise l'absence par le besoin de création de « frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force »

8 Lire le « Dossier Arafat », de Karin Calvo-Goller et Michel A. Calvo, aux éditions Albin Michel

palestiniennes étaient composées de civils, d'agitateurs, de lanceurs de pierres et de tireurs. Comme à chaque fois, la manifestation a tourné au drame au moment où les Israéliens ont dû ouvrir le feu pour se protéger, information censurée par la presse française, mais disponible dans les archives de la presse israélienne. Celle-ci n'a pas été condamnée pour diffamation, alors que l'on connaît de l'Autorité palestinienne l'usage systématique de fabrication d'événements, la fabrication de preuves, et la diffusion d'une quantité incalculable d'allégations et de rumeurs : puits d'eau empoisonnés, soldates israéliennes s'exhibant nue pour distraire les terroristes (activistes) palestiniens, utilisation d'armes israéliennes non conventionnelles dans les territoires, faux enterrements, ainsi qu'une imposture médiatique internationale : la mort présumée du petit Mohammed Al Dura, filmée en direct, dont nous parlerons plus loin dans cet ouvrage.

Continuons... José Bové se trouve donc à Ramallah au moment de l'opération « Bouclier Défensif » de l'armée israélienne, qui encercle le quartier général de Yasser Arafat afin de l'isoler et, si possible, de l'arrêter. Cette opération fait suite à des attentats ayant causé de nombreux morts sur le territoire israélien. Nous avons donc d'un côté un vieux chef terroriste et d'un autre un « militant anti-mondialisation ». Où se trouve la connexion ? Par quel moyen l'un peut-il se servir de l'autre ? En fait, nous verrons qu'ils se sont rendus service mutuellement (Opportunisme, stratégie...?)

Le militant alter-mondialiste parcourt le monde à la recherche de causes à défendre. Au départ militant contre ce qu'il appelle « la Malbouffe », il s'engage peu à peu vers d'autres horizons qui, selon lui, sont liés. José Bové a besoin de soutien, il a besoin d'électeurs. Ses multiples condamnations pour des dégradations de biens publics et privés ne doivent en aucun cas entacher sa réputation et son image, celle d'un homme au service des faibles et des démunis, d'un homme au service du bien. Il est important pour lui de paraître quelqu'un d'autre que celui dont on dénoncera les méfaits prochainement dans les rubriques judiciaires des journaux télévisés et de la presse écrite. Yasser Arafat ayant depuis quelques années gagné une légitimité internationale devient l'homme à sauver. Au nom de la « spoliation des terres palestiniennes » par le gouvernement israélien, José Bové se rendra dans les territoires et sera BOUCLIER, le bouclier personnel du chef terroriste. Pour ce faire, lui et quelques autres pacifistes accompagnent des médecins à l'intérieur du quartier général du vieux leader de l'OLP, au mépris du barrage israélien. Avec sa réputation de militant « révolutionnaire » sympathique, il fait figure d'opposant farouche à la politique des gouvernements et des pays capitalistes, il pense donc avoir sa place et être le représentant des opprimés et de « l'opprimé » de la Muquata'a.

En France, le message est passé. Il a prévenu par téléphone les bureaux de son mouvement et la presse française aussi, d'où le titre de ce chapitre : « relais du message par une personne représentant une popularité ». José Bové se sert d'Arafat, connu en France comme étant une victime des Israéliens, et c'est avec cette conviction, et l'apparence d'un analyste en stratégie, qu'il décrira les paysages de guerre qu'il verra sur place. Le Français se trouve alors sur une zone de guerre, et avec les canaux (outils de communication : presse, radio, télévision) dont il dispose il sait qu'il aura droit à de l'audience et que ses mots franchiront les frontières.

Yasser Arafat le savait aussi, il savait qui est José Bové. Pour gagner de la popularité en France, il lui fallait saisir l'occasion de s'offrir son porte voix (ne pas confondre avec porte parole !). Arafat n'avait ainsi plus besoin de sortir, car un acteur a joué la victime à sa place. Le Français et ses affidés rapporteront pour lui de

CE. G

Ramallah des témoignages tronqués, en marge de la réalité. Expert dans l'art de la victimisation, Arafat s'est vite choisi un auditoire, mais aussi des alliés de circonstance. Connaissant José Bové et sa technique militante, le chef terroriste savait que son bouclier humain ne connaissait rien de la guerre et que par contre ils avaient un point commun, leur haine d'Israël, dont Bové sera d'ailleurs expulsé après son interpellation. Il sera reçu à son retour par quantité de journalistes à qui il fournira des déclarations très partisans qui feront d'Arafat un résistant courageux et digne, et d'Israël un Etat criminel...L'enthousiasme du militant et sa médiatisation ont ainsi constitué un atout de taille puisque le Français allait, par sa démarche, susciter envers le dirigeant palestinien un élan mondial de sympathie sans qu'il ait lui-même à intervenir.

Les propos tenus par le militant anti-mondialisation ont en effet joué un rôle très important dans la perception en Europe et surtout en France de la situation en Judée Samarie (Cisjordanie). José Bové, qui se trouvait dans un hôtel à quelques centaines de mètres de là, a commenté cette situation. Bien entendu sa perception n'a jamais reflété une réalité objective, reprenant toutes les données du problème. Il est évident qu'un jardinier (spécialiste en botanique) ne pourra jamais expliquer une opération de transplantation cardiaque faite par d'autres spécialistes, dans leur domaine propre⁹, mais lui il l'a fait !

Arrivé dans les territoires disputés avec plus de 60 « pacifistes », Bové constata qu'Israël avait lancé l'opération Bouclier Défensif. Contraints de se rendre dans leur hôtel car ne pouvant pas circuler librement (les zones de guerres sont connues pour être hostiles, violentes, et aux règles intransigeantes) ils commencèrent très naturellement à « commenter » ce qu'ils apercevaient autour d'eux. Ils virent des chars, des fantassins, des jeeps de l'armée israélienne qui passaient devant les fenêtres de l'hôtel, bref, ils ont observé un déploiement. Ce qui compte dans ce contexte, c'est sa compréhension. Or, dans ce cas de figure précis, José Bové et ses « pacifistes » sont en proie à la fascination. Il n'est pas question de s'interroger sur le pourquoi, mais uniquement de ressentir, et de plaindre (et faire plaindre) celui qui semble être victime de ce déploiement de force.

Dans une interview exclusive de José Bové le mercredi 24 avril 2002 par Fatiha Kaoues dans le site Internet de Oumma.com, il racontera son séjour dans les territoires disputés et sa rencontre avec le chef terroriste Yasser Arafat. Les paroles du militant français reprennent de manière édifiante le discours de ce dernier. La journaliste y trouve son titre : « Le peuple palestinien est debout. ». Le choix de cette déclaration n'est assurément pas sans arrière-pensée, car il est censé faire la thèse de la situation. Les Israéliens tentent de mettre à genoux ou de coucher les Palestiniens, vous avez là une métaphore, une image qui n'incite pas à raisonner mais à ressentir. Selon José Bové malgré tout ce que pourra faire le gouvernement israélien, il n'arrivera pas à vaincre le peuple palestinien. Les combats, les destructions et les attaques répétés contre sa population n'entament pas le moral des Palestiniens.

Dans un article pour le journal le Monde du 2 Avril 2002, José Bové titre sa thèse : « En Juin c'était une occupation. Maintenant c'est une Guerre totale ». En tant que professionnel de la protection des personnes, il peut nous être demandé de créer une structure de sécurité sur zone de guerre. Il est inutile dans ces lignes de détailler les étapes qui précèdent la création de la-dite structure, mais il est utile de signaler que l'importance des analyses de risque et du renseignement est capitale pour adapter les contre mesures adéquates. Dans ce cas de figure, il ne s'agit absolument pas de « guerre totale ». José Bové ne sait absolument pas de quoi il parle. Il n'est pas

9 voir plus haut l'argumentum ad verecundiam

capable de distinguer (sauf peut être maintenant à la lecture de ces lignes) ce qu'est un conflit de basse ou de haute intensité. Dans le cas de Ramallah, il est question d'un assaut contre le quartier général (La Muqata'a) de l'autorité palestinienne et certaines zones dans quelques quartiers, mais pas contre la ville entière de Ramallah et encore moins contre toutes les villes et villages de Judée Samarie (Cisjordanie) ni de Gaza. C'est seulement ce cas précis qui constituerait effectivement un conflit généralisé pouvant être appelé, pourquoi pas, « une guerre totale ». C'est tout l'art de la dramatisation.

En fait, il s'agissait d'une opération militaire mais à vocation de police, c'est-à-dire s'inscrivant dans la lutte antiterroriste. Pour être encore plus précis, une opération de police a pour vocation l'interpellation d'un ou des individus et non la destruction d'une armée, d'une force étatique étrangère et de son pays. Les guerres totales, Israël en a connu plusieurs : 1948, 1956, 1967, 1973. Là en l'occurrence il s'agissait d'une opération de police visant l'interpellation de terroristes et la destruction des structures terroristes. Le Major David Zengen, médecin pédiatre dans le civil et militaire de réserve sur les lieux lors de l'opération en tant que « Chief Medical Officer » déclarera que plus de 70 terroristes ont été arrêtés, (dont Marwan Barghouti, chef des Tanzim, groupe terroriste), et qu'une vingtaine de laboratoires d'armes, des centaines d'explosifs et des ateliers de fabrication de missiles Qassam-2 ont été détruits. Ces propos seront repris et officialisés par le ministre israélien Dr. Ephraim Sneh¹⁰.

Toujours dans le même article, José Bové expliquera le déroulement des opérations. Il déclarera, entre autre qu'ils se sont déplacés en cortège au milieu de la rue pour être visibles et qu'ils se déplaçaient avec un mégaphone pour parler aux militaires israéliens « avant qu'ils ne tirent ». Il doit faire allusions aux très rares décès d'humanitaires ou de militants lors des échanges de tirs des terroristes de l'autorité palestinienne avec les militaires israéliens. C'est malheureusement arrivé en effet et cela arrivera partout où il y a aura des conflits. Cela est arrivé en octobre 2003 en Côte d'Ivoire (décès de Jean Hélène Journaliste à RFI), c'est arrivé en Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak, et dans d'autres pays d'Afrique qui comptabilisent un très grand nombre d'assassinats de représentants de l'ONU et de diverses ONG. Il serait aussi nécessaire de rappeler que la Tchétchénie se trouve aussi parmi les pays où l'on tue et l'on kidnappe des ressortissants européens, avec très souvent des exécutions à l'issue.

« Avant qu'ils ne tirent »... Moi-même, officier de sécurité, je me suis retrouvé en situation « stressante », entre autre, avec des hommes en face de moi armés de mitraillettes...et d'une envie farouche de me tuer. Pourtant, en général, sur zone de guerre, et de « guerre totale » comme José Bové le déclare de manière péremptoire, il faut avoir le réflexe de se cacher, de se « couvrir » (pas seulement la tête) pour éviter d'être touché par un projectile. Il dit lui même « guerre totale » !!! C'est alors qu'il est parfaitement conscient de l'endroit où il est. Si les militaires israéliens tirent, c'est sur les terroristes de la Muqata'a et pas sur des civils. Si des civils sont touchés, c'est qu'ils se trouvaient dans le champ de tir. La plupart des civils

10 Lire « Briefing by Transportation Minister Dr. Ephraim Sneh, Major David Zangen, Chief Medical Officer of the Jenin area, Lieutenant-Colonel Olivier Rafovitch, head of the IDF Spokesman International Media Liaison Branch, National Media Center, Jerusalem, April 21, 2002 » sur le site du ministère des affaires étrangères israélien : <http://www.mfa.gov.il/MFA/>

CE. G

touchés sont des Palestiniens pris dans les tirs croisés initiés par les terroristes palestiniens. Les preuves abondent et les photos montrant les terroristes palestiniens entourés d'enfants sont nombreuses, et disponibles via le Web. Les militaires israéliens ne tirent jamais les premiers. Les conditions d'engagement sont strictes « Légitime défense » c'est tout ! Même dans le cas d'une foule s'avancant vers les soldats de Tsahal, s'il n'y a pas de « personnels ennemis armés » il n'y aura pas de tir provenant de Tsahal. En France, nous avons les mêmes règles d'engagement au combat, mais les « événements » en Côte d'Ivoire ont montré les limites de notre expérience face à des situations identiques à ce qui se trouve dans les territoires sous contrôle palestinien. Si l'on parvient à s'extraire du ressenti provoqué dans nos médias par une personnalité au charisme de José Bové, l'on constatera que les événements sont bien plus complexes qu'ils ne lui sont apparus. Il n'y avait pas le pauvre Arafat et, en face, les méchants israéliens. L'action d'Israël se justifie stratégiquement, et même humainement, car il faut prendre en compte les morts israéliens victimes du terrorisme. Cependant le militant français, largement diffusé dans notre presse, fut écouté et apporta son crédit de personne publique à Arafat, qui ne pouvait rêver meilleur ambassadeur.

On se rend compte alors à quel point la personnalité de l'orateur peut influencer l'opinion publique, que ce soit pour son propre compte ou par personne interposée. Le lecteur soucieux d'objectivité se doit donc de refuser l'attrait d'un « personnage » désinformateur (Ethos), pour s'attacher sans cesse à découvrir les tenants et aboutissants des événements en interrogeant toutes les sources (dont Tsahal). Il lui faut refuser d'accorder sa confiance a priori, réfléchir, partir à la recherche de sources d'informations diversifiées et se préserver de ceux qui cherchent à séduire plutôt qu'à argumenter. Ceux-là pratiquent la technique de la provocation de l'émotion plutôt que le raisonnement, afin d'entraîner l'opinion dans leur sillage.

Le Pathos

Ou le rôle et la place des émotions dans l'argumentation.

Le pathos est en fait un procédé très connu. C'est une « technique » qui est aussi utilisée par des mendiants. En fait de mendiants, certaines personnes mal intentionnées ont très vite compris l'importance des profits qu'elles pouvaient réaliser avec une attitude adéquate. On a donc pu voir apparaître aux carrefours des villes de jeunes hommes déambulant en claudicant et en demandant de l'argent, le regard las, la tête enfoncée dans les épaules, le dos courbé, la claudication très prononcée. L'automobiliste doit alors résister pour ne pas succomber à cet appel à la pitié que cette attitude projette. Il s'agit tout simplement de pathos. Celui-ci est certes basique et très peu réfléchi, mais néanmoins d'une grande efficacité. Ces mendiants ne sont pas ce qu'ils paraissent, ils jouent un rôle de composition particulièrement bien rôdé : pas de réelle claudication, mais une réelle étude, même sommaire, du fonctionnement humain, qui a permis, selon les sociétés, de savoir sur quelle touche de sensibilité il faut appuyer... et il ne reste plus qu'à appliquer.

Si l'Ethos repose sur le caractère et la qualité morale que l'on octroie à l'orateur, le Pathos se tourne quant à lui vers le destinataire du message. L'orateur doit étudier et être attentif à ce qui peut sensibiliser l'auditoire. Il doit connaître la nature des émotions humaines et ce qui va les déclencher. On doit considérer le pathos

comme un ensemble d'émotions que l'orateur cherche à déclencher dans son auditoire : la pitié, la haine, la colère, l'indignation ou encore la crainte. L'orateur doit se demander à quels sentiments son auditoire sera particulièrement sensible, et pour y parvenir quelques informations de base seront nécessaires telles que sa moyenne d'âge, son statut et son niveau social, son environnement, son histoire, sa culture...

En fait, le désinformateur doit connaître tout ce qui fait l'identité de son public. L'adaptation est en effet impérative pour l'orateur s'il veut toucher son auditoire et déclencher chez lui la colère, la passion, l'indignation et la pitié. Ce sont ces émotions rassemblées dans une foule qui créent la force par le nombre, et qui représenteront par la suite l'orateur et son discours. L'observation de l'auditoire, l'écoute préalable de celui-ci et quelques renseignements pris auparavant permettront à l'orateur de connaître les émotions qui agissent avec efficacité sur les esprits, parmi les principales on trouvera la colère, le calme, l'affection, la haine, la crainte, la confiance, la honte, l'obligeance, la pitié, l'indignation, le mépris. L'utilisation de ces émotions dans l'auditoire permettra d'agir sur lui en l'émouvant, en générant la colère ou en déclenchant chez lui la pitié ou la peur, pour susciter l'adhésion à un mouvement, une action ou une idéologie.

Lors des reportages télévisés des chaînes françaises, chacun garde ainsi en souvenir les apparitions de Yasser Arafat répondant aux questions des reporters en réaction à une incursion israélienne dans les territoires disputés. On pouvait voir un Yasser Arafat la mine « triste », les yeux cherchant une « réponse » et le menton tremblant... Tout y était. José Bové signale pourtant dans son article du Monde, le 2 avril 2002 : « Il [Arafat] n'a pas ses tremblements qu'on voit de temps en temps à la télévision ». On ne peut pas affirmer avec certitude qu'il jouait la comédie, mais devant de tels changements d'attitude, il est permis de se poser des questions. La préparation de l'interview, véritable mise en scène dans laquelle il a un rôle à jouer, vise à susciter la pitié. Il faut sensibiliser le monde, empêcher les opinions publiques de raisonner et les forcer à condamner aveuglément. Par l'attitude de l'orateur, mais bien plus encore par l'habile choix des mots de son discours, l'émotion remplace la réflexion rationnelle à l'insu d'une population dont on utilise les bons sentiments.

Dites à quelqu'un « n'ayez pas peur » et automatiquement vous créez la peur, car pourquoi l'évoquer si ce n'est pour avertir qu'elle existe, pour y inciter ou pour détourner l'attention de son existence ? La simple évocation de la peur déclenche un raisonnement d'alerte. Pour reprendre l'exemple précédemment évoqué, l'objectif de José Bové fut de retranscrire selon lui, une ambiance dramatique. Ainsi il raconte dans le Monde du 2 avril 2002 que devant les bâtiments de l'hôpital de Ramallah « les ambulances rentrent et sortent en permanence ». Mais peut-être faut-il rappeler à José Bové que c'est rassurant de savoir que c'est à l'hôpital que les ambulances déposent les blessés. En effet, il est fréquent, dans le périmètre d'un hôpital, de voir des ambulances, car c'est bien là l'endroit où l'on amène les gens en difficulté ! Le fait que les ambulances rentrent et sortent signifie qu'ils peuvent aller et venir chercher des terroristes ou des civils blessés pris dans les tirs.

Sa visite dans l'hôpital de Ramallah « qui manque de dons du sang » et le contact avec l'un des gardes du corps de Yasser Arafat « qui n'a pas 30 ans » blessé à la jambe sont rapportés à la presse française avec un total manque de réflexion et d'analyse de la situation. On trouve ici de petites manipulations psychologiques, qui influencent le lecteur en créant chez lui un sentiment de pitié. L'âge approximatif du garde du corps « qui n'a pas 30 ans », est avancé justement pour sensibiliser la population française à la tristesse d'être blessé si jeune et, selon José Bové, dans une

CE. G

situation « illégale » qui incite et oblige les jeunes hommes palestiniens à se battre et donc à être blessés. L'opinion publique oublie ainsi que l'homme en question est garde du corps et qu'il sait très bien qui il protège. Plus loin, Bové explique la progression au milieu des débris, des voitures aplaties par les chars, les traces de mitrailleuses partout, les portes enfoncées et l'arrivée devant les officiers de Tsahal qui sont en tenue de camouflage. Les négociations pour passer ce premier barrage, l'évocation de la convention de Genève « presque nez à nez, [...] à 20 cm de visage à visage »¹¹, la comparaison avec les gendarmes mobiles dans une manif'... Tout y est pour faire du pathos et cela fonctionne.

Comme il est cité plus haut, le militant français ne maîtrise pas l'art de la guerre et encore moins les outils des militaires. Cette méconnaissance le conduit inmanquablement à focaliser son attention sur l'émotion, humainement ressentie sur une zone de conflit, sans aucune possibilité de recul et de raisonnement. Il dira alors qu'une chose l'a particulièrement choqué : la disproportion du matériel utilisé avec « d'un côté des armements massifs, hypersophistiqués, des tonnes de blindage et, de l'autre, des moyens dérisoires »¹². L'affrontement « du faible et du fort » ne manquera pas non plus de susciter l'indignation de l'opinion publique ainsi sensibilisée par le choix des adjectifs « massifs », « hypersophistiqués » qui s'opposent aux moyens « dérisoires » des Palestiniens.

Pourtant, si Tsahal progresse en zone urbaine avec des voitures blindées et des chars, c'est aussi et surtout pour protéger son personnel. Les obus tirés depuis les chars évitent le déplacement de militaires dans une maison ou un immeuble et c'est nécessaire car beaucoup de maisons sont piégées avec des explosifs puissants et souvent improvisés. Plusieurs militaires israéliens perdirent ainsi la vie à Jénine, une vingtaine d'entre eux furent en effet ensevelis sous les décombres d'une maison, et les soldats venus porter secours à leurs camarades sont tombés en embuscade, pris sous le feu de tireurs positionnés sur les toits avoisinants. Le blindage des véhicules permet donc dans ce contexte de se déplacer avec un maximum de protection. Si les terroristes palestiniens vivent dans le culte de la mort et du martyr (ce qui rend le blindage inutile), ce n'est pas le cas des militaires israéliens !

Pour expliquer davantage ce point de vue de la disproportion selon José Bové, il est nécessaire alors d'expliquer qu'en matière de tactique, chaque camp doit trouver son avantage. Selon Sun-Tzu (stratège chinois) il faut projeter l'image du fort quand on est faible et l'image du faible quand on est fort. Cela induit en erreur l'ennemi et cela permet de l'attaquer au moment où il ne s'y attend pas (quand il nous croit faible) ou de ne pas être attaqué par peur de subir trop de pertes (quand il nous croit fort). Le déploiement de blindés permet de protéger les soldats de Tsahal et de pouvoir afficher la supériorité qui démotivera les combattants terroristes. Dans le cas de Jénine, les blindés assuraient surtout la protection lors des déplacements. Ce qui ne choque pas José Bové, c'est l'utilisation du martyr des combattants terroristes. Visiblement, selon lui, les soldats de Tsahal auraient dû s'exposer davantage et prendre moins de précautions pour leur sauvegarde. La vraie disproportion se trouve là. Nous verrons plus loin le sophisme « Non Causa, Pro Causa » qui consiste à mélanger la cause et les effets, notamment en pratiquant l'omission. Un terroriste se fait exploser le 27 Mars 2002 dans un hôtel de Netanya, tuant 29 personnes dont des rescapés des camps de concentrations nazis, et faisant 140 blessés. José Bové n'en parle pas. Pourtant le terroriste a assassiné des civils non armés, donc sans défense et sans protection, dans un restaurant (donc pas sur une zone de guerre) en train de fêter la Pâque juive (donc

11 Le Monde, 2 avril 2002

12 Le Monde, 2 avril 2002

dans un esprit festif) dans le pays ennemi et haï des terroristes. Pour José Bové et pour beaucoup de Français, visiblement il n'y a pas là de disproportion... Il faut savoir que cet attentat fut fêté dans les territoires sans qu'aucune institution palestinienne judiciaire n'ait empêché ces manifestations de joie, ni n'ait cherché à démanteler le groupe terroriste d'où provenait le tueur kamikaze.

José Bové n'évoque pas non plus dans son article la macabre chronologie de ce mois de mars 2002¹³ qui précéda le siège du QG d'Arafat :

- samedi 2 mars : attentat suicide à Jérusalem-ouest en Israël, 10 morts, outre le kamikaze.
- dimanche 3 mars : un tireur embusqué palestinien attaque un barrage militaire près de Ramallah en Cisjordanie, 10 morts, dont 7 soldats israéliens.
- samedi 9 mars : attentat suicide dans un bar de Jérusalem-ouest en Israël, 11 morts, outre le kamikaze.
- mercredi 13 mars : le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte la résolution 1397 prévoyant la création d'un État palestinien.
- mercredi 27 mars : attentat suicide dans un hôtel de Netanya dans le nord d'Israël perpétré le soir de la Pâque juive, 29 morts, outre le kamikaze
- dimanche 31 mars : attentat suicide près de Haïfa dans le nord d'Israël, 16 morts, outre le kamikaze.

Ce contexte permet alors de comprendre à quel point il serait impossible, et presque suicidaire, pour les militaires de Tsahal de réaliser une progression tactique en milieu urbain sans risquer de mourir de manière imprévisible. Il est très difficile de distinguer un terroriste palestinien d'un simple civil : leurs tenues sont civiles comme celles des habitants ! Les militaires israéliens procèdent à des contrôles comme dans toutes les guerres et comme tous les militaires, y compris les militaires français en poste en Côte d'Ivoire encore à ce jour, et certains terroristes n'hésitent pas à se faire exploser à proximité des militaires.

José Bové, le représentant d'une catégorie de Français (de tous les Français ?) et des altermondialistes est choqué par la disproportion du matériel déployé par Tsahal pour des raisons sont citées plus haut, mais il n'est pas choqué de l'utilisation de l'asymétrie par les groupes terroristes. Il est intéressant de demander aux détracteurs et autres donneurs de leçons bien installés dans leur canapé de quelle manière ils s'y prendraient pour sécuriser une zone, une maison ou un immeuble dans laquelle se trouve des terroristes armés de lance roquettes ou des tireurs isolés équipés d'une ceinture explosive qu'ils n'hésiteront pas à actionner en présence ou au plus près des militaires israéliens.

Toutes les armées du monde feraient comme eux. Il est plus prudent, car économique en vies humaines, de faire exploser l'habitation en ayant au préalable averti les éventuels occupants. Tsahal aussi possède des mégaphones et n'a jamais hésité à s'en servir. Dans la mesure où les militaires israéliens ne sont pas fanatisés et qu'ils préfèrent vivre, il est facile de comprendre ce raisonnement et cette méthode. L'armée française ferait exactement la même chose.

José Bové, par sa popularité, s'est fait le relais d'un message pour lequel il ne présentait aucune compétence. Il a expliqué ce qu'il ne connaissait pas, ce qu'il ne comprenait pas. Il aurait été honnête de demander aux militaires israéliens pourquoi

13 Source : <http://www.navigationsplus.com/histoire/21ieme/2002.php> section « histoire chronologique »

CE. G

ils utilisent des chars et des voitures blindées. C'est une question de crédibilité et d'honnêteté, mais personne ne leur a rien demandé. José Bové et ses affidés sont arrivés sur place avec de toute façon la conviction inébranlable que les militaires israéliens étaient coupables...de tout ! Lorsqu'il rencontre Arafat dans la Muquata'a, il est accompagné d'une collaboratrice, Claude Léostic. Celle-ci, certainement émue ou choquée par le métier des armes, déclare simplement au terroriste « nous sommes avec vous » !

Donc en partant d'une perception erronée, José Bové et ses « pacifistes » se sont engagés dans une complicité implicite de la méthode terroriste. Grâce à sa présence sur place, le militant français a créé une focalisation sur sa personne. L'objectif premier de l'intervention de l'armée israélienne fut de ce fait totalement occulté. Il « explique », raconte avec force et détails la progression de Tsahal dans les territoires disputés, tandis qu'Arafat n'apparaît plus concerné ni associé au terrorisme par son implication. Personne n'évoque, et c'est pourtant essentiel, son incapacité et son absence de volonté dans la lutte contre le terrorisme et les groupes terroristes.

Ainsi, l'attention des opinions publiques internationales, grâce au relais du message par une personne populaire, fut concentrée sur l'action des militaires israéliens, rapportée par un non spécialiste de la guerre et des conflits en général. José Bové gagne des voix. De casseur il devient sauveur, et Arafat devient victime. Ce dernier a pu se reposer sur l'attitude du Français. Il ne lui était dès lors plus nécessaire de s'expliquer sur le terrorisme et l'attentat de la salle des fêtes qui entraîna l'intervention de l'armée israélienne, puisqu'un allié était en train de prendre sa défense et qu'il lui permettait de se servir de sa propre image. José Bové, le militant « rural », celui qui aime la terre, le « non violent » (sauf pour les Mc Do), celui qui veut sauver la planète, sert de bouclier au « président » de l'Autorité Palestinienne. Il a prêté à Arafat son « costume » de militant : s'associant à lui, l'un est devenu l'autre et une confusion volontaire fut installée dans les esprits.

On peut voir par cet exemple le rôle fondamental de l'image de soi et de l'émotion que l'orateur projette dans les méthodes de manipulation de l'opinion publique. Ethos et Pathos se conjuguent donc, pour mener des actions psychologiques qui se jouent des émotions et des bons sentiments de l'Occident. Nous le verrons, les actions psychologiques des manipulateurs reposent sur cela, et si l'on n'est pas attentif, si l'on est simplement « humain », que l'on consomme cette manipulation sans une distance critique de chaque instant, avec une certaine froideur qui évite les passions, il est fort probable que l'on se laisse duper. C'est d'autant plus vrai dans le thème qui nous occupe, car le terrorisme fondamentaliste islamiste constitue une réelle menace pour nos sociétés. Il est donc primordial de comprendre et d'analyser comment il agit sur nous, par son action violente ou par des techniques plus subversives, afin de cesser de lui donner prise.

Les techniques subversives

La subversion, selon le « Petit Robert », est un « bouleversement, renversement de l'ordre établi, des idées et des valeurs reçues, surtout dans le domaine de la politique. »

La subversion se compose d'un ensemble de moyens psychologiques rassemblés en une action ayant pour objectif la déstabilisation du pouvoir adverse, afin de le délégitimer politiquement ou, dans le cas israélien, de délégitimer sa présence dans des territoires convoités.

L'autorité palestinienne offre un bel exemple de subversion dans ses actions de propagande et d'intoxication envers l'état d'Israël. Les messages répétés et envoyés à l'opinion publique israélienne et internationale ont pour objectif principal d'insérer le doute, la remise en question, l'indifférence, la relativité d'un événement, ou au contraire son exagération. C'est ce qui permettra par la suite d'introduire de nouvelles pensées révisionnistes ou négationnistes par l'intoxication, grâce au relais des médias qui vont créer des scissions au sein même de la population du pays adverse. C'est ainsi que l'on voit naître des groupes « pacifistes » et autres ONG censés aider l'être humain mais ayant un parti pris affiché et relativisant le droit d'existence de l'état d'Israël ainsi que sa présence historique dans cette partie du monde. Nous en verrons des exemples plus loin.

L'infiltration

La subversion cherche à créer un mécanisme de dégradation de l'autorité adverse. L'un des objectifs consiste à diviser le plus possible la population afin de disperser toutes ses forces. Il est nécessaire pour cela d'avoir recours à des agitateurs pour créer ou exacerber les slogans ou revendications déjà existantes des mécontents et des déçus, et pourquoi pas, selon les besoins, dans le même temps faire intervenir un autre groupe d'agitateurs plus radicaux, qui à travers des revendications sociales, financières, idéologiques ou religieuses exprimées de façon forte ou spectaculaire s'érigera en sauveur ou en représentant révolutionnaire de la nation. Grâce à cette action de subversion, le groupe subversif aura pénétré l'intérieur de l'état adverse (par affinité) et contrôlera une partie de la population grâce à ses « représentants » infiltrés. Par exemple, en subversion, la création ou l'utilisation d'un parti politique, d'une ONG, d'une association, de plaintes contre une personne stratégique ou symbolique peut atteindre un but subversif : il s'agit alors de fabriquer un événement à partir d'une situation normale, banale et sans intérêt.

En France, juste avant la seconde guerre mondiale, les pacifistes et l'éducation nationale avaient été infiltrés par la subversion nazie. Les manifestations d'enseignants, de pacifistes et du parti écologiste ont joué le rôle d'agitateur et ont eu pour effet une non intervention pour désarmer Hitler et sa nouvelle armée... la suite de l'histoire, vous la connaissez...

Un autre objectif de la subversion est de générer le chaos dans l'état ou la population adverse. La Guérilla, les assassinats de responsables d'opposition, de membres du gouvernements ainsi que la pose de bombe dans des zones exclusivement civiles vont créer des psychoses. La peur de l'attentat s'installera dans l'esprit de chacun lors de ses déplacements, que ce soit dans les transports en commun, lors de CE. G

meetings, ou dans les lieux publics. Les pouvoirs publics à leur tour devront alors prendre des mesures de sécurité qui limiteront la liberté de mouvement de la population par des interdictions de circuler à certaine heures (couvre-feu), par des contrôles d'identités inopinés, par des perquisitions dans des lieux de travail ou des domiciles privés. En fait, une série de mesures contraignantes devront être prises qui, insidieusement, créeront dans la population de la colère et du ressentiment envers le gouvernement.

La subversion peut ainsi être vue comme une infiltration d'idées, de pensées et d'actions entraînant un changement d'attitude. C'est par l'infiltration, d'un pays, d'un groupe, d'une association ou d'une communauté qu'il devient possible de manipuler une population. La subversion n'est pas utilisée seulement dans un cadre militaire ou politique. Le commerce, les industries sont aussi victimes ou à l'origine d'actes de subversion.

L'été dernier, alors que la France est en vacances, plus de 15000 personnes âgées décèdent à cause de la chaleur. Il aurait été possible, pour des industries de fabrication de climatiseurs, d'introduire dans l'esprit de la population française un changement d'attitude... Il faudrait alors créer un groupe subversif, à la solde d'un PDG ou pourquoi pas d'un GIE, afin d'accroître ses ventes de climatiseurs. Il faut pour cela créer le besoin dans la population. En temps normal, il est possible d'y parvenir par la publicité avec des outils qui sensibiliseront le public. L'intensité, les couleurs, les gros caractères sont les outils les plus fréquemment utilisés. Avec les décès des mois d'été dus à la canicule, le chiffre d'affaire du GIE ou de l'entreprise unique peut augmenter considérablement. Bien sûr, la logique veut que de toutes façons, la prise de conscience fera acheter en masse des climatiseurs, mais là il n'est plus seulement question de publicité mais d'une opération financière d'une extrême importance, car il s'agit d'augmenter de façon disproportionnée le chiffre d'affaire en comparaison avec d'autres mois ou d'autres années. Le groupe subversif devra alors étudier l'ambiance de la population.

Il rendra cette population potentiellement prête à devenir acheteuse grâce à certains facteurs psychologiques tels que la culpabilité et la responsabilité. Le groupe subversif pourra dès lors se servir de ces paramètres en les exacerbant.

Voici quelques exemples d'action :

- 1- Montrer des images des hôpitaux bondés.
- 2- Diffuser des discours des élus tendant à culpabiliser la population.
- 3- Rappeler notre responsabilité vis-à-vis des personnes âgées.
- 4- Diffuser les propositions des élus pour éviter un nouveau drame de ce genre.

...

Si les discours sont logiques et nécessaires, l'exacerbation des sensibilités ne sera, par contre, pas innocente. La création d'associations, les manifestations d'une partie de la population, le besoin d'un collectif pour rencontrer des élus, feront que grâce à la retransmission de ces informations par les médias, la population deviendra de plus en plus émotive sur ce sujet. L'hiver se passe, et durant celui-ci il sera nécessaire pour l'action de subversion de faire réaliser des reportages sur les personnes âgées en milieu hospitalier ou en maison de retraite. Les « clichés » de vieillards sans aucune autonomie se déplaçant difficilement, les témoignages de personnes âgées qui forcément se plaindront de la chaleur (en connaissez-vous qui ne s'en plaignent pas ?) crédibiliseront la nécessité de « l'information ». Au printemps, les publicités commerciales pourront alors afficher les prix et avantages d'acheter des climatiseurs. Certains seront adaptés aux personnes âgées, car plus mobiles ou

gérables à distance.

En définitive, les collectifs de réaction ou association, les élus, la presse et les médias auront été les outils d'une campagne de subversion à objectif commercial. Le bénéfice sera sans commune mesure avec les bénéfices précédents. La subversion présente ainsi cet avantage de pouvoir faire une publicité très puissante mais d'une grande subtilité, au contraire d'une publicité trop flagrante, mal perçue par la population, qui serait même contre productrice.

L'intoxication

La subversion permet en outre de ne pas s'attaquer à son adversaire de manière directe ou frontale. La guerre, les combats de fantassins et l'artillerie causent beaucoup de dommages, de pertes en vies humaines et en matériel. La guerre psychologique permet de gagner des guerres sans faire intervenir l'armée. Il n'est pas dit qu'il n'y aura pas de morts, mais qu'il peut ne pas y avoir de combat entre populations.

La subversion démontre qu'il est possible de changer les attitudes, de favoriser un vote, de diaboliser une personne ou un parti. Pour y parvenir il faut donc pénétrer les esprits pour changer les comportements. Il est plus facile de cibler les besoins d'un pays qui vient de perdre 15000 personnes âgées et de lui créer un besoin que de cibler un pays dans lequel il n'y a pas d'événements « particuliers » sur lesquels rebondir. Il faudra donc créer un problème et apporter la solution. Pour créer un problème, il faut changer les perceptions. En changeant les perceptions, il est possible de changer un événement banal en scandale ou de focaliser l'actualité sur un événement courant mais pas connu du public, en le rendant important et exceptionnel. Par exemple en période électorale, le thème de la sécurité publique était évoqué par tous les partis politique. Ce fut au point que chaque Journal Télévisé nous « informait » de l'agression d'une nouvelle personne en France. Un candidat, reçu sur les plateaux des Journaux Télévisés voyait alors les caméras et les questions fondrent sur lui.

Les agressions sont pourtant courantes en France et ailleurs dans le monde. Ici, la manipulation réside dans la focalisation de l'attention du public sur un problème qui fut transformé en phénomène. Il aura suffi aux chaînes de télévisions nationales de demander à tous leurs correspondants en France de signaler les cas d'agression. Ensuite un tri est fait pour ne conserver que les plus intéressants, ceux qui mettront mal à l'aise l'élu invité sur le plateau de télévision.

Il est possible aussi d'inventer un événement et de le médiatiser à outrance car les « informations » fausses ou tronquées, propagées grâce aux médias marqueront les esprits par la répétition, et l'abondance d'informations.

Illustration de cette méthode par Arafat...Celui-ci jouissait d'une grande médiatisation, il pouvait donc, selon ses besoins, intoxiquer le reste de la planète. Les déclarations de « **massacres, de génocide, de tortures, d'utilisation d'armes interdites, la pollution de l'eau par les Israéliens, les femmes militaires de Tsalal qui troublent les terroristes** » ...pardon, les « **activistes** » en s'exhibant nues, sont autant d'informations diffusées par nos médias et totalement inventées par le chef terroriste Arafat. Aucune de ces allégations n'est confirmée et ne sera retenue dans les livres d'histoire, mais toutes ont été diffusées et donc écoutées. Même si l'opinion publique n'a pas retenu la totalité des mensonges d'Arafat, l'impact psychologique est en proportion du nombre de ces mensonges, c'est-à-dire qu'à chaque fois, il a, avec CE. G

l'aide de nos médias, travaillé à renforcer de manière durable l'image diabolique de Tsahal et d'Israël et a renforcé, de la même manière et dans le même temps, son image de victime.

On trouve un autre exemple d'intoxication en décembre 2003 dans le magazine , *Vétérinaires sans frontières* qui titre : « Faisons tomber le mur ». Cet article est un exemple de désinformation par subversion. Il ne s'agit pas d'un groupe à tendance idéologique ou politique. Ce groupe de vétérinaires peut, par son activité (la défense des animaux et les soins portés aux animaux), prétendre à la neutralité. Cette association écrira pourtant qu'Israël a déjà réalisé 160 kilomètres de « mur ». Le chiffre est peut être réel mais pas le terme utilisé puisqu'il s'agit à plus de 96 % d'une barrière composés de fils et de grillage. Replaçons cela dans le cadre des cabinets vétérinaires. Les informations écrites par l'association sont diffusées et publiées. Celles-ci doivent se trouver dans les salles d'attentes. Donc, même en amenant son chien ou son chat pour un simple vaccin, le client repart désinformé et manipulé... heureusement, pas le chien !

L'intoxication n'a donc, de fait, pas forcément d'effets directs, car c'est un outil de subversion qui, comme nous l'avons vu, évite le choc frontal brutal. Ce sont d'abord des outils psychologiques qui servent à faire changer les perceptions et les attitudes. Même s'il est possible de percevoir que des déclarations puissent être fabriquées, l'intoxication permet d'installer dans les esprits un « sentiment » plutôt qu'un raisonnement. Pour ce faire, les manipulateurs disposent de procédés variés tels que la création d'ONG, d'associations, de collectifs par lesquels il sera possible de faire passer des messages par l'envoi d'un agent double. Ils peuvent aussi mettre en œuvre des « fuites » volontaires faites par un intoxicateur parlant à un militant de manière anodine, dans des restaurants, des bars, dans certains quartiers d'une ville ou des associations... Ou encore collecter de renseignements grâce à la pose d'un micro dans des locaux stratégiques pour écouter et étudier les besoins du camp adverse. Ces écoutes permettront d'introduire subtilement des fausses informations chez l'adversaire afin qu'ils créent de mauvaises contre mesures qui les conduiront à commettre des erreurs ou, pourquoi pas, à être détesté.

C'est ainsi que se fait jour une terminologie spécifique adaptée aux objectifs des manipulateurs : diaboliser l'adversaire et se faire passer pour une victime innocente.

Une rhétorique de la victimisation

Pour appuyer son action subversive, le manipulateur doit impérativement parvenir à créer dans l'opinion publique un élan de sympathie à son égard. La terminologie médiatique utilisée devra être soigneusement étudiée afin de susciter l'émotion en sa faveur et d'entraîner la condamnation unanime des actions entreprises par le camp à discréditer.

Il est possible par exemple de rapprocher deux groupes distincts de l'autorité adverse pour nuire à un troisième. Petit exemple : la ville de Bethléem dans les territoires sous contrôle palestinien fut le théâtre d'une opération de l'armée israélienne. Hormis ceux qui suivent l'actualité proche orientale avec assiduité et avec une presse étrangère, personne (ou extrêmement peu) en France, à ce jour ne sait réellement pourquoi. La Basilique de La Nativité servit en fait de « refuge » à environ 200 terroristes palestiniens. Les informations diffusées à la télévision, toutes chaînes confondues, ainsi que dans la presse écrite ont focalisé l'attention des téléspectateurs et des lecteurs sur le « siège de la Nativité », en évoquant uniquement l'intervention

israélienne.

Dans ce cas de figure, il est possible que les terroristes n'aient pas eu au départ d'idée précise sur le refuge à trouver. L'armée israélienne étant à leur trousses, ils ont progressé jusque dans le quartier de la Basilique de la Nativité pour s'y réfugier. Pendant cette progression, ils ont pénétré dans des maisons privées qui leur ont servi de postes de tir pour ralentir la progression de Tsahal.

La technique de subversion fut rendue efficace par le choix judicieux du refuge. Il s'agissait d'une basilique¹⁴. Les Palestiniens sont musulmans. Que ce serait-il passé si les musulmans étaient entrés dans une mosquée à la place de l'église ? Assurément « un peu moins d'indignation » dans les communautés catholiques... Le fait que ce soit une basilique a permis aux terroristes de déclencher une indignation naturelle et spontanée en Europe, rapprochant ainsi musulmans et catholiques dans leur critique de l'action israélienne.

TF1, le 1 Avril 2002, P-Poivre d'Arvor annonce qu'un prêtre catholique a été tué par les militaires de Tsahal. Le journal L'Humanité écrira des mots clés précis afin d'exciter les émotions négatives des lecteurs, en voici quelques uns : « **grand classique des troupes coloniales** », « **entrée des chars et des blindés suivis des troupes** », « **ratissage** », « **les portes sont défoncées** », les « **hommes emmenés** », les « **maisons saccagées** », les « **soldats défouillent** », « **les femmes crient** », « **les enfants pleurent** », « **offensive sanglante** ». Selon l'Humanité toujours, les religieux « résistent » avec les Palestiniens au siège de l'armée israélienne.

Comme je l'ai écrit dans mon introduction, les impératifs économiques des quotidiens les « obligent » à chercher le scoop. Il leur faut une information nouvelle, différente des autres. Pierre Rehov, réalisateur du film « Terre Sainte » a interrogé plusieurs prêtres otages des terroristes palestiniens (c'était leur statut) de la Basilique de la Nativité. Il s'est avéré que les déclarations des prêtres n'avaient rien à voir avec celles diffusées par les chaînes de télévision et des quotidiens français. Lors d'un de ces reportages, on peut voir l'un des prêtres parler devant la caméra, mais c'est une voix off qui servira de traducteur. La traduction n'est pas complète et la réponse ne correspondait pas à la question. Par exemple: le reporter pose une question au prêtre qui répondra volontiers. Nous n'entendons pas la question, elle pourrait être celle-ci : « Que sont devenus les objets de culte de la basilique ? ». Le film de Rehov présentera la réponse complète du prêtre, qui expliquera que : « les terroristes palestiniens ont tout volé et tout cassé ».

Maintenant, lors de la diffusion du reportage dans les chaînes de télévisions françaises, la déclaration du prêtre ne correspondra plus à la réalité mais au contexte créé par les journalistes et rédacteurs des dites chaînes. Le présentateur annonce la fin « du siège » de la basilique de la Nativité par les soldats israéliens, ce qui a pour effet de préparer psychologiquement les téléspectateurs à rendre responsable Tsahal de la situation, puis pour consolider cette responsabilité d'actes de violence, de disproportion et de mauvais comportements en tous genres, l'orientation du reportage tournera autour de la responsabilité et de la culpabilité de l'armée d'Israël. C'est donc dans cette « ambiance » qu'une autre question en voix off d'un reporter pourra rendre la réponse pourtant honnête du prêtre, à charge envers Tsahal. Pendant l'annonce de la question, les images défilent. Ces images ne concerneront que Tsahal. Ce seront des véhicules blindés, des chars, des militaires en armes, des contrôles, des impacts de balles dans des murs ou sur des voitures, de nouveau des militaires, des fusils en gros

14 La basilique de la Nativité accueille des Grecs orthodoxes, des Arméniens et des Franciscains.
CE. G

plan, des carcasses de voiture, de nouveau des chars et arrive la réponse du prêtre : « Ils ont tout volé et tout cassé » ! Là, vous pensez à qui ? Aux militaires de Tsahal, à Israël mais certainement pas aux terroristes et miliciens terroristes palestiniens... Manipulation réussie !

Dans le film documentaire de Pierre Rehov, le Père Etienne, le Frère Elio Passeto, le Révérend Parson David qui se trouvaient dans la basilique de la Nativité ont déclaré que les terroristes l'avaient piégée avec des explosifs. Ces prêtres n'ont pas interprété la présence des miliciens terroristes comme étant pacifique mais bel et bien comme le viol du lieu saint. En France, nous n'avons pas entendu leur témoignage.

Selon Alain Krivine, de la Ligue Communiste Révolutionnaire, les soldats de Tsahal « **cassent** », « **humilient** » et « **volent** » tout sur leur passage. Cette terminologie n'est pas innocente, elle est utilisée dans le but de sensibiliser les militants du PCF. Mais Alain Krivine n'emploie pas les mêmes termes pour les terroristes ou les organisations terroristes palestiniennes. La subversion utilise l'omission ou la focalisation ou les deux en même temps.

Le fait qu'en France, les médias audiovisuels diffusent des images d'attentats ne montrant que des carcasses de bus éventrés, ou l'intérieur d'une habitation ou d'un restaurant ravagé par la bombe d'un terroriste-suicide ne rend pas équitable les informations et les responsabilités qui en découlent.

En effet, les images de destruction à Rafah (frontière égyptienne) ou Jénine, sont nombreuses ainsi que les photos et images de « civils » palestiniens, dont parfois des enfants. Cela sensibilise immédiatement les opinions publiques mondiales et rend Israël coupable d'actions n'étant pas de son initiative.

Par contre, comme je l'ai écrit précédemment, les images des attentats en Israël sont censurées. La presse en général et les rédactions des télévisions prétendent qu'il est inutile de montrer des morceaux de gens éparpillés ou des cadavres d'enfants et de femmes totalement déchiquetés. Cette « sensibilité » n'est pas équitable car dès qu'il s'agit de « civils », d'enfants ou de femmes palestiniennes les images abondent. C'est ce qui permet de focaliser l'indignation des opinions publiques internationales en faveur du peuple palestinien.

Supposons que les images atroces des attentats soient diffusées ou accessibles en France, l'opinion publique française ne réagirait pas du tout de la même manière car la terminologie si chère à certaines de nos rédactions de presse serait en fait transposable aux Israéliens. Le public s'apercevrait que les « massacres », que les « atrocités », les « actes de barbarie » proviennent des terroristes palestiniens et non des Israéliens. Il serait alors, et seulement à ce moment là, possible pour les opinions publiques de différencier un acte terroriste d'un acte de guerre. Nous reviendrons très prochainement sur ce point crucial.

Selon ces « portes paroles » français de partis politiques connus et moins connus, les « vols », « humiliations » et « violences » sont le fait des Israéliens et des soldats de Tsahal. Quand un terroriste palestinien pénètre dans une maison israélienne pour tuer froidement une famille dont des enfants paniqués et apeurés, selon ces « portes paroles » ce sont des « **actes inadmissibles et intolérables** », mais les commentaires concernant l'acte en lui-même s'arrêtent vite et aussitôt, une partie de cette « situation » est imputée à Israël. Le fait de ne pas déclarer que les groupes Hamas, Djihad Islamique et Brigade des Martyrs d'Al Aqsa sont des groupes terroristes et que leurs actes sont inadmissibles et insoutenables permet de ne pas identifier avec évidence les terroristes tueurs d'enfants, et d'éviter de faire le lien

entre les terroristes palestiniens et les responsabilités de l'autorité palestinienne.

La terminologie employée pour définir l'acte terroriste minimise l'impact psychologique. En effet, la répétition permet d'introduire dans les esprits des messages, mais elle permet aussi de créer une lassitude dans l'esprit des opinions publiques. La terminologie employée envers Israël et les soldats de Tsahal est précise et très agressive et elle contient un nombre impressionnant de termes. Par contre, la terminologie employée envers les terroristes palestiniens est très souple, très tolérante et diplomatique. Les termes restent peu nombreux quand ils sont « agressifs » et c'est ce qui permet d'atténuer l'impact psychologique.

Quand les soldats israéliens entrent en territoires sous contrôle palestinien, il s'agit « d'incursions ». Au lieu d'évoquer une « opération anti-terroriste », les médias parleront d'une « **incursion dans les territoires à la recherche d'activistes ou de militants** ». Forcément, le lecteur ou le téléspectateur ne peut être insensible à l'emploi de cette terminologie, car il est évident que quand une armée s'active à neutraliser des « militants » ou des « activistes », la disproportion de l'acte de police anti-terroriste est renvoyé face à face avec la lutte palestinienne de ce fait légitime en elle-même. Les médias et les « porte-paroles » français ayant un auditoire important peuvent alors expliquer « **l'escalade** », « **l'engrenage** », le « **cycle des violences** », un peu comme si nous parlions de guerre entre braqueurs de banque et policiers. Bien sûr, les braqueurs de banque n'ont pas d'idéologie, mais un parallèle serait fait entre la réponse policière dans l'acte de l'arrestation des braqueurs et la riposte de ceux-ci pour venger leurs morts ou leurs blessés.

Il aurait été honnête de la part de nos médias d'employer le terme « anti-terroriste(s) » pour expliquer l'opération israélienne visant à empêcher, par la neutralisation des terroristes, la morts de civils. Le terme « terroriste » n'est pas utilisé ou alors extrêmement rarement, et toute action israélienne est annoncée avec une disproportion des termes.

Ainsi, si l'on devient attentif aux mots employés, on voit donc à quel point la victimisation et l'usage abusif d'exagérations (hyperboles), d'atténuations (litotes, euphémismes) et autres procédés rhétoriques sèment la confusion dans l'esprit des populations européennes. Loin d'être négligeable, ce phénomène est à considérer avec sérieux, car il conduit l'Europe à une remise en cause de ses principes culturels et politiques qui sont les fondements même de sa civilisation.

Le bouleversement des valeurs

Grâce aux médias et à certaines personnes publiques usant d'outils de manipulation, la subversion permet en effet de changer les principes et les valeurs acquises. C'est ainsi que les terroristes et les actes terroristes ne sont plus clairement identifiés et que l'amalgame se fait entre l'acte terroriste et l'acte de guerre.

Comme il est écrit plus haut, la terminologie employée envers Israël contient une quantité de termes très agressifs et disproportionnés. Le 23 Mars 2004, le PCF réagit à l'assassinat par Tsahal de Cheik Yassine, créateur du Hamas, groupe terroriste religieux fondamentaliste. Ni dans le texte, ni dans le titre, le nom de Cheik Yassine ne sera évoqué. Dans l'article, il sera « le chef spirituel ». La réaction du PCF

intervient après l'intervention d'Israël dans les territoires sous contrôle palestinien, pas après un attentat en Israël.

Toutes les réactions internationales mais surtout et en particulier françaises, exprimées sous forme d'articles et d'analyses géopolitiques, le sont UNIQUEMENT après une « opération » ou une « intervention » israélienne, jamais après un attentat. L'attentat est signalé bien sûr, mais il n'y a pas d'invité dans les stations radio pour en parler, il n'y a pas d'invité sur les plateaux de télévision pour en débattre, et il n'y a pas d'article de presse pour diffuser une analyse. Systématiquement, les « intellectuels » français et les élus, attendent la réaction d'Israël, qu'ils savent imminente.

Donc le PCF réagit à l'intervention d'Israël en déclarant condamner l'assassinat du « chef spirituel ». Le PCF trouve l'assassinat injustifiable et condamne aussi les attentats terroristes en Israël. Mais le nom de Cheik Yassine n'est pas mentionné... Nous avons là un parti politique qui condamne la mort du créateur d'un groupe terroriste à l'idéologie religieuse fondamentaliste meurtrière qui tue en masse des civils sur le sol israélien, et pourtant c'est Israël qui sera accusé de provoquer l'escalade.

« L'escalade ou l'engrenage », comme aiment à dire le PCF et beaucoup de rédactions des quotidiens français, ne vient jamais des terroristes qui viennent d'éliminer 10, 20, 30 personnes ou plus d'un coup dans un attentat d'une lâcheté qui ferait retourner dans sa tombe un Jean Moulin ! Non, l'escalade est uniquement du fait d'Israël et de Tsahal. Le PCF, athée, ne réagit pas ou peu aux assassinats de masse des terroristes palestiniens, qui tuent des civils israéliens, syndiqués, travailleurs, ou étudiants, mais réagit en étant choqué de la mort d'un fondamentaliste religieux, chef terroriste notoire qui se moque de la vie d'autrui et qui prône la destruction d'Israël et de tous les juifs.

Sur ce « l'analyse » du PCF est forcément juste, dans la mesure où, il y aura un autre attentat sur le sol israélien avec ou sans réaction israélienne. Là est la subversion : bouleverser les valeurs par des nouvelles qui permettent d'inverser les statuts. Les terroristes deviennent des victimes et les vraies victimes des bourreaux.

Autre exemple... Supposons qu'en France, un « groupe armé » attaque des banques depuis des mois. Systématiquement, ce groupe tue une personne pour soumettre les otages à obéir sans retenue. La police intervient sur un braquage ou sur une information permettant d'identifier les malfaiteurs tueurs. Lors de l'intervention, la police ouvre le feu sur les braqueurs en riposte et pour se protéger des tirs nourris initiés par eux. La police en tue deux sur sept et un parvient à s'enfuir. Les quatre restant sont emprisonnés et passeront en jugement.

Jusque là rien de plus logique... mais là où il y a l'inversement des valeurs, et donc de la réussite d'un acte de subversion, c'est que dans les territoires, les terroristes sont glorifiés quand ils tuent des civils dont des femmes et des enfants, et ils sont vengés quand ils meurent. En partant de ce principe acquis pour la majorité des français, les malfaiteurs français, seraient en droit de se venger de la mort et de l'arrestation des leurs en s'attaquant aux civils.

Pour poursuivre l'exemple de la victimisation des criminels sur le modèle islamiste, en France, quelques semaines après l'arrestation, un autre braquage aurait lieu mais cette fois avec deux otages morts au lieu d'un seul habituel pour « venger » les braqueurs tués dans l'intervention de police précédente... Nous n'accepterions pas cela chez nous, nous condamnerions les braqueurs de banque assassinant des otages, de la même manière, nous n'acceptons pas que les terroristes corses tuent un policier

ou un préfet. Mais nous avons accepté que des terroristes palestiniens tuent des civils israéliens, dont des enfants, avec une froide préméditation.

Il y a toujours une observation de la réaction d'un état suite à un attentat, mais on constate une focalisation généralisée, du fait des médias, à ne s'intéresser qu'à la réaction d'Israël. Celle-ci est observée par le monde entier. Les terroristes l'observent aussi et observent les réactions et les conséquences dans les opinions publiques. Pour les groupes terroristes qui sévissent en Israël mais aussi pour les autres organisations terroristes fondamentalistes islamistes qui sévissent partout dans le monde, chaque remarque, observation, critique, demande de retenue ou condamnation de la réaction d'un état ayant été victime d'actes terroristes, est une victoire.

Il a suffi d'une seule de ces victoires pour justement créer ce précédent, et chaque nouvelle victoire s'appuie sur la précédente. C'est grâce à cela en partie qu'Arafat, le « président élu démocratiquement », n'a JAMAIS été sollicité en tant que responsable pour faire cesser le terrorisme qui part de « son » territoire. Officiellement, aucun lien n'est établi entre lui et le terrorisme palestinien. Systématiquement, c'est vers Tsahal que la communauté internationale se tourne en lui demandant de la retenue, autrement dit « de ne rien faire » et de se laisser faire. Le Hamas, le Djihad islamique et les brigades des martyrs d'Al Aqsa, étaient pourtant complices de la stratégie d'Arafat. Même si les objectifs politiques ne sont pas les mêmes, ils ont une alliance nécessaire et vitale qui rassemble les forces pour parvenir à harceler, terroriser et tuer des Israéliens.¹⁵ Le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste et les Verts veulent obliger l'état démocratique d'Israël à ne pas réagir, mais n'obligent pas les groupes terroristes à s'acquitter du droit à la vie des civils israéliens.

La subversion a fait son œuvre. Vous êtes soumis à un système de pensée qui vous a échappé. Logiquement, il n'y a encore pas si longtemps, lorsqu'un groupe terroriste, une mafia, ou un criminel s'en prenait à des policiers ou des militaires, le fait était dénoncé et en aucun cas, notre « sympathie » n'est intervenue pour des poseurs de bombes, pour des tueurs de masse de civils et d'enfants. Pour mieux situer la perversité de la subversion qui entraîne le changement des valeurs, c'est un peu comme si Carlos Ramirez Sanchez (dit Carlos) était aujourd'hui, une figure emblématique d'une « révolution », un « résistant », un combattant romantique qui bénéficierait du soutien de la population.

Les attentats islamistes commis en France entre 1995 et 1996, qui ont tué 12 personnes et fait au moins 270 blessés, seraient donc aussi à reconsidérer comme des actes de « résistants » ou de « désespérés »... Pourtant, en 1995, en France, il n'était pas possible pour les terroristes (qui étaient d'ailleurs appelés terroristes et non « activistes ou militants ») d'expliquer et justifier les attentats comme étant des actes de libération ou de révolte. Les raisons réelles des motivations des terroristes ont été occultés par les actes en eux-mêmes. Il y a eu une focalisation sur l'attentat et les victimes, pas sur l'idéologie revendiquée par les terroristes. Nous savions qu'il s'agissait de terrorisme islamiste mais nous ne savions pas avec précision pourquoi avoir terrorisé la France. Les liens avec l'Algérie et le GIA ont été faits certes, mais les raisons politiques des actes terroristes n'ont pas été rendues évidentes dans les médias et donc dans l'esprit des Français. A ce jour, la plupart des Français ont oublié

15 Voir plus loin le chapitre sur la culpabilisation de l'occident, évoquant les documents qui ont été saisis dans son quartier général qui l'incrimine directement, et authentifiés par les services secrets occidentaux.

CE. G

ces attentats ou, quand ceux-ci sont rappelés, ils ne pensent qu'à « l'attentat » et ne se demandent pas ce qu'ils ont fait pour mériter ça.

Bien sûr, des terroristes identifiés ont été arrêtés et jetés en prison. Cependant les réseaux, les soutiens « souterrains », les financiers et les idéologues sont non seulement toujours présents sur le sol français, mais ils bénéficient d'une vitrine et d'une crédibilité qui les placent comme interlocuteurs légitimes. En ne dénonçant pas « normalement » l'attentat et l'objectif de celui-ci, la France a implicitement permis une avancée islamiste irréversible.

Que ce soit pendant les années 1995 et 1996, après chaque attentat islamiste, pendant la guerre au Liban, pendant la guerre du golfe en 1990, pendant l'intervention de la coalition en 2003 en Irak, systématiquement, de la part de la France, les accusations envers les fondamentalistes islamistes et envers le monde arabe qui soutient les groupes islamistes les plus violents, ont été atténuées. Des élus français de tous les partis politiques confondus ont voulu que les Français ne fassent pas l'amalgame entre les terroristes islamistes et les musulmans de France. Si au départ le principe était louable, l'absence de condamnation et d'identification des terroristes et de leur idéologie de la part des dirigeants français, et l'absence de réaction des populations musulmanes de France aux attentats aux USA, dans le monde, en Israël et en Irak n'entérine pas la distinction. Toujours, on cherche des excuses à l'inexcusable.

Pour identifier le bouleversement des valeurs et des principes acquis c'est à dire la subversion islamiste, il est alors important de rappeler, puisque c'est oublié, ce qu'est un héros et d'effectuer une comparaison rigoureuse entre un résistant et un terroriste.

Le Héros selon Arafat et les islamistes et le Héros dans l'histoire.

Le Héros, définition selon le **Nouveau Petit Robert** (Dictionnaire).

1 : Héros : demi-dieu.

Personnage légendaire auquel on prête un courage et des exploits remarquables.

2 : Celui qui se distingue par ses exploits ou un courage extraordinaire (dans le domaine des armes).

3 : Homme digne de l'estime publique, de la gloire, par sa force de caractère, son génie dévouement total à une cause, une œuvre.

Un fait d'armes : La Bataille de Cameron

Le 30 avril 1863, dans le village de Cameron, au Mexique, soixante cinq légionnaires français, sous les ordres du capitaine Jean Danjou, résistent à une armée mexicaine de plus de deux mille hommes. Après avoir repoussé une première charge, le capitaine Jean Danjou (35 ans) décide de placer ses hommes dans le village abandonné de Cameron (Camaron pour les Mexicains). Suite à une démonstration de

force, les Mexicains du colonel Milan proposent la reddition à la Légion Étrangère. Le capitaine refuse et jure de ne jamais se rendre. Ses hommes font de même. Danjou est bientôt tué en inspectant les positions.

Le colonel Milan lance un assaut auquel la Légion résiste. Les huit derniers survivants se retranchent dans un hangar où ils tiennent encore plus d'une heure avant d'être faits prisonniers. Ils acceptent de se rendre à condition de conserver leurs armes et d'avoir leurs blessés soignés, ce qu'acceptent les Mexicains. Vous avez là un exemple de ce que peuvent faire des hommes, des militaires entraînés, disciplinés et ayant choisi un style de vie, celui de la Légion Étrangère.

L'image du héros dans notre civilisation correspond à ce « modèle ». La mythologie gréco-romaine représentait, d'ailleurs encore par des films récents, le lien entre notre identité culturelle et les héros de la mythologie ou contemporains que nous connaissons. Nous sommes sensibles à ces histoires mythiques, et sensibles aussi aux récits des résistants qui ont pour certains fait preuve d'un courage et d'une audace exemplaire.

Mais la subversion a encore frappé. Le fait qu'à ce jour un terroriste palestinien entre dans une maison civile israélienne, vise, tire, tue des civils dont des enfants, et soit ensuite acclamé à son retour ou à l'annonce de son « martyr » dans les territoires ne choque plus personne. Dès l'instant où l'on accepte qu'un parallèle puisse être fait entre le héros résistant français de la seconde guerre mondiale, fusillé par les Allemands ou déporté en camp de concentration, et le terroriste tueur, assassin d'enfants, qui n'a d'autres « faits d'armes » que celui de savoir appuyer sur une détente en visant spécifiquement des gamins, la subversion est réussie.

Quelques comparaisons :

-2^e guerre mondiale : nous avons d'un côté des hommes dont le pays est envahi par une armée d'un autre pays.

Déjà, à ce stade rien d'identique avec Israël puisque Israël a toujours existé et que c'est Israël qui a dû faire face à plusieurs attaques de la part de ses voisins arabes.¹⁶

-2^e guerre mondiale : nous avons des réseaux clandestins de femmes et d'hommes qui n'ont d'autre but que de libérer leur pays d'un occupant à l'idéologie criminelle et exterminatrice. Rien à voir avec Israël et son million d'arabes musulmans à la nationalité israélienne, vivant, travaillant avec les Israéliens, ni avec la conquête de territoires car dans ce cas précis, les territoires seraient déjà acquis. Au contraire, les territoires disputés sont passés sous contrôle palestinien et l'occupation israélienne ne ressemble en rien à l'occupation allemande. Les démarches internationales pour créer un état national palestinien sont aussi initiées par Israël. Si Israël avait eu le souhait d'une acquisition de territoires, la Judée Samarie et la Bande de Gaza seraient à l'image du Liban avec l'occupation militaire syrienne, c'est-à-dire, sans aucune autonomie politique, commerciale, militaire ou de police.

Au lieu de cela, les Palestiniens ont plusieurs fois saboté les chances d'avoir un état viable en finançant, soutenant politiquement, ou en ne s'interposant pas contre le terrorisme et les groupes terroristes palestiniens. La superficie de territoires contestés ne correspond pas en proportion avec ce que l'Europe et le monde a connu d'occupation allemande, et l'occupation de territoires par Israël ne l'est à chaque fois

16 Voir historique en annexe
CE. G

que temporairement. Tout ceci est vérifiable même dans les archives des journaux désinformateurs.

Les amalgames sont fabriqués pour faire douter et limiter la réflexion. Qu'il s'agisse de la réécriture de l'histoire ou d'un inversement des responsabilités individuelles, les agents subversifs font l'exercice de mélanger les genres pour faire assimiler par la population une nouvelle perception, une nouvelle approche d'un événement. Ces groupes subversifs, tentent d'établir un parallèle entre le terroriste tueur de masse et les héros aux faits d'armes audacieux et courageux sous le prétexte que le terroriste-suicide se donne la mort et qu'il faut forcément du courage pour se donner la mort. Se donner la mort devient donc un acte admirable ou remarquable, voire noble, puisqu'il s'agit d'un acte en réaction à « l'occupation israélienne ». Les terroristes suicides palestiniens, bénéficient alors de l'image du combattant courageux qui se donne la mort dans un acte de désespoir. Ces perceptions sont devenues possibles dès l'instant où en France, dans la presse et à l'unanimité, le statut de terroriste fut supprimé au profit de termes beaucoup plus romantiques et compatissants.

Pourtant, l'acte terroriste fondamentaliste islamiste et l'acte de résistance n'ont absolument pas le même objectif. Celui qui est riche et qui donne un peu aux pauvres fait certes un geste noble, mais ce geste est encore plus noble quand il vient d'une personne moins fortunée, pour qui cela représente un véritable acte de solidarité. Ce terroriste qui s'explode pour éliminer un maximum de juifs femmes et enfants, civils confondus, le fait parce qu'il va rencontrer Dieu bientôt et qu'il aura 72 vierges pour lui tout seul¹⁷. Il aspire peut-être à une magnifique orgie tous les soirs arrivé au Paradis ! Quand les résistants français ont risqué leur vie, ils l'ont fait pour d'autres Français, ils l'ont fait pour les autres, sans s'en prendre spécifiquement à des civils, dont des femmes et des enfants allemands, volontairement.

Le résistant qui risque sa vie le fait pour les autres, car le catholique n'a pas la promesse d'avoir des femmes au paradis. Imaginez donc celui qui était athée, il aura agi pour les autres, pour ses compatriotes bien souvent ingrats et parfois dénonçant aux Allemands, le voisin juif ou le voisin au comportement étrange. Faire un parallèle entre des terroristes-suicide qui n'ont d'autres objectifs que de tuer des civils et les résistants qui ont fait le « coup de feu » contre des unités d'Allemands supérieurement armés et mieux protégés est une insulte à la mémoire et aux faits d'armes de nos résistants.

Qu'un Yasser Arafat ait été un « héros » de la cause palestinienne ne devrait valoir que pour les Palestiniens ou pour les Arabes en général, puisque motivés et instruits par la même culture.

Voici selon le magazine interactif Alliancefr.com, qui a réalisé une étude historique détaillée et argumentée, ce qu'a fait le « héros » Arafat et ses terroristes :

- Le 9 Janvier 1976 Attaque de Damour, village chrétien au sud Liban, par plus de 15000 fedayins. Les fedayins étaient composés de Palestiniens, de Syriens, de mercenaires pakistanais, afghans et iraniens (les moudjahidin), sous les ordres de Yasser Arafat, lui-même.

17 Le paradis islamique est décrit en détail avec sensualité dans le Coran et les hadiths, par exemple dans la sourate LV [traduction de Kasimirski, GF Flammarion, 1970]: verset 54 : « Ils s'étendront sur des tapis brochés de soie et brodés d'or ; les fruits des deux jardins seront rapprochés, aisés à cueillir » ; verset 70 : « Là, il y aura des vierges jeunes et belles » ; verset 72 : « Des vierges aux grands yeux noirs renfermées dans des pavillons », verset 74 « Jamais homme ni génie n'attenta à leur pudeur ». En août 2001, la chaîne de télévision américaine CBS diffusait un entretien avec le militant du Hamas Muhammad Abu Wardeh, qui avait recruté des terroristes pour des attentats suicides en Israël. Abu Wardeh était cité en ces termes : « Je lui ai expliqué comment Dieu dédommage le martyr qui sacrifie sa vie pour sa terre. Si vous devenez un martyr, Dieu vous accorde 70 vierges, 70 épouses et le bonheur éternel. » ("The Guardian" Courrier international, 28 février 2002)

- Le 14 Avril 1975, c'est un déplacement de chrétiens du village de Ayn el-Assad par les terroristes palestiniens.
- En Octobre 1976, c'est le village chrétien de Aiché à Jezzine qui est attaqué par des islamistes. La milice terroriste est dirigée par Ahmad Al-khatib. 52 chrétiens sont tués et les maisons détruites.
- Le 6 Mars 1977, 200 chrétiens sont tués à Chouf.
- Les 27 et 28 Juin 1978, 35 jeunes chrétiens du village El-Qaa, Baalbek et Jdaydet-Fakiha sont enlevés et exécutés.
- Les 7 et 9 Juillet 1980, les habitants du village de Safra sont massacrés.
- En Avril 1985, les chrétiens de Iqlim le-Kharroub fuient vers Jezzine.
- Le 25 Avril, les villages chrétiens à l'est de Sayda et du littoral de Jezzine ainsi que Zahrani sont dévastés.

Les chiffres, systématiquement sous-estimés, ont été évalués par Alliancefr.com. En partant de leurs estimations les plus basses, le chiffre de 2972 personnes tuées parmi les chrétiens est avancé, avec une différence de 1298 personnes chez les musulmans. Le chiffre de 670000 réfugiés chez les chrétiens est annoncé contre 157000 chez les musulmans.

Toujours selon alliancefr.com :

Sur 211 écoles chrétiennes avant la date de 1982, 65 écoles ont été fermées, détruites, pillées ou incendiées entre 1982 et 1987 dans les régions quittées par les chrétiens. Les chrétiens ont perdu 375 églises contre 72 mosquées.

Tout cela est à mettre sur le compte de l'OLP. Arafat ayant été le chef de l'OLP, les massacres, les enlèvements, les exécutions, les destructions de maisons, d'églises et de villages qui ont été commandité par l'OLP l'ont été par Arafat en personne. Voilà le « héros » des Palestiniens et le « héros » de beaucoup de français. Selon eux et selon nos « pacifistes » c'était un « héros », un « résistant », « un combattant du peuple » c'était un « révolutionnaire ».

Non ! C'était un terroriste doué, manipulateur, intelligent, rusé, machiavélique, cynique, froid, mais c'était un terroriste ! Si Arafat était un « héros », alors pourquoi pas le Maréchal Mobutu, ou Ceausescu ?

Le général Ion Pacepa, ex-chef des services secrets Roumains sous Ceausescu, l'a rencontré plusieurs fois dans le cadre entre autre du transfert de statut de l'OLP, jusque-là organisation armée, en parti politique. C'est lors d'une de ces rencontres que le général Ion Pacepa put connaître l'implication de l'OLP lors de la prise d'otages des athlètes israéliens à Munich en 1972 et de leur exécution par la demande directe du bras droit d'Arafat, un certain Hani Hassan, alors chargé du renseignement au Liban mais aussi dans tout le Proche Orient. Le général Ion Pacepa, entendit cette confession de la bouche d'Arafat¹⁸.

Lors de la déroute de l'OLP de Beyrouth, Arafat dut fuir comme il a toujours fui partout où il avait commencé des guerres. Un journaliste de l'AFP de l'époque, Bertrand Bellaigue, raconte ce dont il a été témoin lors de l'échappée de quelques fedayins dans les camps de réfugiés de Sabra et de Chatila. Selon lui, un peu moins de la moitié des effectifs d'Arafat se sont éclipsés pour ne pas être évacués par la force multinationale pourtant chargée de leur transfert vers Tunis, et c'est un peu moins de 40% des armes de l'OLP qui ont été rendues contrairement aux accords. Arafat a

18 Lire « Horizons rouges » du Lieutenant Général Ion Pacepa, Collection « Documents », Presses de la cité [1987] page 21 : « Nous vous fiez pas aux apparences. Onze sportifs israéliens ont été abattus sur ses ordres [ceux de Hassan], mais Hassan n'est pas un homme de main. Il est notre intelligence. Notre matière grise. Le cerveau de l'OLP. »

systématiquement trahi tous ses accords et toutes ses promesses.

Cet homme, ce « héros » des Palestiniens, des pacifistes et de certains intellectuels français a pu grâce aux techniques de subversion se faire passer pour une victime et rendre responsable les autres à sa place. C'est ce « héros » qui réussit par sa médiatisation à faire accuser Israël et Ariel Sharon du massacre de Sabra et Chatila alors que c'était les phalangistes (chrétiens) de Eli Hobeika qui investirent les camps pour justement selon « leur souhait » faire sortir les miliciens-terroristes de l'OLP qui s'y étaient réfugiés. Au lieu de cela, les phalangistes massacrèrent des terroristes d'Arafat mais aussi la population des camps dont des femmes et des enfants.¹⁹

L'opinion publique est ainsi convaincue qu'Ariel Sharon est coupable d'un odieux massacre alors qu'aucun Israélien n'y a pris part. On se tourne vers lui, pour une culpabilité directe dont il a été dégage, dans le rapport Kahane (08/02/1983)²⁰, et qui n'est jamais évoquée dans les résolutions de l'ONU, mais on garde le silence sur celle, directe et parfaitement avérée, des phalangistes chrétiens menés par Eli Hobeika qui ont, eux, physiquement agi. Cette omission est pour le moins paradoxale et contribue à la manipulation psychologique recherchée : focaliser sur Israël en le rendant responsable de tous les maux.

Nathan Weinstock, dans son ouvrage « Histoire de chiens, La dhimmitude dans le conflit israélo-palestinien »²¹, signale qu'« une commission d'enquête instituée par l'OLP est parvenue à des conclusions analogues. Le texte du rapport devait paraître dans le n° 138 de mai 1984 de la revue Palestine Affaires éditée par le centre de recherche palestinien à Beyrouth. Toutefois la censure libanaise en a interdit la publication et a immédiatement expulsé du pays le directeur du centre Fayçal Houranié ». Il explique que « L'enquête israélienne a été confiée à une Commission d'enquête judiciaire placée sous la présidence de Yitzkhak Kahane, Président de la Cour Suprême. Dans son rapport final, rendu public le 8 février 1983, la commission conclut à la responsabilité directe

- des Phalangistes et à la responsabilité indirecte d'Israël, en raison de sa décision irréfléchie de laisser les Forces libanaises pénétrer dans les deux camps palestiniens,
- des autorités libanaises, pour avoir refusé de patrouiller dans les camps,
- de la force multinationale (composé de militaires américains, français et italiens), qui s'était retirée précipitamment sans s'assurer au préalable que la situation était stabilisée.

Une responsabilité indirecte d'ordre moral était retenue envers le général Sharon au motif que « l'on pouvait s'attendre de la part des Phalangistes à des atrocités ». risque dont il n'avait tenu aucun compte. Sur la recommandation de la commission, il fut d'ailleurs destitué de son poste de ministre de la Défense. ». Par contre, le phalangiste Elie Hobeika ne fut aucunement inquiété par la suite...

C'est grâce au relais des médias complaisants qu'Arafat réussit à faire endosser ce massacre à Israël, mais aussi grâce au soutien politique dont Arafat bénéficiait pour changer l'image de son « mouvement terroriste » qu'était l'OLP en parti politique. Il s'agissait d'un conflit entre Palestiniens et chrétiens. Sabra et Chatila fut une réponse des chrétiens libanais aux massacres des villages chrétiens par

19 Consulter les archives de 1982 de l'ONU

20 «Nous nions l'existence d'un complot ou d'une conspiration associant quelque responsable politique ou militaire israélien aux phalangistes dans l'objectif de commettre des atrocités dans les camps... Les événements qui se produisirent ensuite n'étaient approuvés ni encouragés par aucun responsable politique ou militaire israélien.»

21 Editions Mille et une nuits

l'OLP et les Palestiniens, dans un contexte de guerre civile. Israël ne pouvait être responsable de ce crime, pas plus qu'Ariel Sharon. Celui-ci doit être rendu responsable d'une mauvaise évaluation de la situation mais pas du massacre des deux camps.

Pour rendre flagrant le « deux poids, deux mesures », on peut se rappeler les massacres de Srebrenica (commis le 11 juillet 1995). Environ 7000 personnes ont été tuées sous le regard passif de la Forpronu, composée de militaires hollandais et français sous le commandement français de Bernard Janvier. Rend-on la Général Janvier directement responsable des morts bosniaques parce qu'il n'a pas agi ? L'on condamne certes l'absence d'implication onusienne et son incapacité de décision, signalée par les militaires hollandais, mais les coupables du massacre sont identifiés : il s'agissait de miliciens serbes affiliés au ministère de l'intérieur de Belgrade.

Qui sait que le propre frère d'Arafat haut responsable du « Croissant Rouge » (l'équivalent de la Croix Rouge) était dans la région au moment du massacre de Sabra et Chatila et qu'il a « gonflé » les chiffres des morts parmi les populations des camps ? C'est grâce à cela que des chiffres tels que 2000, 3000 morts ont été annoncés avant d'être revus à la baisse mais sans jamais réellement avoir été l'objet de démenti officiel. Les chiffres se situent entre 700 et 800 morts. Le garde du corps d'Eli Hobeika a fait des révélations confirmant (à ceux pour qui cela est nécessaire) l'implication des phalangistes et la décision d'Eli Hobeika de massacrer les populations des camps.

Pour Arafat et le monde arabe, il était nécessaire de ne pas trop impliquer dans le conflit les chrétiens du Liban car cela aurait nuit à l'image de victime d'Arafat et à sa cause palestinienne. Il lui fallait un ennemi unique et non deux rivaux, ce qui aurait amené les opinions publiques à reconsidérer les intentions de l'homme politique qu'Arafat souhaitait faire paraître, car subir le harcèlement d'un ennemi peut amener la pitié, mais subir deux lignes de front revient à faire émerger dans les esprits des opinions publiques d'abord le doute, et ensuite la suspicion et le manque de volonté politique pour l'aboutissement de la paix.

Il n'y a qu'à voir d'ailleurs l'image d'Israël qui subit depuis des décennies plusieurs fronts d'attaques des pays Arabes et d'Europe. L'image d'Israël est ternie par les alliances solidaires entre pays arabes et pays européens qui permettent la focalisation des regards et des reproches envers ce petit pays qui n'a d'autre soutien que celui des USA. Maintenant, quelle est l'image des USA dans le monde, en Europe et en France? Vous avez là, les bénéfices directs de la subversion Arafatienne.

Grâce à des accords spécifiques avec le monde arabe, mis en évidence par l'analyse du dialogue euro-arabe (DEA)²² par Bat Ye'or qui démontre les liens et compromis (voire compromissions) de l'Europe envers les pays arabes à des fins commerciales, la France a commencé par changer les perceptions des Français, en modifiant la terminologie qui permet d'identifier les actes terroristes et les terroristes eux-mêmes, ainsi qu'en modifiant la perception d'Israël pour une diabolisation systématique. Les accords devaient isoler Israël pour le rendre économiquement faible et pour faciliter sa destruction sans créer d'indignation excessive.

Les héros que nous connaissons le sont devenus par dévotion, pour leurs actions au service des autres et pour sauver leur pays, leur nation.

-Arafat, lui, a tenté de s'emparer de pays

-Arafat a tenté de renverser le Roi Hussein de Jordanie et il dut fuir.

-Arafat s'est attaqué au Liban et il dut fuir.

²² Eurabia : the euro-arab axis, de Bat Ye'or, Maison d'édition: Fairleigh Dickinson Univ. Pr. CE. G

-Arafat aurait pu avoir un état en Judée Samarie et à Gaza. Il a dit « NON » et il a conduit les Palestiniens à la misère et au suicide. Il a fui comme les autres fois.

Arafat n'était pas un héros. Un terroriste ne doit jamais devenir un héros ! La rhétorique, les répétitions, les amalgames grossiers auraient dû déclencher du doute, de la suspicion, chez les lecteurs et téléspectateurs français, mais la méthode subversive a réussi et a créé une paralysie.

Culpabilisation de l'occident : la misère légitime-t-elle le terrorisme ?

La victimisation des populations arabes dans le monde et en France s'est exprimée de différentes manières. La rhétorique musulmane récupérée par les élus français, s'est attaquée à notre société et à notre culture. Cette rhétorique comporte essentiellement du « Pathos »²³ véhiculé par des représentants français et arabes maîtrisant « l'Ethos »²⁴. La subversion pourra être efficacement relayée par l'utilisation d'un nom, d'une personne ayant une forte popularité. Comme nous l'avons vu, pour que le sophisme Ad Verecundiam soit efficace, il faut avoir une forte personnalité ou être connu par l'opinion publique. Combien même un agent subversif aurait des arguments fiables et honnêtes, s'il n'a pas la prestance suffisante, ses messages ne seront pas écoutés et pire, il ne sera pas attendu ni invité. Il est alors impératif de s'étudier soi-même. De surveiller son langage, sa gestuelle, sa manière de structurer une explication, il faut trouver une méthode d'argumentation mais surtout, il faut être observateur, attentif aux gestes des autres car il faut définir, la patience, le stress, la colère et la satisfaction afin de rééquilibrer systématiquement les arguments de manière à ne jamais perdre le contact avec son auditoire. La rhétorique s'introduit alors directement dans les émotions de la population européenne et française par des déclencheurs émotionnels puissants et efficaces. La transformation des arguments en sophismes par des « orateurs » a fabriqué la pitié, la victimisation et l'exacerbation de la misère. « **Déséquilibres économiques** », « **frustrations** », « **humiliations** », sont les termes les plus couramment utilisés pour déclencher dans l'opinion publique une réaction de compassion.

Selon, des orateurs musulmans et français, les frustrations des populations musulmanes pauvres dans le monde sont le fait des puissances économiques. Supposons que nous créditons cette rhétorique d'une considération suivie d'une réflexion. Normalement, le premier constat flagrant serait celui qu'il y a une incohérence dans les arguments répétés. En effet, les puissances occidentales et bien évidemment les USA sont les premiers responsables désignés de la misère dans le monde. Retirons les suppliques de certains musulmans concernant la soit-disant hégémonie américaine, l'on s'apercevra que les pays pauvres dans le monde ne posent pas de bombes et ne font pas d'attentat par révolte face à « l'impérialisme américain ». Il n'y a que la rhétorique des fondamentalistes musulmans, récupérée d'abord par les populations musulmanes et, ensuite, européennes, qui légitime et justifie les attentats en usant de discours sur les inégalités économiques, alors que l'objectif est l'expansion de l'idéologie fondamentaliste islamiste.

L'Afrique par exemple, qui compte une grande quantité d'ex-colonies françaises et dont les pays se trouvent être dans une grande pauvreté, souvent sous l'emprise d'une dictature, ne pose pas de bombes. Aucun Africain ne se fait exploser

23 art d'influencer par les émotions

24 art d'influencer par le paraître, l'assurance, la projection de son image

dans des restaurants, des bus, des discothèques et des universités françaises. Les fondamentalistes islamistes, au contraire, utilisent cet argument pour justifier leurs attentats. Ils usent de ce qu'on appelle l'argumentum ad misericordiam, qui se sert de l'image de la pitié et de la misère plutôt que d'arguments. Pour cela, les images, les symboles et les métaphores entrent en action. Ce sophisme fait intervenir l'émotion plutôt que le raisonnement, en faisant appel à la pitié. Les populations européennes et occidentales dans l'ensemble sont très sensibles à la misère. Les culpabilités des pays européens ex colonisateurs des pays d'Afrique, du Proche et du Moyen Orient ne facilitent pas le recul nécessaire à un raisonnement rationnel.

« Il faut le dire, c'est une guerre d'une fraction du monde arabo-musulman et pas des pays pauvres. Les terroristes de Ben Laden ne sont pas des Afghans. Ce sont des arabes qui mènent une lutte existentielle. Il ne s'agit pas de négocier. C'est la mort pour la mort contre l'Occident judéo-chrétien d'essence démocratique.», assure Frédéric Encel, docteur en géopolitique, dans un article de Ludovic Blecher pour Libération, le 21 septembre 2001²⁵.

L'objectif des fondamentalistes est alors d'exacerber les émotions de la population afin d'influencer son jugement. Le sophisme argumentum ad misericordiam permet alors, s'il est bien placé, de créer une diversion. Arafat, ainsi que les groupes terroristes affiliés, avait parfaitement réalisé l'importance de cette émotion. Comme dans une enquête de police, il faut toujours se demander à qui le crime profite. L'autorité palestinienne, avec l'aide des médias européens et en particulier des médias français, exacerbe les émotions, la sensibilité du public en relayant les déclarations de Yasser Arafat, en diffusant abondamment les images de destructions de maisons et en focalisant les reportages par exemple sur les arrachages d'oliviers. Le déclencheur émotionnel de la sensibilité face à la misère et à la pauvreté est tel que le public ne peut rester naturellement et humainement insensible à cette misère affichée d'autant plus que, comme nous l'avons vu précédemment, avec des omissions répétées il est extrêmement facile d'introduire dans les esprits des réflexes de condamnation à l'encontre des Israéliens. Les reportages, les déclarations et les images de pauvreté sans explication préalable ne peuvent que conduire au rejet automatique de ces actions entreprises par le gouvernement israélien.

Lorsque Tsahal entre à Gaza ou en Judée Samarie (Cisjordanie) pour y détruire une maison d'un terroriste qui s'est fait exploser en Israël, l'omission des circonstances, la focalisation par l'image de la destruction, la répétition de fausses informations (Tsahal détruit des maisons par punition collective) et les images de l'enfant dont la maison vient d'être rasée avec son témoignage dans lequel il demande « pourquoi les soldats ont détruit ma maison » ou « regardez ce qu'ils font de nos maisons » , fera que l'opinion publique sera ultra sensibilisée par l'impact psychologique généré par l'enfant victime de Tsahal, devenu enfant sans abri. Dans la mesure où les médias (nos médias) ne montrent que les photos de palestiniens blessés, morts ou en train de pleurer sans au préalable redonner la chronologie des faits, les opinions publiques ne peuvent raisonner mais seulement ressentir. Il apparaît alors que détruire une maison est selon l'impact et l'idée retenue, est totalement scandaleux sans, en contre partie, penser que c'est une conséquence directe et annoncée de l'attentat en Israël causé par le terroriste habitant la future maison détruite, qui aura tué des civils, dont des enfants.

25 Les multiples facettes de l'islamisme terroriste, Chiïtes ou sunnites, Algériens, Philippins ou basés en Afghanistan, les différents groupes nouent des alliances de circonstances et poursuivent des intérêts propres. par LUDOVIC BLECHER , Libération, le vendredi 21 septembre 2001, article en ligne sur <http://www.liberation.fr> CE. G

Grâce à ce sophisme et à d'autres outils psychologiques, les morts israéliens sont totalement oubliés ou seront déconsidérés au point qu'ils seront rangés au rang de brique, puisque la maison palestinienne détruite causera plus de réactions de sympathie des gouvernements et populations d'Europe, et en particulier en France, que la mort des civils israéliens. Le sophisme *Argumentum Ad Misericordiam*²⁶ associé à la sélection d'images de l'autorité palestinienne retransmise par les médias français fait en sorte que l'opinion publique française soit indignée par la destruction d'un bien immobilier (autrement dit « des briques ») et moins par la mort des Israéliens eux-mêmes. Pourtant et jusqu'à preuve du contraire, une brique se remplace ...pas une vie !

Quels sont les arguments utilisés par l'autorité palestinienne ?

Tout d'abord, les check point imposés par l'armée israélienne à la population palestinienne. Yasser Arafat n'a de cesse de déclarer que ces check point appauvrissent la population palestinienne car les palestiniens ne peuvent se rendre sur leur lieu de travail, que ce soit « hors des territoires » ou dans les champs à proximité... Voilà la diversion. Que va retenir le lecteur ? Il retiendra la rétention du pauvre palestinien dans les territoires parce qu'Israël aura fermé sa frontière, sans comprendre qu'implicitement, cela veut dire aussi que des Palestiniens en temps normal travaillent en Israël, et sans réaliser du même coup que si la frontière est fermée, c'est parce qu'il y a eu attentat ou tentative d'attentat.

Un autre argument met en avant le fait que la population palestinienne ne mange pas à sa faim, que les enfants sont victimes de malnutrition et n'ont pas accès normalement à l'éducation, car les écoles palestiniennes sont régulièrement fermées à cause des sièges et des incursions militaires israéliennes. Là encore, les diversions affluent, car ni Israël, ni son armée (Tsahal) n'organisent de blocage des convois de nourriture. Il est alors important de rappeler ou d'informer qu'Arafat selon le FMI a détourné plus de 900 millions de dollars à son compte. Imaginez maintenant ce qu'un chef d'état peut faire avec une somme de ce genre que ce soit pour l'éducation, la santé, l'économie. Selon le Maariv, la somme de 26 millions d'euros a été transférée dans les caisses de l'Autorité Palestinienne. Il s'agirait en fait d'un premier versement d'un montant total de 250 millions d'euros que l'UE s'est engagée à verser dans l'année 2004. La même somme a été versée l'année précédente. L'argent était officiellement destiné à un fonds pour un programme de réformes économiques créé par la Banque mondiale.

Quelques données méconnues²⁷ :

Selon le Kuwaiti Daily : Arafat a déposé sur son compte personnel la somme de 5,1 millions de dollars de fonds d'aides.

Selon la BBC : Arafat possédait des actions dans la société palestinienne représentant Coca Cola, dans la compagnie nationale de téléphone tunisienne ainsi que dans des compagnies d'investissements basées aux USA. Sa fortune personnelle devait s'élever au milliard de dollars, le tout détourné.

Selon le Yediot Aharonot : Chaque mois, 8.000.000 \$. étaient déposés sur les comptes d'Arafat par l'ex-ministre des finances, le tout pour un montant total de un demi milliard de dollars.

Selon CBS 2003 : Pour alimenter chaque mois le compte de sa femme, Arafat prélevait chaque mois sur le compte de l'autorité palestinienne, la somme de 100.000

26 Voir le passage sur la culpabilisation de l'occident

27 Synthèse réalisée par www.CIDINFO.org

dollars.

S'il y a les détournements connus par le FMI, Arafat a aussi reçu des sommes des pays arabes et des dons privés²⁸. Lors de l'opération « Rempart » le 29 Mars 2002, les forces israéliennes ont pu pénétrer à l'intérieur du quartier général d'Arafat et y saisir 500.000 dossiers d'archives concernant les années de terrorisme d'Arafat, de l'OLP et d'autres factions sous son pouvoir, authentifiées par la CIA, le MI-6 anglais, le BND allemand et par la DGSE française. C'est grâce à l'analyse de ces archives qu'il a été possible de prouver les malversations financières d'Arafat et tous les détournements de fonds organisés par lui et son entourage. Depuis 1996, Arafat et son réseau de voleurs et d'escrocs ont détourné des vivres fournis par les Nations Unies gratuitement, et les ont revendus à la population des territoires. Ce type d'opération était organisé par Abou Ali Shahin, proche conseiller d'Arafat. A cette même période (en 2002) l'aide humanitaire pour l'autorité palestinienne s'élevait à 950 millions de dollars...Face à de tels chiffres, il apparaît clairement que la misère palestinienne fut fabriquée, entretenue et pérennisée stratégiquement par l'autorité palestinienne afin de susciter l'émotion internationale et de générer un courant hostile à l'Etat d'Israël.

Le terrorisme : seul type de violence légitimé

S'il y a des attentats dans le monde, ceux-ci n'influencent pas la politique intérieure et ne modifient en rien la carte du monde. Les mafias italiennes, yougoslaves, colombiennes, péruviennes ont effectivement fait des attentats à la voiture piégée et ont eu recours aussi au kidnapping, mais là où il diffère totalement de ces méthodes et de ces organisations criminelles, c'est que le fondamentalisme islamiste s'attaque à l'état et à la culture d'un pays avant de s'attaquer à ses intérêts. Les mafias (organisations criminelles) sont condamnées par les élus, la justice et la population. Bien entendu, dans les pays pauvres, une frange de la population peut soutenir par intérêt financier, des groupes mafieux, mais très peu par idéologie. Une organisation criminelle a besoin de l'état pour vivre. Elle a besoin des infrastructures économiques (commerces, industries, multinationales etc...) car son principe est de ponctionner, comme une sangsue, les bénéfices réalisés par les entreprises. Si une entreprise est détruite, les bénéfices mafieux s'arrêtent avec elle. Certaines organisations criminelles ont des réseaux internationaux. Ces réseaux, comme les mafias, existent pour le profit. Il s'agit en fait « d'entreprises » parallèles hors-la-loi qui, comme les entreprises officielles, cherchent à réaliser des transactions, des marchés. Ces « entreprises » hors-la-loi, kidnappent des personnes pour du profit. Ce sont des « professionnels » qui agissent pour l'argent mais avec méthode. Certains groupes para-militaires ayant eu une idéologie, l'ont peu à peu abandonnée au profit de l'argent et du pouvoir.

Ceci pour expliquer que les groupes mafieux n'ont pas recours à la subversion pour manipuler la population. S'ils ont besoin de terroriser, ce sera dans un cadre plus restreint comme par exemple, un quartier de commerçants pour réaliser du racket. Ils vont pour l'exemple tuer un commerçant ou faire exploser un commerce afin d'intimider par la peur les autres commerçants pour qu'ils payent une « protection ». En aucun cas ils ne veulent être bien vus par l'ensemble de la population, car la

²⁸ Lire l'article de Nathan Vardi « Auditing Arafat » du Miami Herald (le 03 / 17 / 2003).
CE. G

gentillesse ne leur rapporterait pas grand chose. Leur influence sur la population est importante mais reste limitée à une partie de la population.

En Colombie, il faut tenir compte du kidnapping pour se déplacer. En Tchétchénie aussi. En Afrique, il faut tenir compte des ethnies car selon la zone traversée, si l'ethnie d'une personne ne correspond pas à celle de la population les risques de morts sont très élevés. Il faudra pour survivre, tenir compte des risques intrinsèques à une zone et des risques induits pour ne pas être approché par ce type de menace.

Les paramètres à prendre en compte dans la sécurité publique ou privée sont des paramètres identifiés. Quand nous connaissons les risques et les menaces, nous adoptons les contre mesures efficaces. En Afrique ou ailleurs dans le monde, les paramètres seront appliqués selon les mêmes règles car les risques et les menaces sont identifiés. Nous savons ce qu'est un génocide par le conflit de la région des grands lacs (Hutus et Tutsi). Un Hutu sait qu'en présence d'une unité de Tutsi, ses chances de survie sont minces. Un homme d'affaire en Colombie sait, parce que les risques et le type de menace sont identifiés, qu'il doit avoir une escorte qui correspond à ses besoins pour assurer ses déplacements et l'ensemble de sa vie sur place. Un militaire français en Côte d'Ivoire sait qu'il ne peut se rendre dans certaines zones seul et non armé car les risques sont identifiés. Ces exemples servent justement à identifier une menace.

Mais la subversion ne permet pas d'identifier une menace ou un risque. Elle n'est pas utilisée sur une zone de combat, cette dernière n'est que l'aboutissement de la subversion, qui permet d'amener les hommes, les populations à adopter un choix idéologique. En Afrique, Radio Mille Collines a ainsi servi l'idéologie extrémiste qui extermina plus d'un million de civils parmi les Tutsi et Hutu modérés.

Les mafias et les organisations criminelles, comme leur nom l'indique, sont par nature hors-la-loi, pas par idéologie mais par malversation, crimes et délits. Les mafias n'ont pas d'ennemis, mais « des adversaires », elles n'ont pas d'amis mais des « partenaires commerciaux ». Elles peuvent conquérir des régions entières mais pas pour changer la culture d'une société ou ses lois, non, elles les conquièrent exactement avec la même stratégie commerciale qu'une entreprise, c'est-à-dire, pour fournir des « produits » tels que des armes, de la drogue, des femmes ou des enfants dans un but lucratif, mais pas idéologique. Les armes, la drogue, les cassettes pornographiques et les être humains représentent un profit pour les organisations criminelles. Contrairement aux islamistes fondamentalistes, les chefs mafieux ne souhaitent pas la destruction de leur « marchandise », au contraire, il faut la garder en bon état. Les terroristes, eux, détruisent par idéologie, et donc ont besoin d'équilibrer leur destruction en créant une image positive de ce qu'ils font et de leurs intentions, en trompant leur ennemi. La subversion les aide. Grâce aux discours, aux images et aux techniques de manipulations, les foules entières seront « conquises » à la bonne foi des terroristes.

Les islamistes utilisent les techniques présentées dans cet ouvrage. Si certaines techniques présentent des ressemblances avec celles utilisées par les organisations criminelles (assassinat, attentat et kidnapping), ces actes ne sont pas dirigés vers la même population, n'ont pas les mêmes objectifs et n'ont pas la même amplitude.

Nous l'avons vu, les organisations recherchent les profits alors que l'idéologie islamiste cherche la conquête. Les tueurs des organisations criminelles risquent d'aller en prison car leurs actes sont condamnés par le peuple et par les lois. Les tueurs terroristes ont peu de risque d'aller en prison car ils sont « protégés » par les peuples. Grâce au prosélytisme, grâce aux changements de terminologie, ils bénéficieront

d'une image atténuée ou positive. Les médias influencent l'électeur, mais aussi les instances judiciaires et politiques par des répercussions directes. On assiste ainsi à des manifestations de soutien aux Palestiniens ou aux Irakiens, sans distinction, dans lesquelles on accepte que soient brandis des drapeaux du Hezbollah et du Hamas ou des portraits d'Arafat ou de Saddam Hussein. L'humoriste Dieudonné estime et fait savoir que ce que Ben Laden a fait, autrement dit tenir tête aux Américains, « force le respect ». On passe d'un criminel assassin, tueur de civils en masse à un combattant de la liberté. Cela annule l'effet de la loi, qui condamne le mercenariat et l'assassinat.

En effet, la subversion permet ceci : pour échapper à la loi ne dites plus « terroristes » mais « combattants », et pour être certain qu'ils ne soient pas rattrapés pour des activités de « mercenaires », appelez-les « Moudjahidin », ils seront à l'abri des tribunaux et profiteront de l'image romantique ou légitime de « combattants de la liberté ». Ce phénomène est particulièrement inquiétant, car il ne s'agit plus seulement du langage des fondamentalistes islamistes, c'est devenu celui de nombreux Européens, et Français en particulier, victimes de cette subversion au sein même de leur propre pays.

La subversion islamiste en France Préparer ou éviter le conflit armé...

La subversion est un outil utilisé depuis des centaines d'années par les islamistes. La technique de « faire croire, faire penser » est un art. Mahomet permet dans le Coran de tromper l'ennemi²⁹. Le chemin le plus direct, n'est pas le plus facile. Pour faire accepter dans la population française le radicalisme islamique, les fondamentalistes savent qu'ils ne peuvent l'annoncer sans préparation. Il leur faut un plan étape par étape. Les pressions économiques entre autres ont permis aux islamistes de s'introduire progressivement au cœur de notre culture.

Un curé dans une aumônerie de lycée public était chose normale il y a 2, 3 ou 30 ans, aujourd'hui, c'est interdit. Il était naturel pour une femme de se promener cheveux au vent. Depuis combien de temps voit-on les femmes voilées ? C'est très récent et très « nouveau » comme demande « légitime » de la part des musulmans de France. Les sapins de Noël sont maintenant interdits dans les lieux administratifs publics...tout cela correspond à une préparation psychologique qui permettra d'introduire plus de demandes, qui feront progresser l'islam en France vers plus de radicalisme.

La conquête par l'islam radical permet de faire des concessions avec les infidèles (nous). Les fondamentalistes, par le biais de porte-paroles connus et populaires peuvent alors transmettre des messages. Il s'agit dès le départ de transmettre des messages simples dans des endroits où ils seront accueillis facilement. Dieudonné, Tariq Ramadan, José Bové, Alain Krivine, la LCR, les Verts sont autant de porte-paroles crédibles pour transmettre des messages à la population. S'ils n'ont pas les mêmes objectifs idéologiques, ils ont pourtant un discours bénéfique à l'islam radical. La récupération par les verts, par le PCF, la LCR, par Dieudonné, José Bové et Tariq Ramadan de la terminologie de l'AFP n'est certainement pas sans conséquences.

Le Parti Communiste, le parti Les Verts, José Bové et Dieudonné. Le Parti

²⁹ Sourate LXVI, Verset 2, « Dieu vous a permis de délier vos serments, il est votre patron. Il est savant et sage. »

CE. G

Communiste se rend au FSE (Forum Social Européen), Les Verts, José Bové et Tariq Ramadan, petit fils de Hassan El Banna, fondateur de la secte des Frères Musulmans, secte religieuse intégriste musulmane aussi. Le parti communiste s'associe régulièrement avec les alter-mondialistes, lesquels ont en leur sein, José Bové, militant « romantique-révolutionnaire » qui fut un soutien au chef terroriste Arafat à la Muquata'a à Ramallah. Nous avons donc un Tariq Ramadan qui prône un moratoire concernant la lapidation des femmes adultères, un José Bové qui soutient fraternellement un chef terroriste responsable de massacres au Liban et responsable direct des attentats en Israël. Nous avons un Dieudonné qui dit ouvertement appartenir à « la branche humoristique d'Al Qaeda » et qui, comme nous l'avons évoqué plus haut, estime que ce que Ben Laden a fait aux Américains « force le respect ». Un Dieudonné qui déclare être contre tous les communautarismes mais respecte un Ben Laden comunautariste extrémiste (...?), Nous avons un FSE (forum social européen) qui prône le respect des droits de l'homme, comme José Bové, mais qui invite un Tariq Ramadan qui souhaite un moratoire concernant la lapidation des femmes adultères...sans compter les partis politiques qui financent, qui soutiennent le FSE et qui font pression pour inviter Tariq Ramadan.

Il y a donc des partis politiques et idéologiques antagonistes au départ mais qui se rejoignent pour tenir un discours unique. Il leur est impossible d'afficher ouvertement une alliance avec un autre parti politique ou une association très engagée idéologiquement car cela remettrait en question leur fondement idéologique, mais grâce à un groupe subversif ayant une identité différente et un objectif précis, il devient possible de s'associer à un slogan, tout en se désolidarisant des idéologies des partis politiques ou associations « alliées ».

Les réactions des partis politiques sous forme de déclarations de presse ou de communiqués Internet, vont forcément toucher le public concerné. C'est ainsi que les militants de la LCR, du PCF, des Verts, de José Bové, que le public de Dieudonné ainsi que les fans de Tariq Ramadan vont tous entendre la même rhétorique et la même terminologie concernant les terroristes palestiniens. Celle-ci sera utilisée et récupérée par les partis cités plus haut, mais aussi par des associations de sans papiers ou d'étudiants, par des municipalités, et par des associations diverses et variées dont une de vétérinaires (!).

Si Tariq Ramadan est un « officier stratège » de l'islam radical, Dieudonné et José Bové sont eux des soldats servant cette cause sans avoir (c'est encore à espérer) perçu l'ampleur ni l'objectif de leur collaboration. Leur tolérance affichée, la terminologie identique employée ne peut que servir l'objectif hégémonique islamiste.

Le harcèlement, les actions de guérilla avec le sabotage, l'assassinat d'officiers ou de personnalité d'état furent souvent l'expression d'actions de résistance après les défaites des troupes régulières. C'est ainsi qu'en France, les résistants ont tendu des embuscades aux Allemands, harcelé les troupes allemandes par des actions rapides faisant peu de dégâts mais occasionnant beaucoup de peur et de stress, ont saboté des routes, des communications, des ponts et des voies de chemins de fer pour ralentir l'ennemi et lui compliquer la vie en France.

Les islamistes pratiquent le harcèlement sans avoir subi de défaite. Ils s'identifient eux-mêmes comme des résistants en sachant pertinemment qu'en France et dans le monde entier, le choix de ce terme est lourd de symbole. La seconde guerre mondiale créa des héros. Des femmes et des hommes qui ont déjoué l'ennemi par leur audace et leur courage, par leur bravoure face à une mort certaine et inéluctable. Les islamistes, en se servant de cette terminologie, savent qu'ils vont toucher la sensibilité des opinions publiques internationales, faisant écho, en France à nos héros nationaux.

La conquête islamiste ne se fait pas militairement (pour l'instant). Grâce au soutien des pays arabes ainsi qu'aux pressions économiques (comprendre : pétrole et achats d'armes françaises) sur les gouvernements, il fut possible pour les islamistes d'attaquer les valeurs françaises sur plusieurs fronts en même temps. Nous l'avons vu dans la presse avec le changement de terminologie et nous l'avons vu aussi dans nos valeurs culturelles judéo-chrétiennes avec par exemple et désormais, l'interdiction d'avoir au sein d'un établissement public un curé ou un sapin de Noël.

Parallèlement les islamistes de France exigent de nous les Français que nous appliquions à la lettre cette nouvelle loi. Cependant dès la rentrée des affaires de voile ont déjà exclu des élèves de leur école. C'est-à-dire que nous n'avons plus le droit d'avoir dans nos écoles, certaines administrations et lieux publics, un sapin de Noël, ou de porter des signes religieux pourtant faisant partie de notre culture et de nos traditions... mais à l'inverse les islamistes de France influencent notre population par la fabrication d'une indignation. Ils n'hésitent pas à nous mettre en défaut et à dénoncer le sapin qui se trouve dans tel hôtel de ville ou telle école, tout en faisant part de leur vexation quand un directeur d'école renvoie une élève toujours voilée après avoir reçu plusieurs avertissements. Là, la sensibilité musulmane est prise en compte, mais pour les Français non musulmans, c'est la loi qui s'exprimera, et inutile d'avancer une « sensibilité ou une atteinte » à notre culture et notre religion, la loi, parlera !!! « Faites ce qui est dit, mais ne faites pas ce que l'on fait » !

La compassion provoquée chez les Français fonctionne admirablement. La victimisation des musulmans « insultés et méprisés » dans leur foi, a permis d'ébranler notre culture. Les Français ont confondu. Les islamistes ont perçu la réaction des pouvoirs publics face à la stratégie de changement des valeurs culturelles françaises et le peu de réactions françaises leur a permis de constater que les Français n'étaient pas attachés à leur culture et à leur tradition et que le terrain était favorable pour un bouleversement des valeurs et pour introduire d'autres perceptions.

La compassion et la victimisation sont les manipulations les plus utilisées par les islamistes. La dose de provocation visant la compassion redoubla. Il fallait pour les islamistes faire admettre l'inadmissible. La France est une république laïque dans laquelle chaque individu a les mêmes droits quelle que soit sa religion. Il était nécessaire de créer un événement en l'inventant et de « démontrer » que les musulmans n'avaient pas les mêmes droits et qu'ils étaient donc des victimes.

Il fut alors décidé de victimiser les femmes musulmanes (pour la plupart qui ne l'étaient pas avant d'ailleurs) et l'islam. Les femmes ne portaient pas de voile, désormais « elles en ont toujours portées » ! Des manifestations sont organisées pour revendiquer le droit de porter le voile. La subversion a encore frappé... Nous avons vu plus haut l'incohérence des partis politiques et des revendications des porte-paroles, à savoir lutter contre le communautarisme, mais les femmes musulmanes manifestent pour porter le voile, donc pour afficher leur communautarisme. C'est avec l'une de nos valeurs fondamentales que les manifestations ont trouvé de l'écho : « la Liberté » ! C'est en effet avec ce droit à la liberté que les islamistes ont associé les femmes musulmanes, le port du voile et les musulmans en général dans l'esprit des Français... Utiliser un droit pour en définitive, à très long terme, le supprimer.

Selon les élus, les porte-paroles des partis politiques et certains « intellectuels », le communautarisme est en contradiction avec les valeurs et les principes de la république. Pourtant certains de ces élus et autres « intellectuels » ont soutenu ces manifestations. Faut-il comprendre que c'est une valeur républicaine et un principe républicain que des femmes musulmanes, en terre de France, puissent se

CE. G

rendre dans une piscine qui sera littéralement barricadée par des bâches afin qu'elles puissent nager « entre elles » dans la pudeur ? Que c'est une valeur républicaine lorsque la liberté, l'égalité et la fraternité permettent d'ouvrir un magasin de Burkha dans une rue commerçante de Lille ?

L'égalité en France est donc représentative de communautarisme puisqu'il faut accepter que la liberté pour tous amène à moins de liberté pour quelques uns. C'est nous forcer à accepter les principes et les valeurs contraires à notre pays et à notre culture.

Comment un Français peut-il tomber amoureux d'une femme voilée que l'on distingue plus que l'on ne la voit ? Si elle est voilée, le Français doit comprendre qu'elle est croyante et donc qu'elle ne peut se marier avec un non musulman. Donc une musulmane et un non musulman = pas de mariage = communautarisme = acceptation des bouleversements des principes et des valeurs = réussite de la subversion.

Une musulmane ne peut pas se marier avec un non musulman. Il était dit auparavant qu'elle devait se convertir dans la religion de l'homme, mais cela ne s'entend plus. Ce n'était pas écrit dans le Coran, mais comme le catholicisme a changé et s'est modernisé, il était normal de croire que l'islam le pouvait aussi. Au contraire, il est désormais demandé « au futur mari » de se convertir à l'islam. La tolérance n'est toujours pas de mise : si une catholique peut se marier avec la personne de son choix, quelle que soit sa religion, ce n'est pas vrai pour une musulmane, dont le mariage passe nécessairement par la conversion de l'époux à l'islam.

Voilà le résultat de la république et sa devise de Liberté, Égalité, Fraternité : nous changeons, et ce grâce à notre capacité de compassion et de tolérance, qui repose sur nos valeurs judéo-chrétiennes ! Si nous recevons une gifle sur la joue droite, nous devons tendre la joue gauche. Bien sûr, plus personne ne reprend cela, mais nous agissons tout de même de cette façon. C'est grâce à nos valeurs de remise en questions (de groupes ou individuelles) que nous culpabilisons. Les islamistes nous abreuvent de déclencheurs émotionnels devant générer la compassion et la pitié. Nous l'avons vu plus haut, le « **déséquilibre social ou économique** », « **les frustrations** », **les « inégalités** », sont des termes qui ont un effet dévastateurs dans les esprits des Français car ils ont cet effet immédiat de paralysie psychologique. C'est à partir de cette paralysie psychologique que les islamistes et leur groupe subversif peuvent « habituer » les Français à changer de perception. De la même manière que l'on peut changer une perception par la force et l'action, il est possible de la changer aussi par la passivité et par l'habitude. C'est pourquoi, les islamistes maintiennent cette paralysie psychologique par la rhétorique, les répétitions, les actions psychologiques douces ou violentes, la victimisation, la focalisation, le négationnisme et le révisionnisme.

Pour revenir à l'exemple du « siège » de la basilique de la Nativité à Bethlehem... Comme les médias présents à Bethlehem étaient surtout des médias européens, ils ne pouvaient que viser un public européen. Dès lors, les déclencheurs émotionnels sont automatiques puisqu'un reporter français (par exemple) emploiera un vocabulaire français pour « logiquement » informer les Français. Seulement, l'automatisme ne se fait que quand le vocabulaire du reporter comprend une terminologie précise. Ce sont des termes que l'on connaît et qui ont un effet immédiat et/ou concret sur la perception. Nous avons ainsi très vite ressenti et compris que ce sont des « pauvres palestiniens » qui s'étaient réfugiés dans une basilique identique à celles que nous pouvons ou pourrions fréquenter chez nous, que ce sont des juifs (de

l'armée d'Israël) qui attaquent les « pauvres palestiniens » et qui encerclent du même coup des prêtres. Expliqué comme cela, l'indignation est automatique et ultra rapide.

La presse se faisant le relais des terroristes palestiniens, le reporter n'emploiera pas les termes « terroristes », ou lutte anti-terroristes, et omettra volontairement la chronologie des événements (L'opération bouclier défensif qui se déroule dans les territoires sous contrôle palestinien), il omettra également d'interroger Tsahal pour avoir une contre déclaration « déontologique ». Nous avons donc, pour cette entreprise de désinformation et de manipulation, du journalisme militantiste.

Au journal de 13 heures, Patrick Poivre d'Arvor, informe les téléspectateurs qu'un prêtre a été tué par un tir israélien. En définitive, le prêtre n'a en fait pas été tué (même pas un tout petit peu) et fit une déclaration de presse pour la « Ména » (Métula New Agency). Il s'agissait en fait d'une orchestration voulue et réalisée par l'autorité palestinienne avec le relais des médias français. Ce fut d'autant plus crédible que les « déclarations » des autorités religieuses catholiques « choquées » par la présentation des faits, ont contribué à rassembler derrière elles les populations européennes et françaises émues par cet intrusion dans la basilique, qui représente, pour les Européens l'un des symboles de notre culture. C'est un peu comme si les Israéliens avaient « un peu » agressé les européens.

Des mots clés ont dirigé psychologiquement les pensées des opinions publiques vers l'indignation et rendu automatique les préjugés anti-israéliens. Les terroristes palestiniens ont gagné en sympathie alors qu'ils auraient dû être critiqués pour leur intrusion dans la basilique de la Nativité. La manipulation de la perception des Français fut telle, que ceux-ci ont inversé le sens des responsabilités. Les militaires qui étaient là pour arrêter des terroristes sont devenus des « traqueurs » d'hommes, et ces mêmes militaires qui ont tenté de libérer les prêtres otages sont devenus paradoxalement « les » preneurs d'otages. Le témoignage des prêtres libérés a permis par la suite de rétablir les faits de manière médiatique, mais les médias français ont passé sous silence les interviews des religieux qui ont tous accusé les terroristes palestiniens de violence et de vol.

Ainsi, pour mener à bien cette action psychologique, les outils utilisés furent donc multiples et combinés : nous avons pu repérer l'omission, la focalisation, la fabrication d'éléments nouveaux et l'absence de chronologie. Cette subversion subtile pénètre ainsi insidieusement les esprits occidentaux, sans forcément réclamer de la part de ses auteurs un investissement financier conséquent.

La population : outil de la manipulation subversive islamiste et arafatienne

La « publicité » qui a été faite à la suite du sketch de Dieudonné sur le plateau d'Olivier Fogiel, dans une période d'antisémitisme latent, lui a permis de ne pas créer l'indignation. Les mêmes propos tenus dix ans plus tôt auraient conduit « l'artiste » à une vindicte populaire, mais devant cette montée d'antisémitisme, il ne lui a suffi que de « suivre la vague »

Néanmoins, l'abondance de moyens n'est pas une condition nécessaire et

obligatoire pour faire passer un message au sein de la population. Carlos Marighela recommandait à ses guérilleros de savoir vivre parmi le peuple. Cela avait plusieurs avantages évidents:

1- Cela lui permettait de ne pas se distinguer des autres citoyens car sa tenue vestimentaire n'était pas différente, et d'acquiescer ainsi, par l'habitude de côtoyer des paysans, une attitude similaire.

2- Cela lui permettait d'avoir des contacts au sein même de la population, car c'est la population qui produit et c'est la population qu'il faut convaincre pour influencer des décisions du gouvernement. Être près du peuple permet de le connaître et d'étudier son environnement, ses besoins, sa psychologie. Cela permet de répondre à tout cela par des arguments et des attitudes que le peuple comprend. Il faut parler son langage.

Le Hamas finance des associations d'aide aux familles dans les territoires disputés car cela lui permet d'obtenir le regard positif d'une population qui attend de l'autorité palestinienne des soins, de la nourriture et autres « services » qui ne viennent pas. Dans le registre de la subversion, les moyens dont dispose le groupe subversif permettent d'accréditer ou d'accélérer une action de subversion. Comme le préconisait Carlos Marighela, vivre avec le peuple permet de mieux le connaître, de sentir ses besoins et de ne pas se faire repérer. Disposer de moyens matériels mais surtout financiers permet d'obtenir les mêmes résultats mais plus rapidement. En effet, un groupe subversif désireux d'altérer l'image ou la crédibilité d'une personne ou d'une institution et soutenu par un pays ou par des moyens financiers puissants pourra infiltrer très rapidement le groupe cible par le pouvoir de l'argent. Financer une campagne électorale, faire des dons « privés » dans un parti politique, créer une association dont le budget permet de faire beaucoup d'action de publicité, offre un pouvoir d'écoute très important.

Les guérilleros de Carlos Marighela ont retourné la terre avec les paysans pour être plus proches d'eux. Cela leur permettait entre deux pauses ou pendant le travail de pouvoir « glisser » des idées, des concepts idéologiques, très lentement mais à coups sûrs. Carlos Marighela ne disposant pas de gros budgets, devait se résoudre à convaincre par l'utilisation d'autres outils. Ce fut en premier des conversations improvisées autour d'une bêche avec trois ou quatre paysans attentifs. Petit à petit, en travaillant à leurs côtés et en usant de psychologie, les guérilleros parvinrent à faire des réunions, qui à leur tour ont amené des villageois des villages alentours.

Les opposants de Carlos Marighela, s'ils étaient considérés comme des traîtres à la cause, étaient exécutés, mais pour les paysans, ils s'agissait de « disparition » car cela ne pouvait pas être autre chose...au début! En effet, la sympathie envers le groupe subversif fut telle qu'on ne pouvait soupçonner ses membres de telles exactions. Les moyens financiers sont donc certes utiles mais pas obligatoires pour parvenir à ses fins.

Arafat usera lui aussi de l'argumentum ad populum qui consiste à « se servir de la quantité du peuple ». Cet argument permet de focaliser l'attention de l'opinion publique sur le fait qu'une certaine quantité de la population est rangée derrière l'idée évoquée. L'exemple le plus courant est que « puisque autant de gens sont d'accord avec moi, c'est forcément que j'ai raison ». Dans la mesure où la quantité de personnes rassemblées derrière un slogan ou une idéologie a elle-même été manipulée ou influencée, il ne s'agit là en aucun cas d'un argument de vérité. L'expression : « Le fer dans les épinards » peut servir d'exemple, car il s'agit d'une idée reçue, elle n'a pas de valeur intrinsèque, mais elle est retenue parce que le nombre l'a adoptée.

Si Arafat a bénéficié d'autant de soutien, c'est aussi grâce au nombre. La quantité numérique possède une force psychologique. Vous vous trouvez dans une rue

remplie de restaurants. Vous devez en choisir un. Vous allez tout d'abord vous orienter vers celui qui est proche de ce que vous cherchez, pour une spécialité que vous connaissez ou que vous souhaitez connaître. Puis, vous regardez à l'intérieur. S'il y a du monde, vous entrez et si il est vide, vous n'entrez pas. Si il est plein c'est que les plats sont bons voire très bons, si il est vide c'est que personne ne veut y aller parce qu'il n'en vaut pas la peine. La quantité est garante de crédibilité.

Pour Arafat et les terroristes c'est un peu le même principe. Jacques Chirac déclare qu'Arafat est un président « élu démocratiquement » alors que l'on sait que ce n'est pas vrai, les dernières élections ayant eu lieu en 1996. Les élus français se rendent dans les territoires pour rencontrer le chef terroriste et le féliciter pour « ce qu'il a fait », mais on ne sait pas ce qu'il a fait. Ils apportent leur soutien par leur présence dans les manifestations anti-israéliennes et pro-Arafat. Cela fait donc une masse qui défile et que la télévision n'hésite pas à montrer, réunissant un président français, des élus français (ministres et députés) et la population française devenue outil de la propagande arafatienne.

L'argument ad populum est employé par des sous entendu. Il n'est pas nécessaire pour ces élus interviewés de dire que « comme tout le monde est derrière Arafat, c'est que c'est justifié », néanmoins, le téléspectateur ne peut l'ignorer. Dans la mesure où la population allume la télévision et lit la presse d'actualité pour s'informer, elle sera amenée à constater qu'effectivement il y a une foule qui marche avec des slogans anti Sharon et anti Bush, avec des photos de Sadam Hussein et d'Arafat érigées en symbole de martyr. Le téléspectateur enregistre les images de la foule, les slogans et la présence active des élus ou des personnalités politiques ou médiatiques derrière lesquels se range la foule. Celle-ci devient alors « un gage » de confiance quel que soit son degré de compréhension et d'information des données exactes du problème. L'opinion publique est ainsi manipulée et utilisée, créant un enchaînement de convictions souvent non fondées qui s'auto-alimentent, donnant ainsi du poids aux discours désinformateurs.

La subversion offre donc aux manipulateurs différents outils particulièrement subtils et du même coup efficaces, s'attaquant aux perceptions d'une population mondiale qui en est la cible. L'infiltration, l'intoxication, la focalisation ou l'omission sont au service d'une terminologie de victimisation des fondamentalistes islamistes, qui entraîne en Europe un bouleversement flagrant de nos valeurs culturelles et politiques, particulièrement sensible en France. Culpabilisée à l'extrême, et trompée par une rhétorique calculée, une bonne part de la population prend à présent fait et cause pour les fondamentalistes islamistes, qui utilisent celle-ci afin de propager leur idéologie. Ces techniques subversives, insidieuses, se combinent avec des actions psychologiques violentes, qui agissent toutefois dans le même objectif: nous manipuler pour nous faire penser et agir comme ils le souhaitent.

L'action psychologique violente

Le recours à l'intimidation, à la violence ou à la récupération d'événements violents au profit d'une cause constitue un élément clé des pratiques terroristes. Nous avons vu dans le chapitre précédent qu'elles sont associées à d'autres outils de manipulation plus discrets. L'objectif est clair : il s'agit de susciter la crainte, la terreur, mais aussi, paradoxalement d'opérer un rapprochement entre les terroristes et leurs victimes potentielles. Dans les faits, on constatera que l'intimidation et les actes violents génèrent la peur, donc le besoin de se préserver. Pour cela, il faudra faire en sorte que les terroristes ne désirent plus attaquer...donc faire un pas vers plus de compréhension et de tolérance à leur égard. On écoute toujours très attentivement celui qui crie, celui dont on craint les foudres...C'est ce qu'ont bien compris les terroristes qui, sans le moindre scrupule, n'hésitent pas à appliquer cette technique, comme nous avons pu le constater avec l'Espagne par exemple, qui retira ses troupes d'Irak suite à l'attentat du 11 mars 2004.

L'intimidation

L'intimidation constitue la première étape de l'action psychologique violente. L'argument ad baculum, déclencheur de peur, met ainsi la pression sur l'adversaire en le menaçant. Il ne vise pas à le convaincre, mais à le contraindre à penser ou agir comme il le souhaite. Nous voici devant un sophisme pratiqué par les plus grands dictateurs au monde. Saddam Hussein, Mobutu, Arafat et bien d'autres ont été parmi les plus fervents utilisateurs des intimidations et des menaces. Comme je l'ai écrit précédemment, Arafat a eu à l'esprit de rarement intimider directement la population des territoires sous son contrôle. Cela lui a permis, sans compter sur l'idolâtrie de gouvernements européens, d'échapper à des poursuites que d'autres pour des actions similaires ont dû subir ou subissent encore à ce jour.

L'argument ad baculum utilise la peur, la crainte et la force, grâce au contrôle des médias et implicitement à celui de la population. C'est une « argumentation » par la force dans la mesure où il ne lui présente pas d'autre alternative que de subir ou de se soumettre. Ce procédé sert en premier un objectif de contrôle, de maîtrise de la population. Il s'agit de faire accepter une idée, un concept ou des faits par l'intimidation, en promettant le châtement dans les cas d'opposition. Il est logique de penser que cette même population va réagir « à un moment » et se rebeller. Et bien non, cela ne fonctionne pas comme ça. Le contrôle des masses, grâce à la répression de l'opposition et aux messages relayés par les médias locaux mais aussi internationaux, entraînera une inertie de la part de la population concernée.

Explication : quand les troupes de la coalition sont entrées à Irak en mars

2003, la population irakienne a conservé son réflexe de mutisme. Contrairement à ce qu'ont affirmé la plupart de nos médias (français) il n'y a jamais eu de résistance irakienne, ce fut même le contraire : il y eut des défections de militaires qui ne voulaient plus se battre pour le régime ! Mais la population, conditionnée par plus de 25 ans de dictature d'une extrême violence, conserva son comportement de méfiance. Le ministère de l'information en Irak était actif jusque dans les dernières heures avant l'entrée de la coalition à Bagdad, et ce même lorsque celle-ci fut à quelques centaines de mètres du ministère . Celui-ci, avec l'aide (passive ou active...?) des médias français, a réussi à maintenir une pression sur la population irakienne. Dans des bars en ville, mais aussi dans les quartiers défavorisés de Bagdad, la population a pu voir à la télévision irakienne que la France était opposée à l'intervention en Irak et qu'il y avait même des manifestations des citoyens français contre l'intervention de la coalition.

Replaçons cela dans le contexte. Plus de 25 ans de dictature, le pouvoir toujours en place, la coalition qui rencontre des obstacles diplomatiques avec des pays européens, et en particulier la France qui s'y oppose totalement, les manifestations de la population française en faveur du maintien de Saddam Hussein, des portraits de George Bush et d'Ariel Sharon (...?) avec des slogans tels que « Bush assassin, Sharon assassin » complaisamment relayés et répétés par la presse, tout cela combiné, la population irakienne a dû attendre le dernier moment pour savoir sur quel pied danser. Le journaliste Alain Hertoghe³⁰ signale : « Du temps de la dictature, tout journaliste séjournant en Irak lit la peur dans les yeux de ses habitants au contact de l'étranger. La parole ne se libère vraiment qu'après la chute de la tyrannie ». Vous, comment auriez-vous réagi? Il est clair que, dans ce contexte, la terreur dans laquelle la population vivait depuis des années pesait encore beaucoup, et que Saddam Hussein s'en est servi pour manipuler l'opinion, faisant prendre la prudence des Irakiens pour un soutien à son régime.

Pour introduire une pression de peur, il faut propager la sensation de pouvoir de l'autorité. Les états totalitaires appliquent cette méthode en matière de pression psychologique sur les populations. Le fait que les assassinats ne soient pas relayés dans la presse internationale mais uniquement dans la presse d'opposition locale quand il y en a une, ou dans la presse du pays ennemi (Israël), entérinera le pouvoir des tyrans et les alliances avec des pays européens, dont la France en première ligne. La peur se propage puisque aucune opposition ne peut venir l'affronter. Le peuple se sait soumis et contraint à obéir.

Supposons que des activistes d'opposition palestiniens ou irakiens perçoivent qu'en France ou en Occident, qu'une partie des populations milite contre le terrorisme et dénonce la corruption et le terrorisme commandité du temps d'Arafat et de S. Hussein. Ces activistes d'opposition se seraient sentis moins seuls et auraient bénéficié du soutien moral et de l'appui politique de cette partie de la population rassemblée en groupes. Ces groupes auraient eu un porte-parole et on aurait pu espérer que ce contre pouvoir aurait pu contribuer à l'application de droits fondamentaux tels que les droits de l'homme et la liberté d'expression. Malheureusement, ce n'est pas cela que l'on entendit dans les manifestations « pacifistes », ni dans notre presse qui s'est acharnée. L'enquête menée par Alain Hertoghe, licencié suite à la parution de son livre, ne relève que « 29 titres

30 Alain Hertoghe, La guerre à outrances, Comment la presse nous a désinformés sur l'Irak, Calmann-Lévy, 2003

CE. G

condamnant le dictateur irakien et son régime, tandis qu'on en compte 135 blâmant George W. Bush, son administration et son allié anglais » sur la période étudiée, du 20 mars au 9 avril 2003, au lendemain de la chute de Bagdad. ...et nous laissons ainsi la main libre aux terroristes fondamentalistes islamistes.

Ainsi, en Irak, ils organisent la terreur en agissant avec méthode. Des CD-Rom circulent dans les marchés d'Irak. Dans ces CD-Rom, on peut trouver les vidéos des exécutions des ressortissants étrangers, mais aussi de Kurdes et de nombreux Irakiens accusés de collaboration. Ces vidéos ont évolué. Elles ont un mode opératoire, une sorte de scénario dont les acteurs sont les coupeurs de têtes ainsi que les otages exécutés. La mort est un message, une action psychologique à destination des populations concernées. Avec l'expérience, les terroristes ont amélioré leur méthode pour en augmenter l'impact.

L'autorité palestinienne quant à elle utilise ce sophisme de manière indirecte et non officielle, par le biais des imams et des fatwas, des groupes terroristes émanant d'Arafat, par la propagation de rumeurs volontairement émises, ou encore par les assassinats. C'est ainsi qu'en Janvier 2001, Madji Makawi fut exécuté dans le quartier général de la police à Gaza. Makawi, coupable de collaboration avec Israël fut fusillé. L'exécution est filmée et diffusée dans les territoires. Le message est simple, quiconque collabore avec l'état d'Israël sera éliminé. L'objectif est évident : il faut maintenir une pression sur la population pour la contrôler. Chaque Palestinien peut et doit se sentir concerné. S'il est fort logique que deux nations ennemies intimident leur population pour que celle-ci n'aide pas l'adversaire, la sentence dans les territoires sous contrôle palestinien est cependant extrême : la peine de mort. Des photos d'hommes, d'opposants palestiniens exécutés, sont exposées dans les rues de la bande de Gaza et de Judée Samarie. Ces photos ne sont jamais diffusées en France pour ne pas altérer l'image qu'Arafat avait dans notre population. Pour conserver une image d'homme politique, il ne devait pas être associé ou concerné par ces « événements ».

Bien évidemment, pas un mot de cette exécution dans la presse française. Par contre, le non respect des droits de l'homme est régulièrement dénoncé par nos médias concernant les conditions de détentions des Palestiniens en Israël, et le traitement des prisonniers arrêtés par Tsahal. La presse française a totalement occulté les droits de l'homme bafoués dans les territoires sous contrôle palestinien durant l'existence d'Arafat. De même, s'il est possible d'accéder à des sites diffusant des images et vidéos post attentats, les sites en questions subissent des attaques frontales de délégitimation. Ces attaques sont le fait d'une partie de la presse française envers tout autre organe de presse ou média qui apporterait des informations « embarrassantes » bien que complémentaires, et cela...il ne faut pas ! Mais ces photos existent et doivent être visionnées. Il faut se rendre sur les sites en question³¹ pour se faire une autre opinion de la réalité au Proche-Orient, où l'intimidation est quotidienne. Bassem Aïd, fondateur et directeur du groupe palestinien de contrôle des droits de l'Homme, siégeant à Jérusalem Est, et ancien vice-directeur du groupe israélien des droits de l'Homme Betsalem, évoque dans un article pour le journal Haaretz (Israël), le 28 janvier 2004, diffusé par Memri³² « le problème des gangs palestiniens armés qui terrorisent quotidiennement la population palestinienne dans les territoires de l'Autorité palestinienne. » Il signale que « A Tulkarem, les Brigades Al-Aqsa dirigent et gèrent la vie des civils et la sécurité de la ville. Elles menacent,

31 voir liste en annexe

32 MEMRI (Middle East Media and Research Institute , institut de recherche sur les médias et le Proche-Orient, de Washington DC) *Dépêches spéciales* - No. 675 Mars 10, 2004 No.675 #

battent et tuent. Le 23 octobre, 12 bandits armés au chômage ayant rejoint les Brigades Al-Aqsa ont abattu Mohammed Hilal, âgé de 22 ans, et Samer Ofeh, âgé de 23 ans, en pleine rue, parce qu'ils les considéraient comme des collaborateurs.» Il exprime l'impuissance du ministre palestinien de l'Intérieur qu'Arafat a privé de toute autorité en matière de sécurité, et la démission du maire de Naplouse suite à une tentative d'assassinat. En avril 2004, le Groupe palestinien de surveillance des droits de l'Homme, dirigé par Bassem Aïd, a publié un rapport indiquant que « de 1993 à 2003, 16% des décès parmi les civils palestiniens sont le fait de groupes et d'individus palestiniens»³³. Ce rapport évoque le « chaos des armes », expression de l'Autorité Palestinienne pour qualifier l'anarchie qui règne dans des territoires qu'elle gère en cultivant la peur de la population et en exacerbant le recours à la violence. L'intimidation y est constante.

La mort nous concerne tous, que nous soyons croyants (catholiques, orthodoxes, protestants, musulmans...) ou athées. Celle-ci fait peur. Chacun peut exprimer sa façon d'avoir peur en ce qui concerne cette issue, fatale pour quiconque : peur de l'inconnu, du vide, de l'absence physique ou intellectuelle... Les terroristes fondamentalistes n'ont pas cette considération. L'islam étant un outil de combat, de conquête et de règles de vie, les islamistes fondamentalistes puisent dans l'islam et dans le Coran les versets qui les arrangent pour exécuter sans être réellement « concerné ». Ils se montrent pour la plupart certains de faire un sacrifice à Allah. Les versets du Coran nous qualifiant d'infidèles sont nombreux, ainsi que les appels aux meurtres. Les traductions qui ont été réalisées, ainsi que le mode opératoire terroriste, démontrent que l'objectif est d'agir sur les populations étrangères et musulmanes « timides ». Contrairement aux idées reçues, les traductions des versets correspondent aux versets réels dans le Coran : il n'y a pas de version controversée ou d'interprétation « personnelle » comme j'ai pu moi-même le croire avant de lire le Coran. Les fondamentalistes islamistes l'appliquent tout simplement à la lettre.

Ainsi, l'autorité palestinienne a créé une loi qui condamne à mort un Palestinien qui vendrait un bien immobilier à un Juif. Elle a intimidé les agriculteurs palestiniens en les forçant à refuser les compensations financières émanant de l'état d'Israël pour la perte ou la réquisition de terrain³⁴. C'est par l'intermédiaire d'Imams que les agriculteurs se virent contraint par la « loi coranique » de refuser les indemnités sous peine de châtiments corporels et matériels. Les sermons du Vendredi à Gaza ont servi la cause palestinienne. Cela ne choque personne... mais si les temples juifs servaient la cause israélienne, attention, levée de boucliers !

Les Imams à Gaza sont installés par Arafat. Ils appellent à tuer les juifs et à ne rien recevoir d'eux. Lorsque le gouvernement israélien a commencé à indemniser les Palestiniens pour la réquisition de leur terre, en vue de l'installation de la barrière anti-terroristes, Arafat par l'intermédiaire des imams de Gaza, a intimidé les paysans palestiniens en ordonnant de ne pas recevoir d'argent d'Israël car la terre « est palestinienne » et ne peut en aucun cas appartenir aux juifs ou aux chrétiens. L'argument ad baculum fut alors utilisé de manière indirecte sous couvert de la religion musulmane.

Dans les régions où le fondamentalisme terroriste islamiste est installé, les populations sont ainsi victimes d'une féroce intimidation qui les contraint à la soumission, voire à l'adhésion. Ce principe de l'intimidation est également dirigé contre les populations occidentales, lors de détournements d'avion, d'attentats, de

³³ Memri, *Enquêtes et analyses* - No. 174 Mai 10, 2004 No.174 #

³⁴ Voir les sermons du vendredi, traduits sur le site de Palestinian Media Watch CE. G

prises d'otage ou d'exécutions filmées de ressortissants étrangers. Les conséquences sur les populations non islamistes dépassent le simple stade de l'indignation.

Le syndrome de Stockholm

En fait, le but recherché peut tout à fait s'apparenter au syndrome de Stockholm. Il s'agit d'un phénomène psychologique qui établit une relation d'amitié et de compréhension entre un ou des otage(s) et un ou des kidnappeur(s). Le nom de ce syndrome provient d'un fait divers qui a eu lieu à Stockholm après une prise d'otages lors d'un braquage de banque. Certaines victimes ont en effet adopté l'action des auteurs du vol, suite à un degré de stress intense, et ont établi une relation durable avec eux. On constate que ce phénomène peut parfois intervenir dans des faits similaires (kidnapping, détournement d'avion...) Cette réaction constitue une défense psychologique face au traumatisme occasionné par l'enfermement. C'est une pathologie qui fait partie des névroses traumatiques.

Le stress vécu par les populations irakiennes et palestiniennes est aussi ressenti par les populations européennes et françaises, sous une forme d'emprisonnement idéologique, intellectuel et non physique qui génère ce phénomène en masse. C'est ce qui conduit cette masse à adopter la pensée unique par confort et pour avoir des réponses positives à une situation réelle de danger. Les attentats sur le sol français, l'entrée sur le territoire des terroristes, les attentats déjoués, les arrestations de terroristes internationaux issus des fondamentalistes islamistes, le fait que des partis politiques prennent parti publiquement pour des groupes ou des actions terroristes, en les expliquant et en les comprenant, ce qui est implicitement une forme d'acceptation, le fait que des drapeaux du Hamas et du Hezbollah puissent être brandis dans des manifestations « pacifistes », sont autant de signes visibles pour les lecteurs/observateurs de l'actualité internationale. Ils brisent les repères sociaux, culturels et universels de ce qui est bien et de ce qui est mal. C'est cette peur intense, et pourtant inconsciente, de la population qui permet aux terroristes, et à leurs branches chargées du prosélytisme, de pouvoir faire douter l'opinion publique au point que la réécriture de l'histoire et l'affirmation d'absurdités devient possible.

Pour cela, il leur faut d'abord établir une stratégie de base ainsi qu'une tactique. Les terroristes ont besoin de soutien et, devant la faiblesse des dirigeants européens et de leurs populations, ils ont trouvé le terreau nécessaire et suffisant pour faire accepter l'inacceptable. C'est de cette manière qu'il est possible de faire oublier que Saddam Hussein était un dictateur sanguinaire qui n'a eu de cesse d'éliminer toute opposition à son régime, qui a créé des guerres avec l'Iran et souhaité détruire Israël et le Koweït, qui a éliminé des milliers de kurdes, qui a fait tuer des milliers de Chiïtes, parce que non Sunnites (c'était suffisant !), qui a développé des armes de destruction massive dont il s'est servi contre les Iraniens et les Kurdes...

Avec le renfort de la presse, l'entreprise de manipulation a fonctionné. Il y eut des manifestations contre l'intervention en Irak qui ne sont ni plus ni moins que des manifestations de soutien à Saddam Hussein. Il y a un phénomène d'inversement des valeurs qui incite à prendre parti pour le bourreau et à culpabiliser la victime. C'est

une bataille de gagnée pour les terroristes car ils ont désormais pénétré le cœur de certaines populations.

Pour comprendre comment l'opinion publique française peut être sujette au syndrome de Stockholm, il faut regarder les journaux télévisés, les déclarations d'Arafat, de Ben Laden et de Saddam Hussein, comparer les faits relatés par d'autres médias avec les faits relatés par les médias français, analyser le tout et l'intégrer dans une dynamique qui aboutit chez l'individu à un chaos psychologique qui induit un stress, lui-même installant la peur dans les esprits. Le stress est une réaction humaine et la sympathie d'une victime pour son bourreau est une réaction à ce stress. L'opinion publique ayant besoin de réponses à ce stress, adaptera sa psychologie pour être en phase avec les terroristes, de manière à ne pas se sentir victime et pour ne plus « souffrir ».

Le recours à la violence permet ainsi de s'attaquer à plusieurs cibles. D'un côté les terroristes maîtrisent leur population et la contraignent au silence, de l'autre, ils touchent les populations mondiales en les obligeant à réagir, soit militairement, avec tout ce que cela suppose de heurts avec nos mentalités pacifistes et nos consciences, soit en cherchant à légitimer, par peur, leurs actes inadmissibles. Leur intimidation s'avère d'autant plus efficace que sa médiatisation repose sur une présentation pour le moins surprenante des faits.

Le traitement de la violence dans les médias : Censure et amalgames

Pourquoi, les Français ne réagissent-ils pas aux exécutions des ressortissants étrangers en Irak? Parce qu'ils n'ont pas vu les exécutions. Pourquoi les Français réagissent-ils défavorablement à la présence américaine en Irak ? Parce qu'on leur montre sans cesse des situations de brutalité et de violence associées aux soldats, presque toujours sans raison ou « sorties du contexte ». La population française perçoit la situation en Irak de manière totalement tronquée. Les informations sont déséquilibrées et partiales.

C'est facile de l'écrire et cela ressemble à des propos, des affirmations tenus par un « détracteur pro-américains et favorable à la guerre. Pourtant, si ce qui est écrit génère une réaction qui tend à penser que cela semble partial ou orienté, cette même réaction devrait intervenir soit spontanément ou de manière « forcée » dans le sens opposé. En effet, s'il est possible d'être critique envers des propos qualifiés de « pro-américains », pourquoi la population française n'est-elle pas critique envers les propos et arguments « anti-américains » ou « anti-israéliens », et « pro-palestiniens » ? Là est le déséquilibre, là est le manque d'équité.

Souvenez-vous. Il fut question d'un scandale en Irak, impliquant l'armée américaine et les prisonniers irakiens. La presse européenne, et française en particulier, rapporta que des soldats américains chargés de la surveillance des prisonniers irakiens dans la prison d'Abu Grahib se livrèrent sur les prisonniers irakiens à des sévices corporels. Mais de quoi s'agissait-il ? S'agissait-il de coups, de tortures, d'humiliations? Difficile à savoir. Comprenez que les médias français n'ont pas donné d'exemple concret du type de sévices subis par les prisonniers irakiens.

Nous savons par contre que du temps de Saddam Hussein, il y avait des

« services étatiques » chargés de repérer, d'arrêter, de torturer et d'exécuter des personnes qualifiées d'opposants au régime. Les témoignages, les photos et vidéos prises d'ailleurs par les militaires bourreaux de Saddam Hussein montrent les tortures et autres exécutions parfois usant d'une méthode élaborée et sadique. Il est extrêmement facile de prouver ces exécutions sommaires et les tortures infligées aux prisonniers ou aux simples opposants car les bourreaux, par cynisme et sadisme se filmaient eux-même, sûrement, pour garder un « souvenir » d'une « franche rigolade ».

L'action d'amalgamer permet de ne plus créer de différence et cette absence de différence permet à son tour l'impossibilité de comparer et d'analyser. Les gardes américains ont été suspendus, arrêtés puis emprisonnés. Les prisonniers irakiens, pourtant arrêtés pour des raisons de sécurité publique, deviennent paradoxalement des victimes à plaindre et, implicitement, ce nouveau statut de victime vient atténuer la force de leur délit au point qu'il devient même indécent de poser la question de savoir ce qu'ils ont fait pour être arrêtés. Ainsi à présent, et selon cette logique, « voler un œuf, revient à voler 1 millions d'€uros » ...ce serait pareil !!!

La presse française a amalgamé les tortures et sévices corporels infligés principalement par les hommes de Saddam Hussein à de simples civils irakiens parce qu'en opposition avec le régime, avec des mauvais traitements du fait des soldats américains envers les ex-bourreaux de Saddam Hussein, devenus prisonniers après la chute du régime. Vous avez d'un côté un dictateur qui emploie les pressions psychologiques et physiques, par la torture et l'assassinat, pour contrôler sa population, et d'un autre, des militaires de la coalition anglo-américaine en guerre contre le terrorisme, ayant commis de mauvais traitements sur des personnes impliquées dans des tortures et des assassinats de masse. Nous savons qu'il s'agissait parfois d'interrogatoires humiliants, et parfois brutaux, mais il est impératif de comparer, sans pour autant légitimer les mauvais traitements, non seulement les méthodes mais aussi les conséquences des mauvais traitements. Les femmes irakiennes et les hommes décapités devant leur famille, et donc forcément devant leurs enfants, sont des actes sans commune mesure avec les coups et les humiliations infligés par des soldats de la coalition à des ex-militaires entraîné et endurcis, eux-mêmes ex-exécuteurs de civils déjà traumatisés par le régime.

Encore une fois, il ne s'agit pas de légitimer la torture selon qui la pratique, mais de retrouver une distance critique et le sens de l'analyse comparative pour mieux évaluer une situation présentée comme complexe. Selon le « qui vole un œuf, vole un boeuf », il faudrait donc amalgamer la torture appliquée par les gardes américains aux prisonniers irakiens avec celle pratiquée par les hommes des services étatiques de Saddam Hussein. Cependant, d'un côté, il s'agit d'éléments isolés, punis par la justice américaine pour des faits pourtant moindres (il n'y a pas eu d'amputation, ni de mutilation, chez les femmes, et les hommes irakiens emprisonnés !); et de l'autre côté, il y a des services officiels chargés de traquer les opposants au régime quels qu'ils soient (femme ou homme, ainsi que leur famille), de les arrêter, de les torturer et de les exécuter très souvent en public et devant le mari, l'épouse et les enfants, afin de créer une onde de choc psychologique irréversible au message fort.

Sur certaines vidéos provenant des ex-militaires de Saddam Hussein, on peut voir très distinctement les types de tortures que durent subir durant des années les civils irakiens. Dans certains de ces films, les victimes sont agenouillées en file en attendant de recevoir la sentence. Celle-ci consiste à sortir la langue afin que le bourreau puisse la saisir avec une pince chirurgicale et en couper l'extrémité avec une lame de rasoir, qui bien sûr ne sera pas changée ou même désinfectée. Dans un autre

film, on assiste à une décapitation par sabre traditionnel. Il est à remarquer que les victimes sont très « conciliantes ». L'abandon de toute réaction de défense est révélateur de l'état de soumission dans lequel se trouvent les victimes. Celles-ci savent qu'elles seront exécutées mais ne tentent pas, même dans un dernier sursaut d'instinct de survie, de réagir par une réaction quelconque. Elles s'assoient, avancent, et parfois aident leur bourreau à accomplir sa tâche.

Selon Amnesty International qui mélange malgré tout les genres, certaines exécutions étaient réalisées dans l'intention unique de choquer la population. Des médecins, dont des femmes, ont été exécutés devant leur domicile afin que les habitants du quartier ou de la rue puissent assister à ce qui apparaît être une conséquence d'une opposition au régime. Les hommes de Saddam Hussein arrivaient très tôt à l'heure du petit déjeuner au domicile de la victime et devant les parents et le plus souvent devant les enfants, la victime était emmenée devant chez elle. Une fois dehors, les enfants étaient rassemblés à proximité, la victime était maintenue les mains dans le dos, agenouillée et un exécuteur tranchait avec un sabre la tête de la victime, offrant aux voisins et à la famille un choc psychologique insoutenable. Un message est ainsi lancé à la famille, choquée par la mort d'un proche, mais aussi à tous ceux qui tenteraient encore de s'opposer, même pacifiquement, au régime en place. En l'occurrence, le reste de la famille fut emmené vers une destination inconnue et ne fut jamais retrouvé. C'est bien sûr ce qui explique les innombrables fosses communes contenant des centaines de corps retrouvées encore à ce jour en Irak.

Les exécutions de civils étrangers en Irak par les différents groupes terroristes ont eu un impact psychologique très puissant sur les populations des pays auxquels appartenaient les victimes. Les séquences filmées des victimes en train de plaider pour leur vie en suppliant leur chef d'état de retirer ses troupes d'Irak eurent pour effet de scinder les populations d'Occident et d'Europe et de les désolidariser de leur gouvernement et de ses décisions. Le relais intense par les médias des messages des terroristes avec au premier plan l'otage à genoux, les yeux bandés, et les terroristes en arrière-plan, en armes, a servi les intérêts des fondamentalistes islamistes. L'action psychologique consiste ici à utiliser l'intimidation et le passage à l'acte violent pour contraindre la population ou les gouvernements à agir.

De l'intégralité de ces images diffusées en Irak et ailleurs dans le monde, quelle a été la quantité diffusée en France et de quoi s'agissait-il ? Les otages ont été montré en position d'infériorité. Ils plaidaient la cause de leurs ravisseurs ainsi que leur vie. Ils ont supplié leur gouvernement de « libérer » l'Irak et de retirer les troupes de ce pays, tout en demandant que le maximum soit fait pour qu'ils puissent vivre, parce qu'ils voulaient vivre. Souvenez-vous, cherchez dans vos mémoires puis juste après, dans les archives. La presse française ne relate les faits en Irak que quand il s'agit d'attentats, d'enlèvements et d'actes de sabotages des pipelines...quelques lignes pour démontrer les difficultés que peuvent rencontrer la coalition mais surtout l'armée américaine car, curieusement, les autres contingents étrangers ne sont presque pas cités, même lorsqu'il subissent des attaques de même envergure de la part des fondamentalistes.

La censure de ses attaques et des conséquences sur la population sert les objectifs terroristes. Le décompte morbide du nombre de soldats américains tués en Irak focalise l'attention des opinions publiques sur une émotion exacerbée. Le fait de ne jamais parler des points positifs que l'Irak accumule depuis la chute du tyran Saddam Hussein ne permet pas l'équilibre de l'information. La plupart des opinions

CE. G

publiques sauf américaines, polonaises et anglaises, sont dans l'ensemble persuadées que la guerre en Irak n'a fait qu'empirer la situation.

Pourtant, les journaux irakiens sont au nombre augmentent considérablement, alors qu'il n'y en avait que 2, sévèrement contrôlés, du temps de Saddam Hussein. Cette presse nouvelle informe les Irakiens de l'évolution de la situation. En France, personne n'est au courant de ce progrès extraordinaire que constitue le fait, pour le peuple irakien si longtemps opprimé, d'avoir enfin une presse libre et un pays libre. Certes il y a des attentats et certes ceux-ci font des morts et des dégâts, mais les Irakiens ne veulent pas un retour en arrière, et la majorité de la population soutien, le nouveau gouvernement³⁵. L'une des preuves flagrantes de la liberté nouvelle de ce pays, c'est que les fondamentalistes ne le supportent pas. C'est pour cette raison qu'ils tentent en Irak ce qu'ils n'ont pas réussi à faire en Afghanistan. Les attentats en Irak ont pour objectif la déstabilisation de la population.

Or, pour créer une déstabilisation, il faut obligatoirement une stabilisation. L'ensemble de la presse française joue (volontairement ou pas ...???) le jeu des terroristes et des groupes de subversion à objectif de déstabilisation. En effet, les citoyens européens et français n'étant pas informés sur la réalité de l'Irak, pas plus qu'ils ne le sont concernant les territoires sous contrôle palestinien, les pensées et opinions sont obligatoirement en marge de la réalité. Grâce à cela, les terroristes gagnent des « batailles » médiatiques à chaque omission, déformation, focalisation d'un événement tendant à créer une image négative de la situation en Irak, que ce soit envers la population ou envers la coalition. Dans son ouvrage Guerre à outrances³⁶, Alain Hertoghe, journaliste français déjà cité plus haut, analyse la couverture du conflit en Irak par la presse française et en démontre la partialité et la volonté de déformer la réalité par l'omission, la focalisation, l'exagération d'événements, systématiquement en vue de diaboliser ou de critiquer l'intervention anglo-américaine. L'objectivité de la retranscription de la réalité n'a jamais eu lieu dans la presse française écrite ou audiovisuelle.

J'ai souvent entendu dire « les Américains contrôlent la presse en Irak ». J'ai alors posé la question de savoir sur quel argument, sur quelle preuve reposait cette affirmation. Je n'ai eu aucune réponse hormis ce réflexe de s'en prendre systématiquement aux Américains quoi qu'ils fassent : s'ils s'intéressent à un pays, on leur prête des objectifs hégémoniques et, s'ils ne s'y intéressent pas, on leur prête des intentions d'indifférence et de mépris. Par contre, quand la France ne s'intéresse pas à un pays, cela s'appelle de la « diplomatie » et quand elle s'y intéresse cela s'appelle...« diplomatie »...aussi ! J'invite les lecteurs à chercher et à s'informer autrement. Internet permet de consulter directement en ligne des sites de presse étrangère. Il sera dès lors flagrant de constater à quel point il y a un décalage entre l'information véhiculée en Irak et ailleurs dans le monde, et celle récupérée par nos médias.

Les journaux irakiens étant indépendants, ils peuvent eux aussi critiquer le gouvernement de transition, ainsi que l'ex- CPI (Conseil Provisoire Irakien) quand il était administré par les USA. La critique est constructive et je vous invite à perdre ce réflexe qui consiste à trouver une réponse instantanée pour contrer l'idée que ce que font les USA est forcément calculé, en l'occurrence, par exemple : « ah vous voyez, les Irakiens aussi critiquent les Américains ! ». Bien sûr qu'ils critiquent, un pays ne se reconstruit pas rapidement. Les Irakiens sortent d'une tyrannie de plusieurs décennies, ils ont forcément des choses à dire et pour beaucoup des projets à concrétiser

35 Voir les vidéos et la presse écrite irakienne traduite sur le site de Memri.

36 Calmann-Lévy, 2003

rapidement. La critique est permise par les Américains, elle ne l'était pas du temps de Saddam Hussein. C'est là une reconnaissance implicite : les USA ne sont pas parfaits mais ils permettent aux Irakiens de pouvoir s'exprimer, même si c'est « contre eux ». Les valeurs démocratiques permettent la critique et les états démocratique savent l'entendre. Encore une fois, les Américains en Irak appliquent les valeurs démocratiques.

Une critique n'est pas un crime. Il ne faut pas confondre. Que des Irakiens ou des Afghans aient des critiques à formuler contre une administration, un service ou une action américaine ne doit pas être interprété comme étant une hostilité globale à leur égard. Les Français critiquent leur gouvernement, mais le réalisent car au delà de la critique, il y a l'espoir que les représentants du peuple puissent faire aboutir un projet, une loi, ou quoi que ce soit voulu par le peuple par l'expression du suffrage universel. Il en est de même ailleurs, il en est de même en Irak !

En fait, l'étude de nos médias fait apparaître un curieux réflexe qui tend à condamner uniquement ceux qui nous ressemblent et partagent nos valeurs, et à expliquer, analyser, comprendre à l'inverse ceux qui utilisent la violence de façon institutionnalisée. L'opinion publique doit pourtant savoir que celle-ci constitue l'une des clés de voûte du système fondamentaliste islamiste, dont nous avons vu les répercussions tant sur les peuples musulmans que sur les peuples occidentaux.

La mort mise en scène : l'orchestration des assassinats

En effet, dans le cadre des actions psychologiques, l'un des moyens privilégiés par les groupes terroristes est le recours à la violence et à l'assassinat. Abattre un opposant permet de faire taire toute action critique à l'égard de celui qui souhaite s'en protéger. Nous savons à ce jour de sources sûres, par recoupement d'informations et parce que même les journaux français, dont le « journal de référence » Le Monde, ont évoqué de manière édulcorée cette affaire, que les opposants à l'autorité palestinienne sont brutalisés, et parfois abattus. Dernièrement, ce fut une personnalité politique palestinienne qui fut brutalisée, et ses deux gardes du corps abattus par un groupe armé. Dans ce cas de figure et en fonction des bénéfices directs qu'apportent cette action, c'est Arafat qui fut directement mis en cause par son propre entourage. Bien sûr les médias français ne l'ont pas expliqué ainsi et n'ont certainement pas émis la moindre critique envers le dictateur. Faites l'expérience : il faut chercher, en France, un quotidien ou hebdomadaire qui publie des informations ou des reportages concernant Arafat avec ne serait-ce qu'une seule critique !

De fait, l'assassinat s'avère une action psychologique efficace, car dans les mesures actives, il permet de faire réaliser à l'ennemi l'importance de sa capacité militaire, sa détermination politique et idéologique. L'assassinat d'un membre de sa communauté ou d'un allié permettra ensuite, comme l'ont fait les belligérants dans l'ex-Yougoslavie, de rendre responsable la partie adverse et implicitement de générer le soutien de sa population et des renforts militaires ou politiques. La mort est ainsi fréquemment mise en scène pour les besoins de « la cause ». Cette orchestration repose sur des faits avérés, mais déformés et récupérés à des fins de propagande, ou sur des événements totalement fabriqués, comme le « massacre » de Jenine, ou

l'affaire Al-Dura, démontée par l'enquête de la Mena³⁷.

Pour rendre un fait crédible, il faut appuyer celui-ci de faits antécédents, même si ceux-ci ne sont pas vérifiés et qu'ils s'avèrent totalement faux. Les arguments de massacres pourtant démentis, continueront d'alimenter, en renfort, une nouvelle manipulation. Ainsi Libération, le vendredi 10 octobre, titre : « Violente incursion israélienne à Rafah ». Le journal n'hésite pas à affirmer que l'armée cherche des tunnels à Rafah et qu'à ce jour il n'en avait localisé aucun. Pourtant, Associated Press en avait des photos. Le journaliste a donc apporté un élément déstabilisateur focalisant l'information sur l'annonce de la destruction par Tsahal de trois maisons de Palestiniens. Le lecteur comprend que Tsahal n'a rien trouvé, ce qui est faux, et que l'armée d'Israël n'est pas partie sans rien faire... Cette fausse information est donc un élément à ajouter en défaveur d'Israël. On voit à quel point la violence médiatisée constitue un enjeu primordial que les fondamentalistes islamistes ont à cœur de maîtriser, pour se créer une image aux yeux de l'opinion publique.

Dans cet esprit, l'exploitation de la mort des enfants palestiniens, mérite d'être étudiée. Prenons pour exemple l'opération israélienne « Jours de Pénitence », lancée en octobre 2004 dans la bande de Gaza pour mettre fin aux tirs de roquettes palestiniennes contre le territoire israélien. Durant l'opération, des militaires de Tsahal ont ouvert le feu sur une petite fille de 13 ans suspectée de transporter des engins explosifs à l'approche d'un check point, la tuant sur le coup. C'est un drame total dont l'autorité palestinienne porte l'entière responsabilité, car il s'agit en fait d'une orchestration dont la mort de l'enfant est l'aboutissement. Il faut pénétrer les esprits des opinions publiques par l'intromission d'un événement choc. Il faut que les regards, la responsabilité et la culpabilité aillent automatiquement dans la direction voulue, à savoir vers les soldats de Tsahal et Israël. Quand l'action psychologique est efficace, les manipulateurs n'ont pas besoin de montrer du doigt les responsables, car l'opinion publique indignée attaque d'elle-même le groupe cible en l'occurrence Tsahal et Israël.

Je cite cet exemple volontairement dans ce chapitre car il est l'exemple parfait de l'action psychologique violente à effets immédiats. Les résultats en matière de réactions furent à la hauteur de la manipulation. Dans ce cas précis, l'autorité palestinienne, le Hamas, le Djihad Islamique ainsi que d'autres groupes terroristes ont intérêt à se présenter et à être reconnus comme des victimes, pour bénéficier de la sympathie des opinions publiques internationales. Il y a d'ailleurs eu à cet effet un réel résultat dans la mesure où la France insista, lors d'un sommet européen en 2004, pour ne pas intégrer le Hamas dans la liste européenne des groupes terroristes.

L'orchestration de l'acte violent, se servant « d'antécédents » réels ou fabriqués, est donc calculée, et repose toujours sur une préparation préalable et sur l'anticipation des réactions de l'adversaire à discréditer. L'objectif étant, nous l'avons vu, de susciter des émotions afin d'empêcher les opinions publiques de raisonner. Tous les groupes terroristes palestiniens utilisent en effet le « martyr » comme une arme psychologique. Dans nos sociétés occidentales, nous plaçons en tête de nos priorités la sécurité. Que celle-ci soit routière, domestique, au travail, dans les sports et les loisirs, la sécurité est devenue une valeur pour épargner des vies que l'on considère, à juste titre, comme étant inestimables. La vie est pour nous ce qu'il y a de plus important, nous tentons donc de repousser la mort. Il y a de ce fait, un choc psychologique intense lorsque l'on apprend la mort d'enfants. Ce choc sera orienté

37 Lire *Contre-expertise d'une mise en scène* aux Editions Raphaël, collection « enquête » (2003), de Gérard Hubert, philosophe, psychanalyste et correspondant permanent de la Metula News Agency (Mena)

pour fabriquer une indignation en faveur des Palestiniens. L'autorité palestinienne a parfaitement compris nos priorités, l'arme de l'indignation peut alors être utilisée.

Dès le début de l'opération « Jours de Pénitence », Arafat et les groupes terroristes ont bénéficiés d'une très large audience médiatique. Ils ont pu déclarer très tôt que Tsahal était en train de perpétrer un « massacre » à Gaza alors que les morts n'étaient pas identifiés civils ou terroristes. C'est une répétition sur le modèle de Jénine, même s'il fut prouvé qu'il n'y a jamais eu de massacre à Jénine durant l'opération « Bouclier Défensif ». La répétition sert alors l'orchestration, car elle accrédite la thèse précédemment émise du massacre et de l'assassinat d'enfants. C'est diabolique et cela fonctionne. L'opinion publique est ainsi amenée à penser que les Israéliens agissent en toute inhumanité, tout à fait gratuitement, et les exactions terroristes sont oubliées ou pour le moins atténuées.

Pour une explication plus technique, avec détails : Sdérot, une localité israélienne, est régulièrement bombardée par des roquettes Qassam tirées par le Hamas. Le 29 septembre 2004, Dorit Aniso 2 ans, et Yuval Abebeh, 4 ans, ont été touchés par les éclats d'une roquette Qassam alors qu'ils étaient en train de jouer dans la cour des grands-parents. Ils ont été tués tous les deux. S'en suit alors une véritable orchestration des événements, qui s'organise en trois points : la censure de l'information, le détournement des émotions afin de créer une diversion, qui focalisera alors celles-ci sur la victimisation des agresseurs.

1- Début de l'orchestration : la censure :

Pour commencer, il s'agit de censurer le plus possible l'information, de ne donner qu'un minimum d'informations concernant l'événement, en utilisant des mots sans signification précise. Une dépêche AFP du 30 septembre 2004 évoquera ainsi par exemple la mort de « deux enfants de deux et quatre ans mortellement touchés mercredi soir par la chute d'une roquette Qassam à Sdérot ». Le fait d'utiliser une terminologie neutre ne permet pas à l'opinion publique d'identifier l'acte terroriste et d'humaniser les petites victimes. La roquette selon le sens de cette phrase est peut-être tombée d'un nuage, allez savoir ! Les journalistes ne disent pas que ce sont des terroristes qui ont tiré volontairement cette roquette sur Sdérot, tuant ainsi volontairement deux enfants. Qui retient que l'opération « Jours de Pénitence » est une mesure de protection visant à éloigner les terroristes des postes de tirs et à détruire les installations de fabrication des roquettes Qassam ?

Par la censure ou l'atténuation de l'information, celle-ci, même si elle est retenue, ne peut l'être dans son intégralité. L'opinion ne peut en comprendre la logique du fait du manque de chronologie et de la disproportion des informations selon qu'il s'agit de Palestiniens ou d'Israéliens.

2- La censure renforcée par la diversion :

Il s'agit de détourner les émotions naturelles des opinions publiques par la censure et l'annonce d'autres informations moins importantes mais condensées et répétées. Comme il est écrit dans le point N°1, l'information n'est pas retenue dans son sens logique et naturel car, quand il s'agit du meurtre d'enfants israéliens, la presse française ne décline jamais les noms et prénoms, ni le statut des victimes. Par contre, dès le début de l'opération « Jours de Pénitence », les médias français ont médiatisé les déplacements de Tsahal en prenant soin de mélanger volontairement le statut des victimes. C'est ainsi que deux enfants israéliens meurent assassinés par des terroristes palestiniens sans que le monde apprenne leur prénom et nom de famille, ce

CE. G

qui les réifient aux yeux de l'opinion publique, alors que quand il s'agit de Palestiniens, la presse française dans l'intégralité fournira les noms des terroristes et des civils, et annoncera du même coup un chiffre global qui ne différencie pas les décès de « civils » et ceux des combattants terroristes.

3- Créer la confusion

Il s'agit d'appuyer la diversion par la focalisation de l'opinion publique sur d'autres informations, pour l'éloigner le plus possible du point de départ et créer une confusion générale. La rapidité des informations et leur abondance permet à nos médias mais surtout aux terroristes de faire oublier l'assassinat des enfants, puisque si l'annonce a été faite, celle-ci est occultée par l'indignation causée par d'autres informations qui harcèlent l'esprit des opinions publiques.

Dans une dépêche de l'AFP, voici ce que l'on peut lire à propos des enfants palestiniens :

AFP

« A Jabaliya, les enfants palestiniens sont traumatisés... »

Date : 07/10/2004 09:17:59

A Jabaliya, les enfants palestiniens sont traumatisés par les scènes de mort (REPORTAGE)

« Le petit Yasser dit avoir très peur des militaires car il a vu son voisin déchiqueté par un obus tiré d'un char. »

Selon ce petit garçon, les soldats israéliens tirent sur tout le monde et surtout sur les enfants. Le journaliste l'a interrogé dans une rue dont les façades des maisons sont criblées de balles. Souha, une petite fille blessée par les Israéliens explique qu'elle ne sait pas quand elle retournera à l'école car celle-ci est occupée par les soldats. D'après la fillette, les Israéliens ne veulent pas laisser les enfants palestiniens étudier : « Ils veulent nous tuer tous ».

Le déséquilibre de l'abondance de reportages et autres informations en provenance des territoires disputés ne choque personne. Aujourd'hui, grâce au harcèlement des informations partisans en faveur des Palestiniens, personne ne remarque que les seules informations détaillées le sont toujours pour accentuer la victimisation palestinienne. Ici, ce sont des enfants qui sont les « portes paroles » de la cause palestinienne. Où sont les témoignages d'enfants israéliens victimes d'attentats ? Avez-vous lu le témoignage des parents des deux enfants de Sdérot, victime de la « chute » de la roquette Qassam ?

Je dis : « ne me croyez pas...vérifiez! ». En effet, pas un hebdomadaire ou un quotidien n'humanisera les Israéliens, pas même après un attentat. Il est nécessaire de faire une relecture plus attentive des dépêches et des articles de presse. L'AFP et Le Monde sont les quotidiens dans lesquels vous trouverez le plus de « Pathos ». Exemple, toujours dans la même dépêche : le journaliste nous précise que le petit Yasser, 9 ans, est habillé d'une chemise blanche sale et d'un jeans. Il n'a pas de chaussures et il doit marcher « pieds nus dans des ruelles poussiéreuses ». Il n'y a plus d'école car elles sont fermées et il déambule dans des zones « où les combats font rage »...Bien sûr, nous serions en droit de nous demander : mais que font les parents ???

Chère opinion publique, vous culpabiliserez de raisonner après la lecture de cette dépêche. Vous vous retrouvez malgré vous dans « Les Misérables » avec Yasser

ou Souha dans le rôle de la petite Causette. Certes, des enfants sont malheureux et certes le niveau de vie à Gaza est très pauvre. Mais, associer cette image, car il s'agit ici d'image, à la lutte anti-terroriste de Tsahal est une diversion psychologique. Avec un article de ce genre, dont la terminologie utilisée transpire le « pathos », l'objectif est de ne pas vous faire réfléchir. L'information telle qu'elle vous est apportée doit vous faire ressentir de l'émotion intense et faire émerger une indignation étape par étape. Or, si l'on est touché par le sort d'enfants malheureux, il ne faut pas pour autant oublier de réfléchir à la cause de leur malheur, ce que n'incite pas à faire ce type d'article, qui oriente la pensée du lecteur. Voici comment s'enclenche le processus :

1- « Le petit garçon est en « jeans » et « chemise blanche sale », « sans chaussures et obligé de marcher pieds nus » : là, vous le voyez, vous l'imaginez et vous avez pitié. Vous imaginez la scène et votre estomac se retourne. Sur ce, vous lui prêtez un visage que votre inconscient ira chercher pour vous affliger d'avantage (car l'homme aime se faire mal) et la révolte commence à poindre.

2- Il assiste à la mort de son voisin « un jeune activiste du mouvement radical Hamas »... parce que c'est connu, les militaires israéliens tirent sur les personnes dont le seul tort est d'être engagé politiquement ! Pour appuyer le Pathos, il est nécessaire d'atténuer le statut du mort, donc il sera activiste comme les autres, mais tué à côté de Yasser. Déjà tuer un activiste c'est mal mais en plus à côté d'un enfant de 9 ans c'est pire. L'indignation étape par étape se concrétise. Il est possible d'échapper un peu, au début, à la manipulation, mais résister jusqu'au bout est extrêmement pénible car il faut aller à l'encontre de son instinct humain qui déclenche en nous la compassion.

Après analyse, nous pouvons conclure sur l'aspect manipulateur de cette dépêche. En définitive, vous imaginez et voyez un enfant sale, pauvre, pieds nus dans des zones de combat initiées par les Israéliens qui tuent des enfants, qui ferment et / ou occupent les écoles, et tirent sur des « activistes », tout ça pour une chute de roquette qui a tué seulement deux enfants israéliens que l'on ne connaît même pas... C'est ainsi que la mort des enfants israéliens sera totalement gommée par l'opération de Tsahal pourtant justifiée (tous les pays feraient la même chose). Par la mort de la petite palestinienne tuée par Tsahal, l'opération se transforme malheureusement en tuerie. Pourtant, Tsahal n'est en rien responsable de cette mort. Si ce sont des balles provenant de militaires israéliens, la seule responsabilité de cette mort revient aux terroristes et au chef terroriste Arafat qui les envoient se faire tuer.

Pour comprendre jusqu'où va la manipulation, il faut en effet se souvenir que les enfants palestiniens sont instrumentalisés à des fins terroristes. Dernièrement, c'est une jeune fille de 18 ans qui se fit exploser sur une aire de stop alors que deux jeunes militaires s'apprêtaient à la contrôler. Entre 18 ans et 13 ans il n'y a que 5 ans de différence. Plus loin dans le temps, entre 2002 et 2004 ce sont plusieurs jeunes enfants allant de 10 à 16 ans qui s'infiltrèrent en Israël pour commettre des attentats ou pour tester les systèmes de sécurité. Ces cas ont été annoncés dans la presse mais rapidement occultés par d'autres informations. La presse internationale et française a diffusé les images d'un jeune enfant de 14 ans le 24 Mars 2004 porteur d'une ceinture explosive qui n'a pas fonctionné par défaillance technique, et qui fut bloqué à un point de passage où les militaires l'obligent à se déshabiller. Des attentats impliquant des enfants ont été déjoués par les services frontaliers et comme la presse censure ces informations, qui sont néanmoins disponibles dans d'autres pays et accessibles via Internet, l'opinion publique ne peut donc contrebalancer et équilibrer les actions israéliennes.

CE. G

Petit exercice : Vous êtes de garde à un poste de contrôle (comme chez nous avec la douane). Vous vivez dans un pays dans lequel des terroristes s'approchent de vous et déclenchent des explosifs. Vous êtes même témoin d'un attentat et vous avez conscience que cela peut vous arriver et arrivera encore. Vous savez que l'autorité palestinienne et les groupes terroristes utilisent des enfants. Vous avez une méthode de contrôle relativement efficace qui vous permet de vous mettre à distance d'un terroriste et de préserver les vies voisines. Certes cette méthode est dure mais en France on peut aussi être fouillé par des douaniers et subir une palpation de sécurité. Le point de contrôle est certes gênant mais pas traumatisant. La méthode consiste à ouvrir ses vêtements le plus possible, sans se dénuder, en se tenant à distance. Les sacs doivent être ouverts afin d'avoir un premier contrôle visuels à distance. Celui qui n'obtempère pas se met en situation d'infraction exactement comme en France lors d'un contrôle de police ou de douane. Les militaires en faction se positionnent alors pour mettre en joue le réfractaire afin qu'il obtempère. Il ne s'agit plus dans ce cas de figure d'un simple contrôle de police de routine, il s'agit d'une situation de vie ou de mort et il n'y a qu'en se plaçant un instant du côté des militaires en faction que l'on peut prendre la mesure du stress et de l'action psychologique fabriquée par les terroristes et par la volonté d'Arafat qui a encouragé le martyre des enfants palestiniens pour favoriser ses intérêts politiques. Tout cela est parfaitement démontré dans « Le dossier Arafat » de Karin Calvo-Goller et Michel A. Calvo³⁸, ouvrage dans lequel les auteurs mettent à jour « une « chronologie révélatrice » établissant un lien direct entre les attentats terroristes et les nécessités politiques d'Arafat : trêve pour permettre le retrait de troupes israéliennes, attentats en guise de pressions avant et après les accords (ou tentatives d'accords) diplomatiques. Toute tentative de riposte israélienne dans ce contexte étant du même coup soumise à la pression internationale, avec le risque d'être accusé de vouloir faire avorter un « processus de paix ».

Toujours dans notre petit exercice, vous avez donc en mémoire les précédents attentats qui ont tué des civils et des collègues gardes-frontières. Vous savez qu'à cet endroit et avec cette fonction vous êtes très exposés aux terroristes suicides. Vous savez aussi que la menace peut avoir n'importe quel visage, qu'il peut s'agir d'une jeune femme réellement étudiante, d'un jeune homme réellement étudiant, d'un terroriste habillé en militaire israélien mais aussi de jeunes adultes ou d'enfants. Vous savez parce que c'est votre métier, que la plupart des Palestiniens obtempèrent calmement, comme la plupart des Français se soumettent aux contrôles de police ou de douane. Quand, subitement, un comportement dénote des autres par le refus d'appliquer les règles établies (ou procédures). Vous sentirez très vite la situation tourner et votre réflexe sera d'appliquer la procédure. Il faut stopper la personne récalcitrante et l'obliger à se soumettre au contrôle. Si celle-ci refuse, vous ferez les sommations afin d'intimider cette personne. Une fois les sommations faites et que cette personne n'obtempère toujours pas, vous êtes en droit logique de vous dire que cette personne cache quelque chose ou cherche à faire quelque chose. Lui demander est trop risqué puisque en vous approchant vous risquez d'être tué dans une explosion. Vous avez en vous le ressenti des attentats précédents et vous ne prendrez pas de risque, car vous ne souhaitez pas mourir. Les sommations faites, vous allez alors pointer votre arme en direction du réfractaire pour l'intimider mais si celui-ci continue d'avancer, la distance qui vous sépare de lui diminue de plus en plus et vous réalisez que vous allez bientôt être à distance critique. C'est alors que vous tirez en l'air, pour tenter de dissuader par l'impact psychologique dû aux détonations. L'individu avance

38 « Le dossier Arafat », Karin Calvo-Goller et Michel A. Calvo, Editions Albin Michel, 2004

toujours et ne suit aucune des directives, la survie et l'instinct de survie vous obligent alors à tirer sur lui.

Cela peut arriver à n'importe qui ! Je peux dire sans hésitation que dans la même situation, j'aurais très certainement agi de la même manière. Je ne laisserai pas aux détracteurs de mes arguments l'occasion de prétendre que je suis prêt à tuer une petite fille, et j'ajouterai qu'il faut être sadique et foncièrement manipulateur pour prêter ce genre d'intention à autrui, mais je peux professionnellement me mettre à la place des soldats de Tsahal, car comme eux je suis au service des autres, pour leur sécurité, pour leur protection. Il serait confortable de penser que cela n'arrive qu'aux Israéliens et Américains, mais l'évolution des menaces et l'augmentation des zones de conflits dus à l'hégémonisme islamiste, transportent les conflits dans le monde et accroissent les risques de les voir arriver dans nos civilisations modernes et occidentales.

Il est possible qu'un jour, nous autres, Européens et Français, nous nous retrouvions dans une situation qui forcera nos militaires à faire un choix pénible. Ce choix pourra être : est-ce que, dans le doute causé par l'attitude d'un homme, d'une femme ou d'un enfant, seront-ils prêts à prendre le risque de mourir par inaction? L'entraînement, la procédure et l'instinct de survie font que je doute d'une inaction et je mets au défi quiconque pense pouvoir faire mieux en trouvant d'autres méthodes.

En utilisant la mort de leurs propres enfants, qu'ils envoient se sacrifier à la « cause », les terroristes fondamentalistes islamistes savent quelle réaction ils provoqueront. Ils savent qu'ils ne donnent pas le choix au soldat israélien et que celui-ci devra agir...sauvant ainsi des vies, dont la sienne, mais contribuant aussi à la mauvaise image d'Israël, « tueur d'enfants ». La mort est ainsi mise en scène, puis utilisée ou récupérée par les groupes terroristes pour appuyer leur idéologie. Les victimes israéliennes sont effacées, les victimes palestiniennes sont glorifiées. Il ne s'agit pas là d'une poignée de fanatiques isolés, mais de tout un système organisé qui prône la mort en martyr, y compris pour les enfants, endoctrinés, amenés sur les zones de combat pour être exposés. Arafat lui-même l'avait demandé et avait incité les parents à sacrifier leurs enfants. Cette petite fille évoquée en début de chapitre, tuée par erreur à un check point israélien, n'avait pas d'explosif sur elle, mais un cartable qui aurait pu en contenir. Elle n'a pas obtempéré aux directives des militaires et a jeté son cartable dans leur direction, c'est ce qui lui a coûté la vie. Sa présence sur place n'était pas non plus justifiée, il a été démontré après enquête qu'elle ne se trouvait pas sur le trajet de l'école et de sa maison. Elle a donc été amenée par un groupe terroriste pour qu'elle serve de « martyr » à la « cause palestinienne » aux yeux du monde entier.

Un autre exemple est inévitable. Durant le conflit de l'été (Juillet et Août) 2006 initié par le Hezbollah Libanais contre Israël à sa frontière Nord, l'instrumentalisation des civils libanais et en particulier des enfants a battu des records de cynisme. En effet, les « bénéfiques » rapportés par l'instrumentalisation des enfants dans la bande de Gaza et en Cisjordanie ne pouvaient qu'inciter le machiavélique Hezbollah à imiter les terroristes palestiniens. Il faut savoir ligne entre les lignes. Le Hezbollah tout comme Al Qaeda ou le Hamas (et bien d'autres encore...) incitent au martyr. Ce martyr peut être volontaire, c'est à dire sous la forme de candidats à l'action suicide (comprendre l'attentat) ou involontaire, par la passivité, en fixant sur la zone de guerre des civils, Or, tout comme en Irak ou à Gaza, les journalistes sont nombreux au mètre carré au Liban, et ils doivent d'ailleurs battre des records de quantité dans cette partie du monde.

En fait, c'est exactement le même principe que dans les territoires sous
CE. G

contrôle palestinien, à cette différence que l'intensité des combats n'est pas la même. Dans la bande de Gaza, il s'agit de guérilla urbaine avec l'utilisation de petites unités de Tsahal et parfois le bombardement d'un objectif. Au Sud-Liban, il s'agit cette fois d'un conflit de basse intensité mais engageant des régiments au complet et des matériels militaires importants. Le Hezbollah ne peut vaincre militairement. A la date du 30 Juillet, il a d'ailleurs perdu au moins deux cents de ces combattants-terroristes, ce qui a incité Nasrallah (le chef terroriste du Hezbollah au Liban) à envisager des actions de sauvetage du Hezbollah. Non pas que la mort de ces terroristes soit en soi traumatisante pour lui, loin de là, mais c'est tactiquement embarrassant, car faute de force numérique, il sera difficile pour le Hezbollah de tenir encore. Nasrallah ne veut pas disparaître du Liban. Si les Israéliens parviennent à détruire le Hezbollah, il en sera fini de l'image de la résistance libanaise et de l'idée même d'un Liban musulman. Les opinions publiques internationales l'oublieront très vite.

Dès le début du conflit, les terroristes du Hezbollah ont confiné les civils dans les villages et les villes touchées par les combats. Le lundi 24 Juillet, soit six jours avant le drame de Cana qui eut lieu dans la nuit du 29 au 30 juillet, le chef des opérations humanitaires de l'ONU fustigeait la lâcheté du Hezbollah. La réponse des terroristes fut très simple : ils ont installé sur les toits des maisons des lanceurs de katiouchas. Une fois les roquettes tirées, celles-ci marquaient des emplacements qui seront immédiatement repérés par l'aviation israélienne. Cela offre deux avantages immédiats. Le premier est de « protéger » un maximum les terroristes du Hezbollah en plaçant entre eux et Tsahal des civils : l'armée israélienne n'étant pas fanatisée ni insensible à la mort des civils, elle hésitera donc avant de bombarder les cibles identifiées. Le second avantage c'est que lorsque le bombardement a lieu, celui-ci causera énormément de dommage matériel...mais surtout des dommages collatéraux extrêmement choquants !

Il y a une différence importante à signaler dans cet exemple. Les civils israéliens, eux, ont voulu quitter la zone de guerre pour se mettre à l'abri au Sud d'Israël. Mais au Liban, quand les civils dans les zones de combats n'étaient tout simplement pas retenus par le Hezbollah, ceux-ci restaient volontairement sur place malgré les risques pourtant connus, en guise de soutien au groupe terroriste et par opposition farouche envers Israël. A Cana, le Hezbollah savait pertinemment que l'armée israélienne bombarderait l'emplacement des lanceurs de roquettes katiouchas. Le Hezbollah savait parfaitement que les familles qui se trouvaient dans l'immeuble seraient victime de ce bombardement. A aucun moment le Hezbollah n'a dit à ces familles de partir ou de s'éloigner de leur maison. Les familles elles-mêmes savaient que l'armée de l'air ou l'artillerie israélienne bombarderaient les maisons qui abritent les lanceurs de Katioucha, car des tracts avaient été jetés par des avions israéliens pour avertir la population libanaise. Seul le Hezbollah doit donc porter cette responsabilité.

Les chaînes de TV américaines, israéliennes, anglaises ont diffusé les vidéos prises par Tsahal. Ces vidéos démontrent parfaitement la légitimité de détruire les lanceurs de katiouchas. Sur celles-ci, on constate qu'il est impossible de voir si la maison est habitée et s'il y a du mouvement à l'intérieur. Il est donc important de replacer cette action dans le contexte de l'urgence. Quand les lanceurs de missiles sont localisés, identifiés et qu'ils s'appêtent de nouveau à lancer une salve de roquettes, il est normal de le faire cesser par un tir précis...avant d'être soi-même victime du tir ! Dans ce cas il s'agissait d'un bombardement depuis un avion. Les chaînes françaises toutes confondues n'ont pas diffusé ces images. Dommage, cela aurait pu permettre aux Français de comprendre la nécessité de détruire ces lanceurs

de missiles. Cela leur aurait surtout permis de réaliser le jeu machiavélique du Hezbollah. Comment les Français réagiraient-ils si leurs villes frontalières étaient bombardées par des katiouchas faisant des victimes, des dégâts considérables et déstabilisant notre économie ? ...Nous ferions la même chose, nous bombarderions, nous envahirions la zone d'où part les missiles, afin que cela cesse.

L'instrumentalisation des victimes, voire la fabrication de martyrs, est une spécialité islamiste. On remarquera très vite qu'il n'y a que les islamistes qui ont bâti leur stratégie de conquête et de combat sur le martyr et la victimisation à outrance des civils. Dans le même registre mais dans un autre lieu, c'est ce qui permettra au sociopathe de Téhéran de sacrifier sa propre population. Puisque ses projets nucléaires sont désormais en phase finale, la seule option pour la communauté internationale est d'agir militairement. La population iranienne est ainsi prise entre le marteau et l'enclume et l'ONU ne fera rien ou très peu. La sale besogne reviendra à Israël, qui est le premier pays sur la liste à éradiquer. Avec l'aide des USA, l'option militaire d'envergure ou en profondeur est plus que probable. Qu'il s'agisse d'un bluff ou d'une réalité, le nucléaire iranien aura des effets stratégiques d'une très grande ampleur. Qu'il s'agisse de missiles balistiques de longues portées ou de « bombes sales », Amadinejhad mise sur l'action ou la réaction des pays occidentaux et principalement d'Israël et des USA. Amadinejhad ira jusqu'à sacrifier sa population par l'intervention d'une coalition sur son sol pour prouver au monde entier que les musulmans sont victimes de l'hégémonisme américain et occidental. Grâce aux dommages collatéraux des bombardements massifs en direction des laboratoires de fabrication d'engins nucléaires (ou supposé l'être), il génèrera une indignation jamais égalée, cette fois grâce aux images du drame iranien déversées à outrance sur les chaînes européennes, françaises en particulier et même américaines. Les opinions publiques occulteront la menace nucléaire iranienne puisque celle-ci est sans cesse relativisée voir minimisée. L'action militaire se présentera comme disproportionnée. Forcément, pour qu'elle soit proportionnée, il faudrait une attaque de la part de l'Iran et de ce fait, qu'Israël soit atteint par des missiles nucléaires. Dès cet instant, la proportion sera logique et légitime, mais faut-il attendre réellement qu'Israël soit attaqué ?

Les fanatiques islamistes savent que nous voulons être exempts de tous reproches, quitte à ne plus rien faire, même quand c'est nécessaire. Dans ce contexte, la violence et la mort, sans cesse mises en scène, sont ainsi systématiquement utilisées à des fins de propagande. Tout événement, toute action violente d'Israël, ou de l'Occident, quelle qu'en soit la cause, doit être tourné en faveur des manipulateurs, pour déstabiliser l'opinion. Ce processus est facilité par l'endoctrinement d'une population constamment incitée par les fondamentalistes à rendre gloire aux martyrs.

L'action psychologique violente et le culte du martyr

L'action psychologique violente est en effet l'un des outils qui apporte la crédibilité au combat des Palestiniens dans « leur libération nationale ». C'est grâce à la mort de civils, des femmes et surtout des enfants, qu'il est possible de légitimer les attentats en les expliquant, pour faire comprendre les motivations de cette population. Le principe même de « l'explication » est déjà une forme de reconnaissance et de

CE. G

considération, car pour expliquer il faut des arguments, or argumenter pour expliquer les actes terroristes palestiniens est implicitement une forme de légitimation de l'inacceptable.

Pour créer cet effet dans l'opinion occidentale, la population palestinienne, et particulièrement ses enfants, est victime d'une propagande scolaire et télévisuelle omniprésente. Ainsi cette petite fille a-t-elle été « poussée » à agir ainsi. Les groupes terroristes et l'Autorité Palestinienne ont depuis le lancement de la seconde Intifada, initié des programmes de manipulation en direction des enfants, les incitant à la haine d'Israël. Les manuels scolaires palestiniens, les écoles palestiniennes oeuvrent de concert avec l'Autorité terroriste Palestinienne d'Arafat qui finance et fait diffuser par la chaîne télévisée palestinienne des clips de propagande³⁹ d'une grande violence psychologique : lettres d'adieu fictives d'enfants demandant à leur mère de ne pas « verser de larmes » et montrant les enfants martyrs accédant au paradis, mises en scènes de morts, images sanglantes, culte des martyrs, notamment celui de M. Al-Dura, ou de la première femme martyre Wafa Idris, chants patriotiques appelant au Jihad, diffusion en boucle de photos des enfants martyrs... La population palestinienne vit ainsi dans le culte continu des morts pour Allah, les shahids.

Les groupes terroristes tels que le Hamas, le Djihad Islamique et les Brigades des Martyrs d'Al Aqsa contribuent eux aussi à l'endoctrinement des enfants par le financement d'œuvres « caritatives » ou « humanitaires » dans Gaza et en Judée Samarie (Cisjordanie). Ils utilisent cette couverture pour organiser le trafic d'armes via des bateaux d'aide humanitaire en provenance d'Égypte, d'Iran ou du Liban. Les sommes offertes aux familles des martyrs par l'Autorité Palestinienne, l'Irak, et l'Arabie Saoudite s'élèvent à plusieurs milliers de dollars.

Dans certaines écoles et même des universités, l'endoctrinement se fait par le biais d'ouvrages littéraires ainsi que par les discours de professeurs d'université. C'est ainsi que le Professeur Issam Sissakem, directeur de la faculté d'histoire de l'université islamique de Gaza a déclaré lors d'une interview télévisée le 8 Septembre 2002⁴⁰: « Allah récompense ceux qui offrent des Shahids (martyrs) par héroïsme et sens de l'honneur. Nous n'avons pas peur de mourir. Nous n'aimons pas la vie ». C'est en partie grâce à un endoctrinement de ce genre que certains jeunes palestiniens à l'esprit fragile en quête de reconnaissance ou d'idéal, se laisseront endoctriner par le Hamas ou un autre groupe terroriste ultra violent aux objectifs islamiques. La censure de nos médias en France, occultera totalement ces faits pourtant vérifiables et accessibles par le public. Ce qui restera de ce lavage de cerveau sera la mort de la petite fille palestinienne, comprise grâce à la presse française comme étant l'expression de la violence et du manque de respect pour les vies palestiniennes d'Israël et de Tsahal.

En Octobre 2000, au début de l'Intifada, Arafat est interviewé par une présentatrice de la chaîne de l'autorité palestinienne (autrement dit par lui-même). A la question de la journaliste « Monsieur le président, quel message voudriez-vous envoyer au peuple palestinien en général et aux enfants palestiniens en particulier ? », il répond : « Cet enfant qui serre la pierre et affronte le tank, n'est ce pas le plus grand message adressé au monde quand ce héros devient Shahid ? » Vous avez là un exemple du double langage d'Arafat qui manie habilement un discours « pacifiste » en anglais à destination de la communauté internationale, et un autre en arabe,

39 Ces clips sont diffusés sur le site Internet Palestinian Media Watch de Itamar Marcus, qui analyse les médias audiovisuels et la presse écrite de l'Autorité Palestinienne : <http://www.pmw.org.il/>

40 interview diffusée par le site Internet Palestinian Media Watch (PMW)

particulièrement belliqueux, à destination du monde arabe⁴¹. Par exemple il déclarait en anglais devant la presse occidentale, européenne et française que les deux peuples devaient vivre ensemble, qu'il condamnait la violence et le terrorisme, et déclarait que la violence qui visait les civils et les enfants était inadmissible ! Mais il affirmait parallèlement en arabe son soutien aux groupes terroristes, à la légitimité des actes de martyre ainsi qu'à la lutte armée contre Israël et les juifs.

Dans la réalité Arafat a toujours réussi l'exploit de ne jamais se rendre responsable d'une déclaration. C'était quelqu'un qui maîtrisait le sens des mots et qui pouvait de ce fait utiliser le vocabulaire de façon à faire jouer l'imagination de ses interlocuteurs pour déclencher chez eux les interprétations les plus positives et pacifistes, dans la mesure où, comme nous l'avons vu précédemment, il n'avait de cesse de faire des déclarations « de bonnes intentions ». Quand les spécialistes du renseignement israélien commencèrent l'analyse des 500.000 dossiers récupérés au QG d'Arafat à Ramallah, ils découvrirent l'étendue, sous forme de preuves écrites, du double discours du chef terroriste qui, devant nos caméras de télévision, au siège de l'ONU, ou pendant les réunions internationales, n'a eu cessé de parler de « paix », de « compromis », « d'entente », de « conciliation ».

L'orateur Arafat a là aussi étudié son image et la projection de celle-ci. L'utilisation du terme « Paix » ne peut que déclencher des émotions positives dans l'opinion publique. Les termes : « compromis, entente et conciliation » évoquent des attitudes, appréciées par les populations occidentales et s'oppose à l'idée d'intransigeance. On ne veut pas d'un intransigeant, car il n'y a rien à obtenir de quelqu'un qui reste sur des positions fermes et qui les revendique. Arafat savait que pour obtenir la légitimité des instances internationales et des gouvernements, il lui fallait modifier son image. Il devait quitter l'image guerrière pour l'image du chef d'état. Il lui fallait devenir diplomate en changeant la méthode du discours, en devenant de manière apparente plus « ouvert » au dialogue et aux compromis. Comprenez qu'il n'aurait jamais eu le soutien de la communauté internationale si celle-ci l'entendait crier haut et fort qu'il « jetterait tous les juifs à la mer » .

Grâce à l'observatoire des médias palestiniens, (www.pmw.org.il), le public français et international a la possibilité d'apprendre le contenu des médias palestiniens. Cet observatoire a étudié, disséqué et analysé les reportages télévisés de l'Autorité Palestinienne, les quotidiens palestiniens et les sermons du vendredi de Gaza ou de Ramallah. Les médias français pourraient se servir des informations de « Palestinian Media Watch », mais ce que les Français découvrirait serait en totale opposition avec ce dont ils sont nourris depuis des années. Vous devez savoir que les quotidiens palestiniens ainsi que leurs photos sont archivés, les émissions radio et télévisées sont enregistrées puis rendues accessibles au public...Je ne saurai trop vous conseiller de les consulter !

En résumé, condamner les attentats et déclarer qu'il ne faut pas s'en prendre aux civils, des deux côtés, n'est qu'une tactique de plus pour réussir l'action psychologique qui discréditera Israël. Tout cela fait partie de l'orchestration, car la presse française qui lui est favorable ne diffuse pas les interviews dont le contenu vient d'être retranscrit et qui incite et invite au martyr, par contre elle diffuse les déclarations positives d'Arafat qui condamne les attentats. Les opinions publiques, et

41 D'autres exemples de ces « incitations directes et publiques d'Arafat » sont signalées dans « le Dossier Arafat » de Karin Calvo-Goller et Michel A. Calvo, Albin Michel, 2004

CE. G

surtout la nôtre, ne recevra que la conséquence de cette orchestration, c'est-à-dire l'information brute et vidée de son essence, à savoir la mort par balles israéliennes d'une petite fille de 13 ans... Tout le monde oublie que la pierre dont parle Arafat, est une ceinture ou un cartable rempli d'explosifs. Pourtant, le député européen François Zimeray, réclamant au Parlement Européen la constitution d'une commission d'enquête spéciale pour localiser les fonds transférés par l'Union européenne à l'Autorité Palestinienne (4 milliards de dollars) lors du débat sur le Moyen-Orient⁴² interroge pourtant : « Est-il normal que des factures relatives aux opérations suicide annotées de Yasser Arafat aient été découvertes dans son quartier général, comme des centaines de kilos d'explosifs ? Est-il admissible que les assassins du ministre israélien du tourisme y aient trouvé asile ? Ces nouveaux éléments, apparus lors des perquisitions des 1 et 2 avril dernier à Ramallah n'éclairent-ils pas d'un autre jour l'intervention israélienne ? En tous cas, ils auraient justifié une évolution de notre position vis-à-vis de la centrale Palestinienne. »

Dans une assemblée filmée pour la télévision palestinienne, dans laquelle les enfants palestiniens étaient conviés, Arafat prend le micro et dit : « Enfants De Palestine, collègues et amis, frères et sœurs de Faris Ouda (Shahid de 14 ans). Les enfants reprennent en chœur : « Des millions de Shahids qui marchent sur Jérusalem ». Dans une interview pour Al-Majd TV⁴³, une chaîne religieuse des Emirats Arabes Unis, le porte-parole du Hamas à Gaza, Sami Abu Zuhri évoque le recrutement des martyrs en fonction du degré de leur foi, et la préparation morale, physique, militaire et religieuse offerte aux futurs shahids, enfants ou adultes, par les factions terroristes. Il s'agit d'un véritable entraînement mêlant propagande, religion, et incitation à la haine. Le martyre des femmes est également encouragé par le terroriste qui explique que « La résistance palestinienne, parfois, utilise expressément des femmes pour certaines opérations que les hommes ne peuvent mener, particulièrement dans les zones de haute sécurité que les Moudjahidines masculins ne peuvent pas facilement atteindre. C'est pourquoi la femme palestinienne joue un rôle important dans la résistance palestinienne et peut parfois jouer des rôles que les jeunes moudjahidin ne peuvent remplir. »

L'antisémitisme et l'incitation au martyre sont également omniprésents dans les manuels scolaires palestiniens. Arafat lui-même supervisait le ministère de l'Education, refusant tout contrôle. Le député européen François Zimeray dans un communiqué de presse dénonce : "la preuve a été apportée que l'enseignement financé par l'Union européenne dispense une pédagogie de la haine et incite au martyre".

Voici quelques extraits des cours et enseignements que l'on trouve encore à ce jour dans les manuels scolaires palestiniens⁴⁴.

Djihad et martyre

Dans le livre (**Notre belle langue, 6e année, 1re partie, p. 20**)

« Seigneur des martyrs

Les buts: Chers élèves, que soient sur vous la paix, la pitié de Dieu et ses bénédictions. Nous espérons qu'après avoir étudié cette leçon que vous réalisiez les buts suivants:

« Glorification du concept de martyr et des martyrs. »

(Notre belle langue, 6e année, 1re partie, p. 46)

42 Le 9 avril 2002

43 Ce programme a été traduit par Le Projet MEMRI de Veille Télévisuelle, qui cite des extraits de l'émission qui peut être visionnée sur www.memritv.org

44 Numéro spécial de *l'Arche* extrait du n° 515 (janvier 2001).

“Seigneur des martyrs” est le titre donné à Hamzah Bin ‘Abd al-Muttalib, le premier martyr musulman.

“Le martyr par ‘Abd al-Rahim Mahmoud (quelques extraits)

Je porterai mon âme sur la paume de ma main
Et la lancerai dans l’abîme de la destruction
Par ta vie! Je vois ma mort
Mais je hâte mes pas vers elle
Je vois ma mort sans mon droit volé
Et sans mon pays désiré
Le son du heurt des armes est agréable à mon oreille
Et le sang qui coule réjouit mon âme
Et un corps jeté par terre
Tombé dans l’embûche tendue par les prédateurs du désert
Dont le sang a couvert la terre de cramoisi
Et a chargé le vent d’est de parfum
Il s’est endormi pour rêver le rêve d’éternité
Et y jouir des plus charmantes visions
Par ta vie! C’est la mort d’hommes
Et si quelqu’un demande une mort noble – la voici
Je jetterai mon cœur au visage de l’ennemi
Mon cœur est de fer et mon feu est un incendie”

(Notre belle langue, 7e année, 1re partie, p. 97)

(Questions)

1,Choisissons la réponse correcte:

A. La vie que désire le poète est:

1. Une vie de voyage et de migration.
2. Une vie de dignité et de liberté.
3. Une vie ordinaire sans difficultés.

B. Que signifie l’expression “une mort noble” dans le vers du poète “ Et si quelqu’un demande une mort noble – la voici ” ?

1. Une mort suite à une maladie.
2. Une mort subite.
3. Le martyre pour défendre la patrie.

2. Le poète voit sa mort prochaine, et pourtant il s’y précipite. Pourquoi?
3. Le poète a décrit le corps du martyr dans les vers 8 et 9. Clarifions cela.
4. Que jettera le poète au visage de l’ennemi?
5. Pourquoi le poète veut-il être un martyr?
6. Dans le poème, le poète a défini son attitude envers la vie et la mort. Quelle est cette attitude?”

((Notre belle langue, 6e année, 1re partie. p. 52)

Une attention spéciale est accordée aux martyrs de Palestine:

“Il y a beaucoup de batailles dans l’histoire de la Palestine. Citons trois des martyrs de ces batailles.”

(Notre belle langue, 6e année, 1re partie, p. 52)

“Racontons :

CE. G

- Le martyr d'un héros sur la terre de Palestine, en employant les phrases suivantes : ils ont accompli ce qu'ils avaient promis à Dieu ; ils ont passé le test avec succès ; il défend sa religion et sa patrie ; une balle le toucha à... ; il tomba en martyr ; il abreuva la terre de son sang pur.
- Les émotions d'une mère dont le fils est tombé en martyr sur le sol de la Palestine."

(Notre belle langue, 7e année, 1re partie, p. 107)

"Parmi les plus célèbres batailles livrées par les Palestiniens figure la bataille d'al-Qastal en 1948, où le combattant du Djihad 'Abd al-Qader al-Housseïni tomba en martyr le 8 avril 1948."

(Éducation nationale, 7e année, p. 21)

(Devoir) "Citez les noms des combattants palestiniens et arabes du Djihad qui sont tombés en martyrs en défendant la Palestine."

(Éducation nationale, 7e année, p. 22)

"Écrivons la biographie de quelques martyrs de Palestine, qui ont sacrifié leurs vies pour leur patrie, et plaçons-la dans le magazine mural de la classe."

(Éducation nationale, 7e année, p. 23)

"Citons le nom du chef arabe qui est tombé en martyr à Ya'bad en 1935 dans sa lutte contre l'impérialisme britannique."

(Éducation nationale, 6e année (2000), p. 15)

La bonne réponse est 'Izz al-Din al-Qassam dont la photo figure sur la même page.

"Le martyr"

(Notre belle langue, 7e année, 1re partie, p. 98)

XI. Terreur

Il n'y a pas de référence à des activités terroristes contre des civils israéliens dans les manuels palestiniens. Par contre les manuels font preuve d'une attitude positive envers des gens connus pour s'être engagés dans de telles activités.

36 Fida'i

"L'hymne de mon pays (des extraits)

Fida'i, Fida'i, Fida'i O mon pays, terre des ancêtres
 Fida'i, Fida'i, Fida'i O mon peuple, peuple d'éternité
 Je vivrai comme un Fida'i et resterai un Fida'i
 Et je mourrai en Fida'i jusqu'au retour
 Fida'i, Fida'i, Fida'i O mon pays, terre des ancêtres
 Fida'i, Fida'i, Fida'i O mon peuple, peuple d'éternité
 Pour le maître: Le maître répètera l'hymne national avec les élèves plusieurs fois."

Le terme "Fida'i" est symptomatique du climat guerrier dans lequel les enfants palestiniens sont élevés. Les exécuteurs de la secte des assassins sont les Fidaï, mot arabe qui signifie "**ceux qui se sacrifient, qui ont la foi**", connus à notre époque sous l'appellation de "fedayin" pendant la guerre du Liban. Ce mot a été récupéré par Arafat et les groupes terroristes pour désigner les terroristes qui tuent des civils

israéliens et qui « combattent » Israël.

On constate le résultat de cet endoctrinement dans le discours des enfants palestiniens, récitant par cœur le Coran et les phrases issues des clips évoqués plus haut. En voici un exemple, toujours à la télévision de l'autorité palestinienne, en juin 2002⁴⁵. Un journaliste a invité deux jeunes filles palestiniennes, Walla et Youssra 11 ans.

Question du journaliste à Walla : « **Qu'est-ce qui est mieux, la paix et des droits pleins et entiers pour le peuple palestinien ou Shahada ?** »

Réponse de Walla : « **Shahada, j'aurais tous mes droits quand je serai Shahida, nous ne serons pas toujours des enfants** »

Le journaliste : « **Ok. Youssra vous êtes d'accord ?** »

Réponse de Youssra : « **Bien sûr que Shahada c'est doux, nous voulons la vie après la mort, et non ce monde-ci. Cette vie ne donne rien, la vie après la mort donne tout. Tous les jeunes palestiniens à la différence des autres jeunes ont le sang chaud et choisissent Shahada parce qu'ils sont palestiniens** ».

Le journaliste : « **Aimez-vous vraiment la mort ?** »

Réponse de Youssra : « **La mort ce n'est pas Shahada**

Le journaliste : « **Non, je veux dire, l'absence après la mort . L'absence physique. Aimez-vous la mort ?** »

Réponse de Youssra : « **Aucun enfant n'aime la mort. Les enfants de Palestine ont accepté le concept que c'est cela que représente Shahada. Ils pensent que Shahada c'est très bien. Chaque enfant palestinien, âgé de, disons, 12 ans dit, Oh mon Dieu, je voudrais devenir Shahid** »

Voici ce à quoi ont abouti des années d'endoctrinement scolaire, celui-ci étant lui-même relayé par les prêches religieux dans des sermons qui appellent tous au Jihad (guerre sainte) au culte et à la célébration du martyr. Si ceux-ci étaient transcrits par nos médias français, l'opinion publique apprendrait que sa complaisance aveugle envers les terroristes fondamentalistes islamistes laisse libre cours à une idéologie violente, qui véhicule l'idée que les juifs sont « des singes et des porcs » qu'il faut soumettre (en faire des dhimmis) ou tuer⁴⁶ : « Bénis soit celui qui a mis une balle de côté pour la tirer dans la tête d'un juif » dira Cheikh Mohammed Ibrahim Madhi dans son sermon télévisé du 3 août 2001. Dans un sermon récent, diffusé le vendredi 13 mai 2005⁴⁷ sur la télévision de l'Autorité palestinienne, le cheikh Ibrahim Mudeiris, employé rémunéré par l'Autorité palestinienne, explique que « les Juifs sont un virus semblable au SIDA dont le monde entier souffre », que « Ce sont les Juifs qui ont provoqué le nazisme pour faire la guerre au monde entier », et proclame : « Le jour viendra où nous dirigerons l'Amérique. Le jour viendra où nous dirigerons la Grande-Bretagne et le monde entier – sauf les Juifs. Sous notre domination, les Juifs n'auront pas une vie tranquille, parce qu'ils sont des traîtres par nature, et ils l'ont toujours été tout au long de l'histoire. ». Malheureusement, c'est loin d'être un cas isolé. Le lecteur peut accéder aisément à la traduction de sermons édifiants sur le site

45 Emission de la Télévision officielle de l'Autorité Palestinienne – PATV, le 9 juin, 2002], disponible sur le site Palestinian Media Watch.

46 Lire les sermons traduits par Meri qui les présente également filmés, ou retranscrits dans « Le dossier Arafat », Karin Calvo-Golleret Michel A. Calvo, Albin Michel 2004

47 Memri, Dépêches spéciales - No. 908 Mai 18, 2005 No.908 # CE. G

de Memri, ou dans le livre « Le dossier Arafat » de Karin Calvo-Goller et Michel A. Calvo. On s'étonne qu'ils ne soient pas dénoncés par la communauté internationale, pourtant elle aussi attaquée, mais qui curieusement ferme les yeux...hélas, ne pas vouloir tenir compte de ces discours bellicistes et haineux n'évite pas le pire...

La population palestinienne vit ainsi dans le culte de la mort, les parents fêtent l'enterrement de leur fils martyr dans la fierté, et la haine est érigée en système. La censure, la déformation de certaines informations capitales pour Israël, la focalisation ou l'invention d'informations en faveur des terroristes palestiniens feront le succès de l'action psychologique et de la manipulation des masses. Malgré les preuves accablantes d'endoctrinement, la presse française ne diffusera que la mort de cette petite fille palestinienne tuée par les balles israéliennes. Celle-ci a été envoyée à la mort par son propre peuple et ses « dirigeants ». Certes, ce sont les balles israéliennes qui l'ont touchées mais avec le même principe, cela aurait pu être des balles françaises, anglaises, belges...ou polonaises. Le double langage d'Arafat et l'endoctrinement des enfants palestiniens sont des faits avérés, mais censurés. Israël subit des pressions diplomatiques afin que ne soient pas divulgués certains discours ou certaines informations discréditant totalement l'Autorité Palestinienne Au nom de la tolérance et de son désir de paix, plus que légitime au départ, l'Occident ferme les yeux sur la violence fondamentaliste islamiste qu'il n'a de cesse d'expliquer et de justifier. Tout cela repose sur une méconnaissance dangereuse des fondements religieux sur lesquels s'appuient les islamistes, à laquelle il est grand temps de remédier.

La face cachée du terrorisme fondamentaliste islamiste

Ce qu'on ne nous dit pas...

Pour comprendre le fonctionnement et les raisons d'être des sectes et des groupes terroristes, leurs revendications et leurs motivations, il est impératif de faire un retour en arrière ...très loin en arrière. Je n'approfondirai pas ce propos qui est un sujet plutôt historico-théologique, mais un survol de l'histoire permettra peut-être d'avoir une meilleure approche des revendications religieuses des groupes terroristes qui sévissent actuellement dans le monde. Les groupes terroristes qui figurent au "Hit Parade" du terrorisme et de l'actualité sont issus des fondamentalistes de l'Islam. Parmi les plus connus, dont certains sont déjà cités dans cet ouvrage, on trouve ceux qui sont issus des Frères Musulmans, eux-mêmes issus de l'idéologie de la secte des Assassins : Al Qaeda, La Hamas, le Fatah, Le Djihad Islamique, Al Gama'a Al Islamiyya, le Hezbollah...

Les groupes terroristes

L'idéologie de la secte des Assassins

Cette idéologie se trouve à l'origine de la doctrine des groupes terroristes fondamentalistes islamistes. Son fondateur, "**Sayyidna Hassan Bin Sabbah**" (1034 - 1124), fils d'Ali, né à Kom, converti à la foi des Ismaéliens, est surnommé " le vieux de la Montagne " (titre du Grand Maître de la secte qu'il va bientôt créer). Il déclara : "**quand nous tuons un homme, nous en terrorisons cent mille**", ou encore : "**il ne suffit pas d'exécuter et de terroriser, il faut aussi savoir mourir, car si en tuant nous décourageons nos ennemis d'entreprendre quoi que ce soit contre nous, en mourant de la façon la plus courageuse, nous forçons l'admiration de la foule. Et de cette foule, des hommes sortiront pour se joindre à nous**". Les exécuteurs de la secte des Assassins sont les Fidaï, mot arabe qui signifie "**ceux qui se sacrifient, qui ont la foi**", connus à notre époque sous l'appellation de "fedayin" depuis la guerre du Liban.

La secte des Frères Musulmans ainsi que le Hamas et les autres groupes terroristes ont en commun cette origine, et c'est ce qui leur donne cette capacité au sacrifice. Rien ne sera placé au-dessus des règles édictées par le fondateur, pas même

CE. G

les valeurs familiales. Ainsi, ce dernier n'hésita pas à ordonner le jugement et la décapitation de son propre fils, Hussein qui fut pris en état d'ébriété alors que l'alcool était interdit (au même titre que la musique et les loisirs), et de son second fils Moh'd, accusé d'un crime qu'il n'avait pas commis, et à qui la tête fut tranchée également. Souvenez-vous, on retrouve cette attitude fanatique chez ces étudiants en Théologie du nom de "Talibans" (Taleb), qui avaient envahi l'Afghanistan pour y instaurer un ordre et une discipline qui ressemblent beaucoup à la doctrine de Hassan Sabbah.

L'esprit de martyr et de sacrifice est tel qu'une fois l'assassinat réalisé, leurs auteurs ne cherchaient même pas à fuir, ils se laissaient attraper pour être lynchés par les gardes ou la foule, avec la joie de rencontrer Dieu prochainement. Cette capacité au sacrifice vient du Coran. Il n'est pas possible de remonter dans ces lignes jusqu'aux origines des différentes sectes qui ont marqué l'histoire de l'Islam mais celles-ci furent nombreuses à se disputer l'authenticité du Coran.

Les Frères musulmans

La plus grande partie des groupes terroristes fondamentalistes qui défrayent la chronique à ce jour sont issus ou "s'inspirent" des Frères Musulmans (Al-Ikhwan ul-Muslimine), secte islamiste radicale à laquelle Yasser Arafat adhéra, créée en 1928 en Egypte par Hassan El-Bana, le grand-père de Tariq Ramadan, dont les modèles politiques n'étaient autres que Hitler et Mussolini⁴⁸. Celui-ci condamnait l'influence de l'Occident auprès de la jeunesse de son pays, fustigeait sa frivolité et appelait au réveil égyptien. Dans son ouvrage *Les sectes secrètes musulmanes*, de l'ordre des Assassins aux Frères musulmans, Philippe Aziz⁴⁹ démontre le caractère extrémiste d'Hassan El-Banna qui déclara : « Il est dans la nature de l'Islam de dominer et de ne pas être dominé d'imposer sa loi à toutes les nations et d'étendre son pouvoir au monde entier ». L'auteur explique que les Frères musulmans considéraient la décadence de l'Egypte comme « un châtement infligé par Allah aux peuples du Moyen-Orient pour n'avoir pas respecté la Charia ». Pour rétablir la situation, ils revendiquent donc l'établissement d'un Etat Islamique ayant pour constitution le Coran, et pour Loi la Charia. Détournant les fonds de sa branche caritative, la Confrérie se dote alors d'une organisation militaire chargée de perpétrer sabotages, assassinats et attentats terroristes notamment contre des synagogues ou des cinémas, « symboles de contamination occidentale ».

La mort de son fondateur n'a pas signé celle de son idéologie. Philippe Aziz signale qu'elle est toujours enseignée « dans des facultés du Koweït, du Qatar et d'Arabie Saoudite », qu'un bulletin de la branche syrienne des Frères musulmans est diffusé dans les pays francophones, et que « la résistance afghane au pouvoir pro-communiste, les lois islamiques décrétées au Pakistan en 1978 et la sanglante révolution islamique iranienne, si elles ne sont pas l'œuvre des Frères musulmans, s'inscrivent dans une démarche similaire ».

La chronologie et l'histoire contemporaine montrent la relation de filiation entre les Frères musulmans et les groupes terroristes. Ces derniers sont nombreux et disséminés dans le monde : en Iran, en Irak, au Koweït, en Arabie Saoudite, en Égypte, dans la bande de Gaza, au Liban, en Syrie, au Soudan, au Yémen, au Pakistan, en Afghanistan, en Tchétchénie, en Yougoslavie, au Kosovo, en Albanie, en

48 Lire : *Les sectes secrètes de l'Islam, de l'ordre des Assassins aux Frères musulmans*, Philippe Aziz, Robert Laffont, 1983

49 *Les sectes secrètes musulmanes, de l'ordre des Assassins aux Frères musulmans*, Philippe Aziz, Robert Laffont, 1983

Libye, en Algérie...

-Le Hamas⁵⁰

Harakat al-muqawama al-Islamiya
Acronyme signifiant "Enthousiasme"

Groupe islamique palestinien de tendance sunnite, fondé en Décembre 1987. Le Hamas provient de l'Al-Moujamma al-Islami, mouvement créé en Israël en 1978 par le Cheikh Ahmed Yacine. Il prend sa source dans l'idéologie de la secte des Frères musulmans

-Al Qaeda ("La base")

Cette organisation terroriste daterait de 1988, à peu près un an avant le retrait soviétique de l'Afghanistan. Elle prend sa source dans l'idéologie de la secte des Frères Musulmans. Elle est dirigée par les terroristes mondialement connus, qu'il est presque inutile de présenter : Ben Laden et Zawahiri.

-Djihad Islamique

(Al Djihad al-Islami) (Guerre islamique)

Mouvement islamique chiite fondamentaliste,
faction du Hezbollah, dont il sert aussi de bras armé.

Il couvre, sans rassembler dans une structure rigide, une série de groupes et de groupuscules régionaux, ainsi que des groupes hétéroclites de dissidents palestiniens, parmi lesquels : des membres de la Sa'ïqa, des chiites libanais d'Amal Islamique, du Hezbollah, des Pasdarans (Irak) et du groupe Al-Da'wa (basé à Téhéran)...

-Fatah (El Fatah)

Groupe terroriste palestinien, créé en 1957 par des Palestiniens en exil au Koweït, à la tête desquels se trouvait Yasser Arafat (nom de guerre : Abou Amar).

Ils créeront à Gaza des bandes armées palestiniennes portant le nom de Feddayin ("ceux qui se sacrifient")

-Front Populaire de Libération de la Palestine

⁵⁰ Voir la charte du Hamas en annexe
CE. G

(FPLP)

Mouvement Marxiste-Léniniste, créé en Décembre 1967 et dirigé par le Dr George Habache.

Formé à partir d'éléments du Front de Libération de la Palestine (FLP) et du Mouvement National Arabe (MNA).

Ses effectifs sont évalués à 800-1000 Terroristes. Soutenu par la Syrie et la Libye

Cet aperçu rapide des groupes terroristes et de leur filiation commune permet de comprendre l'ampleur du phénomène et de prendre conscience de la gravité du problème, qui dépasse largement les revendications territoriales. Il faut prendre connaissance de ce qui se cache derrière les attentats, derrière les prises d'otages et les exécutions. Comprendre, voire même justifier tout cela est extrêmement dangereux. Tant que nous appréhenderons les choses à partir de nos propres repères, de nos propres valeurs, nous ne pourrons mesurer ce qu'est le terrorisme fondamentaliste islamiste, nous nous égarerons et, sans méfiance aucune, nous leur laisserons une force qui ne pourra que se confronter à nous. Nos repères nous appartiennent, la culture islamiste ne leur ressemble en rien. L'évolution des mentalités occidentales, et sa prise de distance avec le discours religieux est un élément essentiel pour se représenter le gouffre qui sépare nos cultures, et leurs objectifs.

Nos valeurs... nos faiblesses...

Abraham, ou Abram de son premier prénom, est le père des croyants, car il est le père d'Isaak qui amena le Judaïsme et d'Ismaël qui amena l'Islam. Alors qu'Abraham et Isaac sont nomades, Jacob, le fils cadet d'Isaac, entend dans son sommeil cette phrase divine qui est une prophétie : "La terre sur laquelle tu es couché, je la donne à toi et à ta descendance" (Genèse, 28-13). Plus tard, Jacob aura douze enfants : Ruben, Siméon, Lévi, Juda, Zabulon, Issachar, Dan, Gad, Asher, Nephtali, Benjamin et Joseph "qui formeront les tribus d'Israël, au nombre de douze" (Genèse, 49-28). Le Judaïsme est apparu il y a environ 3500 ans, quand les Hébreux descendant d'Abraham ont accepté la loi de Moïse, avec la Torah ou «Pentateuque». Le Christianisme est apparu il y a 2000 ans avec Jésus et les Evangiles. L'Islam est apparu il y a 1400 ans avec son prophète Mahomet qui a eu des visions divines à La Mecque et à Médine en l'an 610 et 621. Après sa mort, son successeur a mis par écrit en l'an 644 le texte du Coran.

Il serait très facile de prouver la filiation naturelle du peuple hébreu sur la terre d'Israël, mais ce serait jouer le jeu de négationnistes que de justifier l'existence des Juifs à chaque fois qu'un terroriste lance une déclaration absurde. Si elle était sortie de la bouche de Raël (Claude Vorilhon du mouvement Raëlien) elle aurait connu un énorme succès, tellement cela aurait été hilarant...Mais ce n'est pas le cas, et c'est là le danger ! La Bible pourra pour les personnes qui doutent encore, ou qui n'ont pas une culture religieuse suffisante, apporter les informations précises sur l'histoire des Hébreux et d'Israël.

En Occident, en Europe, la culture de la population quelles que soient ses frontières est du type judéo-chrétienne. Les fondements religieux proviennent aussi d'Israël, du Pentateuque et de la Bible. Si nous nous attardons sur la période biblique, il apparaîtra de manière évidente que les Juifs ont toujours vécu au Proche-Orient et en Israël à Jérusalem. Les valeurs des Européens reposent sur les valeurs

judéo-chrétiennes, parmi lesquelles :

- 1. - Tu ne tueras point, tu ne commettras point d'adultère; tu ne souilleras point les enfants; tu ne seras point impudique; tu ne déroberas point; tu ne t'adonneras point à la magie; tu ne prépareras point de breuvages empoisonnés; tu ne tueras point l'enfant par avortement et tu ne le feras pas mourir après sa naissance.**
- 2. - Tu ne convoiteras point ce qui appartient au prochain; tu ne seras point parjure; tu ne porteras point de faux témoignage; tu ne médieras point; tu ne seras point rancunier.**
- 3. Tu n'auras pas de duplicité dans tes pensées ni dans tes paroles, car la duplicité est un piège de mort.**
- 4. - Ta parole ne sera pas mensongère ni vide, mais pleine d'action.**
- 5. - Tu ne seras pas cupide, ni rapace, ni hypocrite, ni dépravé, ni orgueilleux.**
- 6. - Tu n'écouteras aucun mauvais conseil contre ton prochain.**
- 7. - Tu ne haïras aucun homme, mais tu reprendras les uns, tu prieras pour les autres, tu aimeras les autres plus que ton âme**

C'est à partir de certains de ces préceptes non violents qu'ont été créées des lois de la République Française. Les Européens sont très imprégnés de ces préceptes. Très tôt, dès la maternelle, les instituteurs apprennent certaines règles fondamentales de savoir vivre, de savoir être et de discipline aux très jeunes enfants afin que ceux-ci puissent vivre en harmonie dans notre civilisation. Ne pas voler, ne pas mentir, ne pas agresser, ne pas se battre sont des principes de plus en plus en vigueur avec l'évolution des mœurs. L'église et la religion évoluent lentement mais les mentalités très rapidement.

Il est possible d'entendre que dans la Bible, des passages sont « aussi » d'une extrême violence. C'est vrai que certains passages de la Bible évoquent la mort, la punition et le sacrifice mais oser un « rapprochement » entre la Bible et le Coran est d'une hypocrisie spectaculaire. Qui peut citer un nom d'un croyant chrétien qui se serait fait exploser avec sa ceinture dans un lieu public pour éliminer un maximum de musulmans ou de juifs au nom de la chrétienté ? Chez les chrétiens, pouvons-nous citer un seul exemple d'exécution de femme par lapidation pour cause d'adultère ? Pend-on les jeunes filles de 16 ans pour avoir montré leurs jambes à un garçon, au nom de la chrétienté ? Coupe-t-on la main des voleurs au nom de la Chrétienté ? Le terroriste fondamentaliste Zarqaoui, qui sévit en Irak, pose des bombes, recrute des terroristes suicides et les entraîne au nom de l'Islam. Par le Coran, pour le Coran et pour Allah, il exécute des Occidentaux par égorgement et par décapitation selon la méthode islamique rituelle de purification. Avons-nous un équivalent dans les pays dits de culture judéo-chrétienne au nom de la Chrétienté ?

Des « intellectuels », n'ayant de toute évidence JAMAIS lu le Coran, font régulièrement des rapprochements de celui-ci avec d'autres religions. Que les musulmans aient une religion, un Dieu, n'est en soi pas mauvais, nous en avons nous aussi Européens et Occidentaux, qui nous « aide » à mieux assumer notre quotidien et

CE. G

aussi l'idée de la mort, de l'après mort. Seulement, les religions ont « évolué ». Il n'était plus possible pour elles d'être figées, sous peine de ne plus « séduire » les gens, les jeunes de nos époques contemporaines. La façon de voir le mariage, les relations sexuelles hors mariage, l'adultère et même le suicide s'est progressivement modifiée avec l'accord des Papes, à la demande des populations. L'Islam se refuse au contraire à la moindre évolution. En Egypte, Nasser Hamed Abouzeid fut traîné en 1996 « devant la cour de cassation du Caire, condamné pour apostasie et déclaré « divorcé de sa femme » [...] [pour avoir] procédé à une analyse critique du Coran et de la Sunna⁵¹ », au Soudan, « le savant religieux moderniste est même condamné à mort »⁵². Devenir infidèle (c'est-à-dire non-musulman) ou athée est passible de mort. (Sourate 4, versets 136-137)

La peine de mort et la guerre ne sont jamais soutenue par le Vatican même si dans la Bible, des passages invitent à l'offensive contre les ennemis de Dieu. La Bible n'est pas lue, ni comprise, ni appliquée « au pied de la lettre ». Il n'est pas demandé aux fidèles du Christianisme d'appliquer intégralement les préceptes de la Bible qui ont été écrit il y a 2000 ans et qui ne sont plus adaptés à notre époque ni à l'évolution de nos sociétés.

Pourtant, quand il s'agit de l'Islam et du Coran, nous autres Occidentaux, n'avons toujours pas le droit d'en dire la moindre critique. Zarqaoui, Ben Laden ou le Hamas, peuvent nous traiter d'infidèles et nier le Christianisme, cela ne déclenchera la colère d'aucun représentant de nos peuples ni celles de nos institutions religieuses. Qu'un cinéaste critique l'église et les applaudissements jaillissent de toute part, mais qu'un écrivain déclare dans son élan de liberté d'expression que « l'Islam est quand même la religion la plus con » et vous avez une levée de boucliers ! Le syndrome de Stockholm a encore frappé !

Les fatwas, les « vexations » des islamistes qui obligent les états à modifier les lois démocratiques pour un « deux poids deux mesures » en leur faveur pour ne pas froisser les croyants musulmans, le port du voile pour les femmes, les « guerres saintes (autrement dit : l'hégémonie islamiste) qui augmentent un peu partout sur la planète (Indonésie, Afrique) ne font pas réagir ni « penser » nos « intellectuels ». Ceux-ci continueront de vouloir croire en la bienfaisance islamiste et se feront pour certains, les avocats acharnés de leur cause. Et nous, pendant ce temps, comment évoluons nous? Qui nous aide et défend notre culture, notre histoire, nos civilisations ? Notre culture de tolérance va jusqu'à comprendre, expliquer et pardonner ce qui va à l'encontre de nos valeurs humanistes, souvent par méconnaissance, ou parce qu'un Occidental ne peut imaginer l'existence d'une religion, d'un Dieu qui ne soit pas uniquement Amour. Il apparaît nécessaire et urgent de connaître réellement ce que nous défendons et acceptons avec indulgence. Attardons-nous sur la source du fondamentalisme islamiste et regardons ses effets quand elle est appliquée à la lettre.

51 Tradition prophétique, relatant les paroles, et actes du Prophète Mahomet

52 L'Islam des interdits, Anne-Marie Delcambre (conférencière islamologue et professeur d'arabe au lycée Louis-le-Grand à Paris), Desclée de Brouwer, 2003

Le Coran : le texte de référence

Citons pour commencer quelques pays islamiques : Égypte, Jordanie, Iran, Arabie Saoudite, Pakistan, Mauritanie... Pour ces pays il n'y a pas de distinction possible entre la notion d'Etat et la religion islamique. Le Coran fait office de constitution d'état. Le Roi du Maroc se dit même descendant du Prophète, assurant ainsi sa légitimité.

Pour comprendre le fonctionnement des mentalités et des cultures musulmanes, il faut se reporter à la constitution de leur pays d'origine, car c'est elle qui détermine le mode de vie et de pensée. Occidentaux et Européens, nous sommes pour beaucoup des laïcs. Nos constitutions ne sont pas basées sur la religion. Il y a bien sûr les préceptes judéo-chrétiens qui nous servent de base dans le code pénal et le droit des gens, mais la religion est réellement séparée de l'état. Le code du travail, l'éducation nationale, l'armée, le droit de propriété, le mariage, le divorce, l'acquisition de biens divers, la vie de couple (même entre personnes de même sexe) démontrent les possibilités qu'offrent nos civilisations modernes et tolérantes. Même si la culture judéo-chrétienne est bien sûr très présente car elle fait partie de certaines habitudes dans nos vies, nos droits et nos libertés ne sont pas dirigés par la religion. La laïcité est au centre des valeurs politiques défendues par les Occidentaux .

Au contraire, et même s'il n'est pas toujours de bon ton de le dire, la comparaison des systèmes politiques démontre aisément la place de la religion et de l'Islam en particulier dans les pays islamiques, ce qui a des incidences sur les comportements et les revendications des groupes terroristes à vocations messianiques. La constitution égyptienne par exemple prend son fondement dans l'Islam et la Charia est la loi Coranique. C'est en Égypte que fut créé entre autre la secte des Frères musulmans, à laquelle adhéra Arafat rappelons-le. En l'absence de séparation entre l'état et le religieux, le Coran gère la vie tout entière de l'individu. Sa naissance, son éducation scolaire, ses mariages, ses achats fonciers et ses divorces, l'armée (le droit de la guerre) et la politique.

L'islamisme est une idéologie selon laquelle l'Islam n'est pas seulement une religion mais aussi un système politique à établir au sein de l'Etat, notamment par l'instauration de la charia⁵³. Les terroristes fondamentalistes islamistes tiennent leurs principes du Coran. Pour Anne-Marie Delcambre⁵⁴, « il faut avoir le courage de dire que l'intégrisme n'est pas une maladie de l'Islam. Il est l'intégralité de l'Islam. Il en est la lecture littérale, globale et totale de ses textes fondateurs⁵⁵ ». La lecture du Coran peut en effet nous éclairer sur la motivation des actes terroristes que l'on réduit trop souvent, arbitrairement, à la lutte contre l'opresseur (Israël, les USA... ou la France il y a dix ans).

Le Coran (« récitation » en langue arabe) est la parole de Dieu révélée à Mahomet. Il se compose de 6236 versets regroupés en 114 sourates, rédigées différemment selon les écoles de traduction⁵⁶. Une même idée peut donc être exprimée par des termes différents. C'est ainsi que le « calife » (successeur du prophète) peut aussi être appelé « émir des croyants » ou « guide ». Il peut même être désigné par le mot « imam » chez les musulmans chiites alors même que ce mot n'a pas du tout ce sens chez les

53 Loi, code juridique traditionnel des sociétés musulmanes

54 L'Islam des interdits, Anne-Marie Delcambre (conférencière islamologue et professeur d'arabe au lycée Louis-le-Grand à Paris), Desclée de Brouwer, 2003

55 Le Coran, la Sunna (Tradition prophétique) et le fiqh (code de jurisprudence islamique).

56 Nous utiliserons ici la traduction de Kasimirski

CE. G

musulmans sunnites. La lecture et l'interprétation qui est faite par les terroristes des versets ne concerne pas les musulmans en général, qui peuvent être modérés et réformateurs, mais bel et bien les islamistes fondamentalistes ou musulmans fondamentalistes. Il ne s'agit pas de critiquer la religion en elle-même car toutes les religions ont à l'époque de leur création, des passages de guerres et de conquêtes. La Bible contient elle aussi des passages de guerre, mais ce qui en reste à ce jour est purement historique. Aucun prêtre ou curé n'incitera les fidèles des paroisses chrétiennes à la guerre ou à la violence en général. Nous avons vu qu'au contraire les sermons diffusés sur les chaînes télévisés arabes sont quant à eux particulièrement véhéments.

La lecture de quelques versets du Coran devrait vous permettre de mieux situer la culture musulmane, mais surtout de pouvoir mieux comprendre les difficultés que rencontrent les Occidentaux à pouvoir saisir les différences de culture, le monde arabe, et musulman en particulier. Ces versets doivent servir d'outils de compréhension à replacer dans le contexte du terrorisme en Irak, du conflit israélo-arabe et dans tous les autres conflits issus du terrorisme fondamentaliste islamiste ou conflit à caractère hégémonique islamiste.

Les extraits du Coran qui suivent serviront d'exemple pour montrer quels sont les versets qui peuvent justifier la guerre et les exécutions par décapitation. Quelques versets concernent aussi les femmes, de manière à ce que vous puissiez faire un rapprochement avec les bouleversements des valeurs françaises concernant le port du voile islamique. Vous réaliserez ainsi comment sont perçus les juifs et autres « infidèles », à quel point l'incitation à la violence est présente dans le texte de référence de la foi musulmane, et son inadéquation avec la notion occidentale des droits de l'homme.

Communautarisme et haine du juif

Sourate III, Verset 114

« Ô Croyants ! Ne formez de liaisons intimes qu'entre vous ; Les infidèles ne manqueraient pas de vous corrompre : ils désirent votre perte. Leur haine perce dans leurs paroles ; mais ce que leur cœur recèle est pire encore. Nous vous en avons déjà fait voir des preuves évidentes, si toutefois vous savez comprendre. »

Verset 56

Ô croyants ! Ne prenez point pour amis les juifs et les chrétiens ; ils sont amis les uns des autres. Celui qui les prendra pour ami finira par leur ressembler, et Dieu ne sera point le guide des pervers.

Sourate VI, verset 67

Lorsque tu vois les incrédules entamer la conversation sur nos enseignements, éloigne-toi d'eux jusqu'à ce qu'ils entament une autre matière. Satan peut te faire oublier ce précepte. Aussitôt que tu t'en ressouviendras, ne reste pas avec les méchants.

Les infidèles, autrement dit « NOUS » les Occidentaux, devons rester à l'écart des croyants musulmans. Ce n'est pas par notre décision, mais le Coran et les islamistes ne se mélangent effectivement pas avec nous Ils partent du principe que nous ne pouvons pas comprendre le Coran comme un musulman (c'est déjà faire preuve de prétention) et que les musulmans eux-mêmes ont du mal à le comprendre (mais pas à le suivre au pied de la lettre). La religion musulmane est considérée

comme la seule respectable, et les musulmans doivent donc rester au sein de leur communauté (la Oumma), sans se mêler aux impurs que nous sommes, si ce n'est pour nous convertir. C'est un aspect strictement communautaire que nos intellectuels humanistes et nos médias islamophiles omettent souvent de mentionner dans leurs analyses. Un tel discours, de telles convictions paraissent incompatibles avec l'intégration des musulmans fondamentalistes au sein d'une autre société. La Sourate IX, versets 28-29 explique d'ailleurs que les Infidèles ne sont qu'impureté, des êtres « immondes » et déclare « Faites la guerre à ceux qui ne croient pas en Dieu »

Sourate LXII, verset 6

Dis : Ô juifs ! si vous vous imaginez d'être les alliés de Dieu à l'exclusion de tous les hommes, désirez la mort, si vous dites la vérité.

Sourate V, verset 62

« Ô croyants ! Ne cherchez point d'appui chez les hommes qui ont reçu l'Écriture, ni chez les infidèles qui font de votre culte l'objet de leur railleries »

Sourate V, verset 65

« Ceux que Dieu a maudits, ceux contre lesquels il est courroucé, qu'il a transformés en singes et en porcs, ceux qui adorent Thagout⁵⁷, ceux-là sont dans une situation plus déplorable et plus éloignée du sentier droit »

Sourate III, verset 184

« Dieu a stipulé avec les juifs qu'ils auraient à expliquer le Pentateuque aux hommes et qu'ils ne le cacheront pas. Ils ont jeté par-dessus leurs épaules et l'ont vendu pour un vil prix. Vilaine marchandise que celle qu'ils ont reçu en retour ! »

On peut comprendre à travers ces versets que Mahomet, le Prophète, avait une rancœur contre les juifs, qui refusèrent de l'écouter et de se convertir. Ceux qui auront le courage et la patience de lire le Coran intégralement pourront, par eux-mêmes, constater que les juifs sont régulièrement diminués et déconsidérés. Juifs et Chrétiens ne peuvent être tolérés qu'avec le statut de dhimmis, soumis à l'impôt pour avoir le droit de résider sur une terre islamique. Dans son livre, Marie-Anne Delcambre souligne : « pour l'Islam, l'indignité des juifs existe toujours dans les textes fondateurs, dans le Coran, dans la Sunna et dans les textes de droit musulman, et on ne voit pas par quel miracle les Juifs, maudits de dieu dans le Coran, voués à l'Enfer, chargés de tous les péchés, pourraient voir leur statut religieux s'améliorer dans l'imaginaire musulman⁵⁸ ».

L'incitation à la guerre et à l'assassinat

Les fondamentalistes musulmans s'autorisent à assassiner tout simplement

57 Divinité païenne

58 L'Islam des interdits, Anne-Marie Delcambre (conférencière islamologue et professeur d'arabe au lycée Louis-le-Grand à Paris), Desclée de Brouwer, 2003

CE. G

parce que le Coran les y exhorte, et par mimétisme avec leur prophète Mahomet, qui leur a donné l'exemple en incitant ses partisans à tuer ses détracteurs, parfois de simples poètes ayant l'audace de le critiquer, les exhortant à tuer « tout juif qui tombera en votre pouvoir ». La stratégie est claire, il s'agit d'imposer sa foi par la terreur. Ainsi Anne-Marie Delcambre⁵⁹ déclare : « Ce qu'on n'ose pas dire c'est que l'assassinat et le martyr sont justifiés à partir des seuls textes fondateurs de l'Islam, le Coran et la Sunna ».

On trouve en effet dans le Coran des appels au meurtre et à la guerre en grand nombre :

Sourate III, verset 134

« Si les blessures vous atteignent, eh ! N'en ont-elles pas atteint bien d'autres ? Nous alternons les revers et les succès parmi les hommes, afin que Dieu connaisse les croyants, qu'il choisisse parmi vous ses témoins⁶⁰ (il hait les méchants) ;

Dans le cas irakien, « les méchants » sont les soldats de la coalition et en particulier le soldat américain. Dans la mesure où les prises d'otages ont fait reculer certains alliés de la coalition, il fut de nouveau logique de harceler les USA, leurs ressortissants en Irak ainsi que les Irakiens qui collaborent en oeuvrant à la reconstruction du pays. La presse française n'informe que très rarement de l'exécution d'un Irakien ou d'un Kurde par les terroristes fondamentalistes qui sévissent en Irak parce que cela créerait une « tâche » noire dans l'image de la soi-disante « résistance » irakienne.

En effet, si Zarqaoui exécute un Américain, les Français se disent « bon, après tout, c'est un Ricain, il n'avait de toute façon rien à faire là-bas », mais si ces mêmes Français savaient qu'ils exécutent surtout des Irakiens, des Kurdes et des Turcs musulmans pour « trahison à l'Islam » et à « la résistance », il est évident que le mot « terroriste » serait lâché. Quand un « résistant » (un terroriste !) exécute une femme ou un homme, Allah est censé choisir ses témoins en la personne des exécuteurs, et l'exécuté est « le méchant ». Ce n'est pas parce qu'il s'agit d'un civil seulement « armé » d'un marteau et d'une truelle de maçonnerie qu'il n'est pas « un méchant »... La notion de civil n'entre pas en compte ici, seul le fait de croire en Allah et de se soumettre à la lettre à Sa Parole donne droit au respect. L'exécuteur sera ainsi choisi par Allah comme son serviteur, ou comme témoin (martyr) s'il meurt. Il accédera au Paradis.

Sourate III, verset 135

« ...Afin d'éprouver les croyants et de détruire les infidèles. »

Sourate IV, verset 93

Vous en trouverez d'autres qui chercheront à gagner également votre confiance et celle de leur nation. Chaque fois qu'ils tremperont dans la sédition, ils seront défaits. S'ils ne se mettent pas à l'écart, s'ils ne vous offrent pas la paix et ne s'abstiennent pas de vous combattre, saisissez-les et mettez-les à mort partout où vous les trouverez. Nous vous donnons sur eux un pouvoir absolu.

Sourate IV, verset 91

Ils ont voulu vous rendre infidèles comme eux, afin que vous soyez tous égaux.

59 L'Islam des interdits, Anne-Marie Delcambre (conférencière islamologue et professeur d'arabe au lycée Louis-le-Grand à Paris), Desclée de Brouwer, 2003

60 Témoin de sa foi (shahada), ici à comprendre par le concept de martyr.

Ne formez point de liaisons avec eux jusqu'à ce qu'ils aient quitté leur pays pour la cause du Seigneur. S'ils retournaient à l'infidélité, saisissez-les et mettez-les à mort partout où vous les trouverez. Ne cherchez parmi eux ni protecteur ni ami ;

Sourate 47-Verset 4

Lors donc que vous rencontrerez les infidèles⁶¹, tuez-les jusqu'à en faire un grand carnage, et serrez les entraves des captifs que vous aurez faits. .

Sourate 47-Verset 37

Ne montrez point de lâcheté, et n'appellez point les infidèles à la paix quand vous êtes supérieurs, et que Dieu est avec vous ; il ne vous privera point du prix de vos œuvres.

Il n'y a rien à ajouter : le Coran n'apparaît pas comme un modèle de tolérance, il prône le « carnage », l'extermination des non-musulmans. La Charte du Hamas déclare ainsi : « Sous la bannière de l'islam, les fidèles des trois religions, l'islam, le christianisme et le judaïsme, peuvent coexister pacifiquement. Mais cette paix n'est possible que sous la bannière de l'islam. Le passé et le présent sont là pour en témoigner.

Il est du devoir des fidèles des autres religions de cesser de contester la souveraineté de l'Islam dans cette région, car si un jour ils prennent le pouvoir, règneront les carnages, les déplacements de populations et la terreur. ». Il n'est pas de paix possible, seule la soumission peut être envisagée.

Sourate VIII, verset 12

Il dit alors aux anges : Je serai avec vous. Allez affermir les croyants. Moi, je jetterai la terreur dans le cœur des infidèles. Abattez leurs têtes et frappez l'extrémité de leurs doigts.

Ne trouvons-nous pas ici les fondements des terribles exécutions, par égorgement et décapitation, qui font malheureusement la fierté des terroristes fondamentalistes islamistes de part le monde (Tchéchénie, Irak, Iran...)?

Le terrible châtiment des infidèles est annoncé :

Sourate V, verset 37

Voici quelle sera la récompense de ceux qui combattent Dieu et son apôtre, et qui emploient toutes leurs forces à commettre des désordres sur la terre : vous les mettrez à mort ou vous leur ferez subir le supplice de la croix ; vous leur couperez les mains et les pieds alternés ; ils seront chassés de leur pays. L'ignominie les couvrira dans ce monde, et un châtiment cruel dans l'autre.

Sourate XXII, verset 20

Les fidèles et les incroyants sont deux adversaires qui se disputent au sujet de Dieu ; mais les vêtements des infidèles seront taillés du feu, et l'eau bouillante sera versée sur leur tête.

Au contraire, les musulmans qui agissent selon la Parole d'Allah se verront

⁶¹ Il s'agit ici des infidèles de la Mecque et autres tribus Arabes
CE. G

récompensés :

Sourate XLVIII, verset 16

Dis encore aux Arabes du désert qui sont restés chez eux : Nous vous appellerons à marcher contre des nations puissantes ; vous les combattrez jusqu'à ce qu'elles embrassent l'islamisme. Si vous obéissez, Dieu vous accordera une belle récompense ; mais si vous tergiversez comme vous l'avez fait autrefois, il vous infligera un châtement douloureux.

Sourate IV, verset 76

Que ceux qui sacrifient la vie d'ici-bas à la vie future combattent dans voie de Dieu ; qu'ils succombent ou qu'ils soient vainqueurs, nous leur donneront une récompense généreuse.

Verset « spécial » pour terroriste suicide !

Sourate LVI, verset 34, 35

Nous créâmes les vierges du paradis pour une création à part ;

Nous avons conservé leur virginité.

Sourate LVI, verset 37

Elles seront destinées aux hommes de la droite.

72 vierges seront ainsi promises pour les terroristes suicides. Concernant les femmes terroristes suicides, nous nous demandons quelle sera la récompense ? 72 jeunes éphèbes ? Y a-t-il une récompense égale ?

Le Coran renferme ainsi en son sein les principes même en vertu desquels les terroristes fondamentalistes islamistes agissent. Il est constamment cité dans les sermons religieux, dans les écoles coraniques où il est appris par cœur par les enfants, dans les prières quotidiennes du musulman...et par les terroristes eux-mêmes, qui exécutent au nom d'Allah, conformément à Sa Parole et sans le moindre recul critique (voir la charte du Hamas en annexe). On constate alors l'énorme fossé qui sépare l'idéologie islamiste des valeurs défendues par les Occidentaux et les Nations-Unies.

Droits de l'homme et Islam

Il n'y a pas de droits de l'homme en Islam, au sens où les Occidentaux les entendent, celui de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948. Contrairement à l'Occident, qui sépare l'église et l'Etat, les pays islamiques sont régis par la Charia (« fil conducteur de la vie » en arabe) : le musulman est conduit par les règles du droit religieux, qui ne peut être remis en cause puisque issu de Dieu. Ainsi, les pays arabes ne peuvent adhérer à la Déclaration universelle des droits de l'homme onusienne, incompatible avec la Charia, et Amnesty International dénonce régulièrement le non-respect des droits de l'homme, au Nigéria par exemple « les femmes et les jeunes filles sont victimes de violences commises par des membres de leur famille ou de la collectivité. Dans la plupart des cas, les époux, les conjoints et les pères sont responsables des violences subies par ces femmes. Cette violence est trop souvent excusée et tolérée, au lieu d'être dénoncée, et le gouvernement nigérian s'abstient d'enquêter sur ces actes et d'en sanctionner les auteurs.

Ces agissements perdurent en raison des lois discriminatoires qui cautionnent, voire

légalisent, certaines formes de violence à l'égard des femmes ». Les pays islamiques pratiquent la lapidation des femmes avec la sensation d'appliquer « le droit », la justice.

Le problème réside une fois de plus dans l'application à la lettre des textes religieux qui fondent le droit islamique. Mohammed Amin AL-MIDANI, docteur d'Etat en Droit et chercheur à l'Institut International des Droits de l'Homme a rédigé en 2004 un rapport particulièrement intéressant qui éclaire le décalage entre les deux conceptions des droits humains, en dépit de tentatives de rapprochement des deux conceptions par l'écriture de déclarations des droit de l'homme en Islam : la Déclaration de Decca sur les droits de l'homme en Islam du 11 décembre 1983, la Déclaration du Caire sur les droits de l'homme en Islam du 20 août 1990 (servant de base à la Charte arabe des droits de l'homme adoptée par le Conseil de la Ligue des Etats arabes le 15 septembre 1994, et encore jugée trop lacunaire par les juristes internationaux), et enfin la Déclaration Islamique Universelle des Droits de l'Homme du Conseil Islamique d'Europe du 19 septembre 1981 . Dans son préambule, celle-ci déclare : « Les droits de l'homme, dans l'Islam, sont fortement enracinés dans la conviction que Dieu, et Dieu seul, est l'auteur de la Loi et la source de tous les droits de l'homme. ». Il faut savoir que ces déclarations n'ont aucune valeur juridique, et que la Déclaration de 1981 « circule en deux versions différentes. La première version est en arabe. C'est la seule qui fait foi. La deuxième version, en anglais et en français, est une version réduite et diffère de la première sur bien de points. Ainsi on a tenu deux langages: un langage pour les ressortissants des pays arabes, et un autre pour ceux qui ne comprennent pas l'arabe⁶² »

Pour connaître ce que défendent les islamistes, on peut donc se référer à la Charia, au Coran et à la Sunna. Leur lecture littérale éclaire les fondements de la notion de droit pour les islamistes.

Sourate XXIV, verset 2

Vous infligerez à l'homme et à la femme adultères cent coups de fouet à chacun. Que la compassion ne vous entrave pas dans l'accomplissement de ce précepte de Dieu, si vous croyez en Dieu et au jour dernier. Que le supplice ait lieu en présence d'un certain nombre de croyant.

Sourate V, verset 42

Vous couperez les mains des voleurs, homme ou femme, en punition de leur crime. C'est la peine que Dieu a établie contre eux. Il est puissant et sage.

Il faut comprendre que si la Déclaration universelle évoquée ci-dessus, dans son article 5, mentionne l'interdiction de la torture, l'amputation d'un voleur ou la lapidation de la femme adultère n'est pas considéré comme une torture pour les Saoudiens, là réside le décalage entre les mots rédigés à destination des Occidentaux, et leur interprétation islamique. De même, « la Déclaration du Conseil islamique dit à son article 1(a): "La vie humaine est sacrée et inviolable et tous les efforts doivent être accomplis pour la protéger. En particulier, personne ne doit être exposé à des blessures ni à la mort, sauf **sous l'autorité de la Loi**". S'entend, la loi islamique.

62 déclaration de **Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh**, docteur en droit, collaborateur scientifique, responsable du droit arabe et musulman, à l'Institut suisse de droit comparé (Lausanne), lors d'une Conférence donnée au colloque *Diritti umani e diritti dei popoli per una famiglia di nazioni*, organisé par l'Istituto Veritatis Splendor et l'Unione giuristi cattolici italiana, Bologna, 9 et 10 mars 2001.

CE. G

L'article 5(c) ajoute: "**La sanction doit être fixée conformément à la Loi**, proportionnellement à la gravité du délit et compte tenu des circonstances dans lesquelles il a été commis"⁶³.

En 2001, la Cour européenne des droits de l'homme a estimé que l'instauration de la Charia (la loi islamique révélée à Mahomet, politique et religieuse) n'était pas compatible avec les valeurs prônées par la Convention européenne des droits de l'homme⁶⁴

La condition féminine dans le Coran

« L'article 5, alinéa (a), de la Déclaration du Caire, évoque, le droit de se marier. Et, "Aucune entrave relevant de la race, de la couleur ou de la nationalité ne doit les empêcher de jouir de ce droit". Quant à la religion, elle n'était pas mentionnée, par cet alinéa (a), parce que la femme musulmane ne se voit pas reconnaître le droit, d'après la shari'a, de se marier avec un non-musulman.⁶⁵ ». La déclaration islamique universelle des droits de l'homme du conseil islamique d'Europe, datée de 1981, donc récente, précise également dans son introduction qu'elle « est basée sur le Coran et la Sunnah et a été élaborée par d'éminents érudits et juristes musulmans et des représentants de mouvements et courants de pensée islamiques. Que Dieu les récompense de leurs efforts et les guide sur le droit chemin. ». Voici donc ce que l'on trouve dans le Coran :

Sourate IV, Verset 19

Si vos femmes commettent l'action infâme (l'adultère), appelez quatre témoins. Si leurs témoignages se réunissent contre elles, enfermez-les dans des maisons jusqu'à ce que la mort les visite ou que Dieu leur procure un moyen de salut.

Il est connu...de ceux qui sont correctement informés...que les femmes en Arabie Saoudite par exemple mais aussi en Afghanistan du temps des talibans ou en Iran de nos jours, ne peuvent partager les mêmes places dans les bus que les hommes, ni même partager les mêmes taxis ou conduire une voiture. Je ne développe même pas le droit de vote ou celui de divorcer. Des vidéos existent, qui montrent des jeunes filles enveloppées dans des draps blancs, enterrées jusque la taille dans le sol, entendant la rage des hommes qui les entourent et qui finissent par leur jeter des pierres tranchantes. Dans ces vidéos l'on voit les draps devenir rouges de sang, et la plus « forte » des deux jeunes femmes se débattre jusqu'au dernier souffle dans des hurlements atroces.

Peut-être serait-il utile de diffuser ces vidéos, malheureusement d'actualité, afin de faire prendre conscience de l'horreur que les islamistes fondamentalistes font vivre à ceux qu'ils considèrent comme infidèles ou inférieurs : le choc de la prise de conscience par l'horreur...C'est en Iran et c'est à notre époque !

63 ibid

64 Arrêt dans l'affaire Refah Partisi (parti de la prospérité)

65 Mohammed Amin AL-MIDANI

Sourate IV, verset 12

« Dieu vous commande dans le partage de vos biens entre vos enfants, de donner au fils mâle la portion de deux filles »

Sourate II, verset 282

[...] Appelez deux témoins choisis parmi vous ; si vous ne trouvez pas deux hommes, appelez-en un seul et deux femmes parmi les personnes habiles à témoigner ; afin que, si l'une oublie, l'autre puisse rappeler le fait

Ainsi, la femme vaut la moitié d'un homme ! Dans son livre Markaz Al-Mar'ah fi Al-Hayâh Al-Islâmiyyah (Le Statut de la Femme en Islam), Sheikh Yûsuf Al-Qaradaâwî, qui a ses entrées à la mairie de Londres, puisqu'il fut à plusieurs reprises l'invité de Ken Livingstone, affirme : « la distinction est loin d'être due à une quelconque conviction en une déficience de l'humanité et de l'intégrité de la femme. Cela est plutôt dû à ses dispositions naturelles et à ses inclinations spécifiques qui peuvent exclure son implication dans de telles affaires, alors même que son attention est focalisée sur sa qualité de mère et de maîtresse de maison.⁶⁶ ». Dans cette explication, il apparaît clairement, en dépit de ce que l'auteur veut faire croire, que la femme est considérée comme inférieure à l'homme, puisque ne présentant pas de compétence suffisante pour témoigner dans les autres domaines que celui des affaires domestiques.

Sourate IV, verset 38

Les hommes sont supérieurs aux femmes en raison des qualités par lesquelles Dieu a élevé ceux-là au dessus de celle-ci, et parce que les hommes emploient leurs biens pour doter les femmes. Les femmes vertueuses et obéissantes et soumises ; elles conservent soigneusement pendant l'absence de leurs maris ce que Dieu a ordonné de conserver intact. Vous réprimanderez celles dont vous aurez à craindre l'inobéissance ; vous les reléguerez dans des lits à part, vous les battrez ; mais aussitôt qu'elles vous obéissent, ne leur cherchez point querelle. Dieu est élevé et grand.

En 2003 est rédigé un projet d'actualisation de la Charte arabe des droits de l'homme, jugée « entachée de défaillances fondamentales » par la Commission Internationale des Juristes (CIJ- Genève). Il stipule notamment dans l'article 3 : « L'homme et la femme sont égaux sur le plan de la dignité humaine, des droits et des devoirs dans le cadre de la **discrimination positive instituée au profit de la femme par la charia islamique et les autres lois divines** et par les législations et les instruments internationaux. » et ne garantit donc aucunement l'égalité homme-femme, puisque se réclamant encore de la Charia, dont l'interprétation littérale est discriminatoire.

Les droits de l'homme vu par l'Islam légitiment donc la discrimination sexuelle, ainsi clairement signalée. Là non plus, pas grand chose à ajouter si ce n'est l'incroyable « deux poids deux mesures » concernant les droits de l'homme et celui de la femme dont l'islamisme peut faire preuve. Il faut savoir que le frère de Tariq Ramadan (ami des alter mondialistes du Forum Social Européen) Hani Ramadan, fut temporairement renvoyé de son poste d'enseignant en Suisse pour avoir tenu des propos sur le moment considérés comme choquants. Les frères Ramadan, excellents orateurs qui ont leur tribune en France, ne condamnent pas publiquement la lapidation

⁶⁶ Source : la Banque de Fatâwâ du site Islamonline.net, dimanche 20 octobre 2002.

des femmes et mieux encore (ou pire, question de position) Tariq Ramadan propose un moratoire sur la lapidation...Qu'accepterons-nous au nom de la Tolérance?

Contre l'islamisme : une nécessité

Comme vous avez pu le constater avec ce florilège, les versets du Coran, s'ils sont appliqués à la lettre préconisent donc des punitions juridiques tels que les châtiments corporels allant de la mutilation, à l'exécution par lapidation ou décapitation. C'est cela que revendiquent les fondamentalistes islamistes sévissant en Irak, en Iran, au Soudan, dans certains états du Nigeria, dans la plupart des pays islamiques et, il y a quelques années encore, en Afghanistan. Les porte-paroles des fondamentalistes islamistes nient sans cesse cette réalité lorsqu'ils s'adressent aux Occidentaux, mais c'est sans compter sur le Coran, disponible dans les librairies, et sur les preuves des exécutions motivées par le Coran, presque systématiquement filmées en gage de trophée. Ces mêmes fondamentalistes font ainsi l'apologie de la Charia et du Coran en arabe, en direction des populations arabes.

Pour celui qui veut chercher un peu, avec des mots-clé précis comme « exécution » et « décapitation », également à traduire en anglais, les photos et vidéos des groupes terroristes fondamentalistes sont disponibles via le Web. Le Hamas, le Hezbollah, Al Qaeda, Abou Moussab Al-Zarqawi, Ansar al Sunna, se filment eux-même et revendent les exécutions filmées en CD sur les marchés des pays musulmans et même européens. Les exécutions capitales iraniennes ou afghanes sont elles aussi disponibles sur le web. Pour certains, il s'agit de « voyeurisme » ou de « reality show » !. Pour d'autres, ne pas le montrer relève de la censure...Comme pour la pensée unique anti-américaine, quoi que l'on fasse, il y aura toujours une critique disponible. Néanmoins, ceux qui auront osé regarder ces vidéos et qui pousseront leurs propres recherches jusqu'à faire traduire les sentences en français, ceux-là sauront à quoi s'en tenir !

Il est devenu en effet nécessaire de montrer des images réelles, choquantes, terribles et bouleversantes pour pénétrer les esprits, afin que soit prise en compte la cruauté du terrorisme fondamentaliste islamiste dans les conversations et la perception des menaces contemporaines. Celui-ci, nous l'avons vu, ne doit en effet pas être perçu comme une menace ayant pour fondement une prétendue frustration due aux inégalités entre les pays arabes et occidentaux. Le terrorisme fondamentaliste islamiste est l'outil de combat de l'Islam, un outil de lutte pour la conquête de territoires, qu'il s'agit de convertir.

Attention, il n'est pas écrit dans ces lignes que les Arabes, les musulmans et l'Islam sont en soi mauvais. Il est écrit que selon les desseins de certains états, des outils de circonstances peuvent être utilisés. L'Islam en est un ! Les populations musulmanes et arabes sont soumises elles aussi aux fondamentalistes de leur pays. Elles sont d'une certaine façon les otages des fondamentalistes. La pauvreté, la misère et l'absence d'enseignement et de communication dans certains pays musulmans a favorisé l'émergence du fondamentalisme. Le prosélytisme islamiste est également extrêmement puissant à l'échelle internationale. Les communautés arabes ne peuvent y échapper. La différence fondamentale réside dans le soutien de l'idéologie islamiste par le financement et les aides issues des pays arabes puissants : Aucune autre milice dans le monde, ni aucun autre mouvement religieux n'a disposé de ces moyens.

Aujourd'hui, le terrorisme fondamentaliste islamiste commence à s'attaquer

aux Européens et aux Occidentaux en général. Il y a eu les attentats aux USA, à Madrid, et dernièrement à Londres. Mais les attentats les plus nombreux et les plus représentatifs du fondamentalisme islamiste sont ceux qui sont perpétrés en Israël et en Irak. L'objectif des fondamentalistes à notre époque est la délégitimation d'Israël. Il n'est pas simple d'y parvenir et il faut donc pour cela posséder une stratégie d'ensemble. Il faut un plan d'action qui englobe un ensemble de domaines pour créer une dynamique. La culture, l'économie, l'éducation, le commerce et les médias sont les éléments principaux de cette ensemble. La délégitimation d'Israël est l'un des objectifs du monde arabe depuis la création de cet état en 1947. Israël dérange. Israël est un tout petit pays juif au milieu d'un océan de pays arabes. Regardez un planisphère et vous verrez que ce n'est pas Israël qui refuse les autres.

Il faut aux Français, apprendre à raisonner de manière logique. Le terrorisme doit avoir la même signification partout dans le monde. Il ne doit pas avoir de statut différent ni être décrit ou nommé de façon différente. Il faut cesser d'utiliser et de cautionner cette terminologie « spéciale terroriste islamiste » qui les appelle « militant, activiste, cadre, dirigeant » etc... Un attentat est un attentat... Un attentat est commis par des terroristes ! Puisque les perceptions européennes changent et la perception française en particulier, il ne nous sera plus possible dans un avenir proche d'intervenir pour sauver nos valeurs, notre culture et nos vies. L'éloignement français des préceptes Judéo-Christiens remplacés par les ultra-sensibilités islamistes et musulmanes, nous a amené à une paralysie psychologique, immédiatement suivie d'une paralysie physique. Les Nazis avaient parfaitement compris la mentalité française de l'époque. Les islamistes aussi. Ils savent que nous ne nous battons pas et que nous sommes un peuple de « conciliateurs », même s'il ne s'agit que d'une apparence de conciliation, car comme du temps de Chamberlain et de la montée en puissance du nazisme, les Français voudront croire que négocier avec un tyran ou avec une idéologie tyrannique, les mettra à l'abri de celle-ci. Le Général Delestraint, démobilisé pendant la seconde guerre mondiale, avait tenté de mettre en garde ses compatriotes. Il fut surtout déconsidéré, et ses propos relativisés au point qu'il fut qualifié « d'alarmiste ».

Ainsi, le mal est entré, avec son cortège de crimes, de fanatisme et d'inhumanité. Les Français, comme à l'accoutumée, ne veulent pas le voir, ne veulent pas le savoir. Notre histoire nous a démontré les erreurs de nos ancêtres. Il est probable que l'histoire se répète encore. Certains s'offusqueront de ma terminologie, car dans nos sociétés actuelles, il n'est plus de bon ton d'identifier le mal et le bien en ces termes. Pourtant, nous disons à nos enfants que voler, mentir ou tuer : « c'est mal ». Curieusement, cette conviction s'arrête à l'échelle privée, et notamment au seuil du fondamentalisme, dont on vient de voir la nature profonde. Pourquoi ? Différentes hypothèses peuvent être évoquées, mais aucune ne suffira à justifier cette attitude de désengagement, dont la passivité donne le pouvoir à ceux qui ne nuancent pas, à ceux qui ne cherchent pas à comprendre qui que ce soit, à ceux qui, eux, identifient clairement leurs « valeurs » idéologiques et leur détermination à les imposer. Face à une telle intransigeance, à un tel extrémisme, notre mesure s'apparente à de la complicité.

La communauté internationale complice des terroristes

Ces amalgames qui font le jeu des terroristes

De l'ignorance à la manipulation organisée en passant par les idéaux pacifistes prônant une passivité criminelle, les terroristes font feu de tout bois pour justifier l'injustifiable. Peur et intérêts commerciaux s'allient pour générer une politique de résignation et d'acceptation de l'horreur par une communauté internationale qui semble refuser de regarder le danger en face. Devant les amalgames qui sont régulièrement faits entre les terroristes et les forces armées étatiques, les lecteurs et les téléspectateurs ont de plus en plus de difficultés à savoir sur quel critère légal ou opérationnel le bien et le mal se trouvent. La perception du conflit israélo-arabe ainsi que celle de la guerre contre le terrorisme en Afghanistan puis en Irak et dans le reste du monde, ne peut être faite équitablement. Il apparaît donc nécessaire de démontrer les différences fondamentales dans les modes opératoires des terroristes et des forces armées légales, ainsi que du point de vue du droit et des jurisprudences internationales.

Même les ONG, et Amnesty international en particulier, mélangent actes de terrorisme et actes de guerre, incarcération de terroristes et incarcération arbitraire d'opposants, exécutions sommaires d'opposants et exécutions de terroristes. Ces ONG et autres institutions internationales de défense des droits de l'homme ne proposent malheureusement aucune solution pour mettre hors d'état de nuire les terroristes qui circulent librement dans les territoires. Peut-être que, selon ces ONG de défense des droits de l'homme, Israël devrait leur envoyer une « convocation » ou se contenter de leur mort une fois qu'ils se sont fait exploser dans un bus ou un restaurant israélien ?

L'amalgame qui est fait entre l'état terroriste qui dispose d'une grande liberté d'action puisque pas « concerné » par les conventions de Genève et un état démocratique, comme Israël, qui doit forcément pour la survie de ces citoyens répondre de manière peu conventionnelle pour mettre hors d'état de nuire les terroristes, aux méthodes non conventionnelles, contribue à l'orchestration du

sophisme ad baculum (qui génère la peur) et à l'erreur de jugement, qui fait prendre la victime pour le bourreau.

Autre fait marquant : les enlèvements de ressortissants étrangers voire nationaux, suivis d'une exécution par égorgement et décapitation ne sont pas diffusés à la télévision, même par des photographies. Par contre, quand un Marine américain tue un combattant terroriste blessé, c'est l'indignation générale. Que l'acte soit moralement et/ou juridiquement condamnable reste discutable dans la mesure où le Marine est seul en situation à prendre la décision de neutraliser une menace potentielle définitivement ou de prendre le risque de s'approcher et d'exploser avec le terroriste qui attend le moment propice. C'est exactement comme le soldat de Tsahal lors d'un contrôle. En l'occurrence, en Israël il ne s'agit pas de combattant terroriste blessé mais bel et bien d'un « simple » civil, un enfant parfois, transformé en bombe humaine qui, de ce fait, est très peu détectable. En Irak, à Fallujah et ailleurs, les soldats ont été victimes des terroristes suicides. Les militaires américains ont eu des pertes dans leurs rangs dues aux attentats aux voitures piégées conduites par un fondamentaliste. Dans le cas d'un conflit en zone urbaine et en présence d'actions de type asymétrique, je doute que n'importe quel individu critique envers l'attitude du Marine puisse faire mieux et puisse avoir plus de sang-froid que lui.

C'est ainsi, les terroristes islamistes ont créé des actions asymétriques. Dès l'instant où les menaces ne sont plus « conventionnelles », les réponses ne peuvent plus l'être non plus. Ne pas en tenir compte relève de l'inconscience et de l'irresponsabilité tant dans les contre mesures que dans les prospectives géopolitiques. Il faudrait donc assimiler les rouages du droit international pour établir la légalité ou l'illégalité d'un conflit ou d'une action militaire, ce qui n'est pas le cas de la majeure partie de l'opinion publique. Les terroristes se servent de ce flou, l'amalgame, pratique malheureusement omniprésente dans nos médias, leur est nécessaire pour créer la confusion et le doute.

La légitimité de la guerre par le droit international: La guerre codifiée

La doctrine de la guerre en Europe a eu pour source des philosophies du moyen-âge. L'ONU, l'OTAN et les armées occidentales, et bien sûr européennes, ont pour base dans le droit et dans l'art de la guerre certains des écrits de Saint Thomas d'Aquin et de Francesco Di Vitoria, fondateur de l'école de Salamanque.

Saint Thomas d'Aquin (1225-1274) a dit :

-1 La guerre défensive est toujours juste !

-2 La guerre offensive, pour être juste doit réunir trois conditions.

(1) Qu'elle soit déclenchée par une autorité légitime (c'est à dire qu'il n'y ait pas d'autorité au-dessus d'elle) comme par exemple : L'Empereur, Le Prince, le Roi ou le Pape.

(2) La Juste Cause : Il est nécessaire que ceux qui sont attaqués méritent de l'être par une faute. Il en découle une déclaration de guerre pour démontrer la culpabilité, la faute et cela leur offre la possibilité de se racheter avant d'être attaqués.

(3) L'intention Droite. Punir les méchants et secourir les bons.

D'après le droit international, les guerres ne sont pas faites par cruauté ou par cupidité mais dans un souci de paix.

Francesco Di Vitoria (1483-1546) était un dominicain, fondateur de l'école de **Salamanque**. Celle-ci rassemblait des philosophes, des religieux mais aussi des juristes. Ils sont à l'origine du droit des gens et du droit international, dont celui de recourir à la guerre.

On doit à ces philosophes les principes du "**Jus In Bello**"(droit de recourir à la guerre) et du « **Jus Ad Bellum** » (ce qu'il est permis de faire pendant la guerre).

La guerre codifiée permet de légitimer l'acte de guerre à travers une procédure entre états ou forces opposés. Les religieux sont intervenus dans l'appareil de l'état pour codifier la guerre. En effet, sachant que le sacrifice humain était couramment pratiqué par les Aztèques et alors que ceux-ci déclenchaient des guerres pour s'approvisionner en prisonniers (ils ne sacrifiaient pas les membres de leurs tribus) l'argument fut trouvé ! On fera la guerre aux Indiens pour stopper le cannibalisme et les sacrifices humains aux Dieux aztèques, et pour empêcher de cette manière les tribus rivales de se faire la guerre, ce qui rajoutait cet argument en faveur d'une intervention espagnole. Ce ne fut pas les seules raisons pour attaquer les Aztèques mais c'est à partir de ces arguments que naquit le droit international.

Selon Francisco Di Vitoria, l'État a le droit de faire la guerre pour une juste cause et c'est un devoir ainsi qu'une obligation morale de faire respecter les droits des gens, notamment les droits internationaux des individus, ne serait-ce que pour le bien universel. Donc, dans un principe de solidarité humaine, il fallait faire la guerre. Vitoria ne considérait pas le monde comme un ensemble de nations isolées mais comme un seul ensemble commun, c'est-à-dire qu'il ne considérait pas réellement les frontières. En vertu de cette solidarité internationale, tout état est appelé à poursuivre la réparation de l'injustice. Néanmoins, il n'était pas permis de tout faire ! Il fallait des règles, et celles-ci devaient être respectées : les soldats devaient attaquer en suivant un entraînement issu d'une doctrine ayant pour base le respect des droits de l'homme , règlement fixé, à notre époque, par la convention de Genève.

Ce petit rappel d'histoire est utile pour montrer l'actualité du Jus In Bello et du Jus Ad Bellum car, et même si c'est un peu exagéré, la Nouvelle École de Salamanque s'appelle aujourd'hui L'OTAN et l'ONU. La Yougoslavie, le Kosovo, l'Afrique nous

démontrent les possibilités d'interventions militaires selon différents modèles, mais toujours régies par le droit international. Qu'en est-il pour le conflit israélo-arabe ?

Peut-on parler de « terrorisme d'état » ?

On voit prospérer partout en Europe l'Accusation, c'est même là l'argument préféré de l'Autorité Palestinienne pour définir toute action des Israéliens : Israël serait un état terroriste...Mais qu'est-ce que la guerre, qu'est-ce que le terrorisme ? Comme il est écrit plus haut, la guerre est codifiée par le droit international. Il s'agit en fait surtout de jurisprudences provenant des conflits passés et des expériences venant des négociations pour résoudre les conflits par des compromis. Il est absolument nécessaire de définir avec plus de précision ce qu'est le terrorisme en général, et de définir ce qu'est le terrorisme d'état en particulier, pour comprendre la tactique de l'Autorité Palestinienne dans sa stratégie de délégitimation de l'état d'Israël.

Arafat déclarait souvent qu'Israël pratique le terrorisme d'état. Tous les journalistes l'ont écouté transmettre ce message au monde entier, et personne ne le contredit. Pourquoi, en Europe, personne ne fait de correction concernant cette déclaration abusive ? Revenons sur l'acte terroriste et l'acte de guerre. Qu'est-ce que l'acte terroriste et qu'est-ce qu'une opération militaire et de police dans la lutte anti terroriste ? Alors que des avions se sont abattus sur les tours du WTC et sur le Pentagone, très tôt des voix se sont élevées pour annoncer la lutte, le combat, la guerre contre les USA. Il faudrait donc comprendre par là que ce n'est pas un acte de terrorisme mais une action "militaire". Mais lorsqu'une force internationale est envoyée en Afghanistan dans le cadre de la lutte anti-terroriste, très tôt des voix s'élèvent pour dénoncer "l'agression terroriste" des armées de la coalition ... Qui est le terroriste, qui est le militaire ? Pour répondre à cette question, il apparaît utile de revenir sur les conflits de notre époque, pour replacer dans leur contexte respectif la guerre et le terrorisme. Pourquoi parler de la guerre alors que le sujet de ce livre concerne le terrorisme ? Parce qu'il s'agit également d'actes de violence. Cependant, la violence de la guerre est codifiée, selon le droit international, alors que celle des groupes terroristes ne l'est pas, au contraire ... tout est permis !

Selon l'encyclopédie de l'Agora, "Le terrorisme a été défini comme le recours à la violence ou à la menace de la violence afin de semer la panique dans la société, d'affaiblir ou de renverser les autorités en place et de susciter des changements politiques ». L'ONU, et les états qui y siègent, ont ensemble ou individuellement tenté de définir le terrorisme. Les différentes « versions » selon si elles proviennent des pays arabes ou occidentaux ne permettent pas une compréhension simple. Alors plutôt que de l'expliquer et de le définir selon les critères onusiens, il apparaît plus compréhensible parce que plus logique, de faire des comparaisons avec d'autres actes légitimés par le droit international.

Celui-ci est né de jurisprudences et/ou de coutumes. Les progrès des techniques militaires alliés aux progrès matériels ont contribué à l'exercice de l'amélioration du droit international. Les méthodes militaires, les munitions, les explosifs ont dessiné les limites de ce qui était permis de faire dans la guerre. Les militaires emploient des armes dites conventionnelles. Cela va des munitions des armes individuelles, armes de poing ou d'épaule, aux armes lourdes : mitrailleuses, mortiers, lance roquettes... Les chars, l'aviation et la marine sont soumis aussi à ces obligations d'utilisation d'armes conventionnelles.

CE. G

Celles-ci ne s'utilisent pas n'importe comment ni n'importe où. Chaque arme, chaque matériel utilisé, l'est pour sa particularité qui le rend efficace selon le type de conflit, le type de menace et la configuration de l'environnement. Les armées sont organisées de manière à avoir des régiments spécialistes d'un domaine. Selon les besoins, c'est un régiment d'artillerie, de cavalerie (de véhicule blindés), d'infanterie, de génie, de parachutistes ou de la marine qui se rendra sur le théâtre d'opération. Ces spécialités permettent de répondre à des besoins spécifiques tels que : l'assistance d'une unité du génie pour réparer des routes, des ponts ou faire du franchissement, l'envoi d'une unité d'infanterie afin de déployer des militaires à pied pouvant sécuriser une zone quartier par quartier, rue par rue, maison par maison ; le recours à une unité de parachutistes pour projeter loin à l'intérieur d'une zone hostile ou dans un laps de temps très court, des militaires ayant la même fonction que l'infanterie ; ou encore l'utilisation d'une unité de la Marine, pouvant projeter par voie maritime des militaires pour sécuriser ou récupérer un port et les zones alentours, et pouvant faire la connexion avec d'autres unités terrestres et une unité de la cavalerie (véhicule blindés et armés) servant aux déplacements sécurisés de petites unités pour une assistance armée en zone hostile. Ces exemples sont non exhaustifs, mais ils permettent d'avoir une approche de ce qu'est la guerre conventionnelle, avec du matériel et des savoir-faire conventionnels.

Le terrorisme, au contraire, agit justement sans aucune limite, et c'est ce qui fait toute sa différence. L'expression « terrorisme d'état » est employée de manière abusive et surtout par ceux qui ne savent pas le définir. Acteurs, chanteurs, militants et personnalités politiques engagées emploient cette expression à tort et à travers. Il est d'ailleurs surprenant de constater la façon dont sont utilisés les artistes qui, par définition, n'ont aucune compétence en matière militaire, stratégique ou tactique. Nous avons tous pu entendre les « analyses » géopolitiques d'artistes invités sur les plateaux de télévisions. Celles-ci sont curieusement reprises telles quelles par la population.

Il faudrait pourtant dépasser l'émotionnel et procéder à une réelle analyse. Prenons un exemple, nécessaire à la comparaison de ce que pourrait être un acte de terrorisme d'état. Il s'agit d'une subversion menée à l'intérieur du pays ennemi : un groupe d'hommes part à l'étranger, par exemple dans un pays voisin, en vue de le déstabiliser pour une préparation à un changement de politique. Il sera nécessaire pour y parvenir de changer les comportements. Ils auront recours entre autre à la manipulation psychologique pour changer les perceptions ainsi qu'à la violence physique pour créer l'impact et afficher une détermination. La subversion pour infiltrer un groupe, un parti, une association permettra de créer une manipulation en parallèle avec les actions violentes, qui marqueront les esprits. Par le choc psychologique, ces dernières obligeront la population à répandre, par les conversations et les échanges d'idées, une publicité positive ou négative orchestrée par le groupe subversif.

D'autres méthodes peuvent bien sûr être envisagées par les pays désireux de pratiquer le terrorisme d'état dans le but d'affaiblir un pays adverse. Un curieux silence plane par exemple sur l'important soutien logistique et financier apporté au terrorisme par des états « parrains » comme la Syrie, l'Arabie Saoudite, l'Iran ou encore l'Irak jusqu'à la chute de Saddam Hussein. Peu de voix s'élèvent notamment pour condamner l'important trafic d'armes à destination des Palestiniens, dont le but affiché est de faire régner la terreur en Israël... et en Occident.

Un dernier exemple de terrorisme d'état consisterait encore à utiliser l'impact psychologique de la mort d'un leader de manière à ce que les militants d'un parti ou

d'un mouvement perdent leur motivation. En effet, lorsqu'il s'agit d'un soldat, la menace n'est pas à ce point nominative, mais lorsqu'il s'agit d'un chef, d'un dirigeant de réseau local ou national, les hommes restant du groupe, ne peuvent faire autrement que de se dire que si une personne pourtant protégée par un statut ou par des techniques de contre-surveillance et de déception a pourtant été abattue, alors le danger est omniprésent et se trouve au-dessus des têtes de chacun. Le but d'un assassinat est de pénétrer les esprits et en particulier ceux des plus farouches opposants.

Certains détracteurs systématiques pourront dans ce cas placer les leaders du Hamas (Yacine et Rantissi) tués par Tsahal dans la catégorie des victimes du terrorisme d'état. Mais c'est oublier et faire oublier que les assassinats par Tsahal de ces deux chefs terroristes ont été les seules réponses possibles aux attentats commandités par eux. Comme nous l'avons vu, mettre sur un pied d'égalité la condamnation d'un attentat tuant des civils et l'assassinat ciblé d'un terroriste auteur d'attentats en pays démocratique (comprendre Israël), qui tue des dizaines de civils en une seule fois, revient à comprendre que les policiers, les militaires et les unités d'intervention sont par définition des groupes ou des milices armées terroristes, puisque qu'elles tuent des terroristes. Il faudrait, selon ces détracteurs, comprendre que c'est en fait une lutte de terroristes contre terroristes. La France, en Côte d'Ivoire devrait peut-être être considérée comme un état ayant pratiqué le terrorisme d'état, puisqu'au regard des circonstances des morts ivoiriens en 2004, on peut comprendre que la France n'a pas réussi à épargner des vies de civils lors de manifestations. S'il y a réellement eu des tireurs dans la foule, ce qu'aucune vidéo ne montre ni ne prouve, les dommages collatéraux ont été supérieurs à ce que l'armée israélienne parvient à éviter depuis des années d'Intifada.

On voit ici toute la complexité de la réponse aux actes terroristes. Tout acte violent n'est pas terrorisme, même si à première vue les moyens dont dispose une armée paraissent écrasants. La réalité est tout autre, chaque action militaire en territoire comporte des risques que les non spécialistes oublient trop souvent. Agir contre le terrorisme n'est pas une partie de plaisir, un « jeu » facile pour Tsahal. Des soldats israéliens tombent également sous le feu palestinien. Contrairement à ce que les terroristes veulent nous faire croire, il ne s'agit pas d'une guerre du faible contre le fort. Le « faible » camp palestinien est largement financé, armé, et use de méthodes éprouvées particulièrement efficaces contre lesquelles Israël n'a d'autre choix que de riposter. Il faut donc à tout prix se garder de cette trop fréquente confusion entre action militaire défensive et acte terroriste.

En effet, celle-ci entretient l'aveuglement de l'opinion publique internationale qui ne peut du coup pas prendre la mesure de l'impact du terrorisme sur l'Etat dans ce genre de situation. En effet, le terrorisme tel que nous le connaissons consiste entre autre à placer des charges explosives dans le métro, dans un restaurant, dans un bus et à faire des victimes civiles. L'avantage de tuer des civils repose sur le fait qu'il y a plus de civils que de militaires et que ce sont les civils qui représentent la plus grande masse d'influence dans une population. Viser volontairement des civils, dont des femmes et des enfants permet aux terroristes d'influencer par la psychose le cœur d'un état par le biais de sa population. Les votes sont la clé d'accès de la population dans les rouages de l'état.

Placer une bombe dans une usine, un bus, un restaurant ou une salle de fêtes est perçue par la population comme étant une menace directe contre elle. Cette population ne veut pas « assumer les responsabilités » d'un gouvernement. Nous

CE. G

avons pu le constater avec le retrait des troupes espagnoles d'Irak. L'attentat de Madrid qui a fait plus de 190 morts a radicalement influencé le vote de la population. Celle-ci a reproché au gouvernement de José Maria Aznar sa politique étrangère par sa présence en Irak. La revendication islamiste a été installée directement dans la tête des Espagnols par le groupe terroriste. La population a alors repris dans l'ensemble les arguments « dictés » par les terroristes. De même, l'on peut penser que le refus d'Arafat à la proposition généreuse d'Ehud Barak à Camp David a conduit à l'élection d'Ariel Sharon par une population israélienne déçue. Arafat, qui avait déjà planifié la deuxième Intifada, avait espéré voire prévu ce vote, qui ne pouvait que lui être bénéfique, puisqu'il s'était lui-même chargé de ternir l'image du Premier ministre israélien auprès de l'opinion publique. Barak avait fait trop de concessions, les refus systématiques d'Arafat rendaient trop flagrante sa mauvaise volonté. L'élection d'Ariel Sharon, connu pour être un homme d'action, servait les desseins du dictateur palestinien, qui savait que Sharon devrait riposter aux actes terroristes, et qu'Israël serait alors condamné par l'opinion publique internationale. L'opinion publique aurait dû pourtant comprendre une chose essentielle : se défendre contre le terrorisme, par essence violent, implique forcément une réaction usant de la force militaire. Or, celle-ci est rendue difficile par des circonstances que seuls les terroristes maîtrisent.

Théâtres d'opérations : circonstances et conséquences

L'impossible perfection

Les militaires sont projetés soit à l'extérieur des zones de paix, soit directement dans l'intervention, mais dans un secteur et espace géographique limité.

La bombe ou le terroriste suicide par contre tue n'importe où et déplace la zone hostile selon son choix, d'où le fait que la population se sent visée à juste titre. Les explosions et les assassinats de civils ont lieu sur « zone de paix », autrement dit, n'importe où en ville. La zone de guerre est définie géographiquement par la localisation des combats. Qu'ils soient urbains ou ruraux, les zones de combats sont identifiées et les périmètres de sécurité permettent aux civils de ne pas dépasser une zone dangereuse. Le terrorisme et le terroriste créent ainsi ponctuellement une zone de guerre à l'endroit où il place une charge explosive ou à l'endroit dans lequel il s'explode. Cette « zone de guerre » n'est pas identifiée au préalable puisqu'il s'agit de l'initiative d'un terroriste. C'est ce qui rend les civils très vulnérables.

En fait, les guerres ont connu différentes générations. De la guerre des champs de batailles en passant par les tranchées, les guerres mondiales de haute intensité, les guerres civiles de basse intensité, les conflits de type guérilla et maintenant l'Intifada, la guerre ne ressemble plus à ce que l'histoire pas si lointaine nous a enseigné. La technologie des forces conventionnelles permet de limiter les dégâts lors de bombardements des villes ou de points névralgiques. La prise en compte des dommages collatéraux tend justement à repousser une intervention plutôt que de la poursuivre, car les états major de la plupart des armées conventionnelles savent très bien qu'en gagnant la bataille militaire, ils perdront la bataille médiatique.

Les États savent qu'ils ont besoin du soutien de leur population pour vaincre un ennemi. Il leur est donc indispensable de ménager les cœurs et les esprits. L'armée israélienne et l'armée américaine prennent toujours en compte la population dans la préparation d'une opération mais, comme pour les groupes d'intervention, ou comme pour le R.A.I.D ou le GIGN, il est parfois impossible d'intervenir avec la certitude du zéro mort civil.

Pendant la seconde guerre mondiale (plus proche de nous) les bombardements

stratégiques ont pour la seule ville du Havre fait plus de 5000 morts dans la même période de bombardements, sans compter les blessés et les sans abris. Ces bombardements étaient pourtant nécessaires à la libération de la France de l'occupation nazie. Comme il est écrit plus haut, les militaires, y compris ceux de Tsalal tiennent compte de la population, mais comme pour n'importe quel autre état, ils doivent parfois prendre la décision douloureuse d'intervenir dans un quartier à forte densité de population pour éliminer un chef terroriste, que les médias français, n'oublions pas, appelleront « haut dirigeant ou cadre ». Le pacifisme français n'autorise pas cette approche de réflexion et de décision. Un peu comme si un individu atteint d'un cancer grave à l'issue fatale avait la possibilité d'éradiquer le mal qui le ronge par une intervention chirurgicale ou médicamenteuse qui l'obligerait à faire le sacrifice d'une infime partie de son anatomie, ou lui infligerait de grandes souffrances pendant le traitement (le lecteur aura reconnu le principe de la chimiothérapie), mais avec à la clé la possible guérison. Avec l'état d'esprit actuel, il n'est plus permis de penser ainsi dans le cadre militaire, car le sacrifice n'est plus autorisé ou plutôt, il n'est plus autorisé pour les victimes, mais finalement il l'est pour les bourreaux.

Dans la mesure où les groupes terroristes islamistes ont l'initiative de l'attentat et qu'ils ne sont pas soumis aux conventions, aux règles de la guerre et des droits de l'homme, il est de ce fait d'une extrême complexité d'intervenir et de neutraliser ces terroristes sans prendre le risque de créer des dommages collatéraux. C'est le même principe que pour l'intervention du GIGN à Marignane pour libérer les otages de l'airbus. Le GIGN a malheureusement blessé des civils. Bien évidemment, l'intervention fut réalisée avec toutes les précautions possibles et imaginables pour les libérer et pour neutraliser les terroristes sans toucher les otages, mais contrer une initiative terroriste comme celle de Marignane à la perfection, sans dommage collatéraux, relève dans ce cas de figure de l'exploit. En dépit des blessés, on peut affirmer que Le GIGN a réussi cet exploit !

Dès l'instant où l'on n'oppose pas une résistance, une réaction à une action hostile, celle-ci est implicitement permise puisque libre de toute contrainte. Elle est donc interprétée comme étant une réussite par les terroristes et constitue un précédent qui sera forcément réédité. Israël doit-il rester sans réagir, encourageant les terroristes à poursuivre leur œuvre destructrice ?

Selon les élites, artistes engagés et dirigeants français, tuer des civils dont des femmes et des enfants est abominable, mais Israël et son armée tuent aussi des enfants et des femmes. Selon eux ...un point partout ! Analysons ce raisonnement. Si les morts dus aux dommages collatéraux sont à considérer de la même manière que les morts dus à l'action terroriste (comprendre attentat terroriste), que reste-t-il comme option ?

Cette considération conduit à l'incohérence la plus édifiante. Imaginons les conséquences de ce concept et son mode d'expression dans les faits de l'actualité internationale. Le mot « intervention » est donc à supprimer en premier lieu du vocabulaire militaire, en second lieu, du vocabulaire policier. Dans la mesure, où les « pacifistes », les élus et certains de nos « intellectuels » condamnent en mettant sur un pied d'égalité les morts dus aux terroristes et ceux dus à une intervention militaire ou de police, l'intervention n'est donc plus autorisée car moralement inacceptable.

Supprimons alors le GIGN (Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale) et les prochains otages n'auront qu'à se débrouiller. Supprimons certaines unités de police et les otages retenus par des ravisseurs n'auront qu'à se débrouiller.

CE. G

Supprimons également certaines unités de l'armée et laissons les ressortissants dans les pays étrangers « s'évacuer eux-mêmes ! ». Supprimons l'armée tout simplement, et laissons les dictateurs massacrer leur population jusqu'au bout. Laisser l'initiative aux groupes terroristes par une non intervention revient à les déclarer vainqueurs. Ils ont déjà en partie gagné.

Le RAID (Recherche Assistance Intervention Dissuasion) est intervenu Le 29 mars 1996 en France à Roubaix pour interpellier des terroristes réfugiés dans une maison. Quatre sont morts pendant l'intervention, soit par balles, soit par le feu. Ceci pour expliquer que dans la lutte anti-terroriste, le terrain peut changer et c'est l'environnement qui décidera de la méthode anti-terroriste à employer. Supposons que les terroristes palestiniens se cachent à Jérusalem. Les forces spéciales interviennent et neutralisent les terroristes. Dans ce cas de figure il n'y a aura pas de mort civil, car les terroristes n'étant pas en terrain amis mais en terrain étranger ne pourront pas chercher à se déplacer de maison en maison et de quartier en quartier, ils seront retranchés dans une maison, dans un périmètre restreint ce qui permettrait aux groupes d'intervention de sécuriser la zone alentour et de pouvoir procéder à l'intervention ciblée qu'est la neutralisation des terroristes.

S'il fallait condamner toutes les opérations extérieures, il n'y aurait donc pas fallu aider les Français à Kolwezi et compter sur le « Président Maréchal Mobutu », dictateur de son état, décider du sort des Français et des Belges. On imagine facilement que ce que la France aurait récupéré de ressortissants, l'aurait été sous forme de cadavres. Mobutu avait donné son accord car la France n'était pas son ennemie. La différence avec Arafat se trouve précisément à cet endroit car lui avait l'état d'Israël pour ennemi. Il n'a jamais cherché à démanteler les groupes terroristes puisque nous savons qu'il les finançait !

« L'impuissance » d'Arafat à démanteler les organisations terroristes palestiniennes aura été expliquée comme étant le résultat des actions israéliennes visant à appauvrir la population palestinienne, bien qu'il soit prouvé que l'administration israélienne des territoires ait amélioré les conditions sanitaires et médicales de la région. Selon le chef terroriste Arafat, et selon toutes les organisations terroristes palestiniennes confondues, les juifs ont « volé » la terre aux Palestiniens et ils ont créé un immense ghetto à Gaza, il faudrait donc comprendre que les attentats sont l'œuvre de désespérés. Les Français en sont convaincus !

Ils oublient en cela l'implication d'Arafat dans le terrorisme palestinien, ils oublient que les terres « volées » ont été achetées légalement au XIXe siècle par les juifs européens fuyant la discrimination dont ils étaient victimes, ou récupérées après des guerres d'agression de la part de ses voisins Arabes. Ils oublient aussi que la France n'a pas remis l'Alsace et la Lorraine aux Allemands après sa victoire, et qu'elle a occupé la zone frontalière allemande pour prévenir les conflits... On le voit, la condamnation est facile, elle fait appel à des valeurs humaines respectables, mais non applicable dans cette situation de conflit. A partir du moment où un état est attaqué par des terroristes, il se doit de défendre ses citoyens en s'adaptant du mieux qu'il peut aux conditions d'intervention imposées par ces terroristes. Israël n'a pas l'initiative, et son armée agit malgré tout en cherchant à épargner le plus possible les civils, comme en témoigne l'étude de leurs modes opératoires.

Action militaire et action terroriste : Deux modes opératoires totalement différents

Golda Meïr, ancienne Premier ministre d'Israël cité par Alan Dershovittz dans son livre *Le droit d'Israël*, pour une défense équitable, déclara : « Nous pourrions peut-être leur pardonner d'avoir tué nos enfants, mais nous ne pourrions jamais leur pardonner de nous avoir obligés à tuer les leurs ». La différence entre ces regrets exprimés par quelqu'un qui partage nos valeurs de Vie, et l'accueil chaleureux fait aux héros-martyrs palestiniens tueurs d'enfants israéliens témoigne de l'écart éthique énorme qui sépare les deux actions. Qui confond les objectifs de l'acte terroriste et ceux des interventions militaires israéliennes, commet un amalgame grossier, voire criminel, qui ôte à la victime la possibilité de riposter pour sa sauvegarde. On remarque pourtant aisément, lorsqu'on s'attache à utiliser des mots exacts et sans passion, à quel point terrorisme et action militaire sont deux emplois de l'acte violent à distinguer. Analyse comparative...

La guerre conventionnelle des militaires les oblige en effet à travailler avec du matériel « homologué » (comprendre conventionnel). Lorsque les militaires se déplacent sur zone de conflit, ils « affichent » le matériel dont ils disposent et qu'ils utiliseront. Que ce soit en Irak, en Afghanistan ou dans les territoires disputés, les militaires se déplacent de manière voyante. Si les militaires pratiquent un déplacement tactique « intelligent », c'est-à-dire étudié au préalable pour choisir les meilleurs itinéraires possibles afin de créer la surprise, pour parvenir rapidement sur zone, ou encore afin d'avoir le minimum de pertes humaines, ce sera néanmoins un déplacement conventionnel.

Les terroristes eux se déplacent de manière non conventionnelle, c'est-à-dire que contrairement aux militaires, ils n'affichent pas le matériel utilisé et se déplacent de ce fait librement, soit d'une maison à une autre, soit déguisés en civils ou en camouflant leurs matériels et armes de différentes manières afin de tromper leurs ennemis. Cette liberté de mouvements leur laisse beaucoup d'initiatives car les terroristes peuvent identifier la menace dès son arrivée et identifier le matériel utilisé. C'est ce qui leur permet de répondre de manière symétrique dès l'attaque lancée ou de répondre de manière asymétrique s'ils estiment ne pas être en mesure de tenir un front ou de conserver l'initiative dans le combat. Aujourd'hui, la symétrie et l'asymétrie sont utilisées ensemble pour augmenter le pouvoir d'action.

Dans les armées, les méthodes conventionnelles n'autorisent pas les techniques asymétriques. Les réponses à l'engagement du combat peuvent être des réponses dissymétriques, c'est-à-dire l'envoi d'une force disproportionnée en nombre pour « étouffer » l'ennemi et le « dépasser » par exemple par la saturation des tirs dirigés de toute part contre lui, ou encore par l'utilisation de matériels modernes permettant la protection maximale des personnels militaires engagés.

Les armées doivent progresser en zone hostile de façon à se protéger et à protéger la population qu'elle soit amie ou ennemie. L'entraînement militaire permet d'être formé à ces méthodes. Il s'agit surtout d'étudier les possibilités de progression et de couverture en sécurité. Les armes conventionnelles sont étudiées pour aider le militaire à se déplacer rapidement et facilement dans ses mouvements. Les armes individuelles sont en général un fusil d'assaut en petit calibre (7,62 ou 5,56) car plus le calibre est petit, plus l'emport de munition est important. La puissance de feu et la cadence de tir sont décisives dans certaines circonstances. Le militaire peut disposer d'une arme de poing en petit calibre (9,19 parabellum ou 11,43) en semi automatique qui sert surtout d'arme de défense en combat rapproché. Des grenades peuvent être utilisées mais dans un cadre très strict car l'effet dispersant des éclats n'est pas encore à ce jour maîtrisable et ne permet pas d'atteindre uniquement les personnes voulues.

CE. G

Le militaire peut être équipé d'un gilet pare-éclat ou pare-balle pour une protection individuelle efficace.

Le terroriste ne s'embarrasse pas de tout cet équipement. En Irak ou dans les territoires disputés, les terroristes utilisent très souvent du matériel lourd. Ils utilisent bien sûr des fusils d'assaut de type AK47, ou modèle similaire récupéré sur les cadavres, mais pour ralentir la progression des militaires, il leur faut des lance-roquettes ou des mines anti-char. Dans la mesure où les terroristes connaissent le terrain, ils peuvent évoluer rapidement de quartier en quartier (avec parfois l'aide forcée des habitants) de rue en rue et de maison en maison en toute sécurité.

Les militaires étant numériquement inférieurs par rapport à la configuration des zones de combat, ils ne pourront pas se permettre une dispersion dans les quartiers, dans les rues et encore moins de maison en maison. Lorsque les militaires progressent de maison en maison, c'est dans un secteur défini à l'avance, et dans une opération préparée à l'avance. Il y aura donc le matériel et les hommes en proportion de l'opération et sa durée.

Il est connu à ce jour que les terroristes utilisent les techniques asymétriques. Ils exposent volontairement des civils dont des enfants. Ils lancent des fusées Qassam ou des roquettes à partir de jardin d'habitation de Palestiniens ou, comme en Irak, à partir de véhicules de transport commerciaux (laitier, légumes, camion frigorifiques). Les terroristes tirent sur les militaires à partir de fenêtres d'habitation en sachant que cela expose inévitablement les civils. En Irak, les terroristes font la même chose. Ils tirent sur les militaires lors de manifestations, au sein même des manifestants. C'est ce qui a obligé les Anglais, les Espagnols, les Polonais et les Américains à riposter pour se protéger. Lors du conflit en Irak, la coalition a ainsi été confrontée aux mêmes types de problèmes auxquels sont confrontés quotidiennement les militaires de Tsahal : jeunes terroristes-suicide, femme apparemment enceinte qui se fait exploser à proximité des soldats, utilisation de la population comme bouclier humain...et sa réaction fut similaire.

Il est nécessaire de se souvenir de Kaboul, de Kandahar et Mazar I Sharif en Afghanistan. Juste avant le déploiement de la coalition dans le pays, les Talibans avaient alors placé des lance-missiles dans les milieux les plus fréquentés par les civils et surtout par les enfants. Les avions de renseignements de l'US Air Force ont très vite repéré grâce aux images satellites et à la chaleur dégagée, les installations ennemies et les ont bien évidemment bombardées. Ce qu'ils ne pouvaient savoir, c'est que les lance-missiles étaient placés pour beaucoup d'entre eux dans des cours d'écoles, dans des zones d'habitations denses, voire à proximité des hôpitaux. Le résultat fut à la hauteur du « sacrifice » voulu. Des civils, dont des enfants, furent victimes des bombardements de l'aviation. De même, les terroristes palestiniens, qui n'hésitent pas à prendre pour cible restaurants, discothèques, écoles israéliennes, installent leur fabrique de bombes à côté d'écoles, ou tirent sur Tsahal depuis des zones à forte présence civile. Cela fait partie d'une stratégie particulièrement élaborée, qui crée l'amalgame entre les civils israéliens délibérément ciblés par les terroristes, et les civils palestiniens exposés à la riposte de Tsahal en légitime-défense. Si les textes du droit international condamnent l'usage de « boucliers humains civils », on s'étonne que cela ne soit jamais signalé dans nos médias. Pourtant le document ONU A/52/871, §54, déclare : « Les camps de réfugiés et les villages doivent être préservés de toute présence ou équipement militaire, y compris des armes et des munitions. La neutralité et le caractère humanitaire de ces camps doivent être scrupuleusement maintenus. ».

S'il faut déplorer les morts de civils palestiniens, il est donc également

impératif de réfléchir au contexte qui les a générés. Dans les manifestations, les militaires sont en poste statique, ils sont en faction à un endroit précis et ne doivent pas en bouger. Dans ces circonstances, les terroristes ne sont pas reconnaissables car ils adoptent la tenue locale pour passer inaperçu. Ils portent une mitraillette sous leurs habits et ne la sortent qu'au dernier moment. Les mouvements de foule ne permettent pas aux militaires d'avoir un point de vue sur la masse humaine. Par contre, le terroriste se déplace à l'intérieur de cette masse et cela lui offre une mobilité efficace pour ne pas être repéré. Il ouvrira le feu au dernier moment et toujours derrière un « mur » de civils qui le couvriront de leur silhouette pour s'échapper.

En progression militaire, c'est différent. Les militaires sont mobiles et ne sont pas familiers à 100% du terrain car même en mobilisant des militaires qui ont l'expérience de Gaza, Jénine ou Falloujah pour l'Irak, les pièges et les embuscades ont été préparés longtemps à l'avance. Les routes peuvent avoir été piégées ainsi que les maisons et certains bâtiments. Ils ne peuvent pas savoir ce qu'il y a derrière une haie, un jardin ou une porte, ce qui les rend très vulnérables. Ils doivent progresser de manière à sécuriser les arrières et à pouvoir détecter tout mouvement hostile devant eux. La détection des pièges durant la progression retarde celle-ci. Dans les territoires disputés, les terroristes sont spécialistes du camouflage des explosifs. Ils peuvent les transformer en rocher, en tuyaux de robinetterie, dans des murs, dans des sacs à main accrochés au mur, partout où ils pourront surprendre les militaires et les retarder. La progression tactique en milieu urbain nécessite au préalable l'étude des lieux sur carte. Elle se fait avec prudence car la première chose que l'on apprend à l'armée est de rester en vie : un militaire mort ou blessé ne sert plus à rien. Logique me direz-vous ?... et bien pas tant que ça !

Si les militaires israéliens tiennent à la vie et se protègent lors de leurs déplacements sur zone de guerre en cherchant un abri pour se couvrir (arbre, véhicule, angle de maison,...), les terroristes n'ont ni cette « formation », ni cette mentalité, et au contraire, ils n'hésiteront pas à s'exposer car ils n'ont pas peur de mourir et vivent dans le culte du martyr. Précisons toutefois qu'il existe une grande différence entre le terroriste suicide qui n'a pas d'autre objectif que de mourir en tuant le maximum de personnes, et le combattant terroriste, car ce dernier ne souhaite pas mourir immédiatement, il souhaite d'abord éliminer un maximum de personnes, quitte à ce que dans son contexte il devienne un martyr.

Les terroristes dans les territoires disputés ou en Israël, bénéficient de l'initiative. J'insiste volontairement sur l'initiative car celle-ci détermine très souvent l'issue d'une bataille. Les terroristes se déplacent de la même manière dans les territoires disputés ou en Israël, c'est-à-dire camouflés en ouvrier, en étudiant ou en militaire. Ils apportent avec eux des explosifs qu'ils déclencheront dans ou à proximité d'une foule ou d'un rassemblement israélien. Quand un terroriste ouvre le feu sur un autre individu, celui qui est visé est à la merci de la précision du tir du terroriste. Les fractions de seconde qui séparent la première détonation du moment où la cible réalise qu'elle n'est pas atteinte sont décisives dans la riposte, car elles permettent d'inverser la situation. Celui qui vise est visé et c'est à lui de se protéger. Cela permet pendant quelques instants de se mettre à l'abri, le temps de recharger et de mieux localiser le tireur. Un militaire cherchera à se protéger. Il doit poursuivre son objectif et agir avec méthode stratégie et tactique. Un terroriste islamiste ne fera pas la même chose. Grâce au culte du martyr, il n'hésitera pas à s'exposer aux militaires israéliens ou américain et à exposer d'autres civils palestiniens.

L'on parle donc de terrorisme d'état israélien, alors même que cet état soumet

CE. G

son armée aux règles de la Convention de Genève, tandis qu'on pardonne aux Palestiniens des morts israéliennes civiles qui, elles, sont délibérées, selon un principe d'équivalence des pertes humaines plus que contestable. Phyllis Chestler⁶⁷ explique « Du côté israélien, 80 % des morts n'étaient pas des combattants, et la plupart étaient des femmes et des filles. Les victimes israéliennes de sexe féminin ont été 3 à 4 fois plus nombreuses que les victimes palestiniennes de sexe féminin. [...] Les femmes et les filles israéliennes ont représenté près de 40 % des civils israéliens tués par les Palestiniens. Parmi les morts palestiniens, 95 % étaient de sexe masculin. »

Pour information :

1- Les procédures françaises sont les mêmes que les procédures américaines ou israéliennes, à savoir que quand les militaires français sont visés par des tirs ennemis, ils doivent en tout premier lieu riposter et se mettre à l'abri, rendre compte et tirer de nouveau pour fixer l'ennemi en attendant une tactique ou un ordre émanant de l'état major.

2-La bataille de Jénine s'est déroulée de 100 mètre sur 100 mètre et c'est uniquement le centre de la ville qui fut le théâtre des opérations. Les groupes terroristes ont été jusqu'à déterrer des cadavres de personnes décédées de mort naturelle pour les exposer afin de faire croire, grâce à la quantité, à un carnage. L'Autorité Palestinienne a annoncé des milliers de morts, chiffre repris dans un premier temps dans nos médias, alors qu'il n'avaient pas encore accès à la zone. On a parlé de « Jeningrad »... En fait, une cinquantaine de Palestiniens et 23 soldats Israéliens sont morts durant l'opération. L'ONU et les ONG de défense des droits de l'homme ont reconnu qu'il n'y a jamais eu de massacre à Jénine.

On voit alors l'importance de la prise en compte du contexte des opérations militaires pour pouvoir juger de leurs motivations. Condamner a priori tout acte violent venant d'Israël revient à nier la réalité d'un conflit pour lequel aucune armée ne pourrait se prévaloir d'un sans faute, aussi cruel que cela soit. L'arrestation et l'assassinat ciblé de chefs terroristes, des concepteurs de bombes, des recruteurs de martyrs, la destruction des maisons abritant les postes de tirs terroristes, cela fait partie d'une riposte légitime qui permet à Israël de protéger ses citoyens. L'objectif et les modalités d'actions militaires ne sont définitivement pas comparables avec le mode opératoire terroriste.

Les tueurs-suicide préfèrent attaquer des civils plutôt que les militaires car ceux-ci ripostent. En fait, il est préférable pour les terroristes de choisir une cible civile car celle-ci n'a pas l'expérience pour débusquer un kamikaze et cela facilite de ce fait l'approche et le « rendement » pour le tueur. Attaques de bus, de voitures privées contenant une famille, ...l'objectif étant de terroriser, il ne reste plus au terroriste qu'à trouver une cible symbolique qui marquera les esprits. Une maison, un bus, un restaurant, une école ou...une petite fille. Le terroriste définit une cible, puis il soumet son projet au groupe terroriste auquel il appartient, ou inversement, afin d'envisager les possibilités d'action. Il lui faut une logistique qui puisse lui fournir armes et munitions, une ceinture d'explosifs, de l'argent, et des contacts avec d'autres terroristes qui lui permettront de se déplacer et d'être amené sur place. Les documents découverts par Tsahal à la Muqata'a ont permis d'identifier la signature de Yasser Arafat sur les procurations devant permettre aux responsables des groupes terroristes d'allouer aux terroristes des sommes provenant de l'Autorité Palestinienne pour perpétrer des attentats et d'autres actions terroristes sur le sol israélien. Une fois le choix de la cible fixé, il reste au terroriste à obtenir des renseignements afin

67 Phyllis Chestler, *The New Anti-semitism* (John Wiley & Son, Epreuves), citée par Alan Dershowitz, in *Le droit d'Israël, pour une défense équitable*, Editions Eska, 2004

d'élaborer les possibilités d'action.

Les groupes terroristes contrairement aux militaires agissent dans la clandestinité et ce pour plusieurs raisons. La plupart des terroristes étant recherchés, il leur est imposé de se cacher et de changer d'identité. En ce qui concerne les fondamentalistes islamistes, ils bénéficient aussi d'un réseaux religieux qui leur permet d'être informés et de se déplacer avec un haut niveau de sécurité.

Ils profitent de ce fait des avantages procurés par :

- L'autonomie
- La liberté d'action
- L'initiative
- La surprise
- L'absence de règles

Leurs objectifs et leurs préparations démontrent parfaitement la différence entre une action de terreur et une action militaire de police. Danielle Shéfi 5 ans, Noam Leibovitch, 7 ans et Shaked Avraham, 7 mois, ont été assassinés par des terroristes palestiniens. La préparation des terroristes les amène à cela : abattre froidement des enfants. Ils se sont préparés pour tuer des enfants et des civils. L'objectif n'était pas une action guerrière ni héroïque, ni une action visant à protéger la vie de civils palestiniens. La différence fondamentale entre un terroriste et un militaire se situe dans ce mode opératoire. Rien n'est laissé au hasard. L'attentat n'est pas l'œuvre d'un désespéré, il n'a rien de spontané. Il y a au préalable une sélection du candidat, une préparation psychologique et technique et son acheminement sur le lieu dans lequel il projette son assassinat de masse.

Pour illustrer le mode opératoire terroriste, et démontrer l'absence totale de point commun avec l'action militaire conventionnelle, laissons la parole aux terroristes eux-mêmes... Un rapport de Memri sur le traitement de la bataille de Jenine dans les médias arabes, fait état du mode opératoire terroriste, et rend compte de la situation des militaires israéliens sur place. Ainsi, les médias palestiniens donnent la parole aux terroristes pour rendre gloire aux martyrs. Les fondamentalistes islamistes sur place racontent leur tactique « héroïque ». Prenons juste un exemple⁶⁸... L'hebdomadaire Al-Ahram, subventionné par le gouvernement égyptien, dans un article traduit par Memri à partir du site <http://www.ahram.org.eg/>, nous présente l'interview édifiante et effroyable d'Omar, « artificier du Djihad islamique », qui raconte la préparation de la bataille de Jenine, en lien avec la population, femmes et enfants compris : « Nous avons plus de 50 maisons piégées autour du camp. Nous avons choisi de vieux immeubles vides et les maisons de ceux qui étaient recherchés par Israël, nous doutant que les soldats israéliens tenteraient de les retrouver', raconte Omar, poursuivant : 'Nous avons sectionné des conduites d'eau, bourrant d'explosifs et de clous les morceaux coupés. Puis nous les avons placés à quatre mètres de distance les uns des autres, en truffant les maisons - [il y en avait] dans les placards, les lavabos, les canapés.' Les combattants espéraient invalider les tanks de l'armée israélienne en plaçant des bombes beaucoup plus puissantes dans les poubelles de la rue. D'autres explosifs ont été cachés dans les voitures des hommes de Jenine les plus recherchés. Reliées à des fils électriques, les bombes étaient déclenchées à distance, grâce au courant fourni par la batterie d'une voiture. [...]

" Que pouvez-vous dire de l'explosion et de l'embuscade de mardi dernier, qui ont fait

68 D'autres exemples sont consultables sur le site de Memri, *Enquêtes et analyses - No. 90* Avril 23, 2002 No.90, <http://www.memri.org/bin/french/articles.cgi?Page=subjects&Area=conflict&ID=IA9002>

treize morts parmi les soldats ? 'On les y a attirés', dit-il, 'Nous avons tous cessé de tirer et les femmes sont sorties dire aux soldats que nous étions à court de balles et que nous quittions les lieux.' Puis les femmes ont prévenu les combattants que les soldats avaient atteint l'endroit piégé. 'Quand les officiers supérieurs ont compris ce qui se préparait, ils ont crié dans les porte-voix qu'ils voulaient un cessez-le-feu immédiat. Nous les avons laissé venir à la rescousse de leurs hommes, puis avons ouvert le feu. Certains des soldats étaient si choqués et effrayés qu'ils se sont mis, par erreur, à courir vers nous.» D'autres chef de factions évoquent les enfants bourrant leur cartable d'explosifs, et la distribution de ceintures explosives à tous les Palestiniens sur place, avec pour mot d'ordre de se faire exploser à proximité des soldats israéliens. Tout ces renseignements sont accessibles et vérifiables, mais nos médias et le gouvernement français ne semblent pas convaincus de la nécessité d'en rendre compte. A la place, on trouve des accusations de néo-nazisme (où sont les camps d'extermination israéliens ???) ou autres mythes anti-israéliens ou anti-Tsahal. Les terroristes fondamentalistes islamistes agissent ainsi en toute impunité.

Comme nous l'avons vu, c'est une fois la tuerie réalisée que se déclenche, l'orchestration, qui a pour but la victimisation du peuple palestinien. L'objectif est d'arriver à rendre légitime des meurtres de civils juifs, et cela fonctionne puisque si l'acte est condamné, il est en même temps expliqué, donc considéré comme un message légitime. Le second objectif est la focalisation des regards sur la réaction d'Israël, appelée « représailles ou riposte ». L'orchestration, rendue possible grâce à des images précises (morts, destructions de maison, points de contrôles) et à des déclencheurs émotionnels négatifs provenant d'une terminologie et d'une philologie précise, influence et conduit les opinions publiques à s'engager pour leur cause.

Les groupes terroristes islamistes n'hésitent donc pas faire des victimes dans les rangs de leur propre population, l'essentiel étant d'avoir un temps d'audience. L'entreprise de subversion de l'Autorité Palestinienne avait atteint un tel degré d'efficacité au sein des opinions publiques internationales, que dès qu'un attentat était commis ou qu'une opération israélienne était en cours dans les territoires, aussitôt les médias du monde entier s'empressaient de relayer l'information. L'orchestration fonctionne ainsi comme une partition de musique. Après la création de la partition, celle-ci sera distribuée aux « musiciens » médiatiques, qui, dans un parfait ensemble, devront la jouer et obtenir une harmonie.

L'objectif médiatique de la stratégie terroriste

L'action terroriste prévoit systématiquement sa couverture dans les médias. L'action militaire israélienne est systématiquement critiquée, l'opinion publique pensant souvent, sans connaissance de la réalité de terrain, qu'elle pourrait être évitée. A l'inverse, l'action terroriste, si elle est condamnée, profite des retombées bénéfiques de son impact médiatique. L'attentat est donc un outil parmi d'autres déjà évoqués, qui sert l'orchestration de la manipulation. Il vise l'objectif absolu de la délégitimation de l'ennemi. L'ensemble des outils de manipulation se combinent et vont permettre d'apporter l'écoute et la crédibilité de la cause terroriste. Vous avez pu constater que ces outils sont nombreux. Il s'agit donc d'un réel exercice intellectuel pour parvenir à une analyse objective et autonome d'une situation. Les terroristes, grâce aux groupes subversifs implantés en Europe et en France, vont ainsi pouvoir être présents sur la scène politique. Le vendredi 17 Juin 2005, la France avait des « émissaires » diplomatiques en relation avec le Hamas. Il est important de comprendre que malgré les assassinats de ce groupe fondamentaliste islamiste proche

du Hezbollah, celui-ci a gagné en légitimité. Les groupes ou agents subversifs, artistes ou personnalités politiques, associations ou ONG aux noms et statuts « agréables » et reconnus relaieront les messages des terroristes islamistes. Grâce à des campagnes subversives dans lesquelles les porte-paroles pourront plaider la cause des « minorités opprimées », les groupes subversifs, commenceront à influencer les pensées par l'intromission subtiles d'arguments allant dans le même sens que ceux des terroristes.

Les idées à propager des groupes subversifs peuvent concerner, par exemple, la religion, la colonisation, le port du voile, les signes ostentatoires, l'anti-américanisme, l'anti-sionisme, les juifs, l'hégémonie, les laisser-pour-compte, le tiers monde, les frustrations, les humiliations...Le principe est de faire entrer dans les esprits des mots-clé qui permettront d'être récupérés et associés par réflexe grâce à des déclencheurs émotionnels.

Lorsqu'un terroriste-suicide se fait exploser au milieu d'une foule dans un restaurant...c'est l'horreur, le choc, l'indignation. Les images disponibles grâce à des sites Internet spécialisés nous montrent une vision apocalyptique. Des morceaux de gens éparpillés sur la chaussée ou des lambeaux de chair pendant à une rampe de maintien dans le bus, ici une jambe, là un bras ou un torse, un téléphone portable nous amène à l'idée que peut-être la personne déchiquetée était en train de téléphoner...Les membres du gouvernement, l'état major de l'armée décident alors d'une opération en vue de détruire les structures terroristes. Les médias parleront de « riposte », de « représailles ». Or ces mots évoquent dans l'esprit occidental la loi du talion, vivement condamnée...l'opinion réagit en vertu de ses théories humanistes, et non plus en fonction de la réalité problématique de la situation.

A ce stade, l'orchestration a déjà commencé, car le déroulement des opérations militaires de Tsahal est prévu par l'autorité terroriste palestinienne. Ils savent qu'Israël ne restera pas sans réagir (aucun autre pays ne le ferait) et qu'ils vont pénétrer en territoire sous contrôle palestinien afin de rechercher les complices des préparatifs de l'attentat. Chaque tuerie est revendiquée par un, deux ou trois groupes terroristes. Les militaires de Tsahal, grâce aux services de renseignements vont savoir où se diriger pour frapper la structure terroriste concernée. Le groupe terroriste auteur de l'attentat se prépare bien sûr à l'arrivée des militaires israéliens et ce n'est pas sans arme ni sans méthodes qu'ils les attendent.

Il leur faut alors, pour poursuivre l'orchestration de la création d'événements, « de la matière ». Ce sera la population, les femmes et les enfants. Il s'agit d'émouvoir, et le hasard n'aide pas à émouvoir, car il est trop aléatoire. Les chances pour les terroristes palestiniens de voir un enfant tomber sous les balles et les obus israéliens sont minces, car le réflexe de tout être humain est de se protéger d'un danger. Nous l'avons vu, les terroristes, dans leur orchestration, préparent l'arrivée des militaires de Tsahal en s'entourant de civils, de manière à faire un maximum d'innocents tués dans les échanges de tirs. Ils y parviendront en créant des rassemblements sous forme de manifestations de protestations diverses et variées, avec des revendications hostiles ou critiquant Israël, ce qui permet de ne pas sortir de l'image de victime « parfaite » de l'état d'Israël et des militaires israéliens.

Ainsi, une fois les militaires engagés dans une opération de police, les médias sur place retransmettront les événements avec une terminologie favorable aux terroristes. Cette terminologie, cette manipulation philologique que nous étudierons plus loin, contient les mots-clé qui déclencheront les émotions occidentales. La parole terroriste sera ainsi reprise en Occident, dans des reportages et des films accompagnés de déclencheurs émotionnels, lorsque survient l'attentat. Le téléspectateur ou le

CE. G

lecteur bombardé par ce lexique orienté ne sera plus en position d'analyse. La population, les opinions publiques ne peuvent plus que ressentir. Nous le verrons, ces mots clé et déclencheurs émotionnels, sont parsemés dans la presse de tous les jours.

Ainsi l'histoire d'Israël commence à être réécrite, y compris dans les livres scolaires. Des mots-clé sont gravés dans les mémoires grâce à un autre outil de manipulation, la répétition, et seront légitimés, grâce à une personne publique ou artiste engagé politiquement ou humanitaire ment, qui s'en fait le porte parole. Grâce à la focalisation et à l'absence de contradiction, les faits répétés, légitimés et uniques puisqu'ils ne sont pas opposés à une contre argumentation, entraînent inmanquablement une acceptation de l'information et une soumission psychologique. Cette orchestration dans les faits permet aux terroristes d'avoir de l'audience et une terminologie non objective leur étant favorable alors que les services étatiques tels que les militaires américains ou israéliens auront un traitement médiatique disproportionné et une terminologie non objective les désavantageant, comme en témoignent les analyses de presse en fin d'ouvrage.

L'AFP cite régulièrement les propos palestiniens concernant les « opérations criminelles et racistes » d'Israël, omettant de préciser qu'elles font suite à des tirs de roquettes qu'il faut bien faire cesser. Le terrorisme d'Etat israélien est ainsi une constante du discours arabe : « Israël, c'est le radicalisme, le racisme, l'aveuglement religieux. Israël est le fléau de notre temps... et un Etat terroriste. » signale Al-Ahram, le quotidien égyptien le plus lu, le 23 juin 2001, dans un article du journaliste Moustafa Mahmud, intitulé: "Israël: fléau de notre temps et Etat terroriste" se référant au faux légendaire Protocole des sages de Sion. Les témoignages de gens ayant perdu leurs enfants sous le feu israéliens sont légions, et ne sont guère l'objet de vérifications... Le journaliste Yves Azéroual raconte ainsi dans une interview pour l'INA⁶⁹ comment il retrouva en pleine forme les neuf enfants d'un certain Ali qui les disait tués par Tsahal lors de l'opération « Rempart », reportage diffusé dans le journal Soir 3.

On oublie souvent de dire que la presse arabe, contrairement à la presse israélienne, n'est pas libre, et que les journalistes étrangers doivent s'auto-censurer s'ils veulent pouvoir rester sur place. Les terroristes fondamentalistes islamistes se servent des médias pour diffuser leur propagande, oscillant entre victimisation et réécriture de l'histoire. Les mots-clé servent cette orchestration qui, répétée régulièrement, renforce la crédibilité d'une idée, d'une croyance.

Le renforcement de la croyance populaire

C'est en effet une arme efficace pour unifier des masses dispersées. Il est nécessaire de trouver un élément rassembleur. Cet élément peut être réel ou fictif, mais il doit être compris et véhiculé par tous. Au départ il peut s'agir d'une rumeur. Les agents ou groupes subversifs ont pour y parvenir des hommes et des femmes dont l'activité est de sillonner la ville, ou un quartier, afin de « distribuer » leur message. Il s'agit de se rendre dans un café dans un lieu public par exemple, pour créer des contacts avec l'entourage immédiat. Si ces contacts sont établis de longues dates, il suffira alors de transmettre son message de la manière la plus simple : dans une conversation.

Ces rumeurs mises bout à bout, entendues d'un quartier à l'autre seront prises en compte par la population. Au départ il y a toujours un flottement dans la prise en

69 http://www.ina.fr/voir_revoir/israel-palestine/azeroual.fr.html

compte de ces rumeurs mais, avec la répétition, elles deviennent des informations qui prennent de plus en plus d'importance. Ce fut en partant de cette méthode qu'Arafat amena l'ONU à diligenter une enquête sur le prétendu « massacre » de Jénine. Nous l'avons vu, le chiffre avancé par les Palestiniens était largement exagéré, puisqu'une cinquantaine de Palestiniens sont morts, dont la plus grande quantité étaient des terroristes. Pour arriver à déclencher cette rumeur, les terroristes devaient absolument la rendre vraisemblable. Ils ont donc utilisé de vrais cadavres.

Il est prouvé maintenant que l'Autorité Palestinienne n'hésite pas à promouvoir le sacrifice de sa population pour le Jihad et pour la cause du martyr. Ce fut aussi le cas pour Jénine qui a connu l'opération Bouclier défensif en Mars 2002. Durant la progression de Tsahal dans Jénine, l'armée Israélienne avait interdit l'accès des journalistes à l'intérieur des zones de combat car les miliciens avaient piégés des immeubles et des maisons familiales qui ont d'ailleurs causé la mort de 23 soldats israéliens lors d'une embuscade. La presse arabe est éloquente à ce sujet, on ne peut donc douter de la véracité de ces faits. C'est donc dans une mesure de sécurité que les civils, dont les journalistes, étaient maintenus hors de la zone.

En partant de cette interdiction, l'Autorité Palestinienne a pu mettre en œuvre les rumeurs de massacres. Comme il n'y avait pas de reporters sur place, il était extrêmement facile pour les groupes terroristes de déclarer par téléphone aux journalistes internationaux qui les ont contacté que Jénine subissait un massacre, un « génocide » comme aimait à le répéter Arafat. Les gouvernements européens ont très vite récupéré les propos du chef de l'autorité palestinienne. Arafat n'a eu de cesse de déclarer qu'Israël était en train de commettre un « génocide » sur la population palestinienne. « Génocide » ! Dès l'instant où le mot est lâché, il n'est plus possible de faire comme si il n'avait pas été entendu. Ce terme sorti de la bouche d'Arafat, répété par nos propres dirigeants, ne pouvait pas rester sans effet...

A chaque fois que Tsahal pénétrait dans les territoires disputés, Arafat et ses porte-paroles ont systématiquement utilisé et abusé d'un langage excessif afin de créer une focalisation de l'opinion publique sur Israël et de pouvoir, à travers le sens des termes utilisés, créer une diversion psychologique. « Crime contre l'humanité, génocide et massacre » sont régulièrement utilisés pour renforcer la croyance populaire, car ils ont un sens lourd, chargé de symbole historique, qui perturbe profondément l'opinion publique et qui va « ultra sensibiliser » ses émotions. Ainsi entend-elle parler d'un génocide palestinien perpétré par Israël, état raciste, tandis que les attentats, visant les Juifs (aucune ville à dominante arabe israélienne n'est en effet visée) sont menés par des « activistes », des « résistants ». La terminologie révèle le parti-pris ! Le « mur de la honte », ou « mur de l'Apartheid » est également une rhétorique appréciée des terroristes fondamentalistes islamistes, qui omettent de rappeler que cette « barrière de sécurité », condamnée par le droit international et par les Occidentaux, à l'abri loin des « bombes humaines », est destinée à prévenir leurs attaques contre Israël. On entend toujours ceux qu'on estime être les « opprimés »... mais est-on sûr de savoir qui sont réellement les opprimés dans ce contexte ? Dans la guerre médiatique qui se joue à l'insu de l'opinion publique, ceux dont on reprend les mots sont ceux qui ont l'initiative du terrorisme et des attentats !

La croyance populaire peut aussi être fabriquée par un service spécialisé dans le cadre de la subversion. Il s'agit dans ce cas de figure de faire passer un message construit de toute pièce ou réel. La presse, la radio, les déclarations publiques aident à la réalisation de cette action psychologique avec le soutien d'un élément important : l'audace. En effet, comme nous l'avons vu dans l'Ethos de l'orateur, celui-ci doit

CE. G

projeter l'image de la confiance, de l'honnêteté, et grâce à sa « sincérité » il pourra convaincre sans trop d'effort. L'audace permet d'affirmer sans hésiter, sans bégayer, sans donner l'apparence du doute. C'est l'assurance de l'interlocuteur qui instaure la confiance. Il donne l'impression de savoir de quoi il parle avec précision et détails. Arafat avait une audace inouïe ! Il ne doutait de rien, et plus son mensonge était énorme, plus il était écouté. Des journalistes restés aux limites de Jénine ont recueillis des « témoignages » d'habitants déclarant qu'il s'y déroulait un massacre. Les déclarations étaient mesurées et bien calculées. L'objectif était de faire croire au monde entier, mais aussi aux Palestiniens des autres villes et villages, qu'il s'y déroulait un massacre. Pour cela il leur fallait des porte-paroles crédibles, donc d'autres Palestiniens. La méthode est relativement simple : sur conseil des chefs terroristes des différents groupes (Hamass, Djihad Islamique et Brigade des Martyrs d'Al Aqsa), des terroristes ou même des sympathisants furent chargés de parcourir les zones encore accessibles à pied et sans trop d'encombre afin de « distribuer » l'information.

Il ne s'agit ni plus ni moins de répandre une rumeur : si l'auteur de l'intoxication sait pertinemment qu'il n'y a pas de massacre, il doit jouer le rôle de celui qui l'a vu et qui en revient. Les « témoins oculaires » sont indispensables car ils apportent une crédibilité. Ce sont les combattants terroristes ou sympathisants qui seront à l'origine de l'information, et qui serviront de « témoins oculaires ». Il leur faut dès le départ faire partir cette même information de plusieurs endroits en même temps pour démontrer naturellement la spontanéité des témoignages. Quand la même information arrive de trois ou quatre endroits différents, il apparaît plus que plausible qu'elle ne puisse pas être « inventée ». C'est tout un travail de relais qui a pour principe celui de la tâche d'huile. Les journalistes disséminés tout autour des limites de Jénine ont vu arriver des « habitants », en fait des combattants terroristes ou des sympathisants se faisant passer pour eux, qui ont les premiers déclaré que les soldats massacraient les civils. Les suivants ont confirmé ce qu'avait dit les premiers. Une déclaration choc, quelques téléphones portables, des hommes prêts à parcourir la ville, une absence d'observateurs neutres et le tour est joué.

La croyance populaire peut être une idée reçue, un préjugé qui restera pour longtemps, ou plus ponctuellement. Mais quoi qu'il en soit, elle peut et doit accompagner les autres outils psychologiques pour créer et consolider un sentiment. Le but recherché est de condamner l'état d'Israël et de faire reculer les militaires. L'Autorité Palestinienne doit donc trouver les moyens de faire intervenir la pression internationale de la diplomatie et de l'opinion publique. S'il n'y avait pas eu cette rumeur, les militaires de Tsahal auraient pu poursuivre leur opération anti-terroriste plus en profondeur, et procéder à d'autres recherches et arrestations. Avec ce déploiement de la communauté internationale, la place dans les médias et en particulier en France, la pression sur Israël était telle qu'il a fallu entamer immédiatement des pourparlers et en définitive, les troupes israéliennes se sont retirées de Jénine avec un travail inachevé.

Rappelons ici que ce fut durant l'opération à Jénine que José Bové est intervenu comme bouclier humain du chef terroriste Arafat. Il put, grâce au téléphone, raconter ce qu'il voyait, affirmer qu'il s'agissait d'une « guerre totale », sans rien connaître des opérations militaires et de leur complexité dans le cadre qui nous occupe, car c'est un métier ! L'accumulation de fausses informations trouble l'opinion publique, qui ne se rend pas compte que les événements d'actualité, qui font l'Histoire, sont ainsi sans cesse réécrits.

La réécriture de l'Histoire

Le sophisme appelé en rhétorique « argumentum ad antiquitatem » est très régulièrement utilisé par l'Autorité Palestinienne, par le biais de sa chaîne de télévision et, de son vivant, par Arafat lui-même. Il s'agit d'introduire dans l'esprit de l'opinion publique de fausses informations avec l'aide de déclencheurs émotionnels connus et respectés de tous, en utilisant « la tradition, les coutumes et l'histoire ». Les commémorations, les fêtes nationales, les lieux religieux et leur histoire sont protégés par des valeurs jugées universelles. Il est donc possible de bloquer le raisonnement des opinions publiques par des déclarations et des affirmations déclenchant un réflexe d'indignation, réaction spontanée ultra-rapide, qui rend de ce fait extrêmement difficile le retour à la réflexion. La pensée et la conviction de l'opinion publique seront d'autant plus fortes que l'idée et l'image de la déclaration sera construite sur de l'émotion.

On trouve l'application de ce sophisme dans les discours d'Arafat concernant les lieux saints de Jérusalem. Pour commencer, il opère dès le départ une négation de la présence du peuple juif dans cette région et à Jérusalem même. Puis, il procède à la négation de leur lieu de culte, à savoir « Le Mont du Temple », devenu depuis « l'Esplanade des Mosquées ». La négation de tout lien entre le peuple juif et la terre d'Israël est affirmée fréquemment, ainsi que l'a relevé Emmanuel Navon⁷⁰ en décembre 2001 qui cite :

1. "Il n'y a pas de preuve tangible qu'il y ait la moindre trace ou le moindre vestige juif que ce soit dans la vieille ville de Jérusalem ou dans le voisinage immédiat" (Communiqué publié par le ministère palestinien de l'Information, 10 décembre 1997)
2. "Le mur d'Al-Buraq [Mur des Lamentations] et son emplacement sont une propriété religieuse musulmane...[Il fait] partie de la mosquée Al Aqsa. Les Juifs n'ont aucun lien avec ce lieu" (Mufti de Jérusalem, nommé par Yasser Arafat, Al Ayyam [journal de l'Autorité palestinienne], 22 novembre 1997).
3. "Le mur d'Al-Buraq est une propriété musulmane et fait partie de la mosquée Al Aqsa" (Le ministre des Affaires religieuses de Yasser Arafat, Hassan Tahboob, dans une interview accordée à l'agence de presse, IMRA, le 22 novembre 1997).
4. "Ce n'est pas du tout le mur des Lamentations, mais un sanctuaire musulman" (Yasser Arafat, Maariv, 11 octobre 1996).
5. "Tous les événements liés au roi Saül, au roi David et au roi Roboam se sont déroulés au Yémen, et aucun vestige hébreu n'a été trouvé en Israël, pour la bonne et simple raison qu'ils n'y ont jamais vécu" (Jarid al-Kidwa, historien arabe, au cours d'un programme éducatif de l'OLP, en juin 1997, et cité dans Haaretz, le 6 juillet 1997).
6. "Jérusalem n'est pas une ville juive, en dépit du mythe biblique qui a été semé dans certains esprits... Il n'y a pas d'évidence tangible de l'existence juive d'un soi-disant "Temple du mont Era"... on doute de l'emplacement du mont du Temple... il se peut qu'il ait été situé à Jéricho ou ailleurs" (Walid Awad, directeur des publications pour l'étranger du ministère de l'Information de l'OLP, interviewé par l'agence de presse IMRA, le 25 décembre 1996).
7. "Abraham n'était pas juif, pas plus que ce n'était un Hébreu, mais il était tout simplement irakien. Les Juifs n'ont aucun droit de prétendre disposer d'une synagogue dans la tombe des patriarches à Hébron, lieu où est inhumé Abraham. Le bâtiment tout entier devrait être une mosquée" (Yasser Arafat, cité dans le Jerusalem Report, 26 décembre 1996).

De même, il observe également la négation de la Shoa par l'OLP, qui oublie de signaler les alliances entre des dirigeants arabes et Hitler lors de la seconde guerre mondiale :

1. "La persécution des Juifs est un mythe mensonger, que les Juifs ont qualifié d'Holocauste et ont exploité pour se faire plaindre" (Al Hayat Al Jadida, journal de l'Autorité palestinienne, 2 juillet 1998).
2. "Les nazis ont probablement tué moins d'un million de Juifs, et le mouvement sioniste a participé au

70 OLP : Une anthologie, par le Dr. Emmanuel Navon , traduit de l'anglais par Hélène Keller-Lind, mise en page : CJE (www.chretiens-et-juifs.org)

massacre" (Citation tirée d'un livre d'Abou Mazen, numéro deux de Yasser Arafat et négociateur de premier plan à Oslo).

3. "[La Shoa] est un mensonge des Sionistes concernant de soi-disant massacres perpétrés contre les Juifs" (Al Hayat Al Jadida, journal de l'Autorité Palestinienne, 3 septembre 1997).

4. "Il est bien connu que, tous les ans, les Juifs exagèrent de plus en plus la portée de ce que les nazis leur ont fait. Ils prétendent qu'il y a eu six millions de victimes, mais des recherches précises scientifiques démontrent qu'il n'y en a pas eu plus de 400 000" (Télévision palestinienne, 25 août 1997).

Or, le Judaïsme existe depuis environ 3000 ans alors que l'islam existe depuis environ 1200 ans. Ce simple constat, qui peut être un calcul par soustraction, devrait normalement indiquer par la logique des chiffres que s'il y a négation, celle-ci ne vient pas des Israéliens mais bien des Palestiniens. Arafat déclare que les juifs n'ont aucun lien avec Jérusalem et aucun lieu saint en Israël...un peu comme si dans 1200 ans, un autre Arafat, se servant de la religion pour sa conquête territoriale, déclarerait que « Le Vatican n'a jamais existé et les chrétiens n'ont jamais eu de lieux de prière en Italie » ! Ce sophisme est en fait utilisé pour délégitimer Israël et les juifs par la négation. Je pourrais développer bien sûr l'histoire de Jérusalem, où des juifs vivent depuis deux millénaires, celle d'Israël et du peuple juif sur cette terre promise par Abraham au peuple hébreu, mais ce serait alors considérer la négation faite par Arafat et ses acolytes. Ce qui est important pour les opinions publiques, c'est de comprendre et de savoir que donner de l'importance aux négations d'Arafat ou aux « doutes » qu'il a instillé de manière perfide et sournoise dans les esprits revient implicitement à nier notre propre culture judéo-chrétienne. Les trois religions ont une chronologie. Sans la première, il n'y aurait pas eu les suivantes. Mitchell G. Bard⁷¹ explique ainsi que le Coran décrit même, sourate XXXIV, la construction du Temple de Salomon, sa destruction et celle du second Temple, ajoutant : « Après la destruction du deuxième Temple, le contrôle du Mont du Temple passa entre les mains de conquérants successifs. Ce fut au début de la domination musulmane que le Dôme du Rocher fut construit sur le site des anciens Temples ».

La télévision palestinienne diffuse les sermons du Vendredi dans lesquels on peut entendre les imams de Gaza et de Judée Samarie (Cisjordanie) nier l'existence historique des juifs sur le sol d'Israël, et du mont du Temple comme lieu de culte. La négation répétée efface de la mémoire de l'opinion publique la présence du peuple juif et de son droit d'existence sur le sol d'Israël. Le sophisme ad antiquitatem introduit dans les esprits le révisionnisme, en persuadant les populations occidentales que les juifs ont volé la terre des Palestiniens. Pire encore : quand les Israéliens déclarent qu'ils ont toujours vécu en Israël, ce sont eux qui sont taxés de négationnistes et de révisionnistes !

Le sophisme ad antiquitatem ne peut fonctionner seul. Il faut de la part des médias une focalisation sur les déclarations révisionnistes et taire les avis contraires. Aucun médias français ne va interroger les instances religieuses juives en Israël. La répétition de cette déclaration sans réaction adverse permet de pénétrer les esprits : l'absence de réaction adverse est interprétée comme un aveu, une reconnaissance de fait. Les opinions publiques ne savent pas qu'en Israël les propos d'Arafat ont été repris par les médias locaux, et ont fait l'objet de répliques. De ce fait, les lecteurs et l'opinion publique française intègrent lentement les négations et désinformations. Le travail de sape des médias français continue la destruction de l'histoire d'Israël.

La rhétorique arafatienne, avec l'aide des médias français, a ainsi permis à Arafat d'introduire dans l'esprit des opinions publiques que les Palestiniens ont été

71 Mitchell G. Bard, Mythes et réalités des conflits du Proche-Orient, Editions Raphaël, 2003

volés de leur terre. Pourtant, il suffit d'aller à un cours de catéchisme pour récupérer des repères historiques. L'argument *ad antiquitatem* est utilisé de manière indirecte. Le journal « de référence » Le Monde, privilégie systématiquement, pour parler des lieux Saints en Israël, l'expression de confession musulmane « L'Esplanade des Mosquées » à celle, juive, de « Mont du Temple »

La négation d'Arafat, relayée par Le Monde, permet au lecteur de se détacher progressivement de l'histoire pour en installer une autre. Chronologiquement parlant, Le Mont du Temple doit être cité en premier, et L'Esplanade des Mosquée en dernier. C'est pourtant bien l'inverse que l'on trouve dans notre presse, un peu comme s'il était acquis qu'une « nouvelle » logique permettait de dire « ce garçon est né avant son grand père » ! Le Monde, par exemple, écrira naturellement d'abord « L'Esplanade des Mosquées » et précisera ensuite « selon les juifs, le Mont du Temple ». Le « selon les juifs » affiche la relativisation d'appartenance du lieu saint des juifs. Le « selon » n'est employé que pour les juifs et « Le Mont du temple », pas pour les musulmans et « L'Esplanade des Mosquées ». Cette dernière, si elle est le 3^e lieu saint musulman (après La Mecque et Médine), n'en est pas moins également le 3^e chronologiquement. Cette précision ne cherche pas à nier l'importance du lieu pour la religion musulmane, mais à remettre de l'ordre dans les assertions mensongères qui nient celle qu'il représente pour la religion juive.

L'action psychologique a pour but de déstabiliser l'opinion publique en créant un trouble dans les esprits, par la déclaration de négation. Ce trouble fera place à un doute ancré et permettra de mettre en confrontation deux déclarations. L'une, que les juifs n'ont aucun lien avec Israël et « le Mont du Temple », l'autre que les juifs ont toujours été là. L'existence même de cette confrontation est une autre bataille gagnée par les révisionnistes car l'histoire ne suffit plus, il faut faire la démarche de prouver. Si la négation peut intervenir dans plusieurs sophismes, elle a donc une place de choix dans le sophisme *ad antiquitatem*. En effet, qui peut prétendre être témoin de la présence historique des juifs en terre d'Israël ? Et qui peut prétendre être témoin de la présence historique des musulman en terre d'Islam ? Si les musulmans se réfèrent au Coran, les juifs se réfèrent au Pentateuque. Nous acceptons la négation, et reconnaissons le droit des musulmans à résider en Palestine, parce qu'ils se réfèrent au Coran, et nous refusons ce droit aux juifs, sans aucune raison, alors que leur Livre a 3000 ans.

La répétition de ces allégations finit par être entendue. Les livres d'histoire ne représentent plus une source de fiabilité et de repères. Les opinions publiques, pour ne pas froisser la susceptibilité des musulmans en général et des fondamentalistes en particulier, accepteront la remise en question, selon le principe qu'il faut écouter les deux parties. Dans la réalité, il n'y a rien à écouter du tout. Il aurait fallu leur dire immédiatement que ce mensonge ne passerait pas. Au lieu de cela, l'on tolère, ou pire l'on propage des thèses révisionnistes, l'on se cantonne aux discours culpabilisateurs arabes, et la communauté internationale n'y voit que du feu, dans son élan naïf et spontané pour sauver le « faible » opprimé par le « fort ». Le chaos règne dans les esprits, et se répercute au sein même des organisations internationales, dont les décisions et communiqués partiels rendent la situation plus difficile encore.

Droit international : partialité et incohérences

A chaque intervention israélienne, l'on entend immédiatement en réaction « ils n'ont pas respecté le droit international ». Ce fut dit de manière systématique, et de toute façon : qui vérifie ? Attardons-nous un peu sur le droit international. Celui-ci n'a pas l'équivalent d'un Dalloz de droit civil, public, constitutionnel ou administratif car issu de coutumes et de jurisprudences. Le Dalloz⁷², sans faire de publicité mais pour citer une référence en matière de droit, cite ceci. :

72 Source : Droit international public, David Ruzié, Dalloz, collection « Mémentos », 16e édition, 2002

L'état : statut, fonction, compétences

L'utilisation de la territorialité et de la compétence étatique et de celui de l'égalité des droits des états découle l'obligation générale commandant à chaque état de veiller à ce que ses compétences souveraines et les activités des personnes physiques ou morale placées sous sa juridiction soient exercées sans préjudice pour les états tiers. Aucun état ne peut utiliser son territoire à des fins d'actes contraires aux droits des autres états, décidait la Cour Internationale de Justice dans son arrêt sur l'affaire du détroit de Corfou (précité, Rec. P 22). L'obligation d'utilisation non dommageable du territoire national vise autant le recrutement, l'entraînement, l'équipement, le financement, le transit de mercenaires ou de groupes politiques et ethniques utilisés à des fins subversives contre un état tiers (res. 2625 XXV de 1970 ; res 36 / 103 de 1981) que des activités innocentes d'aménagement économique du territoire national, a fortiori lorsqu'il s'agit d'activités spatiales ou utilisant des matières ou des technologies dangereuses.

Source : Droit international public
David Ruzié

Dalloz

Peut-être vous souvenez-vous de l'intervention de l'armée israélienne (armée de l'air) en territoire syrien après l'attentat-suicide à Haïfa par une terroriste qui s'est fait exploser dans un restaurant, attentat qui a causé la mort de 19 personnes sur place et de deux autres les jours qui suivirent... L'état major israélien décida de s'attaquer à la source terroriste, à savoir le Djihad Islamique, implanté en Syrie. Les avions de chasse bombardèrent un camp connu des services de renseignement, (et implicitement des militaires) pour retarder d'autres actions terroristes, et créer un impact psychologique sur le gouvernement syrien, en réponse à son soutien pour les groupes terroristes palestiniens. Dès lors, les réactions fusèrent de partout (ou presque) : atteinte à l'intégrité d'un territoire souverain... infraction au droit international... Mais le droit international ne dit rien pour cela. Il y a un vide juridique, une absence de mesures appropriées. Lorsqu'en 1982, le Hezbollah lança un camion bourré d'explosifs sur le Drakkar, hôtel qui abritait les parachutistes français, la réaction française ne se fit attendre : envoi de l'aviation en Syrie pour bombarder et éliminer les bases du Hezbollah... et personne n'a crié à l'infraction au droit international.

En fait celui-ci régleme essentiellement les conflits entre états souverains, et évoque les entités guerrières non étatiques uniquement sous un point de vue humanitaire. Ainsi, celles-ci ont des droits issus notamment de la Convention de Genève, mais ne sont pas astreintes à la respecter, puisqu'elles n'en sont pas signataires. La guerre asymétrique est donc particulièrement perverse, puisque du point de vue du droit international elles ont officiellement des droits, mais pas de devoirs contraignants, et qu'au contraire le pays qu'ils agressent est lui soumis à des devoirs : il se trouve pieds et poing liés par le fait qu'il n'est pas attaqué officiellement par un état, mais seulement par des groupes armés. Dans un article⁷³ particulièrement intéressant sur le sujet, Arnaud Dotézac, avocat, explique : « Le

⁷³ « Guerre asymétrique et droit international : pour un nouveau traitement juridique de la fracture de paix », d'Arnaud Dotézac, mis en ligne le 9 mai 2004 sur le site www.checkpoint-on-line.ch

guerrier asymétrique double ainsi son avantage d'origine qu'est le recours à une attaque surprise hors limite, par une probabilité de riposte très amortie. Le bilan coût/avantage lui est favorable et les logiques de dissuasion encore inexistantes ». L'auteur met alors en avant la nécessité de cesser de traiter les exactions des « groupes armés privés » en tant qu'acte de guerre, et non plus en tant qu'acte de droit commun, afin de pouvoir les soumettre aux règles du droit international et de rétablir ainsi l'équilibre, car pour l'instant, ils peuvent en toute impunité le transgresser, avec toutes les horreurs que cela suppose et qui sont précisément rejetées par la Convention de Genève. En effet : « si le fonctionnement de cette vénérable institution [l'ONU] conduisait à faire la vie facile aux guerriers asymétriques, ils auraient réussi un formidable retournement de sa raison d'être et de sa charte. ». Cet appel au réveil des démocraties et à l'application des valeurs humanistes des instances internationales est d'autant plus impératif que la situation a encore évolué...et que les terroristes ont effectivement réussi ce contre quoi Arnaud Dotézac nous met en garde : ils sont parvenus à utiliser nos institutions dont la paix internationale est l'objectif premier, pour perpétrer impunément de véritables crimes contre l'humanité.

En effet, attardons-nous sur la charte des Nations Unies...

Charte ONU : Article 51

Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par des Membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

Il y a une focalisation de l'ONU sur des actes anti-terroristes qui entraînent des victimes dans les rangs des terroristes palestiniens et de quelques civils palestiniens, alors que ces actes sont transposables dans toutes les parties du monde, quel que soit le lieu et le type de conflit, ainsi que pour n'importe quelle armée. C'est d'ailleurs ce que l'on a pu constater en Afrique lors de l'opération Artémis en République Démocratique du Congo, quand des militaires français ont été pris à parti par des miliciens entourés de civils. Les rebelles ouvrirent le feu sur les Français qui ripostèrent en tuant des rebelles ainsi que des civils ! Il n'a pas été possible de chiffrer le nombre exact de morts rebelles et civils, mais le gouvernement français et l'ONU n'en ont pas fait un cas de conscience, ils ont légitimé l'action et l'ont expliquée comme entrant dans le cadre de la légitime défense. Le deux poids deux mesures apparaît flagrants dès qu'il s'agit d'Israël. Cette focalisation est totalement partielle, mais il est vrai qu'il n'y a pas d'asymétrie en Afrique noire, ou si peu, et qu'il n'y a pas (ou si peu) de terroristes fondamentalistes Islamistes...cela change tout !

Pour information, les groupes terroristes islamistes ont entrepris de conquérir l'Afrique progressivement, en activant ou en entretenant des conflits. J'ai personnellement pu constater dans un axe de trois frontières, dans un village bordant une grande rivière frontalière, qu'il y avait juste en face d'une « mosquée » (en bois mais mosquée tout de même) un bazar, petite échoppe où l'on trouve de tout, devant lequel pendait un tee-shirt blanc, d'un blanc impeccable, sur lequel il y avait le

portrait de Ben Laden. A quelques kilomètres de cet endroit vit une tribu Pygmées. Le contraste est énorme et effrayant. En effet, les conflits ethniques ne sont pas les seuls à décimer l'Afrique. De plus en plus de « rebelles » musulmans tentent d'imposer la Charia.

Observons donc les incohérences du droit international si prompt à condamner Israël pour ses actions de défense, et analysons les résultats de l'ONU et du droit international dans d'autres pays. Prenons l'exemple, en Afrique, en 1994, des Hutus et des Tutsies qui se sont entretués. Ils n'avaient pas d'ADM, quoique pour faire un million de morts en un an, on peut peut-être considérer les machettes comme des ADM, puisque, après tout, seul le résultat compte...non ? On intervient plus facilement en Afrique noire, dans les conflits où les armes sont principalement les machettes et les fusils, que lorsqu'un dictateur fait comprendre que, peut-être, il possède des ADM, car ceci entraîne aussitôt une réaction de stupeur de la part des Nations Unies et un blocage psychologique de la population française, au point de préférer les méthodes et armes africaines avec leurs lots de morts, aux méthodes et armes irakiennes avec leurs lots de morts. La question est posée...

Pour information, il faut pourtant savoir que la coalition a trouvé des laboratoires et des programmes d'ADM. Des officiers irakiens ont reconnu qu'il y avait des ADM, et il a été prouvé que Saddam Hussein avait des contacts très rapprochés avec Al Qaeda, sans oublier son financement de terroristes et de milices palestiniens. Petit exemple, pour illustrer la situation : prenons un pistolet semi automatique, il est identifié comme étant une arme de poing, c'est parfait. Si celui-ci est démonté et ses pièces éparpillées un peu partout, la question qui se pose, sur le même principe que les ADM en Irak, est : puisque l'arme est démontée et qu'elle ne peut pas servir immédiatement, doit-on encore l'appeler « arme » ou doit-on lui trouver un autre nom ? Bien sûr que non ... le détenteur d'une arme, démontée ou pas, reste détenteur d'une arme ! Qu'elle soit en l'état ou démontée, une arme est une arme par sa destination, et que ce soit un pistolet automatique ou des ADM, les éléments qui composent l'arme servent à un usage unique et à une seule destination. Continuer de prétendre ou de croire que Saddam Hussein n'a pas eu ou n'avait plus d'ADM relève de l'hypocrisie pure est simple.

Revenons au conflit entre Hutus et Tutsies...Les casques bleus ont été envoyés, mais une force française était présente dans la région des Grands Lacs. Il s'agissait de l'opération Turquoise, qui avait pour objectif la création de zones de sécurité et de couloirs humanitaires. Bilan à l'issue de l'opération Turquoise : plus de 700.000 morts en un an. Est-ce le résultat du droit international appliqué par l'ONU ? L'armée française sous mandat de l'ONU, donc du droit international, et avec des résolutions du conseil de sécurité, aurait dû empêcher cela. Prétendre autre chose revient à se demander quel est le rôle de l'ONU et celui du droit international : les négociations priment sur l'action militaire. Soit, mais à partir de quand un massacre, un génocide prime-t-il sur les négociations ?

Transposons cette situation de conflit inter-étatique en agression physique d'individus dans la rue. : vous vous retrouvez vous et votre famille sous l'emprise musclée et armée d'un groupe d'individus. Ils ne veulent pas votre argent ou ne s'en contentent pas. Ils veulent de la violence, et le viol de votre femme et de votre fille. Vous allez c'est certain, parler, dire « Non, ne faites pas ça, s'il vous plaît, pitié », etc etc... Mais quand vous comprenez qu'ils ne s'arrêteront pas et que le viol a déjà commencé, et que vous êtes frappé, qu'allez-vous faire, qu'allez vous tenter pour sauver votre famille et vous-même ? Posez-vous la question et transposez-la dans le

CE. G

cas de la lutte anti-terroriste. Si vous estimez être encore en mesure de négocier malgré la volonté affichée de ces individus de vous nuire, il existe de très bons psychologues qui vous aideront à vous réparer psychologiquement aux syndromes post traumatiques dus à une agression !

Mais l'ONU, dans sa charte citée plus haut, stipule bien : « Que le droit à légitime défense est un droit dont il faut user et que le conseil de sécurité prendra les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationale ». Faut-il comprendre que les 700.000 morts sont à considérer comme étant une « réussite » du droit international et donc un exemple à suivre qui doit faire jurisprudence ? Replaçons cela dans le contexte du droit. Israël est systématiquement condamné lors de réactions de légitime défense. Les terroristes ne sont pas concernés par les accusations du conseil de sécurité et ne font l'objet d'aucune résolution. Les civils israéliens continuent eux de mourir au supermarché, dans les bus, dans les universités et au restaurant. Tsahal, l'armée d'Israël, n'a pas le « droit » selon les résolutions de l'ONU de réagir, autrement dit Israël n'a pas le droit de se défendre. Ce droit à la légitime défense faisant pourtant partie de la charte de l'ONU ne s'applique donc pas à Israël. Pourtant, le conseil de sécurité n'est pas parvenu à sauver les civils israéliens visés par les terroristes, les « mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationale » ne sont de toute évidence pas appliquées !

Quand l'ONU s'accapare un conflit et que malgré la présence des casques bleus, les belligérants se tuent jusqu'à faire plusieurs centaines de milliers de morts, et bien il faut comprendre que si ces morts le sont sous mandat ONU...c'est légitime ! Ils sont morts sous l'égide du droit international, donc ce sont de « bons morts » ! Mais le droit à la légitime défense ne s'applique pas à Israël, qui est en effet le seul pays démocratique au monde à qui l'on demande de la retenue.

- Israël ne doit pas riposter en cas d'attaque sur son sol par des terroristes formés et équipés par les pays limitrophes (la Syrie notamment).
- Israël doit attendre et regarder sans réagir les milices et autres groupes terroristes palestiniens s'armer en vue de réaliser des attaques et des attentats sur son sol.
- Israël doit seul respecter les engagements de la feuille de route.

Quand le Hezbollah attaque du Liban des villages israéliens à la roquette, il ne s'agit en aucun cas d'actes de légitime défense selon les termes du droit international. Pour qu'il y ait une violation du droit international, il faudrait qu'un état soit victime d'une infraction d'un autre état, ce qui n'est pas le cas de l'Autorité Palestinienne, puisque celle-ci a refusé la création de l'état de Palestine. Alors justement, ces attaques, ces combats, qu'en est-il exactement ? Quel est le droit du combat, le droit de la guerre ? Qui peut prétendre à la lutte armée ?

Le Hezbollah, qui agit à partir du sud Liban, n'agit pas dans le cadre et le respect du droit international. La Syrie, comme nous pouvons le voir plus haut, n'agit pas en conformité avec les règles de droit international puisqu'elle abrite, entraîne, équipe des milices, autrement dit des mercenaires, pour perpétrer des attaques sur le territoire israélien. L'ONU ne réagit pas alors que la résolution 2465 de l'Assemblée Générale condamne l'utilisation de mercenaires. Israël n'utilise pas de mercenaires mais l'Autorité Palestinienne, de part la nationalité des populations de Gaza et de Judée Samarie (population arabe), utilisent dans la logique des mercenaires. L'objectif pour l'Autorité Palestinienne, la Syrie, l'Irak, l'Iran, le Pakistan, l'Afghanistan ou la Tchétchénie est de légitimer la présence de mercenaires pour leurs besoins guerriers, et les appelant autrement. C'est naturellement que nous nous interrogeons sur la

présence de mercenaires attirés par l'appât du gain (ou par des visées idéologiques) et que les condamnations morales affluent. Oui, mais il suffit de changer le nom et le mercenaire devient moudjahidin, « combattant de la liberté »... C'est beaucoup plus acceptable, surtout pour l'anti-américanisme européen et en particulier français. Les moudjahidin ne sont JAMAIS inquiétés par le droit international si prompt à faire revenir d'Afrique un avion contenant « 12 mercenaires » français. Deux poids deux mesures...encore.

C'est toujours ce « deux poids deux mesures » qui permet pour une même situation de réinterpréter une analyse ou une conclusion. En Afrique, un étranger vendant des services militaires est appelé « mercenaire ». Dans les pays des conquêtes islamistes, ils sont appelés moudjahidin. De ce fait, les victimes des moudjahidin ne sont plus des victimes d'agression, mais des victimes de « combattants de la liberté », luttant pour leur auto-détermination ou pour de la cause du Jihad. Personne ne leur rappelle l'article 33 de la Charte de l'ONU dans le chapitre VI sur le « Règlement pacifique des différends », qui stipule la nécessité de recourir à la négociation pour rechercher la solution à « tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales » Eux ont droit aux dommages collatéraux. Si des Américains ou des Anglais abattent des moudjahidin, ils seront accusés d'être ennemis des Arabes, des Irakiens et de l'Islam.

On peut également s'étonner de la présidence de la Lybie au siège de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, pays notoirement connu pour porter atteinte aux droits de l'homme. La disproportion des condamnations de l'ONU est flagrante, et porte atteinte à sa crédibilité. Ainsi lors de la 59^e session de la Commission des droits de l'homme⁷⁴, concernant la « question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine », elle épargne Cuba et la Chine, ne condamne pas, les abus commis au Soudan, au Zimbabwe et en Iran, mais n'a de cesse que de condamner les réactions d'Israël, sans jamais faire référence aux conditions particulières de sa situation, et sans citer une seule fois les attaques terroristes, les raisons des actions militaires de Tsahal et les morts israéliens. Ce texte fut soumis au vote et approuvé⁷⁵ par 33 voix contre 5 et avec 21 abstentions⁷⁶. Il n'est pas anodin de signaler les auteurs du projet de résolution, parmi lesquels on trouve une majorité de pays musulmans (en caractère gras) : Afrique du Sud, **Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh**, Chine (**dont l'ouest est musulman**), Cuba, **Égypte, Émirats arabes unis, Koweït, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Pakistan, Palestine, Qatar République arabe syrienne, Soudan, Tunisie**, Viet Nam, **Yémen** et Zimbabwe. Israël dénoncera en vain l'unilatéralité de ces condamnations, le représentant israélien déclarant : « le texte aurait dû appeler à mettre fin à l'incitation à la haine et à la campagne anti-israélienne

74 Nations Unies, Genève, 17 mars 25 avril 2003

75 Résolution E/CN.4/2003/L.12

76 **Ont voté pour** (33): Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Bahreïn, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Gabon, Inde, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Malaisie, Ouganda, Pakistan, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Soudan, Swaziland, Thaïlande, Togo, Ukraine, Venezuela, Viet Nam et Zimbabwe.**Ont voté contre** (5): Allemagne, Australie, Canada, Etats-Unis et Pérou.**Abstentions** (15): Autriche, Belgique, Cameroun, Costa Rica, Croatie, France, Guatemala, Irlande, Japon, Mexique, Paraguay, Pologne, Royaume-Uni, Suède et Uruguay.

CE. G

dans les médias et les écoles palestiniens. Pourquoi les Palestiniens reviendraient-ils à la table des négociations avec un texte aussi unilatéral et politisé qui n'accuse qu'un seul côté ? ».

Un pacifisme à deux vitesses

Les arguments des « pacifistes », des élus et des personnalités artistiques ou politiques sont contradictoires. Ils n'ont pas de sens et bafouent les valeurs humaines car ils dénaturent l'existence même des unités spécialisées dans l'assistance à autrui. Ils salissent et piétinent le sacrifice de ces hommes volontaires pour sauver des vies. L'humanisme tolérant, certes séduisant pour nos esprits occidentaux, ne peut pourtant pas être appliqué unilatéralement. Rappelons-nous des accords de Munich, qui laissèrent les pleins pouvoirs à Hitler pour mettre en place sa politique nazie ! Ne pas vouloir condamner, ne pas vouloir agir, privilégier la négociation...sont autant de bons principes, efficaces à condition que les deux partis les partagent ! De même, la « défense du faible contre le fort » est un objectif particulièrement louable des instances internationales...à condition qu'elle se fonde sur l'observation réelle et impartiale des faits et qu'elle n'en oublie pas ses valeurs.

Pour revenir sur la légitimité des attentats, perçus par beaucoup comme une action de « résistance », l'action « des opprimés qui luttent pour leur droit à l'autodétermination », attardons nous sur ces déclarations et transposons les ailleurs. En partant de ce principe, depuis 1945 et jusqu'à très récemment, la France fut une armée d'occupation en Allemagne (j'ai moi-même effectué mon service militaire...en Allemagne !)...pourvu qu'il n'arrive rien ! La France est un pays d'occupation avec une armée d'occupation en Guadeloupe, en Martinique, en Polynésie et dans les Îles Kerguelen. La France vole et spolie les noirs des Antilles puisque qu'ils ne sont pas libres et n'ont pas d'autonomie, puisqu'ils sont chez eux et pas nous. La France vole et spolie la Guyane etc...(La France serait-elle hégémonique ?). S'il faut donc considérer les arguments de nos gouvernements et des « pacifistes », le jour où les Antillais (c'est un exemple) désireront leur indépendance, il faudra accepter qu'ils explosent ou se fassent exploser dans des bus, des restaurants, des cafétérias, qu'ils se rendent dans des maisons de particuliers, qu'ils y rentrent, qu'ils y tuent des femmes et des enfants et qu'en AUCUN cas, nous ne réagissions pour défendre la population, le territoire et ses frontières. Non, les Antillais ne feront pas cela et c'est cela qui fera toujours la différence avec les fondamentalistes islamistes.

Toujours pour suivre ce raisonnement, pendant la seconde guerre mondiale nous aurions pu nous rendre en Allemagne, nous faufler dans les villages allemands et frapper à la porte du fermier, du boulanger ou de n'importe quel autre civil, entrer chez lui et l'abattre froidement ainsi que sa femme et ses enfants. Selon les « pacifistes », des élus, des « élites » ainsi que des artistes engagés, voilà un acte de résistance face à l'occupation ! Le fait que les terroristes palestiniens s'en prennent presque uniquement à des civils n'incite pas les élus et les intellectuels à se poser la question du droit de la guerre et du respect des droits de l'homme, mais quand Israël envoie ses soldats interpellé ou éliminer un chef terroriste, auteur de plusieurs attentats et de préparations d'attentats qui ont occasionné plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés, là les élus sont scandalisés, choqués et les déclarations assassines à l'encontre d'Israël et de Tsahal ne tarissent pas.

Par conséquent, les décisions prises sous l'effet d'images d'enfants blessés ou morts ne sont rien moins que le résultat d'une action psychologique qui exploite la sensibilité et les valeurs humaines véhiculées par le droit international. Les esprits les

plus sensibles sont ceux qui raisonnent le moins ! Pourtant, il suffit de faire des comparaisons :

Où ont été tués les civils israéliens ?
Où ont été tués les civils palestiniens ?

Les civils israéliens sont abattus en ville pendant qu'ils font leurs achats, lorsqu'ils sont dans leur voiture, dans le bus, à la cafétéria de l'université, dans leur lit ou à table en train de manger. Le terroriste vient, observe, se prépare et attaque des civils en toute connaissance de cause. Lorsqu'il est entré dans la maison des Shéfi, le tueur savait où il était. Il est entré dans la maison, a cherché les habitants et a ouvert le feu sur la mère et le frère de Danielle puis celle-ci, poursuivie par le tueur, s'est réfugiée dans sa chambre, sous son lit ...terrorisée. Il est entré, a soulevé le lit, l'a mise en joue et l'a abattue. Une petite fille de 5 ans !

Les enfants palestiniens meurent du fait des terroristes palestiniens. Certains s'offusqueront de tels propos, mais ce sont les mêmes qui haussent le ton sur leurs enfants quand ceux-ci s'approchent trop près de la casserole d'eau bouillante, ce sont les mêmes qui ne laissent pas sortir leurs enfants seuls dans la rue, ce sont les mêmes qui imposent à leurs enfants de porter des coudières et des genouillères protecteurs pour aller patiner ou faire du vélo. Sont-ce les mêmes qui pratiquent « le deux poids deux mesures » ? Nous, Européens, nous protégerions nos enfants des zones de combat, avec une interdiction que l'on peut croire convaincante des pères et des mères.

Les photographies ne manquent pas sur lesquelles on peut voir un terroriste armé faisant le gué, entouré d'enfants. C'est le même qui ouvrira le feu sur le soldat de Tsahal et c'est ce soldat qui à son tour ouvrira le feu pour se protéger des tirs. Les risques de toucher l'enfant sont très élevés. Néanmoins, cela pourrait arriver à n'importe quel militaire en faction dès l'instant où les menaces sont islamistes et fondamentalistes... à n'importe quel militaire, car ceci n'est absolument pas une exclusivité israélienne ! Les enfants palestiniens comme les enfants irakiens ou afghans, sont morts à cause du fanatisme idéologique ou religieux de leurs « représentants » gouvernementaux.

Le terroriste fondamentaliste islamiste se glorifiera du nombre de martyrs tués pour sa cause, morts pour Allah. Au contraire, comme n'importe quelle autre victime d'un choc psychologique, le militaire israélien devra rencontrer un psychologue spécialisé dans les traumatismes psychiques de guerre. Ce sujet ne doit pas être tabou. Les militaires israéliens sont victimes de leurs règles d'engagements, mais aussi des traumatismes dus aux victimes dont ils sont responsables bien involontairement. Ce ne sont pas des fanatiques, ils sont comparables à nos militaires qui accomplissent leur devoir de protection de la population, afin que celle-ci puisse dormir sur ses deux oreilles. Les militaires ne sont pas éduqués dans le culte de l'assassinat d'enfants, ils sont souvent père de famille, et respectent la vie, c'est d'ailleurs l'une des raisons de leur engagement !

Là, se trouve donc la différence fondamentale entre les décès israéliens et palestiniens. Il est révoltant que certains fassent l'amalgame entre un terroriste assassins d'enfants et un militaire en opération. Arafat et Ben Laden ont travaillé ainsi avec beaucoup de succès à réunir dans le même acte, un attentat causé par un terroriste suicide (un islamiste) dans un bus, un restaurant ou dans n'importe quel lieu public dans lequel se trouvent des civils, et une situation de guerre qui blessera ou tuera des civils dont des enfants et des femmes.

CE. G

S'opère ainsi dans l'opinion publique, par une action de propagande délibérée, un transfert de victimisation qui fait prendre la victime pour le bourreau. C'est ce procédé qui amène un chanteur connu, qui a tué sa compagne, connue elle aussi, à conserver une notoriété presque intacte. Malgré le crime, avec la conservation de la notoriété et le soutien du public, implicitement, c'est le crime lui-même qui est minimisé. Le criminel est vivant et conserve son image, mais la victime morte devient de plus en plus floue, virtuelle, au point de laisser la place de la pitié à son assassin. Lorsqu'un tueur-suicide se fait exploser au milieu d'un bus bondé de civils juifs, on apprend son âge et son statut familial grâce aux médias français. On ne saura rien sur les victimes, pas un mot hormis un décompte morbide, ni sur les histoires de chacun. Le transfert se fait de la victime assassinée lâchement vers le tueur, et cela grâce à l'évocation de son âge et de son histoire qui lui donne un visage « humain ». Les victimes ne sont que victimes, rien de plus, un chiffre qui grandit et que les terroristes tentent de justifier avec l'appui des médias.

Nos valeurs sont tolérances, compréhension, prise en compte de tous les individus, de leur histoire et de leur passé, au nom du respect des droits de l'homme. On cherche à tout comprendre, même l'incompréhensible, on veut donner une explication rationnelle à tous les actes humains, même ceux qui n'en ont pas. Les islamistes fondamentalistes ont observé nos coutumes et nos valeurs. Ils lisent les journaux, s'informent sur les mentalités et les mœurs. Ils observent les réactions des opinions publiques étrangères lors de certains événements (comme un attentat), et en fonction de ces réactions ils peuvent tirer des conclusions : « on continue » ou « on arrête ».

Au journal télévisé du soir par exemple, sur les chaînes françaises, la population apprend que l'armée israélienne est entrée à Gaza pour y détruire des tunnels de contrebande d'armes venant d'Égypte. Lors de son incursion, il y a eu des échanges de tirs entre combattants terroristes et militaires ... un enfant a été tué. Grâce à ce transfert, ce qui devrait être tout à notre honneur se transforme en parti pris en faveur des assassins car, juste après, Arafat est interviewé, et c'est le menton tremblant et le regard peiné qu'il dira : « vous voyez, ils tuent nos enfants, ils nous massacrent » !

Sans ce transfert de victimes, dû à l'exacerbation de nos valeurs et de nos principes de tolérance, il y aurait un regard critique envers la circonstance du décès de l'enfant. En effet l'opinion publique conserverait des repères moraux et logiques qui lui permettraient d'analyser un contexte, des circonstances. Celles-ci permettent justement dans un tribunal de définir le degré de gravité d'un acte. Est-il prémédité ou pas ? Y a-t-il des circonstances atténuantes ? Est-ce de la légitime défense ou une agression ? Y a-t-il des faits qui peuvent apporter des explications pouvant atténuer ou appuyer une accusation etc... Au Proche-Orient, le résultat des conséquences de ces interventions médiatiques est connu des terroristes, qui les guettent pour savoir constamment s'adapter aux besoins des émotions européennes, ceci afin de conserver l'avantage, l'initiative.

Il leur faut pour briser la réputation et l'image d'Israël accumuler les images négatives grâce à des déclencheurs. Ces déclencheurs négatifs, les Européens les connaissent très bien. Ce sont les terroristes qui exacerbent les déclencheurs culturels et émotionnels, en créant des situations dramatiques comme exposer volontairement des enfants aux tirs de riposte des militaires de Tsahal. Je le répète car c'est important : la culture occidentale protège ses enfants de la violence, des films pornographiques ou violents, du sports (casque, protections diverses) pour ne pas qu'ils souffrent de traumatismes physiques ou psychologiques. Les enfants maltraités ont accès à des

numéros de téléphone spéciaux afin de signaler avec le maximum de discrétion les souffrances subies à la maison. Ils sont pris en charge psychologiquement pour corriger et atténuer des traumatismes de l'enfance, bref : les enfants sont valorisés car ils sont précieux.

En cas de guerre, cette culture a eu pour réflexe de mettre ses enfants à l'abri. Pendant la seconde guerre mondiale, les parents expliquaient à leurs enfants qu'il fallait se méfier des Allemands, qu'il fallait rentrer à la maison dès l'alerte donnée, et se mettre à l'abri. Ce n'est pas ainsi chez les Palestiniens. Les chapitres précédents démontrent que la culture du Jihad et du martyr est telle que les enfants sont exposés aux violences de la guerre et qu'en mourant ils seront considérés comme martyrs. Le sacrifice, « mourir en martyr », est enseigné dans les écoles, de même que le maniement des armes. Les chants patriotiques sont composés de propos racistes envers les juifs, et les manuels scolaires palestiniens, nous l'avons vu, enseignent aussi la haine du juif⁷⁷. De cette façon, les jeunes palestiniens s'exposent volontairement ou sur manipulation des adultes, lancent des pierres, tirent, posent des bombes et s'explorent sur le sol israélien avec l'intime conviction de rencontrer Dieu et d'être un patriote. Des adolescents ont déjà actionné des charges explosives qu'ils portaient devant des soldats de Tsahal. Refuser de prendre en compte cette réalité est malhonnête. C'est aussi répondre à la perfection à ce qu'attendent de nous les terroristes fondamentalistes islamistes ! En définitive, nous sommes manipulés parce que nous offrons notre capacité de tolérance et de remise en question à des individus foncièrement intolérants. Les terroristes, et les terroristes islamistes en particulier, sont extrêmement intolérants. Ils obéissent à Dieu, un point c'est tout. Ils ne sont en aucun cas soumis aux lois des hommes. Nous l'avons vu précédemment, ce sont les lois divines qui motivent l'intolérance islamiste.

C'est grâce à la sélection des déclarations que les médias aident les dictateurs et les terroristes, car ce transfert de la victimisation, lui aussi, ne peut se faire sans leur aide. Il y a, au jour d'aujourd'hui, un équilibre entre l'image du terroriste et du militaire. Le bourreau qu'était Saddam Hussein et le psychopathe qu'est Ben Laden, peuvent tous deux apitoyer les populations du monde entier. Il leur a suffi de faire pression sur la presse étrangère, de la manipuler et de faire preuve d'Ethos et de Pathos dans les discours. Arafat, Saddam Hussein, Ben Laden, ont agi de la même manière. Tous sont posés et savent à qui ils font parvenir leurs discours. Ben Laden utilise Al Jazira, chaîne qatariote, car elle touche un public de croyants en Arabie Saoudite, dans les pays arabes en général, et même la France par le satellite ; Arafat et Saddam Hussein, laïcs, se sont servi des médias français et occidentaux, ils pouvaient avec un choix terminologique précis s'adresser à la population française. Le ton choisi leur permettra d'être tantôt calme, tantôt contrarié, s'il le faut en colère ou conciliant. Le résultat est significatif : ils parviennent à endormir des populations entières grâce à l'image qu'ils projeteront et aux choix des mots. Ainsi, Saddam Hussein est parvenu à réaliser un transfert de statut avec les USA, il est parvenu aux yeux de l'opinion publique européenne, à faire passer les USA pour un pays « colonisateur ». Le vocabulaire est décidément mal choisi, et l'opinion publique française, avec un peu de recul critique, se souviendra facilement de son histoire pour rétablir ce terme dans sa définition réelle, qui évoque la prise de pouvoir étrangère sur un pays conquis par la force. Ainsi les Français ont-ils conquis des pays africains, qu'ils ont administrés eux-même pendant des années. Les USA colonisateurs ont déjà organisé des élections en Irak...aucun « gouverneur » américain ne siège à la

⁷⁷ Contenu du livret scolaire disponible sur le Web
CE. G

présidence de l'Irak...une fois encore, l'on nous trompe et l'on se trompe...A force de préférer les déclarations tapageuses, la presse, et du même coup l'opinion publique s'égarer, au point de préférer se résigner à l'horreur plutôt que de tenter d'y réagir.

Les pacifistes refusent ainsi toute action militaire. Pourtant comme l'écrit très justement le Colonel Ludovic Monnerat⁷⁸, dans un article dans lequel il signale lui aussi « l'aveuglement et l'immoralité » de l'idéologie pacifiste :

« au Kosovo, le départ des forces serbes a permis le retour d'un million de réfugiés, dont l'errance prolongée en plein hiver aurait provoqué une hécatombe ; en Afghanistan, l'effondrement des Taliban a notamment permis la reprise de soins élémentaires, comme cette campagne de vaccination contre la rougeole de l'UNICEF qui à elle seule aura sauvé 35'000 enfants en une année.

Au contraire, le refus de la violence armée conformément aux mantras du pacifisme a autorisé les pires massacres de la dernière décennie. En Bosnie, l'inaptitude de la FORPRONU à toute coercition et le report compulsif des frappes aériennes ont laissé se développer une guerre qui a fait 200'000 victimes. Au Rwanda, la crainte frileuse de la communauté internationale l'a amenée à observer sans réaction un véritable génocide interethnique, mené avec des moyens rudimentaires par les populations elles-mêmes, qui a provoqué la mort de 800'000 personnes. Dans l'ex-Zaïre devenu Congo, enfin, le désintérêt pour une intervention n'est aucunement troublé par un conflit où la convoitise des ressources naturelles s'exerce à un prix atteignant les 3 millions de morts. Mais nul ne défile dans nos rues en criant "pas de sang pour des diamants."»,

Cette politique de non intervention, de non réaction, de résignation à tout ce qui provient des terroristes fondamentalistes n'est rien d'autre que de la lâcheté. Il est tellement plus simple de s'en prendre aux démocrates, qui ne réagiront pas par la violence...Ainsi les USA et Israël apparaissent comme une cible privilégiée de nos intellectuels pacifistes, ils sont caricaturés à l'extrême, alors qu'on protège ceux qui sont à l'origine de leur opposition.

Voici des exemples de titres de dépêches AFP chargés de mots clés tels que ceux que nous avons vu plus haut. Ces mots clés seront, comme pour les autres titres de dépêches, très vite assimilés par les lecteurs. Les analyser à la suite les uns des autres permet de révéler leur nature orientée, et de mettre à jour la manipulation médiatique dont nous avons été victime concernant le conflit en Irak.

AFP

Tous les pays arabes sont opposés à une frappe contre l'Irak (Moubarak)

27/08/02 12:55:54 Paris, Madrid (heure d'été)

Le titre ne correspond pas avec le contenu de la dépêche. Dans celle-ci, on peut lire que Hosni Moubarak pense que « tous les pays arabes sont opposés à une frappe », il le pense mais n'en sait rien. L'opinion publique, elle, en sera convaincue...

AFP

L'Irak s'en prend au chef des inspecteurs mais prône le dialogue avec l'ONU (PAPIER GENERAL)-27/08/02 14:38:04 Paris, Madrid (heure d'été)

L'Irak ne s'en prend à personne, ce n'est pas la population irakienne qui agit, mais Saddam Hussein. Cette dépêche parle du « Chef d'état irakien », pas du « dictateur »...Celui-ci crée des diversions pour tenir à distance les inspecteurs de l'ONU : il les accuse d'espionnage au profit des USA. La sélection par les médias des

78<http://www.checkpoint-online.ch/CheckPoint/Forum/For0028-PacifismeAveuglement.html>,
décembre 2002

ces déclarations a permis à Saddam Hussein d'être le seul écouté. Il n'y a pas eu de contre-déclaration, et ses énormités ont été écoutées. Il a pu déclarer qu'il avait appliqué tous ses engagements mais que c'était l'ONU qui ne respectait pas les siens. Avec du recul, aujourd'hui, beaucoup seraient étonnés de relire ce qu'ils ont lu et cru. Il suffit pourtant de lire la résolution 1441 sur le désarmement de l'Irak, adoptée à l'unanimité, le vendredi 8 novembre 2002, par les 15 membres du Conseil de sécurité, pour prendre connaissance, de manière très officielle, de la mauvaise volonté du dictateur irakien, et du peu de cas qu'il a fait des engagements qu'il avait pris auprès de l'ONU !

AFP

Se focaliser sur un renversement de Saddam est "imprudent" (prince Saoud)

28/08/02 18:19:21 Paris, Madrid (heure d'été)

Qui dit cela? Un Prince saoudien, wahhabite, dont le pays soutient le terrorisme par le financement ? Oui, mais comme c'est un Prince...vous avez là le parfait relais du message par une personnalité, évoqué dans un chapitre précédent. Choisir un tel titre, c'est bien plus qu'une simple citation dans le corps de la dépêche, c'est se faire porte-parole des avertissements arabes.

AFP

L'Irak courtise l'Europe pour éviter une frappe américaine (PAPIER GENERAL)

01/09/02 13:11:29 Paris, Madrid (heure d'été)

L'Irak ne courtise personne, mais Saddam Hussein oui. Le titre est tout ce qu'il y a de plus réel et ce n'est pas une découverte, l'Europe et la France en premier, ont été les défenseurs du régime de Saddam Hussein. Dans la dépêche, il est dit que Saddam Hussein a envoyé en Europe des émissaires, car il a saisi qu'il s'y trouvait une opposition à une intervention américaine. Les propos de Ramadan, l'émissaire de Saddam Hussein, sont ainsi repris dans l'intégralité par l'AFP...qui n'a pas jugé bon de demander un avis contraire.

AFP

L'Irak dément les accusations US, en appelle aux volontaires arabes (PAPIER GENERAL)-02/09/02 12:47:13 Paris, Madrid (heure d'été)

Encore une fois, l'Irak ne dément rien du tout mais Saddam Hussein sans cesse. Il est important de dissocier le dictateur de la population qu'il opprime ! A la lecture de cette dépêche, il semble que L'appel aux volontaires arabes est visiblement permis, même par l'ONU. Pourtant le mercenariat est interdit, comme le signale la convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction des mercenaires⁷⁹. Mais dites « Moudjahidine » plutôt que « Mercenaire » et le tour est joué!

AFP

L'Irak affiche sa sérénité face aux menaces américaines (PAPIER D'ANGLE)

08/09/02 13:54:34 Paris, Madrid (heure d'été)

⁷⁹ Nations Unies, 4 décembre 1989.

CE. G

L'Irak n'affiche rien du tout, mais Saddam Hussein oui. Décidément, l'AFP semble ne pas vouloir tenir compte de la situation politique irakienne... Il est écrit dans cette dépêche que les autorités irakiennes se sentent réconfortées par les réactions d'opposition à l'intervention dans le monde. De plus en plus, il apparaît évident que Saddam Hussein a gagné une guerre médiatique. Ce sont à présent les USA qui représentent subitement « une menace » ! L'AFP ne cite pas la résolution 1441⁸⁰ de l'ONU, qui prend au sérieux, je cite « la menace que le non-respect par l'Irak des résolutions du Conseil et la prolifération d'armes de destruction massive et de missiles à longue portée font peser sur la paix et la sécurité internationales »

AFP

Washington garde l'option d'une action unilatérale contre l'Irak (SYNTHESE ACTUALISEE)-08/09/02 19:20:14 Paris, Madrid (heure d'été)

Il est écrit dans cette dépêche que Washington conservait l'option d'une intervention unilatérale contre l'Irak. Pourquoi le titre n'indique-t-il pas « contre le régime de Saddam Hussein » alors que cette même phrase se trouve dans la dépêche ? Les titres sont fait pour être retenus plus facilement, mais ici il oriente la pensée du lecteur sur la population irakienne, or ce n'est pas elle qui est visée. De plus, cette formulation permet une fois encore de taire la nature condamnable du régime politique irakien : les USA passent donc pour les « méchants », on ne comprend pas pourquoi ils en veulent ainsi à l'Irak...

AFP

Selon l'Irak, Bush va mentir à l'ONU pour justifier une attaque (PAPIER D'ANGLE)-12/09/02 11:47:49 Paris, Madrid (heure d'été)

La dépêche n'est pas équilibrée. Il y a un « selon l'Irak »... L'AFP ne dit pas « Saddam Hussein pense que Bush va mentir, mais l'Irak, soit le pays tout entier le pense. Les mensonges de Saddam Hussein ne sont pas évoqués par contre... C'est le règne du déséquilibre !

AFP

Bush-"Rambo" ne fait pas peur aux Irakiens (REPORTAGE)

13/09/02 10:20:55 Paris, Madrid (heure d'été)

Comme à l'accoutumée, l'AFP met George Bush en mauvaise posture avec des clichés dégradants. Je n'en ai pas encore trouvé un seul même en proportion concernant Saddam Hussein ou Arafat. Dans la dépêche, le reporter interroge un irakien dans un café de Bagdad, Anouar Hassan, pendant qu'il fume le narguilé. Il est décrit comme étant un père de quatre enfants qui gagne assez pour subvenir aux besoins de sa famille. L'image du père responsable est utilisée pour accréditer le témoignage ; de même, le fait qu'il gagne bien sa vie soutient l'idée qu'il ne le dit pas pour l'argent.

Cependant, à ce jour, nous savons que TOUS les journalistes et reporter sur place avant et pendant le conflit étaient sous étroite surveillance, et que même ce commerçant devait dicter un discours qui lui était imposé par la dictature, sous peine d'être torturé ou exécuté. Le témoignage de ce monsieur ...on sait ce que cela vaut... mais personne ne le dit.

80 résolution 1441 sur le désarmement de l'Irak, adoptée à l'unanimité, le vendredi 8 novembre 2002, par les 15 membres du Conseil de sécurité, voir en annexe

AFP

Discours Bush : Damas dénonce les menaces "contre l'ONU et l'Irak"

13/09/02 11:04:57 Paris, Madrid (heure d'été)

Le titre annonce la couleur. Nous avons là un bel exemple d'inversement de victimisation. Le régime de Damas est un régime totalitaire. Nous avons là un pays dont le régime a envahi le Liban et annexé le pays. Un pays dans lequel les droits sont bafoués quotidiennement...et qui ose dénoncer des menaces !

Le terme « menace » est aussi un abus de langage. Les USA n'ont menacé personne, mais cela permet en le déclarant d'introduire le terme dans l'esprit de la population. Une menace annonce l'intention d'action sans autre alternative. Exemple: « je vais te tuer ! » Voilà une menace. Maintenant, « je vais te tuer si tu ne fais pas ce que je dis ! », c'est une intimidation. Le terme « menace » est plus agressif que le terme « intimidation », il ne laisse aucune alternative, alors que l'intimidation oui! L'impact de son utilisation sera d'autant plus fort.

AFP

Tarek Aziz promet aux Américains d'énormes pertes en cas d'attaque

28/09/02 11:44:59 Paris, Madrid (heure d'été)

Le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz promet des pertes en vies humaines aux USA, puis, petite diversion en passant, il déclare que les Israéliens en profiteront pour chasser les Palestiniens en dehors des territoires...la suite du conflit a bien évidemment démontré l'ineptie de tels propos ! Pour mémoire, lors de la première guerre du Golfe, Saddam Hussein avait fait lancer des missiles Scud sur Israël. On sait qu'il hait les Israéliens et qu'il hait les Américains. Il intimide les USA en évoquant de lourdes pertes et diffame Israël. Pendant ce temps-là, les pacifistes manifestent pour lui.

AFP

Soucieux d'éviter une nouvelle guerre, Saddam fait une série de concessions (ECLAIRAGE)-08/12/02 14:41:14 Paris, Madrid

Le titre est flatteur. En effet, pour humaniser Saddam Hussein, l'AFP ne va pas dans le titre écrire : « L'Irak fait une série de concessions ». Là, c'est Saddam Hussein qui les fait, donc l'homme, appelé par son prénom, pas l'état ! Le nom du dictateur irakien est enfin présent dans le titre d'une dépêche, mais c'est pour l'associer à une action qui sera perçue comme positive, par contre, George Bush est toujours associé à un côté belliqueux. Cherchez l'erreur !

AFP

Nouvelles inspections, Bagdad s'en prend à la présence américaine (SYNTHESE)-12/12/02 11:15:59 Paris, Madrid

Ici, c'est Bagdad qui s'en prend à la présence américaine et pas Saddam Hussein. De plus, le titre ne correspond pas à la dépêche. On peut croire qu'il s'en prend à la présence américaine en Irak en raison des nouvelles inspections qui reprennent, évoquées dans le titre. Mais non, la suite de la dépêche nous explique que les inspections reprennent et Bagdad s'en prend à la présence américaine ...en Arabie Saoudite !

AFP

CE. G

Les États-Unis cherchent la guerre, accuse la presse irakienne

21/12/02 10:54:15 Paris, Madrid

La presse irakienne officielle, comme c'est signalé dans la dépêche, est contrôlée par le régime de Saddam Hussein. L'AFP reprend le message sans distinction ni précision de ce qu'est une presse libre et une presse contrôlée. Si le lecteur s'arrête au titre, il est amené une fois encore à condamner les USA. S'il lit plus loin, on lui fournit la propagande irakienne sans le moindre démenti... Quant à citer l'ONU pour rappeler les manquements de Saddam Hussein à ses engagements... il n'en est pas question !

A la lecture des titres de ces dépêches, nous pouvons comprendre et réaliser à quel point les impacts psychologiques sur nos populations furent importants et décisifs pour jouer un rôle de soutien à Saddam Hussein. La répétition des titres couplée à leur orientation flagrante permirent, sans même lire l'intégralité des dépêches, de focaliser l'attention du public vers une idée précise et de la consolider dans le temps par un matraquage calculé.

La communauté internationale est en définitive elle aussi victime de la propagande terroriste, qu'elle reprend avec complaisance et indulgence. On peut certes avancer l'ignorance des populations, qui ne sont pas spécialistes des conflits armés, mais elle n'explique et n'excuse pas tout. Les amalgames omniprésents dans la presse occidentale, et française en particulier, sont diffamatoires et criminels. Ils sèment le chaos dans l'esprit d'une opinion qui ne sait plus identifier ce qui est mal, ce qui est dangereux, ce qui porte atteinte à nos valeurs humaines. On en vient à criminaliser les Etats démocratiques, on se résigne à l'attentat contre des civils, et on condamne ceux qui veulent s'en défendre, on accepte la manipulation de l'Histoire, et la partialité internationale, sans réfléchir à ses causes, ni à ses conséquences... François Zimeray signale que la propagande est telle qu'elle gagne même les bancs de nos écoles. Ainsi, un manuel scolaire⁸¹ de CAP, en France (!) demande aux élèves d'analyser un texte de l'AFP intitulé : «c'était un jour de bac en Cisjordanie occupée» et une photo dont la légende est : «Cisjordanie, évacuation d'une école ayant subi des tirs israéliens». Le texte évoque la vie des élèves palestiniens qui ne peuvent "se concentrer sur fond de bruit de chaînes et de chars", et d'autres qui, «arrêtés par l'armée israélienne, ont été relâchés le matin de l'épreuve de géographie (...) et n'ont aucune chance de réussite." Aucune explication du contexte n'est donné...

Un exercice d'oral demande aux élèves de s'identifier à de jeunes palestiniens en prison, et l'exercice d'écriture trouverait tout à fait sa place dans un manuel scolaire palestinien : «écrivez une lettre à Ala Abu Safia dans laquelle vous lui demandez de **continuer à résister, en gardant espoir**».

François Zimeray a saisi le président de la République, il déclare dans sa lettre: «il s'agit d'un ouvrage pour CAP (filiale d'enseignement professionnel correspondant à la plus basique des qualifications du système éducatif – niveau V), ce qui illustre bien la complaisance et la stigmatisation sociale que les auteurs du manuel attachent à cette filière.

[...] Un récent sondage, orienté, aboutit à ce que 59% des Européens considèrent qu'Israël est le plus grand danger pour la paix dans le monde. Avec un conditionnement comme celui-là, il faut se féliciter qu'ils ne soient que 59% ! Ils devraient être beaucoup plus nombreux lorsqu'au matraquage médiatique s'ajoute le conditionnement des manuels scolaires à destination des élèves les moins armés pour pouvoir exercer un recul critique, ceux du CAP !

En 2002, les statistiques du Ministère de la Justice révèlent que six actes

81 Delagrave, 2003

racistes sur dix perpétrés en France le sont à l'encontre de victimes juives. Mais un sondage réalisé dans le même temps montre que seulement un français sur vingt croit que cela est vrai. Le racisme et l'antisémitisme sont une réalité quotidienne dans la France d'aujourd'hui, dont la pleine mesure n'a pas été prise. »

La propagande terroriste est en marche, et nos médias lui promettent encore de bien beaux jours devant elle...

Les médias, initiateurs du chaos

On peut légitimement se demander comment la communauté internationale peut en arriver à une telle ignorance concernant l'ampleur et les dangers de l'idéologie terroriste fondamentaliste islamiste ; comment elle peut si naïvement défendre une cause qui s'oppose à ce point à ses conceptions humanistes. En fait, les actions psychologiques dont elle est victime sont particulièrement redoutables, tout simplement parce qu'elles sont entendues, écoutées et diffusées très largement partout dans le monde. Les islamistes ne sont pas des libéraux. J'ai déjà évoqué le contrôle de leur population et de leur presse... Il est certain que notre liberté est pour eux un formidable moyen de distribuer leur propagande, d'autant plus facilement que certains pays occidentaux, et en particulier la France, sont tout à fait enclins à prêter l'oreille à leurs revendications.

Dans ce contexte, il faut comprendre que l'objectif à atteindre est de semer le chaos. La confusion ainsi créée rend la communauté internationale perméable à la propagande, et la cantonne dans une politique partielle qui met en péril la paix qu'elle veut pourtant préserver. Au-delà des dirigeants politiques, c'est toute la population qui est visée, parce que c'est elle qui votera pour ceux qui soutiendront implicitement leur cause. Chaque discours islamiste travaille en ce sens, et l'on voit alors à quel point le choix des mots dans nos médias est important et lourd de conséquences. Une chose est sûre, la désinformation profite aux terroristes, qui tirent parti de l'engouement médiatique qu'ils suscitent.

La confusion, le doute...et leurs bénéfices

En effet, le doute et la confusion sont tous deux des outils de manipulation des masses, mais, seuls, ces outils ne peuvent être véhiculés. Il leur faut donc un support médiatique de masse pour toucher le plus de population possible, comme la presse écrite à travers les quotidiens et les hebdomadaires, ainsi que la presse audio-visuelle.

Définitions :

Le Doute :

État de l'esprit qui doute, qui est incertain d'un fait, de la vérité d'une énonciation, de la conduite à adopter dans une circonstance particulière = **Hésitation, incertitude, incrédulité, indécision, irrésolution, perplexité.**

La Confusion :

Trouble qui résulte de la honte, de l'humiliation, d'un excès de pudeur ou de modestie = Embarras, gêne.

II, 1 (1370) État de ce qui est confus = **Désordre, trouble.**

Mettre la confusion dans les rangs d'une armée. Une confusion indescriptible = **Brouillamini, chaos, embrouillamini, embrouillement, fouillis, imbroglia, mélange, méli-mélo, pêle-mêle.**

Situation confuse, embrouillée (souvent mêlée de violence). = **Anarchie, bouleversement, désordre, désorganisation, déstabilisation.**

Comment installer le doute ?

L'objectif des manipulations est de créer la confusion: celles-ci évincent la possibilité d'analyse critique ou comparative en mélangeant volontairement les circonstances, générant des confusions entre la cause, le moyen et l'effet, par une focalisation vers un sujet hors contexte ou disproportionné. Dans le cas de la prise en otage de l'école de Beslan en Ossétie (Ex-URSS), une dépêche de l'AFP⁸² créera le doute et la confusion par cette simple méthode: une déclaration est faite par un témoin « ayant requis l'anonymat » puisque nous ne le connaissons que par son prénom, « Timour ». Selon Timour donc, « Les autorités ne veulent pas qu'on voit la vérité... ». Pourquoi cette phrase, qui n'a pas réellement d'utilité puisqu'elle ne donne pas de piste concernant cette vérité ? C'est en somme une phrase lancée uniquement pour préparer la future culpabilisation de l'autorité russe. On ne sait pas ce que ce Timour leur reproche, mais il leur reproche de ne pas dire la vérité... Plus loin, selon ce même Timour : « les autorités ne veulent pas... qu'on parle des enfants encore sous les décombres »; là aussi il y a un non sens puisque tous les Journaux Télévisés de la terre entière ne parlent que de cela. Il s'agit donc de la fabrication d'un reproche pour préparer la « responsabilité » à venir des autorités russes. Dans la même dépêche toujours, et selon Timour encore : « les autorités ne veulent pas... qu'on voit comment ils sont morts par la faute des militaires ». Sur quoi cette personne (si elle existe ...?) s'appuie-t-elle pour rendre responsables les forces spéciales russes ? Pourquoi dans ce cas précis, l'AFP n'interroge-t-elle pas les forces spéciales russes pour avoir leur explication et pour entendre les détails techniques ? Nous ne le saurons pas !

82 Dépêche du 04-09-2004 à 13h19mn22s

Donc, des terroristes prennent en otage des civils, dont une grande quantité d'enfants, ils placent des charges explosives partout dans le gymnase, empêchent les otages, dont les enfants, de se ravitailler en nourriture et en eau au point que certains boivent leur urine (autrement dit ils vont boire ce que leur corps a rejeté !), tuent sur des otages pour afficher leur détermination, tirent dans le dos des enfants qui tentent de s'enfuir, font exploser « accidentellement » une charge explosive et immédiatement dans la panique générée par l'explosion, tirent sur les otages qui courent pour se protéger...et malgré cette quantité d'informations censées donner une juste image de la situation, tout sera donc de la faute des militaires. Voilà une démonstration des bénéfices du doute et de la confusion.

Le groupe d'intervention russe est entré par la seule porte du gymnase et effectivement ce fut une erreur. A « froid » et après analyse, il aurait été préférable de créer des diversions à divers endroits du gymnase comme par exemple par des jets de grenades aveuglantes et assourdissantes, car elles ont cette particularité de désorienter. Il aurait été également préférable d'entrer par d'autres endroits, même s'il fallait faire des trous dans les murs, car dans ce laps de temps les terroristes auraient focalisé leur attention quelques instants sur les bruits alentours et les trous faits simultanément autour d'eux. Cela pouvait permettre pendant quelques secondes la pénétration des forces spéciales à l'intérieur du bâtiment, de progresser rapidement, de localiser le plus de terroristes possible, de « couvrir » le maximum d'otages par un « barrage » d'hommes des forces spéciales. Ceux-ci, grâce aux protections balistiques (gilets pare-balles), auraient pu ainsi, le temps d'acquérir une cible (un terroriste) et d'ouvrir le feu, protéger et se protéger des tirs ennemis.

Au lieu de cela, les hommes du groupe d'intervention sont entrés par une seule porte et ont forcément été sous les tirs terroristes, ce qui a causé la mort de 7 hommes du groupe d'intervention et n'a pas permis la protection et l'évacuation des otages. Le périmètre ne fut pas sécurisé et effectivement, des civils en arme ont été vus aux abords du gymnase. Certains terroristes ont pu prendre la fuite avant d'être poursuivis par les militaires russes, et ensuite par des civils armés. Les civils n'ont pas fait le travail à la place des militaires et une autre erreur est d'avoir laissé les civils approcher aussi près du lieu de la prise d'otages. Ils ont évolué parmi les militaires ce qui créa une autre confusion, quand des terroristes se mêlèrent à la foule pour s'échapper. Si le périmètre avait été évacué et sécurisé, les militaires en faction auraient beaucoup plus rapidement pu localiser et neutraliser les terroristes tentant de s'échapper.

Pour information, les Russes possèdent des unités d'intervention dont la compétence, comme celle d'autres unités du reste du monde, est bien sûr tout à fait discutable, car les méthodes et expériences respectives diffèrent : les unités d'intervention de part le monde n'ont pas eu à agir sur le même type de prise d'otages. Le GIGN français, par exemple, est intervenu à Marignane en 1994, et cela lui a valu par la suite de transmettre cette expérience à d'autres unités d'autres pays...mais le GIGN français n'a jamais eu à intervenir dans une prise d'otages géante telle que celle de Beslan. La déclaration de ce témoin ossète, retranscrite avec complaisance par l'AFP est exagérée, et induit le lecteur en erreur.

De la même manière, imaginons un instant qu'un témoin de la prise d'otages de l'avion à Marignane ait déclaré à la presse étrangère que « quand même, les gendarmes sont responsables du nombre de blessés issus de l'intervention », on imagine la levée de boucliers parmi les Français plutôt conscients et réalistes quant au « bénéfice » de l'intervention. Aucune unité d'intervention n'est parfaite et aucune

CE. G

intervention ne peut être parfaite. Si l'entraînement et la préparation technique des hommes des groupes d'intervention a pour objectif la libération des otages, aucun groupe d'intervention dans le monde n'aura la prétention d'affirmer parvenir à zéro morts. Il est important d'avoir à l'esprit que les terroristes ont toujours l'initiative de la préparation et de l'exécution de leur plan et que les groupes d'intervention ne peuvent que chercher à adapter des réponses en adéquation avec les renseignements dont ils disposent.

Les Français ont très naturellement et grâce à notre presse, demandé aux Russes et aux forces spéciales d'intervention la perfection. Les forces spéciales n'ont eu droit qu'aux reproches et même s'ils ne doivent pas en être dispensés, ils auraient dû aussi avoir droit à notre compassion. Mais l'intolérance française fut particulièrement virulente.

Pourtant, les responsables de ce massacre sont et resteront les terroristes tchéchènes. Les enfants étaient sous les décombres car les terroristes ont apparemment déclenché par accident une charge qui a eu pour conséquence une intervention non prévue des forces spéciales russes. Dans le chaos dû à la confusion régnante, à la fuite d'une partie des otages et à l'action du groupe d'intervention, les terroristes ont actionné les différentes charges explosives réparties dans le gymnase, ce qui a provoqué l'effondrement volontaire d'une partie du toit.

En isolant un acte ou un chiffre, on oriente vers un seul point de vue. Dans le cas de la prise d'otage en Ossétie, la presse a tenté de démontrer que l'intervention avait tué des gens. Certes, l'intervention nécessaire ne s'est pas déroulée selon un mode opératoire fiable mais les médias ne donnent pas les circonstances des décès. Ils avancent simplement un chiffre brut, dénué de contexte. De cette façon, et dans le cas de la prise en otage de l'école de Beslan, on peut s'apercevoir que les médias mélangent les morts dus aux tirs des terroristes, ceux dus à l'écroulement du toit et peut être aussi ceux dus aux tirs croisés entre terroristes et forces spéciales, d'où l'amalgame et l'absence de comparaison. C'est une omission importante car elle oriente considérablement le jugement. Que ce soit en Ossétie, en Irak ou dans les territoires disputés, la création de doutes par la confusion sert l'idéologie terroriste islamiste.

Autre cas de doute et de confusion ... dans les territoires disputés.

Comme il est expliqué dans les différentes étapes de ce livre, la confusion et le doute sont les éléments précurseurs qui permettent d'effacer ce qui est établi comme élément d'histoire ou une partie d'histoire par le remplacement d'un révisionnisme subtil. Juste après la mort d'Arafat, on a pu entendre dans les Journaux Télévisés et lire dans la presse des biographies d'Arafat. Dans la revue « Ethno⁸³ » (A la rencontre des Peuples du monde), le lecteur, s'il est attentif, pourra trouver de manière flagrante une contradiction plus que troublante.

La première page de cette revue annonce un titre « Palestiniens, chronique de la vie quotidienne ». Il s'agit d'un dossier avec table des matières. Il y est évoqué le quotidien des Palestiniens, le « mur » érigé par Israël, les femmes et les camps de réfugiés. Ce dossier est suivi d'une présentation d'Arafat. Page 21, dans la biographie qui lui est destinée, il est écrit en haut de page qu'il est né au Caire en 1929, le 4 Août et que c'est au Caire qu'il effectue ses études. Oui mais, on apprend page 29, dans un dossier sur la chronologie de la Palestine d'avant 1948, qu'Arafat est né à Jérusalem...!!!

Donc, pour résumer ne serait-ce que la biographie d'Arafat dans ce même numéro, il y a, dans la même revue, à quelques pages l'une de l'autre, une énorme contradiction, lourde de conséquences. Nous l'avons déjà évoqué, cette désinformation fut orchestrée par Arafat lui-même pour accroître sa légitimité à la tête de l'Autorité Palestinienne. Est-ce de l'incompétence journalistique ou est-ce volontaire ?

Nous connaissons tous, car nous en sommes tous « victimes » à un moment ou à un autre, l'absence de mea culpa de nos compatriotes, et de ce fait, des responsables de ce dossier et des articles qui le composent. Il sera sans aucun doute expliqué que c'est par manque de temps et ou de moyen qu'une erreur « infime » ou minime de ce genre a pu se « glisser » dans ce dossier, car « nous ne devons pas douter un instant de l'intégrité des rédacteurs qui ont réalisé ce dossier »...Oui mais une erreur concernant Arafat et sa volonté d'induire en erreur les populations rejaillit inmanquablement implicitement sur la perception du conflit israélo-arabe, et son cortège de préjugés et d'erreurs de jugement dus justement au mauvais traitement de l'information couvrant ce conflit.

Dans la même revue mais cette fois concernant la guerre de 1967, il est écrit en titre gras et de couleur rouge qu'« Israël s'empare des dernières régions de la Palestine demeurées sous contrôle arabe ». Ainsi, l'histoire de la guerre de 1967, dans cette revue, nous présente une chronologie des faits usant de l'omission et de la focalisation qui créera de nouveau une confusion. Page 35 par exemple, il est écrit qu'Israël s'empare de la Cisjordanie et de Gaza, qui étaient sous contrôle arabe. On ne vous invite pas à comprendre que ces « territoires » n'étaient de ce fait pas sous contrôle palestinien, puisque la Cisjordanie était annexée par la Jordanie et que Gaza était annexée par l'Égypte. Le lecteur aurait pu dès lors comprendre que tant que ces deux territoires étaient annexés par les Arabes, la revendication de l'identité palestinienne n'était pas suffisamment importante pour que l'ONU critique et condamne l'Égypte et la Jordanie pour l'acquisition de territoires par la force. De même, personne ne s'était ému du sort des juifs spoliés durant l'annexion par la Jordanie de Jérusalem, et donc du Mur des Lamentations.

L'ONU et la communauté internationale s'indignent de l'acquisition de territoires par la force...quand ces territoires sont perdus par les Arabes, car le manquement chronologique qui constitue à nos jours une réécriture de l'histoire n'indique pas que les guerres entre Israël et les pays arabes voisins, ont été déclenchées par les pays arabes eux-même. Même Saddam Hussein est venu apporter son soutien en envoyant des hommes et du matériel jusque la frontière de Jordanie. La Syrie, l'Égypte, la Jordanie et l'Irak ont attaqué simultanément Israël pour chasser les juifs jusqu'au dernier. Il s'agit bien d'une attaque et de ce fait la réaction d'Israël n'est qu'une riposte ! Mais ce droit à la riposte est interdit pour Israël, puisque l'acquisition de territoires par Israël à des fins de sécurité est sévèrement condamné. Au contraire, l'acquisition par les Arabes des territoires de Gaza et de Cisjordanie ne reçut aucune condamnation jusqu'à leur annexion, pour des raisons évidentes de sécurité, par Israël, lors de la guerre déclenchée par les Arabes en 1967⁸⁴.

Dans la chronologie, il faut se concentrer sur le fait que la Jordanie avait annexé la Cisjordanie par la force depuis 1948, lors de la guerre déclenchée par les voisins arabes pour chasser les juifs après leur déclaration d'indépendance. Du point de vue du droit international et au regard de situations presque similaires (car

84 voir historique en annexe
CE. G

rarement deux se ressemblent) la Cisjordanie n'était pas un territoire souverain, mais annexé par la force par un autre état. Ce dernier, s'il le perd en cas d'agression envers un autre état, ne peut donc le revendiquer comme étant une partie de territoires souverains perdus.

A l'inverse, le pays agressé a plus de légitimité sur le territoire conquis dans le cadre d'une réaction de légitime-défense. C'est cette absence de « détails » relevant de la chronologie pourtant fondamentale pour évaluer et comprendre un contexte, qui favorise le parti pris anti-israélien et qui déséquilibre radicalement sa compréhension. A ce jour, dans la presse française et européenne, il n'est pas possible d'avoir connaissance de cette chronologie. Les seuls termes donnés et explications présentées systématiquement, le sont à partir des réactions d'Israël et non à partir des raisons de ces réactions. Pourtant, l'équilibre de l'information devrait permettre de présenter ces faits afin de mieux saisir les circonstances d'un acte. Dans le cas d'Israël mais aussi de la guerre en Irak, il s'agit des mêmes phénomènes. L'absence de chronologie et des raisons premières, systématiquement évincées, permet de combler ce vide uniquement par du « sentiment ». L'être humain a besoin de combler le vide causé par le doute et s'il ne peut le faire de manière raisonnée, il le fera de manière émotionnelle.

Toujours dans le magazine Ethno, page 35, on peut voir une photo d'un char israélien. Celui-ci est censé représenter l'avancée des militaires israéliens sur les hauteurs du Golan. Nous savons pourtant que c'est l'Égypte qui a initié le déclenchement de la guerre de 1967 (dite guerre des 6 jours) en ordonnant aux Nations-Unies l'évacuation du Sinaï des casques bleus et en occupant cette zone pour se positionner face à Israël. La Syrie rejoignit rapidement les intentions guerrières de l'Égypte et fit une percée en direction d'Israël par le Golan. Israël fut contraint de mener une contre-offensive stratégique, par une attaque pour repousser les invasions égyptienne et syrienne.

Il suffit, pour désinformer la population, d'omettre cette chronologie et de fixer l'attention du lecteur uniquement sur les actions israéliennes sans en préciser le contexte et les origines. Une fois de plus, la presse focalise l'attention des lecteurs sur la réaction et non sur l'action. Le doute et la confusion interviennent par la répétition d'une rhétorique. Il est nécessaire de trouver « une nouvelle idée » et de la propager.

Nous avons vu qu'Arafat a subitement décidé d'être né à Jérusalem. Il fait diffuser cette « nouvelle », « ce fait » par l'intermédiaire des médias et en premier lieu par les siens. Il est aussi efficace de rencontrer un biographe complaisant qui notera le « nouveau lieu de naissance », afin qu'il soit écrit ...dans un livre ! Les livres et la presse faisant partie de ce que l'on appelle les archives, la réécriture de l'Histoire et de son histoire pouvait alors commencer. Le doute était en effet l'une des techniques employée par Arafat pour semer la confusion dans l'esprit des populations européennes et occidentales. Arafat utilisait pour cela le « double discours » déjà évoqué dans cet ouvrage.

Page 35 toujours, en bas de page, on peut lire la « chronologie », selon Ethno, de la période de 1964 à 1967. Pour la période de 1965, il est écrit qu'il y eut « les premières actions militaires du Fatah » qui, rappelons-le, a été créée par Arafat, pour libérer la Palestine. Mais en fait d'action, de quoi s'agit-il ? Tout simplement de terrorisme, mais rien n'est dit à ce sujet, et le lecteur peut ainsi croire que l'action militaire évoquée ressemble à une action militaire classique, qui s'en prend à d'autres militaires et respecte la Convention de Genève...il n'est rien !

Pour la période de 1967, il est écrit : « Occupation de la Cisjordanie, de Jérusalem-est, de Gaza, du Golan et du Sinaï. », mais encore une fois, le terme « occupation » est hors de propos car si en effet une zone est occupée dans le sens

d'une « présence », il ne s'agit pas de l'occupation d'un état ou d'une zone souveraine puisque ces régions n'appartenaient officiellement à aucun état précis et connu ! Le fait que la Jordanie ait annexé par les armes Jérusalem-Est et la Judée-Samarie (devenue Cisjordanie) n'a pas été reconnu par la communauté internationale. Cela confirme l'agression par la Jordanie de la Judée Samarie (appelée Cisjordanie). C'est ce territoire annexé par la Jordanie qui fut récupéré par Israël dans une contre-offensive.

Il conviendrait donc plutôt de parler de « territoires disputés », expressions qui traduisent davantage la situation réelle, et évitent le terme « occupation » qui n'est pas approprié. La persistance de la presse à relayer les discours arabes, et palestiniens en particulier, sans aucun recul historique critique, sème la confusion dans l'esprit d'une population internationale qui, à force d'entendre de plus en plus qu'Israël est l'agresseur, l'occupant illégal de territoires conquis, finit par en être convaincue. Elle va elle aussi disséminer ce jugement autour d'elle et installer définitivement une condamnation unilatérale et profondément injuste d'Israël, qui a pourtant été agressé. Le doute et la confusion permettent d'inverser les situations. Ne reste plus alors, au mieux, que l'ignorance et l'indifférence...mais bien souvent, c'est à l'exacerbation de la haine, voire même de l'antisémitisme, qu'aboutit la présentation erronée et partielle de l'information. La manipulation psychologique terroriste est ainsi à l'œuvre, et gagne du terrain en Occident.

Un matraquage médiatique unilatéral

En effet, la confusion est entretenue par la répétition médiatique systématique des éléments qui insèrent le doute dans l'opinion publique. Celle-ci contribue largement à créer dans l'esprit des gens une mémorisation involontaire et forcée. Elle génère en outre une ultra-sensibilité, car dès l'ouverture du poste de télévision, l'information revient, identique à la veille ou avec un minimum de nouveauté, mais créant un "harcèlement" médiatique. On pense par exemple à la répétition des témoignages des événements à Gaza ou à Jénine, avec les émotions qu'ils engendrent : pleurs, et incompréhensions font en sorte que le téléspectateur derrière son écran de télévision, ou le lecteur derrière son journal, ne peut être insensible aux pleurs des personnes, ce qui influence son jugement: il ne raisonne plus, il ressent.

J'ai déjà signalé à plusieurs reprises dans cet ouvrage l'étude nécessaire de la terminologie⁸⁵ et de la philologie⁸⁶ pour mesurer l'influence des mots, du langage dans la perception des événements de l'actualité internationale. Le moment est venu de passer en revue ces mots-clés qui, à force d'être employés, manipulent les esprits et contribuent à façonner une pensée unique. Telles des images subliminales, ces mots ont pour rôle de pénétrer l'esprit. Le choix du mot, autrement dit la terminologie choisie par le groupe subversif ainsi que la fréquence de répétition, feront que la perception d'un même événement ou d'une même situation sera interprétée différemment.

L'objectif est de déclencher dans la population un réflexe de tri automatique des sujets évoqués. Par exemple, au journal télévisé, les gros titres sont présentés de la même manière : le son est fort, et les titres défilent sous l'écran au même moment que

85 D'après le « Petit Robert », la terminologie est un vocabulaire particulier utilisé dans un domaine de la connaissance ou un domaine professionnel ; ensemble structuré de termes./2. Étude systématique des termes ou mots en syntagmes spéciaux servant à dénommer classes d'objets et concepts ».

86 D'après le « Petit Robert »: connaissance des belles lettres ; étude historique des textes

le présentateur les annonce. Dans la presse écrite, ce sont des accroches en gros caractères associés avec de la couleur, pour l'intensité, qui feront que le passant remarquera un titre et pourra être tenté d'acheter. Ces titres annoncent un fait divers local, ou un événement étranger. L'utilisation de mots-clés permettra au lecteur potentiel de reconnaître, même de loin, une information « intéressante », car le titre comportera un mot-clé que le lecteur aura capté malgré lui. Le lexique peut ainsi orienter le lecteur ou la population dans un système de pensée et de perception souhaité par le groupe subversif. Les mots clés les plus répandus dans l'actualité internationale à ce jour, concernent les USA et Israël.

La terminologie appliquée actuellement dans les reportages audiovisuels et de la presse écrite présente deux travers particulièrement pernicioseux : elle exagère des situations somme toute fort banales, pour en faire des « événements », et atténue par contre des événements réels en les faisant passer pour des informations de seconde classe, de peu d'importance. Ainsi, la politique d'Israël et Ariel Sharon figurent parmi les cibles privilégiées des attaques médiatiques, et il existe une très grande quantité de mots-clés qui les délégitiment. Voici une liste non-exhaustive de ces mots qui dévalorisent Israël et sa population. Le lecteur pourra ensuite les comparer avec ceux qui ont favorisé Arafat, ou qui sont employés pour atténuer l'image du terrorisme et des terroristes.

- Mots clés concernant Israël :

« État raciste, État d'apartheid, État colonisateur, État ségrégationniste, État dominateur, État nazi, État fasciste, État sioniste, Mur de la honte, Ghetto, incursion, Camps de concentration, mur de l'apartheid, nettoyage ethnique, déportation, déporter, crime, crime contre l'humanité, génocide, opération de ratissage, incursion sanglante, « cerner », exactions, terrorisme d'état, politique de la terreur, colonies, implantations illégales, destruction, barrière de béton, encerclement, situation aberrante, conséquences dramatiques, conséquences tragiques, occupation israélienne au quotidien, barrière de Sharon. »

- Concernant la population israélienne ou juive et son comportement :

« Envahisseurs, armée d'occupation, colons, enfants colons, colons juifs, colons juifs orthodoxes, colonisateurs... ils utilisent une brutalité excessive, ce sont des « assassins », ce sont des « criminels », ce sont des « tortionnaires, des barbares, des nazis », « des personnes », (au lieu de « Israéliens »), ce sont des « occupants », ce sont des « bouchers », on évoque la « boucherie », les « massacres », la « ligne Maginot » (pour la barrière anti-terroristes), des « enlèvements » (une arrestation devient un « enlèvement »), les « représailles. Les Israéliens sont des « génocidaires. »

- Des termes et des mots clés concernant les Palestiniens : la redéfinition des terroristes :

« Activistes, tireurs, militants, responsables, chefs, cadres, haut cadres, haut responsables, dirigeants, haut dirigeants, combattants, miliciens, personnes armées, Palestiniens armés, hommes armés, Palestiniens tués, Palestiniens abattus, Palestiniens, groupes armés, mouvements armés, groupes radicaux, groupes palestiniens, camp d'entraînement palestinien. »

- Des mots-clés qui assurent la victimisation palestinienne :

« cauchemar, pourchassés, traqués, humiliés, catastrophe, peuple désespéré, victime, punition collective, martyr... »

On peut aussi remarquer dans les dépêches de l'AFP que systématiquement Israël, Tsahal, le gouvernement américain ou l'armée américaine ne bénéficient pas de la même écriture de la part de l'AFP. Quand il s'agit d'Israël et des USA, il y a dans les dépêches des « **selon eux** » ou encore des « **affirment-ils** ». Puisque les sources citées sont des sources officielles vérifiables, pourquoi l'AFP pratique-t-elle ce changement terminologique qui les dégrade ou transforme leurs déclarations ? On ne fait plus attention à ce procédé, dans lequel on baigne depuis si longtemps. La population trouve l'anti-américanisme et la critique d'Israël banale et légitime, le recul critique par rapport à leur déclaration apparaît comme un réflexe intellectuel à valoriser. Par contre, elle ne s'interroge pas sur la valeur des déclarations palestiniennes, qu'elles soient issues des terroristes interviewés, de leur sympathisants ou même de l'Autorité Palestinienne, dont on a vu pourtant le désir et la volonté constante de désinformer à son profit.

Ce sont là des évidences, des faits incontestables vérifiables sur le site de l'AFP mais aussi grâce aux archives de toute la presse française, puisque l'AFP fournit tous les quotidiens de France. Les dépêches relativisent systématiquement les déclarations des services US ou Israéliens. A chaque fois qu'une dépêche doit relater un événement en Irak ou en Israël, la terminologie change en fonction du côté où l'AFP se place. Il est donc vérifiable que dans les dépêches concernant le conflit israélo-arabe, un **terroriste** devient un « **activiste** » ou un « **militant** », un **terroriste suicide** devient un « **kamikaze** », un **chef terroriste** devient un « **haut cadre** » ou « **un haut responsable** ». Les propos des militaires israéliens ou américains sont toujours et systématiquement atténués pour les relativiser et créer une distance. Quand l'AFP souhaite discréditer George Bush ou Ariel Sharon de l'intérieur de leur propre gouvernement, il est fréquent que les journalistes interrogent « un haut responsable » ou « un proche » qui « **sous couvert d'anonymat** » donnera son avis, qui sera forcément critique. Pratique !

Par contre quand il s'agit des « **activistes** » et de l'**Autorité Palestinienne**, là, subitement les dépêches ne laissent aucun doute sur la véracité des déclarations, peu importe le fait, pourtant essentiel, que ceux que l'on cite sont soit des terroristes, soit des gens qui vivent sous leur pression (rappelons-nous le traitement qui est réservé aux « collaborateurs » palestiniens !). Les médias français ne disent pourtant pas un « **activiste corse** » mais un « **terroriste corse** », et il faut être d'accord avec ce qualificatif, car il y a eu mort d'homme. Sans dénigrer ou réduire l'impact de la mort de ces hommes, ni la valeur de leur vie, y a-t-il en Corse des attentats de terroristes-suicide comme au Proche-Orient ? Les « **activistes** » corses ne pénètrent pas dans le « territoire » français pour se diriger vers une maison de civils afin d'éliminer ses habitants et de tuer lâchement des enfants en les mettant en joue volontairement ! Le vocabulaire des journaux qui « **informent** » que des « **activistes** » ont abattu un **enfant colon israélien** au lieu de dire que des terroristes ont tué froidement et lâchement un enfant, démontre l'implication des organes de presse français et de leurs orientations. C'est une énorme manipulation terminologique, dont la répétition quotidienne pénètre les esprits.

Le fait de repasser les mêmes séquences vidéos, montrant les chars israéliens, avec des prises de vue photographiques les rendant menaçants, les check-points, les destructions de maisons de terroristes, va faire intégrer, sans faire intervenir la volonté du téléspectateur, sur le principe des messages subliminaux, l'idée, la perception et la sensation qu'Israël est un pays violent, oppresseur et dominateur. A l'inverse et pour

CE. G

équilibrer, vous ne trouverez pas de répétition médiatiques concernant les images d'un attentat d'un terroriste-suicide. Vaguement et sans détail, on trouvera quelques images rapides, mais rien qui puisse marquer les esprits. Le déséquilibre de l'information se trouve aussi dans cette technique de manipulation de la perception de l'opinion publique.

La répétition permet également de ne pas oublier, puisque le sujet est diffusé régulièrement. On appelle cela aussi un « matraquage médiatique ». Mais au delà du terme, il y a cette réalité. La répétition a un effet manipulateur certain. Une information noyée parmi d'autres ne sera pas retenue, mais la même information revenant sans cesse parmi d'autres nouvelles d'informations sera dans ce cas retenue. Même si le public ne s'en aperçoit pas, l'information pénètre l'esprit et s'insinue dans la « case » mémoire de notre cerveau. La répétition successive d'une information permet de « boucher les trous » de la même information diffusée la veille ou plus tôt mais pas retenue entièrement. En définitive, s'il n'est pas évident de la retenir par cœur, il est par contre certain que le sujet sera à terme parfaitement assimilé.

Quand Arafat parlait de génocide et de massacre en choisissant volontairement ces déclencheurs émotionnels négatifs, et que nos médias ont diffusé sans cesse, pendant plusieurs jours, ces mêmes déclarations, l'impact sur l'opinion publique fut considérable. Cela constitua un bénéfice net pour le terroriste. Combien même il n'apporte aucune preuve de ses allégations, et combien même Israël démontre les mensonges, dès l'instant où c'est Arafat qui bénéficie d'une audience et d'une grande médiatisation et non Israël et Tsahal, le harcèlement psychologique produira l'effet cherché.

Dans la mesure où il ne s'agit pas d'un harcèlement violent, et dans la mesure où c'est le téléspectateur qui fait la démarche d'allumer sa télévision, le « forcing » ne peut être ressenti. Il peut y avoir une lassitude voire du mécontentement, mais pas une sensation de harcèlement. Les manipulés ne savent jamais qu'ils le sont. Quand ils le savent, ils cessent de l'être...

Pour illustrer les effets dévastateurs de la répétition de la terminologie terroriste, évoquons la dépêche de l'agence Reuters, datée du 14 octobre 2003 (17h03), et rédigée par Matt Spetalnick. Les dépêches de Reuters sont aussi très utilisées par la presse française. Dans celle-ci, le journaliste titre : « Israël va déporter 15 Palestiniens ». Le choix du terme, autrement dit la terminologie employée, est volontaire. Il faut, dans cette entreprise de manipulation, délégitimer l'état d'Israël. Ce n'est pas suffisant de faire passer ce pays victime du terrorisme fondamentaliste islamiste pour un état-terroriste, il faut aussi en faire un état nazi ! Les maux dont ont souffert les juifs sont indécemment retournés contre eux. Pour ce faire, le reporter Matt Spetalnick établit un parallèle entre ce que les juifs ont vécu durant la seconde guerre mondiale et « ce qu'ils font vivre aux Palestiniens ». Le mot « déporter » est donc loin d'être employé innocemment. L'impact psychologique est important car le souvenir des camps de concentration est encore dans l'esprit des opinions publiques. Les déportés connus à ce jour sont les juifs dont 6 millions ont été exterminés dans les camps. Ce terme est donc lourd de signification, il n'est pas approprié. Pourtant, il sera répété quatre fois dans la dépêche, martelant ainsi l'esprit du lecteur qui semble n'avoir plus qu'à conclure sur le caractère fasciste de l'état d'Israël.

En fait, le cas de ces 15 Palestiniens n'est absolument pas comparable à la situation historique de la seconde guerre mondiale. C'est même totalement différent ! Ils sont en effet déplacés d'une région à une autre, mais pas d'une prison à une autre. Ils quittent la prison de Ramallah pour être déplacés et rendus libres à Gaza ! Déplacés ou exilés auraient été des termes plus appropriés et logiques car de qui

s'agit-il ? De détenus ! En France certaines personnes ayant été emprisonnées sont aussi déplacées dans une autre région avec interdiction de retourner dans la région du délit. Cela s'appelle une « interdiction de séjour ». Éloigner des détenus de Cisjordanie, d'où viennent la majorité des attentats-suicide depuis le début de la deuxième Intifada, n'a rien à voir avec l'envoi des juifs dans les camps de concentration nazis. Ces détenus sont simplement déplacés dans une autre région sous Autorité Palestinienne.

Dans le cas de cette dépêche de Reuters, la volonté d'exagérer est évidente. La manipulation se fait par exagération et disproportion. La répétition de termes qui choqueront l'opinion publique occidentale va alors créer un réflexe d'indignation qui se renouvellera à chaque évocation d'Israël. Car il ne s'agit là que d'un exemple parmi tellement d'autres... L'émotion occidentale est sans cesse exacerbée, malmenée, utilisée. A force de lire et d'entendre constamment les mêmes mensonges, les mêmes exagérations, la population n'a plus de recul et devient la cible idéale des désinformateurs sans scrupules qui manipulent la présentation des événements.

Mélanger la cause et l'effet : un classique médiatique

Pour pouvoir faire douter l'opinion publique, il est nécessaire que celle-ci perde tout repère lui permettant de prendre du recul et de conserver une distance critique. La confusion intellectuelle entraîne le doute, et cette confusion est réalisable à partir d'un sophisme qui incite à « confondre la cause avec l'effet », appelé sophisme « non causa pro causa, dont nos médias usent de plus en plus. Celui-ci opère une inversion de la perception d'un événement.

La confusion entre la cause et l'effet n'est pas une confusion spontanée. Il faut mettre en place des mécanismes psychologiques propices à l'absorption d'informations afin d'habituer les opinions publiques à ne pas remettre en question les sources et la qualité de l'information, mais aussi à ne pas déceler les outils utilisés. S'il n'y avait pas une abondance d'informations concernant le conflit israélo-arabe, les opinions publiques internationales, et surtout française, auraient conservé le recul nécessaire pour reconnaître une information tronquée et les outils de manipulation. Il faut savoir que l'opinion publique française a perdu tout sens critique à propos du conflit israélo-arabe. Les outils cités dans ce livre doivent justement permettre d'équilibrer ce qui est vu dans la presse audiovisuelle et dans la presse écrite, mais surtout, ils doivent permettre au public intéressé de réapprendre à raisonner seul.

Nous avons vu précédemment les dangers des manipulations chronologiques de l'Histoire, mais il faut également se méfier des manipulations chronologiques dans le traitement de l'actualité même, plus délicates encore à déceler, puisque celui-ci repose sur des événements en mouvement, qui réclament, pour des raisons commerciales évidentes, un traitement médiatique rapide. En conséquence, l'opinion publique n'a pas assez de repères, car elle ne bénéficie pas de connaissance livresque ou scolaire sur les conflits actuels, comme elle peut en avoir pour les conflits de la première et de la deuxième guerre mondiale par exemple.

Pour illustrer la manipulation engendrée par la présentation désordonnée des événements, observons-la en situation. Le 29 Juin 2003, les groupes terroristes proclament une trêve avec Israël de 3 mois. Dans le journal Le Monde, le « journal de référence » français, ainsi qu'il est appelé dans la profession, Michel Bôle-Richard crée la confusion dans la chronologie des faits, dans un article paru dans l'édition du

CE. G

23 août 2003, intitulé : « Les groupes radicaux palestiniens dénoncent la trêve avec Israël ». Il commence son article en mettant l'accent sur cette annonce, formulée par deux groupes terroristes au hit parade dans les territoires disputés. Ceux-ci ont dénoncé le vendredi 22 Août, la trêve de trois mois avec Israël qu'ils s'étaient engagés à respecter. Selon le journaliste du « journal de référence », le Hamas dénonce la trêve suite à l'assassinat, le Jeudi 21 Août, « de l'un de ses principaux dirigeants » : Ismaïl Abou Shanab, reprenant en sous-titre, donc de façon très visuelle, les paroles du premier ministre palestinien Mahmoud Abbas, dénonçant : « un crime odieux ».

Le mardi 19 août 2003 vers 21h, soit presque 2 mois après l'accord de trêve, le Hamas et le Jihad Islamique envoient un terroriste se faire exploser dans un bus en Israël. Le bilan fut de 20 morts, dont 3 enfants, et une centaine de blessés. Cet attentat n'est évoqué que de façon anecdotique, pour signaler que l'Autorité Palestinienne affirmait sa volonté de punir les responsables...on connaît cependant son inefficacité à contrer le terrorisme, mais cela, bien sûr, ne sera pas évoqué : aucun recul critique ne sera ici proposé par le journaliste.

Le vendredi 22 août donc, le Hamas et le Djihad Islamique dénoncent ensemble la trêve, car, la veille, soit le jeudi 21 août, Tsahal a tué un chef terroriste de Gaza, Ismaïl Abou Chanab, « responsable de la prise de décision » du Hamas, dont « il dirigeait et approuvait les opérations militaires ». Aucune information ne sera donnée sur ce que cela signifie...mais le lecteur pourra se faire une idée en lisant la charte du Hamas. L'action de « dénoncer » étant comprise par tous comme étant un acte juridique annulant un accord ou un contrat, il faut donc comprendre que cet accord de trêve a donc cessé avec et en raison de la mort du chef terroriste.

Toujours dans le même article du Monde, on peut lire que « Dominique de Villepin plaide pour une « rupture de la logique sécuritaire » pure et des percées « irréversibles » vers la paix dans le conflit Israélo-Palestinien et en Irak ». Mahmoud Abbas (alias Abou Mazen) a qualifié de « crime odieux » la mort du chef terroriste et selon lui, cela va aller à l'encontre de ses actions contre les « activistes » palestiniens, surtout que la veille son gouvernement était entré en contact avec les deux groupes terroristes pour selon lui (c'est écrit dans le journal) avec quelques « modalités » à mettre au point ...il allait « contrer » le Hamas et le Djihad le Islamique, ...on ne sait pas comment, mais cela devait être quelque chose de bien car visiblement les Israéliens n'ont pas saisi cette chance et ne l'ont pas donné à Abou Mazen...!!! Il est certain que vu comme ça, les choses sont simples à penser.

Dans cet article, l'action psychologique s'opère en fait en plusieurs étapes. Grâce au relais du journal Le Monde, les terroristes palestiniens bénéficieront d'une chronologie chaotique qui rendra confuse voire erronée la perception des événements. Voici en effet comment se présentent les faits, selon ce « journal de référence ».

1- L'article commence par l'annonce de la fin de la trêve, par le « mouvement palestinien » (comprendre groupe terroriste) du Hamas et du Djihad Islamique. L'introduction reprend ainsi le discours de ces deux groupes terroristes qui justifient la rupture de la trêve par la mort d'un de leurs « dirigeants » (comprendre : chef terroriste) tué par Tsahal..., **alors qu'en réalité, la trêve avait pris fin le 19 août avec l'attentat qui a tué 20 Israéliens.**

2- Le journal signale que Tsahal a multiplié les opérations dans les territoires disputés, sans accrocher cette information avec l'attentat qui les a motivées. Celui-ci n'est évoqué qu'au deuxième paragraphe de l'article : la priorité est ainsi donnée aux lamentations du Hamas et du Djihad Islamique.

3- L'attentat est subtilement gommé grâce à des diversions. La première est la déclaration de De Villepin qui plaide « pour l'arrêt de la logique sécuritaire », cité dès l'introduction de l'article. Cette déclaration vise uniquement Israël, car la logique sécuritaire est forcément une conséquence, dans ce contexte, d'un acte terroriste. De Villepin, par cette litote, évite ainsi d'être plus direct, en déclarant « Peuple israélien, quand vous vous faites tuer par des terroristes sadiques, surtout ne faites rien ! »... mais cela ne revient-il pas au même ? On efface donc l'attentat, et les 20 civils innocents assassinés, et on condamne Israël et son attitude sécuritaire logique et légitime.

4- De ce fait, l'attentat en Israël ne bénéficie pas de la considération et de l'indignation qu'il devrait susciter. Pour les dirigeants palestiniens et les dirigeants européens, le « crime odieux » est l'assassinat du chef terroriste du Hamas, Ismaïl Abou Shanab. Cet homme a envoyé des terroristes se faire exploser parmi des enfants, et ces mêmes dirigeants et représentants de l'Europe, et donc de la France, n'ont pas qualifié l'attentat de « crime odieux ». Grâce à cette présentation des faits à la chronologie plus que fantaisiste, ce sont les propos du premier ministre palestinien repris par le « journal de référence », qui resteront dans la mémoire collective. Il aurait fallu faire une comparaison avec les propos du premier ministre israélien après l'attentat. C'est là que la bât blesse : le premier ministre israélien n'est pas interrogé. S'il l'était, comme il l'est dans son pays, les Français pourraient lire qu'Ariel Sharon estime qu'un attentat qui tue des civils, et rien que des civils, qui se rendent à leur travail ou à l'école EST un crime odieux. Mais les Français n'auront pas l'occasion de le lire.

Dans une situation de responsabilité, Israël assume les siennes. Quand un militaire est accusé d'un manquement à la morale militaire, d'un mauvais traitement envers un Palestinien, Israël rend public ces faits par l'intermédiaire de son porte-parole. Alors, l'Autorité Palestinienne s'empresse d'exploiter cette honnêteté pour décrédibiliser Tsahal et Israël. Israël transmet des excuses aux familles des victimes des dommages collatéraux causés par les ripostes nécessaires pour contrer le terrorisme. Les Palestiniens, eux, dansent et fêtent l'attentat qui a tué des civils juifs innocents. Là encore, le caractère démocratique d'Israël se retourne contre lui, l'opinion publique internationale retenant ses mea culpa courageux, sans voir qu'ils sont unilatéraux. Israël est pourvu d'une Cour de Justice sévère qui condamne le non-respect de ses lois, comme la France s'engage à punir les exactions commises par ses militaires si nécessaire. L'Autorité Palestinienne, elle, soutient, finance et encourage le terrorisme⁸⁷, et si elle arrête, parfois, des terroristes, elle les relâche souvent quelques jours plus tard, selon un principe bien connu de ceux qui s'intéressent de près au conflit, appelé : « politique des portes tournantes ».

La diversion consiste à faire croire que les dirigeants palestiniens étaient en train de mettre au point avec Arafat une solution pour, selon Le Monde, « contrer » les groupes terroristes. L'Autorité Palestinienne ne l'a jamais fait auparavant et lui prêter ce genre d'intentions, sans recul sur son inaction passée, est d'une naïveté inouïe ! Accepter telle quelle cette déclaration pour le moins extravagante relève de l'inconscience et de l'irresponsabilité. Depuis la création de l'OLP, Arafat a soit éliminé ses opposants (Abou Nidal) pour garder le pouvoir, soit, pour plaire aux yeux du monde, affirmé son intention de combattre le terrorisme (dans ses discours en

87 Voir les chapitres précédents, et Le dossier Arafat, réalisé par Karin Calvo-Goller et Michel A. Calvo, Albin Michel, 2004, véritable dossier d'accusation qui fournit toutes les preuves nécessaires au lecteur incrédule.
CE. G

anglais du moins)...Mais dans les faits, en aucun cas il ne s'est attaqué au Hamas ou à un autre groupe terroriste.

5 - Une autre diversion consiste à humaniser le terroriste, pour éveiller la pitié du lecteur. C'est sur cela que l'article s'achève, et l'opinion publique restera sur cette impression. Au dernier paragraphe, vous pourrez donc connaître son nom de famille et son statut familial : âgé de 53 ans, il était père de 11 enfants! Le Monde annonce qu'il fut fondateur du « Mouvement de la résistance islamique (Hamas) », (sans signaler son action terroriste) avec Cheik Yacine et cela lui a coûté 10 ans de prison...On ne sait pas pourquoi...Donc, si l'on en croit le « journal de référence » français, connaître Cheik Yacine était passible, aux yeux d'Israël, de 10 ans de prison. Il y a là une formidable diversion. En fait, il a été arrêté et condamné pour atteinte à la sûreté de l'état : pas pour ses idées donc, mais bien pour ses actes terroristes qui firent de nombreuses victimes israéliennes !

Ainsi, la parole est donnée uniquement aux dirigeants palestiniens et aux terroristes qui peuvent, grâce au relais du « journal de référence », transmettre leur message subversif. Maintenant, cela est démontrable d'une autre manière. Prenez le journal, étalez-le et regardez l'article. Il est composé d'une quarantaine de lignes. Pas une n'est donnée aux Israéliens. L'article complet est fait pour annoncer la rupture d'une trêve et pour annoncer le « crime odieux » de la mort d'un chef terroriste.

Pour plus d'équilibre et de compréhension, il faut rétablir la chronologie :

-Le 19 août 2003, le Hamas commandite un attentat à Jérusalem contre des civils israéliens en pleine période de trêve, rompant ainsi leurs engagements du 29 juin 2003.

-Israël cherche le responsable de cette opération, qui se cache en Cisjordanie, et ordonne son assassinat ciblé. Si cette attitude peut paraître choquante pour un esprit occidental, non confronté à la réalité du Proche-Orient, il faut toutefois penser qu'elle s'oppose en cela aux accusations formulées contre Israël selon lesquelles Israël pratiquerait la « punition collective ». Il s'agit bien de cibler un terroriste afin d'éviter au maximum tout « décès collatéral », ce qui n'est bien sûr pas dans les préoccupations terroristes ! Par ailleurs, on oublie trop souvent de rappeler qu'Israël s'est déjà engagé à mettre fin à ces assassinats ciblés si l'Autorité Palestinienne se décidait à agir véritablement en faveur de la paix et contre les groupes terroristes.

On voit dans cet exemple à quel point un article qui semble à première vue seulement relater une information peut en fait véhiculer de nombreuses manipulations des faits. A force de présenter les événements de façon partielle, tronquée et désordonnée, les lecteurs sont amenés à partager la pensée unique selon laquelle Israël est le pays qui refuse la paix, le pays qui constitue la plus grande menace pour les droits de l'homme...Les terroristes fondamentalistes sont ainsi parvenus à mélanger les faits pour faire disparaître leur propre mauvaise volonté derrière des accusations qui visent pourtant les ripostes qu'ils suscitent...et notre presse accepte d'être l'instrument de cette réécriture de l'actualité proche-orientale à des fins partisans et criminelles, et tout cela avec une apparente bonne foi qui lui autorise toutes les erreurs.

L'omission

Ou comment manipuler sans mentir

Nous l'avons déjà aperçu dans l'exemple précédent, la manipulation chronologique des faits est souvent combinée avec un autre outil qui permet de créer cette confusion entre la cause et l'effet : l'omission. Celle-ci n'est pas seulement un oubli inoffensif, c'est aussi un outil redoutable de désinformation, donc de manipulation. Il est donc utile d'expliquer l'importance et le rôle de l'omission dans la perception erronée de l'actualité. En effet, celle-ci offre la possibilité bien pratique de désinformer sans mentir. Il s'agit « d'oublier » un élément qui change radicalement la perception de l'information. Cela revient à faire de la rétention d'information.

Prenons un exemple totalement fictif mais représentatif de la méthode utilisée par la presse écrite et télévisée française concernant le conflit israélo-arabe. Au journal de 13 h, le présentateur informe les téléspectateurs que des policiers ont abattu une femme dans le centre d'une ville, alors qu'un braquage de banque était en cours. Le titre : « Des policiers interviennent lors d'un braquage, bilan : une femme tuée ». Là, l'information brute est sans appel, mais insuffisante. Le téléspectateur conclut que les policiers ont tué cette femme.

Le présentateur annonce ensuite le reporter sur place. Celui-ci prend la parole et explique les faits. En fait, on va petit à petit apprendre que les braqueurs ont ouvert le feu sur les policiers alors que de nombreuses personnes tentaient de s'éloigner, et que les policiers, en riposte et avec l'instinct de survie qui commande de se protéger, ont à leur tour ouvert le feu en direction des braqueurs. A ce stade de l'enquête, le reporter déclarera sans détour que la femme a été tuée lors des premiers échanges de coups de feu, et qu'il faut attendre l'autopsie pour déterminer la provenance du projectile. Ainsi, si l'explication semble pertinente, le titre, lui, est totalement ambigu ! Or, comme pour les publicités, ce sont les titres en gros caractères, avec des couleurs vives ou avec des déclencheurs émotionnels qui marqueront les esprits. Omettre la chronologie des faits a des conséquences importantes sur la perception de l'information, car sans chronologie, il n'y a pas de circonstances, et sans circonstances les facteurs humains de stress, de danger et d'instinct ne peuvent être pris en compte.

Reprenons ce même exemple, adapté cette fois au conflit israélo-arabe, dans une dépêche de l'AFP du 19/11/2003 intitulée : « Deux Palestiniens tués, des blessés dans un attentat près d'Eilat ». Avec ce qui est annoncé, il est déjà possible de faire l'exercice de trouver les erreurs déontologiques du journalisme. « Deux Palestiniens tués » : la dépêche de l'AFP explique bien, ensuite, que ce sont les « tireurs » (autrement dit les terroristes) et qu'effectivement ils ont été abattus par les vigiles de sécurité... mais le titre déstabilise le lecteur : « Deux Palestiniens tués et des blessés dans un attentat près d'Eilat. ». Il est tout à fait permis de penser que les Palestiniens sont morts dans l'attentat, mais en tant que victimes de l'attentat, pas en tant que terroristes, puisque ce mot ne figure même pas dans la dépêche. A la lecture de celle-ci, on ne retient pas qui a perpétré l'attentat. Il n'y a pas non plus de différence entre le terroriste et le Palestinien, donc implicitement, l'aspect inhumain du terroriste est amoindri et sous-estimé : selon la dépêche, il s'agit de deux Palestiniens qui ouvrent le feu, et non de deux terroristes. Ils sont donc présentés comme de simples civils, la condamnation du terrorisme et de l'acte terroriste ne peut donc se faire dans l'esprit de l'opinion publique. De cette manière, l'impact psychologique négatif que devrait produire l'attentat perpétré contre des civils, dans un terminal routier, est atténué. C'est la mort des « Palestiniens » qui est retenue grâce à ce titre, et leur crime n'apparaît qu'en arrière plan dans la conscience de l'opinion.

C'est ainsi toujours grâce à l'omission que la presse française exacerbera les

CE. G

émotions en faveur des Palestiniens. En effet, le « statut » de « terroriste » est rarement mentionné dans la presse française. Comme je l'ai signalé précédemment, on préfère utiliser les termes : « activiste », « militant », « cadre », « responsable », « haut dirigeant », « membre » ou « Palestinien ». Cette omission n'a rien d'innocente, elle participe à la manipulation de l'opinion publique, en reprenant la terminologie terroriste, qui refuse cette appellation. L'omission permet alors, sans mentir, en conservant la « conscience journalistique » tranquille, d'orienter l'opinion publique en faveur des Palestiniens, quels que soient leurs exactions criminelles et inhumaines.

Autre exemple, pris dans le « journal de référence ». Dans un article, on nous explique qu'un « activiste » du Fatah, mouvement lié au « président Yasser Arafat » a « actionné sa ceinture d'explosifs » dans le bus n°19. Voici ce qui devrait être écrit : « Un terroriste du Fatah (groupe terroriste fondé par Yasser Arafat) s'est infiltré en Israël et a fait sauter les sept kilos d'explosifs contenu dans son sac dans le bus n°19, tuant 10 Israéliens et en blessant 30 autres »...N'est-ce pas plus clair ainsi ?

Continuons...

Les lignes qui suivent témoignent de la désinformation pratiquée en France. Toujours dans cet article du journal Le Monde, on explique que cet attentat survient au lendemain d'une incursion militaire israélienne proche de la colonie de Netzarim qui a tué huit Palestiniens. L'omission d'éléments importants permet comme il est écrit plus haut d'orienter l'opinion publique. Maintenant observons la traduction de la même information au regard des faits, et de leur chronologie : la localité de Netzarim a été attaquée le mercredi 28 janvier par des terroristes palestiniens, qui ont ouvert le feu à l'arme automatique et aux lance-roquettes. Des militaires israéliens, appuyés par des renforts, ont pénétré à Gaza pour repousser l'attaque, contenir les terroristes et sécuriser le périmètre. Ce fut une bataille sur une zone de guerre. Les Palestiniens qui ont été tués étaient des terroristes qui faisaient partie, pour la plupart, du Djihad Islamique. Dans cet exemple, on voit comment l'omission a incité le lecteur à croire que l'armée israélienne était entrée à Gaza selon son « humeur » ou de manière inopinée, et qu'elle avait tué gratuitement des Palestiniens qui apparemment se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment.... Pour parvenir au sophisme Non Causa, Pro Causa, qui consiste à confondre la cause et l'effet, la technique de l'omission occupe donc une place de choix. C'est malheureusement ce qu'on entend répété partout en France. L'omission de la cause des actions israéliennes, et le refus d'utiliser un vocabulaire adéquat pour parler des terroristes, de leurs crimes, et de leurs institutions créent dans l'opinion publique un chaos qui l'empêche d'analyser en connaissance de cause les événements.

Voici ma réaction face à un cas flagrant de désinformation, transmise au courrier des lecteurs du journal Le Monde, suite à l'article de Gilles Paris⁸⁸ « Un attentat suicide à Jérusalem relance le cycle des violences ». Alors que je consultais les différents quotidiens français, un matin, je fus choqué de me rendre compte de la manipulation flagrante pratiquée par ce journal, car quelques heures auparavant, j'avais eu connaissance des faits s'étant produits dans les territoires, avec les circonstances réelles.

« Gilles Paris pris en flagrant délit de partialité journalistique »

To: courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Sent: Friday, January 30, 2004 1:41 PM
Subject: Article de Gilles Paris /mise au point

« Le Monde : "... relance le cycle des violences" »

Commentaires:

Le cycle des violences ne s'est jamais arrêté avec l'attentat, puisque les terroristes ont attaqué la localité de Netzarim, la veille. Une attaque à l'arme automatique ou au mortier est bien un acte de violence.

Le Monde : "il est écrit que huit Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne, lors d'une incursion à Gaza la veille."

Commentaires :

- La chronologie des faits vous importe visiblement peu.
- Chronologie : La veille, des terroristes palestiniens ont ouvert le feu sur la localité de Netzarim. Des militaires sur place, ainsi que des renforts se sont déployés pour établir un périmètre de sécurité. Une fois arrivés sur les lieux, les militaires israéliens ont subi un feu nourri de tirs de roquettes et de missiles anti-char. Les militaires israéliens ont riposté par mesure de protection et ont abattu des terroristes.

Le Monde : Impasse politique complète. Il est écrit que Mr Sharon n'a toujours pas rencontré le ministre palestinien, Mr Qoreï."

Commentaires :

- Pourquoi M.Sharon et pourquoi pas M. Qoreï ?
- Donc, pourquoi pas : « Mr Qoreï n'a toujours pas rencontré M.Sharon »?
- Ou encore, et plutôt : les deux premiers ministres ne se sont toujours pas rencontrés.

Le Monde : Il précise que cette colonne de blindés avait pénétré dans le quartier de Zeitoun, faubourgs de Gaza et que 5 Palestiniens avaient été tués dans une fusillade qui s'en était suivie.

Commentaires :

- Les informations - que vous pouvez vous procurer sur les sites Internet palestiniens - font état de divergences concernant le nombre des morts. Alors que vous, journalistes, reporters et rédacteurs en chef, ne nommez pas directement le statut des tués palestiniens, à savoir des terroristes du Djihad Islamique, le Djihad Islamique, lui, n'a pas de problème pour déclarer qu'il vengera la mort des siens.

- "Activistes". L'utilisation du terme "activiste" concernant les terroristes apparaît, là aussi, comme étant une désignation exclusivement réservée aux terroristes palestiniens, car il serait alors logique d'appeler les terroristes corses, des "activistes corses", ou de parler des "activistes de l'ETA". Les définitions de l'activisme et de l'activiste, même si elles admettent l'action violente en politique, paraissent vouloir,

CE. G

dans la mesure où elles sont peu connues du public, diminuer justement l'impact de l'action violente, de la barbarie et de la monstruosité pratiquée par les terroristes palestiniens. Vous ne trouverez pas l'équivalent pratiqué par les israéliens.

Le Monde : Gille Paris précise que la fusillade avait fait des blessés, dont un ambulancier venu sur les lieux, et que trois ouvrier d'une cimenterie avaient eux aussi été tués. Le tout « selon des sources palestiniennes. »

Commentaires :

Le nombre de tués étant invérifiable du côté des sources palestiniennes (vous le savez, c'est classique), vous n'interrogez même pas l'armée israélienne, ne serait-ce que par déontologie journalistique, pas même pour écrire un "selon l'armée", comme vous le faites si souvent. C'est partial !

Pour votre information, voici les noms des terroristes palestiniens connus et inconnus mais portant une arme : Il s'agit d'Ahmed Ali Abou Rukab, 22 ans, Iyad al-Ghaaei, 38 ans, Marwan Mahmoud Basal, 39 ans, Mousa Dalouln 30 ans, Ottaman Jundyia, 22 ans - tous affiliés au Djihad islamique. Les autres sont Sameh Tutah, 17 ans, Ikram Abou Ajami, 17 ans, Mohammed Dakhdar et Sami Badawi.

Le Monde : Dans l'article il est écrit que "Le Djihad islamique, a annoncé la mort de trois de ses membres et qu'il avait déclaré qu'il se vengerait.

Il y est aussi précisé que deux roquettes artisanales avaient été tirées dans l'après-midi sans causer de dégâts sur la colonie de Netzarim. .

Commentaires :

- Là encore figure une grave erreur de chronologie, répétée une fois de plus.

En conclusion, voici la chronologie :

1. La localité juive de Netzarim est attaquée par des terroristes palestiniens.
2. Les militaires de Tsahal, avec du renfort, sécurisent la zone par mesure d'assistance.
3. Ils font face à une attaque en combat urbain, à l'arme automatique, aux lance-roquettes et missiles anti-char.
4. Les militaires de Tsahal ripostent, par mesure de protection, pour repousser l'attaque, et abattent des hommes armés dans un échange de tirs.
5. Un attentat a lieu le lendemain à Jérusalem, dans le but d'éliminer et de terroriser la population israélienne.
6. C'est un policier de l'Autorité Palestinienne qui se fait exploser et, de ce fait, implique directement l'Autorité Palestinienne (vous ne le précisez pas)
7. L'argument "venger les morts palestiniens" est récupéré par votre journal, sans faire

la distinction entre des civils innocents tués et la mort de terroristes qui ont attaqué la localité de Netzarim, dans un échange de tirs avec les militaires israéliens.

On peut donc conclure que la manière dont l'information est retranscrite s'apparente à un véritable désordre. Quant au professionnalisme et à la déontologie, ils ne sont pas flagrants !

Il se peut qu'un jour, un tribunal spécial juge les conséquences, directes ou indirectes, de la désinformation pratiquée en France. Des quotidiens, des hebdomadaires auront alors à en répondre.

Tout est vérifiable dans ce qui est écrit, il suffit juste de chercher, et d'être objectif. »

Pour poursuivre l'analyse des événements évoqués par Gilles Paris, il est nécessaire de voir que cette attaque depuis Netzarim n'était pas un hasard, car le hasard n'a pas sa place dans ce contexte. Nous l'avons vu, selon les dires même des terroristes, des combats sont engagés spécialement parce qu'il y avait des civils dans cette zone et que chaque civil touché ou abattu est un « argument », une émotion supplémentaire en faveur des Palestiniens et de l'Autorité Palestinienne. Chaque civil tombé sous les balles durant un affrontement devient un martyr pour la cause palestinienne, il devient un argument, une émotion ou une raison pour fléchir en faveur des « faibles et des opprimés ». L'action de mélanger la cause et les effets se situe précisément dans ce contexte. Dès l'instant où la presse omet de donner tous les éléments qui ont entraîné ces décès, il ne peut y avoir une compréhension objective et rationnelle.

Etapas du processus d'omission dans cet article :

- 1.Des terroristes et des miliciens palestiniens attaquent la localité de Netzarim : **informations censurée...ou oubliée ?**
- 2.Il y a sur place la présence de militaires de Tsahal : **2^e information censurée...ou oubliée ?**
- 3.D'autres unités de Tsahal vont, avec les militaires déjà sur place, converger vers le lieu des attaques, proche de la bande de Gaza : **information déformée car incomplète.**
- 4.Des miliciens dans la bande de Gaza attendent les militaires : **information censurée...ou oubliée ?**
- 5.Les terroristes engagent le combat en tirant des roquettes et des rafales d'armes automatiques vers les soldats israéliens qui ripostent : **information censurée...ou oubliée ?**
- 6.Le chef du Jihad Islamique déclarera à la presse que le peuple palestinien a bien reçu le message sanglant et saura comment y répondre : **information censurée...ou oubliée ?**

On remarque ainsi des points inexacts dans cet article, c'est énorme. Cinq informations sont censurées (ou oubliées), à ces omissions s'ajoute une information déformée. Nous avons donc au départ une situation d'assistance et de légitime défense et pourtant, dans la presse française, l'information fera percevoir l'arrivée de Tsahal

CE. G

comme une agression. La cause et l'effet sont confondus. Les terroristes ont une fois de plus semé le doute et la confusion dans l'esprit d'une opinion publique internationale de plus en plus en proie au réflexe émotionnel, qui empêche l'analyse rationnelle des faits. Les bénéfiques ? L'opinion publique retiendra que Tsahal est entrée à Gaza et que des combats ont été engagés en raison de la présence de l'armée israélienne.

Cet exemple est loin d'être unique. Dans la mesure où la plupart des médias français censurent la plus grande partie des informations provenant du conflit israélo-arabe, le public, les lecteurs, ne savent pas que l'armée israélienne déjoue chaque semaine plusieurs tentatives d'attentats, cela peut pourtant aller jusqu'à 10 par semaine ! Le public n'a pas en mémoire la chronologie des attentats, et c'est précisément ce qui permet de déclarer que tel ou tel attentat était une vengeance suite à une incursion israélienne dans les territoires. Comme vous pouvez le constater, il suffit d'un peu d'omission pour changer le sens des responsabilités.

Puisque Arafat disposait d'un accès aux médias occidentaux illimité, il a pu très facilement user de cette méthode. A chaque fois, Arafat fit semblant d'être surpris qu'on lui demande son avis concernant un attentat. Bien sûr, il est contre, il condamne en anglais l'attentat tout en expliquant qu'Israël pratique un « génocide », un « massacre » de son peuple, et que les attentats suicides sont commis par des jeunes n'ayant plus d'espoir pour leur avenir. Ces derniers mois, la construction de la barrière de sécurité, lui a permis de faire focaliser l'attention de l'opinion publique internationale sur ce point, en expliquant entre autre que la construction de cette barrière créerait des rancœurs et pourrait être la cause d'attentats car cette barrière allait appauvrir davantage le peuple palestinien.

Pour revenir à ces déclarations, l'orateur Arafat étudiait et concevait ses textes lui-même. Comme il est expliqué dans le chapitre sur l'Ethos de l'orateur, celui-ci doit avoir étudié au préalable son auditoire afin de cerner avec efficacité ce qui le touchera. « Massacre », « Génocide », « Oppression », « Apartheid » sont une sélection d'expression qui vont toucher à coup sûr l'auditoire, qui se trouve être l'opinion publique internationale dont il avait tant besoin. Nous venons de voir que mélanger la cause et les effets induit en erreur le public. Mais pour y parvenir, il faut créer des diversions, faire en sorte que le public ne focalise pas son attention sur le sujet lancé qu'est l'acte terroriste. Il faut pour mélanger la cause et l'effet que le public puisse mettre en balance un instant l'acte terroriste qui est choquant avec d'autres actes tout aussi choquant. C'est pourquoi Arafat évoquait volontairement des expressions extrêmement disproportionnées pour que celles-ci, à travers ce qu'elles représentent, puissent effacer et faire oublier le sujet principal qui est l'attentat qui vient d'avoir lieu, et qui est un acte de terrorisme. Cela marche à la perfection !

Comme je l'ai rappelé dans ma lettre au médiateur du Monde, Arafat et ses « ministres » se sont servis de la censure de nos médias pour induire l'opinion publique en erreur. L'omission, par exemple, de l'attaque de Netzarim par des terroristes la veille ne permet pas au lecteur de ce journal de savoir que Tsahal est arrivée dans cette localité pour repousser l'attaque et les combattants terroristes, et que c'est lors des échanges de tir initiés par ces derniers qu'il y eut plusieurs blessés et des morts parmi eux. L'absence de précisions, quand celles-ci sont connues, constitue une omission. Celle-ci déséquilibre gravement le contexte, et implicitement fausse l'analyse qui en découle.

Ainsi, le chaos est implacablement distillé par des journalistes qui manquent pour le moins de rigueur dans leur couverture du conflit israélo-arabe. Les médias commettent des « erreurs » impardonnables, au mépris de toute déontologie. C'est

inadmissible, car on connaît les conséquences passionnées voire souvent violentes que ce conflit suscite. Les médias doivent avoir un rôle d'information, la population leur fait confiance, et part du principe que c'est le métier des journalistes de « savoir » ce qu'il se passe réellement, et de leur transmettre la réalité du terrain. Quand on voit s'enchaîner ainsi confusions, omissions, diversions et autres manipulations chronologiques, on ne s'étonne plus de la montée en puissance des condamnations et déclarations partisans liées à ce conflit, toutes dirigées contre « l'ennemi de la paix » : Israël. D'autant que la manipulation ne s'arrête pas là, et que les médias disposent, outre leurs textes, de supports visuels ou de références symboliques qui influenceront également les esprits.

Mots et images : manipulations et incohérences **L'exemple de la barrière de sécurité**

En effet, nous avons vu que la perception d'un événement dépendait de plusieurs facteurs. Associé à la puissance des mots, dont il faut impérativement se méfier, on trouve la puissance de l'image, qu'elle soit visuelle ou métaphorique. Cette combinaison d'éléments achève d'ancrer dans les esprits des idées qui sont en fait le fruit d'une manipulation. Ainsi, le fait de systématiquement associer Israël et Tsahal avec des images d'archives ou de faits divers montrant des cadavres, des blessures par balles et autres images à connotation destructrice, influence bien évidemment la population par l'exacerbation de ses émotions : on stimule la sensibilité chez l'individu. Pour exemple, la presse française, avec ses journaux télévisés et sa presse écrite, informe la population de la construction d'un « mur de séparation » entre les territoires sous contrôle palestinien et l'état d'Israël. Régulièrement sur les chaînes publiques françaises les plus connues, on peut en effet voir ...un mur.

Arafat et sa méthode oratoire qui consiste à générer dans l'opinion publique des émotions, a appelé cette barrière « **mur de la honte, mur de l'Apartheid, mur raciste** » etc ...Le sens des mots dans ces déclarations était étudié : il savait parfaitement l'effet qu'il souhaitait susciter...et il y parvint par l'emploi de ces déclencheurs émotionnels provoquant une image choc renvoyant au mur de Berlin ou à la politique ségrégationniste de l'Afrique du Sud. L'Autorité Palestinienne se sert de déclencheur émotionnel pour « indigner » et « choquer » les lecteurs et téléspectateurs...et ça marche ! Durant les reportages télévisés ou de la presse écrite, on peut en effet voir un mur. Celui-ci est composé de grandes dalles de béton alignées sur une grande distance. Les photos ou les prises de vue des caméras jouent un rôle essentiel dans la mesure où l'omission de l'élément qui suit est capitale pour désinformer.

On peut donc voir la construction du mur évoluer grâce aux multiples reportages réalisés par les médias français ou par les reporters envoyés spécialement. On voit les pelleteuses avancer avec régulièrement, en arrière plan, un petit Palestinien, un village au loin (israélien, palestinien ?), des militaires en armes, des badauds palestiniens interrogés par les interprètes des reporters. On peut aussi voir des grues, des ouvriers, et tout cela pour nous montrer le chantier de construction du « mur de la honte »...Sauf que c'est d'une barrière dont il s'agit et que la partie dure, c'est-à-dire en béton, de la barrière se trouve en territoire israélien et ne constitue que 4 % de la totalité de la barrière anti-terroriste. Le fait de l'appeler « mur de l'apartheid » au lieu de « barrière » relève aussi du choix d'une terminologie fallacieuse pour induire en erreur le public. Une barrière dans son ensemble ne

CE. G

constitue pas un mur !

La sélection de l'image est une technique éprouvée de manipulation. En effet, que ce soit avec un appareil photo ou une caméra, il est possible de réaliser un cadrage qui ne montrera qu'une perspective limitée d'un champ. De la même manière, les perspectives permettent de tromper la réalité. On trouve un exemple de cet effet d'optique dans le magazine « Entrevue » daté de Avril-Mai 2004. Dans les pages 102 et 103 figure un article avec une photo principale qui s'étale sur les deux pages et cinq vignettes en bas celle-ci.

Page 102, la première vignette en bas à gauche représente une prise de vue aérienne qui montre une petite agglomération séparée en deux à sa gauche par ce qui est présenté en légende comme étant un « mur ». En effet, la prise de vue, par le cadrage, montre un mur de béton qui sépare ce qui pourrait être un village en deux parties. Ce « mur » représente un lacet. D'ailleurs, dans tous les reportages vidéos et photos qui traitent de la barrière de sécurité, on verra un mur, long et en lacet. La perspective de la photo permet de voir le mur s'éloigner de son point de départ (qui est celui de la prise de vue du photographe) et d'apercevoir le mur de plus en plus petit à l'horizon. Mais après une observation juste un peu plus attentive, on peut constater qu'une fois parcourus quelques centaines de mètres, le mur cesse et c'est une barrière composées de piquets et de grillage ainsi que de caméras et de capteurs qui prend le relais. Dans cette vignette, il est donc possible de voir qu'en effet le « mur » cesse, et qu'à sa limite le béton est remplacé par du grillage...à condition d'être attentif aux prises de vue, car si l'on ne peut identifier le grillage comme étant du grillage, il est par contre relativement visible que ce n'est plus du béton et que le « mur » s'arrête à une courte distance. La légende en bas de vignette explique la prise de vue. Il est écrit le chiffre 200 en rouge (couleur vive, suscitant l'intensité, capteur de l'attention du lecteur). Ce chiffre correspond à ce que le magazine appelle « la partie terminée de l'édifice ».

Le choix de cette terminologie n'est pas sans effet. Selon le Petit Robert, un édifice est un « bâtiment important, [une] bâtisse, [une] construction, [un] monument ». Il pourrait ensuite s'agir, toujours selon le petit robert, de métaphore pour évoquer une œuvre d'art ou une création, mais dans ce cas précis, il ne peut y avoir d'autre interprétation car il s'agit d'une construction, d'un chantier public qui s'apparente aux bâtiments et à l'architecture. Donc, le terme édifice est mal employé dans ce cas de figure, car il appuie davantage l'image d'une construction de type bâtiment dans lequel le béton est l'élément principal. La confusion par le doute intervient alors, au moment où la barrière, appelée « mur ségrégationniste », sera montrée comme étant un « mur de béton ».

Toujours dans la revue « Entrevue », une autre vignette page 102 présente une légende plus qu'équivoque. Dans cette photo, on peut voir une écolière longer le « mur » pour rentrer chez elle. Ce qui est plus surprenant, c'est que ce « mur » est en fait un grillage dense et élevé, tenu par des piquets métalliques. En aucun cas le terme « mur » n'aurait dû être employé, car il ne correspond absolument pas à la réalité ni à la photo qui montre parfaitement une barrière identique à celles que l'on peut voir en France et qui sert à protéger des particuliers ou des sites d'entreprise des intrusions malfaisantes. Ce qui est surprenant, c'est de constater que pourtant la photo dans laquelle se trouve la petite écolière montre bien un grillage métallique, mais la légende dira « mur » !!!

Le doute s'installe dans l'esprit du public car les terroristes ne sont pas mis en cause dans la raison d'être de la barrière anti-terroristes. Les raisons invoquées par Arafat étaient qu'Israël et Ariel Sharon veulent isoler les Palestiniens. Le doute

s'installe grâce à la répétition de cette déclaration. En résumé : il n'y a qu'un seul interlocuteur, des déclarations non contredites officiellement, pas de contre-explications, pas de contre-déclarations, une sélection des images (la presse montre essentiellement la partie béton et non la partie métallique)...Le doute bénéficie à l'Autorité Palestinienne.

L'utilisation de termes tels que « mur » ou « édifice » en lieu et place de barrière, alors même que l'image est en totale contradiction avec le terme utilisé, permet d'habituer le lecteur ou téléspectateur à enregistrer des repères sémantiques nouveaux. Cette nouvelle terminologie n'est d'ailleurs utilisée que dans le cas des conflits en territoires sous contrôle palestiniens ou dans la guerre contre le terrorisme. Elle aura pour effet direct et flagrant que les opinions publiques auront adopté une méthode de pensée et de raisonnement spécifique et unique, radicalement différente des raisonnements logiques dont elle se sert au quotidien pour d'autres sujets et préoccupations : les termes et les images ne correspondent pas, pourtant, il n'y aura aucune analyse critique de la part des opinions publiques.

Par ailleurs, ce qui est intéressant en soi, est le fait qu'il y a des photos d'enfants aux côtés des terroristes ou d'enfants tués. C'est là qu'il faut concentrer la recherche d'éléments contradictoires, car par rapport au nombre de déclarations « sous couvert d'anonymat » ou de « sources sécuritaires » palestiniennes, à chaque opérations anti-terroriste de Tsahal, un enfant ou un adolescent est blessé ou souvent tué, sans qu'on en apporte la preuve. Pourtant, quand il y a une preuve, celle-ci est immédiatement transmise aux médias du monde entier qui la diffuseront. Pensez à la petite palestinienne citée plus haut, qui fut tuée par balles israéliennes dans des circonstances qui ne laissent aucun doute sur la capacité de manipulation des enfants par les groupes terroristes palestiniens. C'est d'ailleurs grâce à cette rapidité et cette volonté de nourrir les populations étrangères en événements, que le montage de la mort de Mohamed Al Dura fut transmise aux rédactions françaises et étrangères... gratuitement !

Par ailleurs, les images d'enfants touchés ou morts par balles sont des images terribles. Ces situations sont pour la plupart fabriquées et cela de deux façons. La première est qu'effectivement des enfants ou des adolescents meurent dans des tirs croisés entre terroristes et militaires (entre terroristes d'une part et militaires israéliens ou américains dans le cas de l'Irak d'autre part). Les photos de terroristes entourés d'enfants circulent sur Internet, et Palestinian Media Watch vous en montrera davantage. Les images valent parfois plus que des textes ! C'est d'autant plus vrai quand ceux-ci usent d'humour, outil particulièrement efficace pour toucher un public friand de railleries en tout genre.

L'humour, la dérision et la caricature.

Ce sont en effet également des éléments à intégrer dans les actions psychologiques, car ces outils permettent aussi de délégitimer un état, une idéologie ou une personne. Le message à faire passer par la caricature ne doit pas être trop évident, sinon il s'apparentera à du militantisme. Il est alors nécessaire de diffuser le message à faire passer de manière subtile mais forte. Les émissions de télévision avec des marionnettes sont très efficaces pour délégitimer une personne publique ou une idéologie. Les Guignols de l'Info par exemple, sur Canal +, ont caricaturé le soldat américain et Ben Laden. Le soldat américain, par l'intermédiaire du personnage de Sylvester Stalone, passe pour être dominateur, arrogant et agressif, tandis que Ben CE. G

Laden passe pour un moqueur. Ben Laden se joue des USA et de George Bush.

Dans la réalité nous avons d'un côté des militaires américains identiques aux militaires français ou belges, c'est-à-dire qui font leur travail de soldat, et de l'autre un psychopathe, terroriste sanguinaire, fondamentaliste islamiste dont l'image sera atténuée grâce à la dérision. Dans le cas d'Israël, Ariel Sharon a été caricaturé de manière très agressive. La caricature est censée exagérer la réalité, il faut donc comprendre qu'à la base il y a une réalité déformée. Sur certaines affiches et dans des quotidiens palestiniens, on peut voir Ariel Sharon en monstre dévoreur d'enfants. Le message est clair, Ariel Sharon est un tueur d'enfants, un boucher sanguinaire. Cette image devient la symbolique du gouvernement israélien puisque Ariel Sharon en est le premier ministre. Il ne s'agit pas seulement d'une caricature mais bien d'une action psychologique. Le personnage d'Ariel Sharon est grand et gras, signe d'opulence, de richesse et de pouvoir. Dans le second plan de la caricature, il y a des chars et des hélicoptères israéliens en train de tirer et de détruire des habitations. Ariel Sharon tient entre ses mains un corps de bébé dont la tête a déjà été mangée. Cette image en contient en fait plusieurs. Ce sont des « clichés » psychologiques qui s'insèrent dans l'esprit de celui qui regarde. Ariel Sharon et son armée sont des tueurs de bébé. Que ce soit dans l'esprit d'une personne peu informée ou pas informée du tout, les clichés psychologiques, images virtuelles, vont dans un premier temps conforter l'individu dans ce qu'il ressent. Puis cela va insérer une idée, une vision du ministre Ariel Sharon qu'il sera difficile d'effacer dans la mesure où l'individu manipulé n'aura pas accès, en France, à des informations contradictoires. L'orchestration est présente. S'il ne faut pas réclamer une information contradictoire concernant l'image d'Ariel Sharon en train de manger un bébé puisque c'est une caricature, il aurait fallu néanmoins que les informations le concernant en général soient plus équilibrées. De cette façon, la caricature reste une caricature et pourquoi pas, pourrait faire « sourire ». Là, il s'agit d'une force, d'un impact réel dû au pouvoir de l'image car RIEN ne va malheureusement contre-balancer cette simple caricature. A l'inverse, la dérision permet d'atténuer l'image de la monstruosité, de la barbarerie et du problème psychiatrique d'un terroriste comme Ben Laden.

La dérision par la caricature peut donc, comme nous venons de le voir avec l'exemple d'Ariel Sharon, altérer l'image de gens sains, qu'ils soient issus de la politique, du spectacle ou du public. Prenons le cas de Dieudonné, « humoriste » français qu'il est inutile de présenter. Lors d'une émission de télévision, il a caricaturé un juif orthodoxe en tenue camouflage, qui invitait les jeunes des banlieues à rejoindre l'axe américano-sioniste, en finissant par un salut nazi.

Nous l'avons vu avec le sophisme ad verecundiam, une personnalité publique quelle qu'elle soit a ce pouvoir de rassembler derrière elle une foule de gens ayant acquis les mêmes convictions, ou sensible, dans le cas de Dieudonné, à son humour. Dans ce cas précis Dieudonné, par l'humour, fait passer des messages idéologiques en caricaturant le juif, Israël et le Sionisme. Dans son dernier spectacle, il tourne à la dérision les juifs, la Shoa et la terre promise. Il parvient à faire rire les spectateurs en « imitant » le juif qui « protège son trottoir à Paris ». Le parallèle est fait avec le sol israélien. Le spectateur rit, il ne raisonne pas...il rit et participe à l'entreprise de délégitimation créée par Dieudonné. Le salut nazi en fin de prestation consolidera l'amalgame entrepris par les ennemis d'Israël pour les identifier et faire un parallèle avec les nazis de la seconde guerre mondiale. Là aussi, il y a désinformation car, nous l'avons vu également, ce sont bien les Arabes qui ont eu des alliances avec les nazis, et non l'inverse. Rappelons, pour démontrer la manipulation, que le Mufti de Jérusalem, l'oncle du chef terroriste Arafat, a posé en photo avec Hitler. Des dossiers

historiques sont consultables, dans lesquels on peut voir des régiments arabes en tenue allemande, et des officiers SS passer en revue des unités musulmanes bosniaques en tenue militaires allemandes⁸⁹. C'est aux islamistes et aux terroristes musulmans que sied le mieux ce signe. Les SS allemands, les terroristes et souteneurs de l'idéologie fondamentaliste ont en commun cette haine du juif et des USA. Les groupes terroristes palestiniens ainsi que le tueur de masse Ben Laden ont en commun cette idéologie. Le nazisme, comme l'islamisme, ont cette ambition de conquérir la planète, de convertir ou d'exterminer les infidèles et les impurs.

Poursuivons avec cet autre message de Dieudonné : il conseille aux juifs de se détendre et leur signale qu'il y a de la place pour tout le monde sur terre, en faisant allusion à Israël et aux territoires disputés. Son message est passé, car les spectateurs rient encore à gorge déployées. Oui...mais ce message est fallacieux, et la caricature immonde. Pour répondre directement à cette désinformation, il suffit de regarder la carte du monde pour comprendre que ce sont les Arabes qui refusent de partager la terre avec les Israéliens, puisque Israël n'est qu'une infime partie de territoire comparé aux pays Arabes voisins. De plus, ce sont les pays arabes qui ont déclaré plusieurs guerres contre Israël (1948, 1956, 1967 et 1973) , ce sont les pays arabes qui soutiennent et financent le terrorisme, ce sont les pays arabes qui ont chassé de leur pays les juifs qui y vivaient⁹⁰. Il s'agit d'un acte de subversion car à travers l'humour, « l'artiste » pénètre les esprits et crée par la confusion des dispersions dans notre population. Les spectateurs repartent de son théâtre avec la satisfaction de n'avoir fait aucun mal, tout en ayant l'esprit chargé d'informations fausses. Dieudonné désinforme (volontairement ou pas ...?) son public, qui lui-même pourra tenter « d'informer » son entourage par la suite, en relayant le même message. C'est alors la propagation de la désinformation avec, pour point de départ, un « humoriste et un spectacle ! ».

Poursuivons dans l'incohérence. Dieudonné souhaite dénoncer le communautarisme et se moque des juifs et de leur religion. Soit, mais à la question qui lui est posée, à savoir s'il est une branche d'Al Qaeda, « l'humoriste » répond, qu'effectivement, il est « la branche humoristique d'Al Qaeda » ! Pourtant nous savons tous ce qu'est Al Qaeda, et nous savons qui est Ben Laden. Comment ne pas comprendre le parti-pris « pro-terroriste » de Dieudonné, tant ce qu'il déclare est incohérent dans le fond et dans la forme. Il affiche et exprime clairement son mépris pour les juifs et Israël.

Pour mettre en évidence l'incohérence de « l'artiste », il est alors utile de préciser qui est Ben Laden. Comment le public le connaît-il ? Ben Laden est un fondamentaliste ! Qu'il le soit sincèrement ou qu'il se serve de la religion pour ses conquêtes territoriales et hégémoniques ne change rien dans l'interprétation qu'en font ses affidés. Tous les groupes terroristes ayant réalisé des attentats ou des assassinats au nom d'Al Qaeda, l'ont fait par et pour l'Islam. Il commence ses interventions vidéo par des louanges à Allah. Il parle des Occidentaux comme des mécréants et des infidèles. Il conseille aux musulmans de tuer tous les infidèles, partout où ils les trouvent. C'est donc du communautarisme, un communautarisme particulièrement dangereux et belliqueux ! Dieudonné affiche donc une « sympathie » pour ce tueur de masse qui, s'il était un illustre inconnu, serait en hôpital psychiatrique, sous traitement à vie !

Dans ses déclarations, l'humoriste a même été jusqu'à déclarer que « tenir tête

89 <http://www.eretzyisroel.org/~jkatz/nazis.html>

90 Voir historique en annexe

CE. G

aux USA, comme l'a fait Ben Laden, force le respect.» Nous avons donc, un « humoriste » allié de la cause palestinienne et « admirateur » (jusqu'où et comment ?) de Ben Laden. Et cela par contre ne choque personne. Avec l'humour, il fera passer des messages idéologiques dans son public qui occultera Ben Laden et le terrorisme en général pour bloquer son raisonnement sur des images virtuelles telles que le salut nazi, ou sur l'amalgame de la terre promise et de « l'attachement » des juifs français à leur bout de trottoir parisien. D'un côté il fait rire le public en se moquant des juifs et du Judaïsme, mais de l'autre il respecte le fondamentaliste islamiste en la personne de Ben Laden, tueur et formateur de tueurs de masse. Malgré toutes ces incohérences, le public a ri, le public fut content.

Dieudonné dénonce donc le communautarisme et tous les communautarismes, mais n'hésite pas à être interviewé sur le site musulman « Oumma.com ». Lors de son interview, il parlera du « complot sioniste », (lequel ?), de la « puissance des juifs qui maîtrise les rouages de la politique et des médias »...Je suis extrêmement curieux de savoir lesquels car je n'ai pas trouvé un quotidien, un hebdomadaire, ni une chaîne de télévision ayant montré ne serait-ce que de la sympathie à Israël et aux juifs. Le site Oumma.com est un site Internet religieux de la communauté musulmane. Cohérent n'est pas ?

Il est utile maintenant de comprendre comment les messages écrits ou oraux peuvent à ce point influencer les perceptions. Qu'il s'agisse comme nous venons de le voir, d'un « humoriste » ou d'un article du quotidien « de référence », les mots, c'est-à-dire, pour être encore plus précis, l'utilisation d'un langage particulier, va favoriser l'orientation intellectuelle et psychologique de l'auditoire. La caricature, si elle peut être amusante, n'en est pas moins parfois particulièrement dangereuse lorsqu'elle use et abuse de l'argument ad hominem, qui consiste à s'en prendre à un adversaire en l'attaquant lui-même plutôt que ses arguments. Concrètement, il s'agit d'une attaque visant à délégitimer l'adversaire. L'argument ad hominem est utilisé quand il n'y a plus ou pas d'arguments pouvant contredire équitablement l'adversaire. Il faut alors trouver des arguments qui briseront son image, même si cela n'a aucun rapport avec le sujet. Clinton a ainsi été attaqué sur sa relation avec Monica Levinsky. L'opposition a tenté de le délégitimer en introduisant dans l'esprit du public qu'un homme qui trompe sa femme trompe son peuple. Cela n'a évidemment aucun rapport, et constitue un préjugé établi sur lequel va s'appuyer l'attaque. Entre une « faiblesse hormonale » et une compétence professionnelle, il n'y a pas de lien.

Généralement l'attaque ad hominem consiste à trouver un élément extérieur qui n'a pas de lien avec le sujet pour en faire un argument à charge. Par exemple « un homme passionné de poupées ne peut pas être Général d'armée », ou, « j'ai retiré mes enfants de la garderie quand j'ai su que le directeur était passionné d'armes ». Là, le professionnalisme du directeur ne peut en aucun cas être remis en question par la passion des armes qui est sans aucun rapport. L'attaque ad hominem est dans ce cas réalisable, car la mentalité française permet de condamner une personne pour ses goûts et passions, si elles sont contraires à la mentalité générale. En Belgique, en Suisse ou aux USA, être passionné d'armes n'est pas une tare, ni même une crainte de la part des parents. Certains rétorqueront que quand même, les armes tuent et placer ses enfants dans un endroit dans lequel un directeur possède des objets qui tuent, même s'ils ne sont pas dans la garderie mais au domicile du directeur, qui se trouve à des kilomètres, relève de l'irresponsabilité...même s'il n'y a pas d'antécédents de directeur de garderie ayant tué les enfants qu'il avait sous sa responsabilité. Il est alors envisageable de penser sur le même principe que mettre ses enfants à l'école relève de l'irresponsabilité puisque qu'il y a réellement eu des professeurs ou des instituteurs

pédophiles. Pourtant s'il fallait faire appel à logique, les enfants seront plus en sécurité dans mille garderies tenue par un directeur passionné d'armes que dans mille écoles tenues par des professeurs et des instituteurs.

De la même manière, être général et passionné de poupées n'est en aucun cas un obstacle au professionnalisme de l'homme. L'attaque consiste à montrer l'incohérence entre l'homme qui sert le pays par les armes et la violence contrôlée et la passion des poupées, qui est réservée, selon les détracteurs, aux jeunes filles sensibles et fragiles. Aucun des deux hommes ne devraient avoir à expliquer sa passion, mais une fois l'attaque ad hominem lancée, le public, ne peut plus (et ne veut plus) l'ignorer. Un goût au départ anodin, sera alors montré du doigt pour discréditer le personnage et le présenter comme « anormal ».

La même passion du même homme annoncée au public dans d'autres circonstances aurait été acceptée par le public et serait même passée inaperçue, mais dans le cadre des élections ou des campagnes de subversion politiques, militaires ou commerciales, ce sont des détails souvent anodins mais atypiques qui serviront l'attaque ad hominem. Ces attaques sont nombreuses, et elles peuvent varier en fonction des mentalités. Certains seront attaqués sur leur apparence, d'autres sur leur goût culturel et d'autres sur des « travers » de caractère, mais sans lien avec le poste convoité. Car il faut comprendre que l'attaque ad hominem n'a pas de logique. Celle-ci se sert d'un événement ou d'un phénomène de société pour puiser sa légitimité. Ainsi, après une série de meurtres par armes à feu, la presse ayant fait l'amalgame entre toutes les armes détenues par toutes les catégories d'individus, le public ne fera pas la différence entre une arme à utilité sportive, une arme de défense et une arme d'assassin ou de malfaiteur. Pourtant, certaines tuent pour s'approprier un bien, d'autres par vengeance ou par stratégie criminelle, d'autres... pour sauver des vies. Le GIGN a abattu les terroristes preneurs d'otages de l'Airbus français à Marignane en 1994 sans que personne n'y trouve naturellement rien à redire : encore heureux !

Pour discréditer Ariel Sharon, des plaintes ont été déposées à son encontre concernant des détournements de fonds publics ou des malversations financières avec un autre pays. L'essentiel sera de resituer cette action en justice dans le contexte politique et stratégique du moment. Qui porte plainte ? Et pourquoi ? A qui et à quoi cela servira t-il ? On pourra s'apercevoir que l'affaire qui est portée devant la justice est une « affaire » vieille de plusieurs années. Il faut alors se demander pourquoi avoir attendu autant de temps pour attenter une action en justice, et si finalement cela ne fait pas partie d'une stratégie de délégitimation du personnage, faute d'avoir pu le battre sur ses arguments.

L'attaque ad hominem ne repose sur aucune logique, mais sur un raisonnement fallacieux. Elle se focalise sur des éléments souvent caricaturés, pour détourner l'attention de l'opinion publique, et en lui fournissant un bouc-émissaire sur lequel se dévouer. Sharon est un « bulldozer », un ogre-mangeur d'enfants (mais pas les chefs terroristes qui tuent les enfants israéliens !) ; Bush est un cow-boy texan dont la population française se moque et s'irrite des convictions religieuses, en dépit de sa morale affichée de tolérance, omettant de voir qui sont les « croyants » réellement dangereux.

La population française, dans sa grande « gentillesse », use de sa liberté d'expression pour discréditer ceux dont elle n'a rien à craindre... Il n'est pas question ici d'interdire l'humour et la caricature, mais de montrer qu'ils sont à deux vitesses, et que cette partialité oriente l'opinion publique. Dans un contexte où le peuple juif est la cible privilégiée de la haine terroriste, il conviendrait d'être plus prudent. La nécessité

CE. G

de ce rappel à la prudence et à la rigueur terminologique apparaît clairement nécessaire quand on analyse les écrits médiatiques français, particulièrement partisans. Les outils de manipulations évoqués dans ce livre, en lien direct avec le message terroriste islamiste, s'y trouvent en effet combinés. C'est ce que le lecteur, sensibilisé à la question, découvrira aisément au fil de ses lectures journalistiques...

Exemples de désinformation médiatique : Quelques commentaires en situation

Pour achever cet ouvrage, attardons-nous sur la mise en application combinée de tous ces outils de manipulation qui y sont évoqués. Ce ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres, extraits de mes archives personnelles. J'invite les lecteurs à les vérifier et à constater par lui-même. Ces exemples ne pouvant être reproduits dans leur intégralité, il faudra donc se reporter à la date et à l'heure de parution de la dépêche. L'AFP fournissant l'ensemble des rédactions de presse écrites et télévisées françaises, il y aura donc beaucoup d'exemples partant des dépêches de cette agence. D'autres sources journalistiques seront toutefois également évoquées. Le lecteur trouvera ensuite par lui-même de nombreux autres supports de traitement quotidien de l'actualité dans la presse écrite et télévisuelle française. L'ampleur de la manipulation lui sautera alors aux yeux.

Des titres partisans

Le titre est la première information lue par les lecteurs. Il constitue une thèse, qui invitera le lecteur à poursuivre ou pas sa lecture. Partant du principe, confirmé par les psychologues, que le cerveau retient principalement la première et la dernière information reçue, il a donc d'autant plus d'impact qu'il peut être la seule source d'information concernant l'événement. L'opinion publique, pensant être au courant de ce qui se passe au Proche-Orient, peut très bien s'arrêter à la lecture de ces titres qu'elle jugera alors, à tort, explicites. Ainsi, même si la suite d'un article peut nuancer ce qui est annoncé, c'est le titre qui sera retenu. C'est d'autant plus vrai qu'il évoquera des événements choquants. Voici quelques exemples de titres AFP ou d'autres organes de presse, s'étalant de 2002 à 2005 : les années passent, mais la méthode reste la même...confirmant ainsi le matraquage médiatique évoqué au chapitre précédent.

Quand la presse couvre les terroristes et montre du doigt Israël...

Dans le titre des dépêches qui suivent on s'interroge : qui sont ces « Palestiniens tués » ?

AFP

**Intensification des opérations israéliennes: quatre Palestiniens tués
(POINT SITUATION)-02/08/02 09:09:15 Paris, Madrid (heure d'été)**

Le titre ne correspond pas à la dépêche. Avant de lire l'article, le lecteur croit

déjà être informé de son contenu. L'élément essentiel, que retiendra le lecteur, est que **l'opération israélienne a tué quatre Palestiniens**. Dans la dépêche il n'y aura aucune précision sur le statut des tués, à savoir s'ils sont civils ou terroristes, ni sur les circonstances même approximatives. Échanges de tirs entre terroristes et militaires ou civils tués dans les tirs croisés...? Ce manque de détails est lourd de conséquences, mais l'AFP n'y pense même pas.

AFP

Deux Palestiniens tués après l'attaque d'une position de l'armée (Israël)

23/08/02 07:53:37 Paris, Madrid (heure d'été)

Toujours la même chose : pas possible de savoir qui sont ces « Palestiniens ». L'objectif est clair : induire dès le titre le lecteur ou les rédactions de presse en erreur en insinuant insidieusement la « martyrologie », et la victimisation des Palestiniens en général. Même si comme pour toutes les autres dépêches, le lecteur s'aperçoit que le contenu n'est pas tout à fait en correspondance avec le titre, la sensation de départ créée par l'image implicite que se fait le lecteur, par son imagination, restera en lui. Elle s'accumulera avec les autres sensations issues des autres titres de dépêches et des informations en général, tronquées par les médias. Ici, en l'occurrence, s'il ne se contente pas du titre, le lecteur apprendra qu'en fait ces deux « Palestiniens » étaient « armés », ce qui confirme leur culpabilité dans l'attaque portée contre Tshal... Il ne s'agissait donc pas de simples civils comme le laisse entendre la simple mention de leur nationalité, non, c'était des terroristes !

AFP

Dix Palestiniens arrêtés par l'armée israélienne en Cisjordanie

25/08/02 10:50:49 Paris, Madrid (heure d'été)

Encore et toujours... la même chose ! Le titre annonce par un terme généraliste l'arrestation de dix Palestiniens. Il s'agissait en fait de « Palestiniens recherchés », comme le signale le corps de la dépêche. Parmi eux : un chef terroriste, désigné par l'AFP comme un « chef politique », appartenant au FPLP.

Le titre aurait dû comporter cette précision: « Dix Palestiniens recherchés, dont un chef terroriste, arrêtés par l'armée israélienne », ou encore avec la méthode made in AFP : « Dix Palestiniens recherchés, dont un activiste, arrêtés par l'armée israélienne ».

Au lieu de cela, une fois de plus, on gomme la cause de l'arrestation en ne mentionnant pas que ces personnes étaient recherchées... sans doute pour quelque chose, et que l'une d'elle est un membre important d'une organisation terroriste : le Front populaire de libération de la Palestine, qui a revendiqué de nombreux attentats... Le titre donne ainsi l'impression que Tshal se livre à des arrestations arbitraires et condamnables... Le lecteur, pourtant, serait heureux que l'armée française prenne les devants d'un attentat en interpellant ceux qui sont susceptibles de le préparer, non ?

CE. G

AFP

Un Palestinien tué lors d'échanges de tirs dans le camp de Jénine

01/09/02 07:13:45 Paris, Madrid (heure d'été)

Idem : pas de précision dans le titre. Celui qui n'a pas le temps de lire ou qui survole les dépêches, croira qu'il s'agit d'une victime civile. Il s'agit en fait d'un terroriste, un « activiste » pour l'AFP, tué dans un échange de tirs avec les soldats de Tsahal. Le titre ne mentionne pas l'appartenance du « Palestinien » à un groupe terroriste...La confusion se poursuit ainsi systématiquement...

AFP

Deux Palestiniens tués dont un kamikaze, état d'alerte à Jérusalem (POINT SITUATION)

27/11/02 10:56:15 Paris, Madrid

Le titre n'indique rien si ce n'est la mort d'hommes. Des Palestiniens sont tués par Tsahal, on ne sait pas comment ni pourquoi...Il aurait été plus honnête de préciser dans le titre qu'il s'agissait de terroristes armés. On apprendra par la suite que le « kamikaze », qui est l'un des deux morts, a été victime « d'une défaillance » technique...sa voiture piégée ayant explosé suite aux tirs israéliens qui tentaient de l'empêcher de forcer un barrage, ce qui a ainsi évité la mort de civils israéliens innocents...Pourquoi n'avoir pas titré : « un nouvel attentat déjoué par Tsahal » ? Qui sait, en France, qu'Israël, grâce à sa politique sécuritaire si souvent critiquée, parvient d'éviter un nombre impressionnant d'attentats, et de morts civiles par la même occasion ?

AFP

Deux Israéliens et trois Palestiniens tués en 24 heures, la tension remonte (POINT SITUATION)

06/09/02 09:32:32 Paris, Madrid (heure d'été)

Le titre est toujours pernicieux. Dans la dépêche, l'AFP précise que les Israéliens sont des militaires. Le raisonnement cherché est que « c'est moins grave », comparé aux civils palestiniens. Dans la mesure où l'AFP crée des amalgames entre terroristes palestiniens et civils palestiniens, le lecteur percevra automatiquement et instinctivement que des militaires sont morts et ont tués des Palestiniens civils. La recherche de l'indignation est continuelle et disproportionnée.

Quand les terroristes tuent des Israéliens, l'AFP annonce « une attaque qui a fait deux tués ». Quand les militaires israéliens tuent des terroristes il s'agit toujours implicitement de civils palestiniens. La répétition d'une telle confusion se fait ainsi de plus en plus flagrante, à mesure que l'on lit le titres des dépêches.

AFP

Attentat suicide dans un autobus à Tel-Aviv : cinq morts (police)

19/09/02 12:59:27 Paris, Madrid (heure d'été)

Le titre annonce un attentat suicide, c'est assez compréhensible, mais pas par qui ? Ce n'est mentionné ni dans le titres, ni dans la dépêche : pas une seule fois, le terme terroriste ne sera évoqué, ni, activiste, ni kamikaze ...rien ! N'est-ce pas une manière évidente de ne porter aucune accusation, d'éviter d'attirer l'attention sur ceux qui commettent ces crimes odieux ?

AFP

Un Palestinien armé tué dans la bande de Gaza

18/04/2004 06:23:42 Paris, Madrid

La terminologie ici employée témoigne toujours de la volonté d'éviter absolument le terme de « terroriste », afin de correspondre aux attentes des pays arabes qui ne font pas de distinction entre l'assassinat de civils, contraire au droit international, et le combat armé de type militaire, réglementé par la Convention de Genève.

Nous pourrions peut-être aussi envisager d'identifier les assassins en les désignant par des litotes telles que : « **Hommes armés ayant un différend avec autrui** », ou pour les braqueurs de banques : « **individus armés sans compte bancaire et sans carte de retrait** », ou encore, pour les violeurs : « **individus n'ayant pas le contrôle de leurs hormones** », etc...C'est hypocrite, et cela n'a aucun sens, mais c'est ce qui est systématiquement pratiqué pour les terroristes palestiniens, non seulement dans leurs discours, mais aussi dans nos médias !

AFP

L'armée israélienne détruit 2 maisons de Palestiniens tués dans des attentats

02/08/02 07:59:12 Paris, Madrid (heure d'été)

Le titre désinforme immédiatement. Il évoque « Deux palestiniens tués dans des attentats ». Le lecteur est donc en droit de croire qu'en plus d'avoir été tué dans des attentats, les Palestiniens perdent leur maison. Il n'est pas dit dans le titre que ce sont les maisons des terroristes-suicides qui ont été détruites mais les maisons de Palestiniens tués dans des attentats. Leur responsabilité criminelle est totalement gommée, en cela, déontologiquement, la thèse est malsaine. Le lecteur est donc amené à penser qu'Israël détruit ainsi les maisons de victimes palestiniennes d'attentats terroristes...La manipulation est telle que ça marche !

Atténuation de l'action terroriste et réification des victimes

AFP

Attentat de Kfar Saba: une personne tuée, outre le kamikaze (TV)

04/11/02 18:07:11 Paris, Madrid

Le titre atténue les deux identités, donc les symboles fondamentaux d'identification de la personne et du statut. L'évocation du « kamikaze » au lieu de « terroriste » met l'accent sur une action qui n'a rien à voir avec la réalité. Les kamikazes étaient ces militaires japonais qui effectivement partaient se suicider, mais en attaquant des cibles militaires, là est toute la différence ! On associe donc le terroriste à une action qui force le respect, celle d'un militaire qui se sacrifie pour sa patrie, mais le mode opératoire du terroriste palestinien est pourtant totalement

CE. G

différent, vu son objectif civil.

Par ailleurs, le journaliste évoque « une personne tuée » au lieu « d'un Israélien tué », ce refus de l'associer à la nation israélienne, en tant que victime, contribue à éviter qu'elle puisse susciter la pitié de l'opinion publique. Il semble qu'Israël ne puisse pas apparaître autrement qu'en position de bourreau...

AFP

Douze tués dans deux attaques palestiniennes (PAPIER GENERAL)

04/08/02 12:42:26 Paris, Madrid (heure d'été)

Dans le titre de cette dépêche, il n'est pas fait mention d'attaques terroristes ou, comme le fait si souvent l'AFP, « d'attaques de combattants palestiniens ». Le terme « palestiniennes » est employé abusivement, car la population n'est pas représentative dans sa totalité des attentats et autres barbaries commises par les terroristes palestiniens à l'égard d'Israël. Les journalistes parlent au nom des Palestiniens, sans leur demander ce qu'ils en pensent, et crée ainsi des amalgames.

Par ailleurs, le terme « attaque » atténue l'acte terroriste. « Attaque » est employé dans d'autres situations et circonstances. « Attaque verbale, attaque virale, attaque sportive » etc...Au contraire, le terme attentat, lui, ne peut être employé que dans un acte précis et des circonstances précises. Ne pas employer le terme adéquat crée la confusion. On imagine une attaque armée, comme celle que monteraient des soldats, alors qu'il s'agit d'attentats-suicides tuant des civils. La différence est claire...mais l'AFP l'efface, par sa terminologie approximative, volontairement ou non (?).

Enfin, on trouve dans ce petit titre un dernier classique du genre : les Israéliens sont en effet totalement dépersonnalisés. Dans ce titre, et dans la dépêche, ils sont « identifiés » comme étant des « tués », pas des juif tués ou des Israéliens tués, non... seulement des « tués ».

On retient alors que des combattants palestiniens, tout ce qu'il y a donc de plus respectable en matière de droit de la guerre, ont poursuivi leur lutte légitime, faisant 12 tués, victimes collatérales qui semblent ici tout à fait acceptées. La réalité, nous l'avons vu, est pourtant tout autre...

AFP

Sept juifs religieux blessés dans une attaque près de Naplouse

12/12/2003 07:02:50 Paris, Madrid

Ici, ce sont donc des « juifs religieux » blessés, pas des Israéliens, comme si leur croyance religieuse devait expliquer l'attaque. Jamais l'AFP n'évoque le caractère fondamentaliste islamiste des « Palestiniens » arrêtés ou tués par Tsahal, mention pourtant essentielle pour éclairer son action. Mais là, il faut comprendre que la croyance religieuse de ces personnes explique la violence à leur rencontre.

On apprend ensuite qu'elles allaient en fait tout simplement prier sur le tombeau de Joseph, « l'un des patriarches de la Bible », qui abritait une synagogue jusqu'à ce que celle-ci ait été évacuée par Tsahal après « de durs combats », et qu'elle fut détruite par les Palestiniens avant d'être transformée en mosquée. Il apparaît donc clairement que la responsabilité religieuse de ces sept juifs attaqués n'entre pas en ligne de compte. Ils allaient en paix prier, la culpabilité de l'attaque revient donc entièrement aux fondamentalistes islamistes...mais ce terme n'est pas cité, gommant

du même coup leur intolérance.

AFP

Huit Palestiniens et trois Israéliens tués dans la bande de Gaza...

30/09/2004 11:41:48 Paris, Madrid

La dépêche contient « **assaillants** », « **combattants** » et « **activistes** », dont les noms apparaissent dans la dépêche : Abdel Al-Hayy Al-Najjar, 20 ans et Oussama Al-Bosh, 21 ans. On trouve aussi « **activistes armés** », leur nom figure aussi dans la dépêche : Raafat Jadallah, 25 ans, et Soufian Abou Al-Jidyan, 33 ans. Enfin, dans une autre attaque que cite la même dépêche, on peut avoir le nom du 5^e terroriste ...euh pardon... « **activiste** » : Hamza Ahmad 24 ans.

L'AFP ne cite jamais les noms des soldats de Tsahal, sur les trois Israéliens tués, un était militaire, deux étaient civils indique pourtant la dépêche. L'AFP réifie systématiquement les militaires israéliens en leur ôtant leur identité humaine. On peut donc lire qu'un soldat israélien est mort durant des combats ou des accrochages, ou encore en ayant roulé sur une bombe placée par des « **activistes** » ou « **des militants** », mais ils n'auront pas droit à une identité. Si l'AFP pratique cette déshumanisation systématique des militaires de Tsahal, la presse française suit intégralement. Cela n'a jamais intéressé aucun quotidien ou hebdomadaire français que de connaître les noms, l'âge et la situation de famille des soldats tombés au combat ou dans un attentat. Par contre les terroristes palestiniens ont eux beaucoup plus de chance, leur nom figure dans les journaux...tel un hommage à leur action ?

En effet, vous pourrez vérifier facilement (et faites-le, c'est particulièrement instructif !), dans les dépêches AFP et autres articles ou reportages de nos quotidiens français, que le statut du terroriste change quand il s'agit d'Irak et des territoires sous contrôle palestinien. Nous connaissons donc les noms et prénoms des terroristes tués ainsi que leur situation de famille. Ce choix de la terminologie et de l'humanisation est très efficace car cela permet d'atténuer l'impact psychologique que projette l'image du terroriste. Cela légitime ainsi l'action terroriste même, en humanisant le terroriste par l'évocation de son nom et prénom ainsi que de son statut social. Le fait que la famille du terroriste soit à son tour interrogée invitera parfois le lecteur ou le téléspectateur à plus de sensibilité encore.

Dans l'action de manipulation de cette dépêche, il y a eu une grave erreur de chronologie. La voici rétablie :

- 1- Un attentat a lieu sur le sol israélien. Des tirs de roquettes Qassam sont lancés sur Israël
- 2- Deux enfants en bas âge sont tués
- 3- Le gouvernement israélien décide l'intervention, pour stopper les tirs de roquettes.
- 4- Les militaires de Tsahal entrent à Gaza.
- 5- Il y a des échanges de tirs entre terroristes et militaires israéliens.
- 6- Des terroristes sont tués.
- 7- Des militaires sont tués.

Présenter les faits dans l'ordre paraît pourtant être d'une importance capitale pour la compréhension du conflit, mais les aspects de l'opération, et son fondement, seront subtilement remplacés par la sensibilité exacerbée par l'évocation unilatérale de l'identité des terroristes. Une fois de plus le lecteur n'est pas invité à raisonner mais à ressentir.

CE. G

Les tirs de roquettes ne sont pas expliqués comme étant des actes terroristes, faits par des terroristes. L'opération militaire de Tsahal est lentement discréditée par l'absence de raisons fondamentales clairement et chronologiquement signalées (les tirs de roquettes sur des civils). En effet, dans la mesure où l'impact psychologique ne peut se faire sans explication détaillée ni identification de l'acte terroriste et du terroriste lui-même, les actions militaires paraissent être disproportionnée ou en inadéquation avec les événements se déroulant à Gaza. Ajoutez à cela l'identité des terroristes pour les humaniser, et au contraire la dépersonnalisation de l'être humain israélien pour le réifier : la perception du conflit dans ce contexte par l'opinion publique est et restera biaisée, à l'évident bénéfice des terroristes palestiniens, qui ne manqueront pas d'en profiter dans une entreprise de propagande et de victimisation parfaitement rôdée.

Généralisation, confusions et déformations des événements

Le Monde :

29/04/04

A Jérusalem, le « mur de la honte » s'attaque aux terres chrétiennes.

Dans ce titre du journal de « référence », Le Monde se sert de mots clés pour immédiatement faire ressentir les lecteurs. D'emblée, le titre provoque une réaction réflexe de la part des lecteurs qui vont involontairement classer l'information dans la case émotion. La fréquence d'utilisation de ces mots-clés, conduit à ne plus les voir et à ne pas leur porter une attention particulière. De la même manière, on identifie une bonne nourriture à son odeur : il n'y a pas besoin d'avoir faim pour être attiré par une pâtisserie car l'odeur déclenche une réponse automatique d'identification à quelque chose de bon. La répétition des mots-clés fait réagir l'esprit de la même manière. Ils s'insèrent dans l'esprit et la perception, qui est un automatisme, identifie dans le texte les mots-clés qui vont faire ressentir.

La victimisation des terroristes affiliés à la population palestinienne ainsi que l'utilisation de l'expression « mur de la honte » utilisée très régulièrement pour habituer les opinions publiques à cette terminologie nouvelle, font en sorte que celles-ci l'identifie comme faisant partie de la catégorie des émotions et des sensations légitimes. Ce sujet fera très peu raisonner. Dans la mesure où les articles ne comportent pas de déclarations des deux parties, la critique ne peut se faire, et l'information est ainsi assimilée « naturellement ».

AFP

L'armée américaine envahit Samarra, des dizaines de victimes...

01/10/2004 09:49:50 Paris, Madrid

La dépêche, en parlant de l'armée américaine, déclare que celle-ci : « affirme avoir tué 94 "rebelle". » Le titre lui-même est équivoque car le choix des mots a pour but d'exagérer la réalité de la situation. On trouve ainsi le verbe « Envahit » qui fait référence à une invasion, ce qui sous-entend une appropriation, et l'expression associée : « des dizaines de victimes », qui incite clairement à comprendre que l'armée US envahit pour posséder et pour tuer. Rien dans la dépêche n'indique le rôle de l'armée US pour éradiquer le terrorisme de la localité de Samarra, ni le statut des personnes tuées. Le terme « rebelle » est employé entre guillemets pour relativiser ce

statut de terroristes tués. Il est donc possible de comprendre que l'armée US envahit et tue des civils ...comme ça! Il aurait été plus honnête de dire que l'armée américaine était entrée dans Samarra pour y combattre des terroristes retranchés, le combat causant des dizaines de victimes parmi eux. (La dépêche contient donc «**envahir**» plutôt que «**entrer dans**», et «**rebelles**» plutôt que «**terroristes**»)

AFP

Interdiction de circuler pour les Palestiniens dans 5 villes de Cisjordanie

05/08/02 07:33:49 Paris, Madrid (heure d'été)

Le titre de cette dépêche incite à la généralisation. Arrêtons-nous sur la signification : que veut-il dire ?... «**que les Palestiniens n'ont pas le droit de circuler dans 5 villes de Cisjordanie**» ! Et bien non, ce n'est pas tout à fait ça. Les Palestiniens n'ont pas le droit de circuler en Cisjordanie (Judée-Samarie) ...en voiture !!! Ce n'est pas pareil. C'est peut être désagréable mais pas dramatique. Cela ne nuit pas aux libertés fondamentales. On ne saura pas pourquoi une telle interdiction...peut-on honnêtement penser qu'aucune raison ne la motive ?

AFP

Onze Palestiniens tués en Cisjordanie reprise par la violence (POINT SITUATION)

01/09/02 08:26:16 Paris, Madrid (heure d'été)

Dans le titre de cette dépêche, une fois de plus le statut des victimes n'est pas annoncé, et dans la dépêche toutes les circonstances sont mélangées. Il s'agit de terroristes tués dans des échanges de tirs avec les soldats de Tsahal venus les arrêter ou d'autres Palestiniens sans statut mais armés (vous avez compris), qui s'approchaient d'une localité juive pour l'attaquer. Deux enfants ont été tués « selon des sources sécuritaires palestiniennes » après le tir d'une roquette sur la voiture d'un terroriste. Mais on sait que les sources sécuritaires palestiniennes fabriquent les événements, que l'Autorité Palestinienne fabrique les événements. Le virtuel massacre de Jénine, le faux enterrement, et la « mort » de Mohamed Al Dura sont des fabrications des « sources sécuritaires palestiniennes ». Faites-en ce que vous voulez...mais il convient toutefois d'être prudents avec ces sources et de rappeler l'utilisation des enfants palestiniens dans ce conflit.

Le décompte des morts palestiniennes par l'AFP est également à critiquer, car tous les statuts sont mêlés, toutes les circonstances sont mélangées. Le lecteur retiendra donc la mort de Palestiniens, probablement de civils Palestiniens inoffensifs, alors qu'il s'agit pour la plupart de membres d'organisations terroristes, voire même de terroristes armés attaquant des localités juives, Israël ou Tsahal. L'art et la manière de créer des amalgames qui sèmeront la confusion dans les esprits !

AFP

Attentat suicide à Jérusalem: au moins dix tués et 45 blessés (police)

21/11/02 07:50:16 Paris, Madrid

L'attentat a été perpétré par un Palestinien. Dans la dépêche le terme « palestinien » atténue l'identification du terroriste et de son lien avec le terrorisme.

CE. G

L'AFP utilise le terme « palestinien » pour « victimiser » les terroristes, qui n'en portent pas le nom quand ils sont tués par Tsahal dans les territoires contestés, et pour légitimer l'acte terroriste en territoires israélien.

De nouveau, le terme « tués » remplace l'identité des Israéliens. La sensibilité du lecteur est ainsi désorientée.

AFP

Un hélicoptère israélien tire sur une voiture, au moins trois blessés

01/12/02 15:59:18 Paris, Madrid

Et oui, les Israéliens tirent sur les voitures maintenant. Autrement dit, si vous vous rendez dans les territoires disputés, allez-y à pied, c'est plus sûr ! Sinon, pour une information plus précise, le lecteur apprendra qu'un hélicoptère a tiré un missile sur la voiture d'un « activiste », ... d'un terroriste. Le titre est exagéré et ne correspond pas à la réalité.

Israël ne tire pas sur « Les » voitures palestiniennes, mais effectue des attaques ciblées. Par contre, de nombreux civils israéliens, mais aussi parfois palestiniens, et même des ressortissants étrangers sont assassinés par des terroristes armés, sous le seul prétexte qu'ils circulent dans des voitures aux plaques d'immatriculation israélienne... mais cela, on ne nous le dit pas !

L'événement est donc ici totalement déformé, tandis que ceux qui commettent réellement des attaques aveugles ne sont pas inquiétés...

Autre article désinformateur :

Source AFP (7 mai 2004) transcrite dans un article électronique du journal Le Monde en ligne :

Une analyse d'Acmedias⁹¹ évoque un autre article désinformateur. En mai 2004, des dépêches AFP font état de violences à Naplouse (Judée Samarie). Une dépêche intitulée « Un Palestinien tué par des soldats israéliens à Naplouse », annonce qu'un jeune palestinien de 18 ans a été tué sur son toit de deux balles israéliennes à la poitrine. La dépêche ne cite rien d'autre, nous pouvons donc penser que le jeune homme a été tué gratuitement. Le journal Le Monde écrira un article à partir de cette dépêche quelques heures après, signalant seulement qu'un jeune homme de 18 ans fut abattu par l'armée israélienne. Point !

Acmedias signale qu'une autre dépêche de l'AFP 5 heures plus tard, mais avant la parution de l'article du journal électronique du Monde, informe que le jeune homme était armé d'un pistolet, qu'un engin avait explosé au passage d'une patrouille de l'armée israélienne et qu'un autre attentat à la voiture piégée (avec 100 kg d'explosifs !) avait été déjoué par l'armée israélienne. Le journal Le Monde devait avoir connaissance de cette dépêche, car Acmedias signale qu'elle est arrivée dans les ordinateurs trois heures avant la publication de l'article... Pourquoi n'avoir pas modifié l'article ? Il y a là, les ingrédients d'une bonne recette de désinformation :

1- L'omission : méthode facile à utiliser car elle ne demande que de « retenir » une information. Il est possible de ce fait de se dédouaner en invoquant « l'oubli » ou « l'ignorance ». Dans ce cas précis, le journal Le Monde n'a pas révélé que le jeune homme était armé ce qui ne fait plus de lui une victime civile, mais un combattant terroriste mort. De plus, Le Monde n'a pas divulgué l'explosion d'un engin au

passage de la patrouille israélienne, ni l'attentat déjoué, ce qui gomme les raisons de son intervention.

2- L'utilisation de sources inconnues ou non vérifiables : pratique très utilisée par l'AFP, et reprise par les médias, elle permet de « glisser » une information « importante » ou « révélatrice » tout en « protégeant » ses sources. On pourra lire très souvent dans notre presse : **«selon une source voulant conserver l'anonymat»**. Dans le cas de cet article, il s'agit d'informations provenant de « responsables de services de sécurité palestiniens ». Qui sont-ils ? Nous n'en saurons rien ! Ce qui apparaît toutefois, c'est le crédit qui leur est octroyé, malgré leur information qui, cela est avéré, était pourtant très incomplète !

3- La Censure. Aucun reporter n'a interrogé l'armée israélienne pour connaître sa version des faits et par déontologie, pour équilibrer l'information. Les sources sont partiales, il n'y a pas de recoupement d'information qui permettrait d'éclairer les agissements de Tsahal, qui tue les jeunes gens de 18 ans qui se promènent sur leur toit....

Nouvel Observateur, N° 1956

Jénine les survivants racontent.

Le titre incite le lecteur à replacer le terme de survivants (pour Jénine) avec les survivants d'un holocauste ou d'un massacre. Il s'agit de Jénine, donc implicitement des habitants de Jénine. On parle des survivants, donc de ceux qui restent, de ceux qui n'ont pas été tués. C'est une grosse manipulation. La terminologie ici employée est exagérée. Nous l'avons déjà vu, il n'y a eu aucun massacre à Jenine. Le Nouvel Observateur, par sa terminologie hyperbolique, pousse le lecteur à croire le contraire.

AFP

Proche-Orient; L'armée Israélienne détruit à l'explosif un collège à Gaza

16/03/2004 09:57 Paris, Madrid

Dans cette dépêche, le lecteur a pu lire que Tsahal avait détruit dans sa totalité un collège à Gaza. La source est encore une fois anonyme et la contradiction apportée par Tsahal est présentée avec un « selon les sources militaires israéliennes ». Tsahal a de son côté déclaré que le bâtiment était abandonné et qu'il servait de poste de tir aux terroristes. L'habitude de l'AFP est de présenter en premier les déclarations palestiniennes avec une terminologie favorisant la crédibilité des dites déclarations alors que celles de Tsahal sont systématiquement relativisées, toujours par l'utilisation d'une terminologie douteuse, par leur positionnement dans la dépêche qui les place en second et par l'utilisation abusive de guillemets.

Selon Associated Press, le bâtiment était un immeuble abandonné, l'AFP omet de le préciser...

L'Express : Dimanche 8 et Lundi 9 Juin 2003

Morts à Eretz

Le titre évoque la mort qui est un sujet dont très peu de gens aiment parler, car il ramène à une réalité que nous connaissons tous. Dès le départ, l'émotion prépare le lecteur à la suite de l'article. Le titre annonce qu'il y a eu des morts à Eretz puisque

CE. G

« morts » est écrit au pluriel. Ce que ni le titre ni l'article ne disent, c'est que la mort a frappé du côté israélien en premier. En effet, trois terroristes palestiniens ont attaqué un poste de Tsahal. Ils se sont approchés en se mêlant à la foule et en étant habillé en militaire israélien (pour information, le droit international interdit ce genre de ruse... mais il est applicable aux militaires, pas aux terroristes...). Ils ont tué quatre soldats de Tsahal dans une fusillade. Les trois terroristes ont ensuite été tués à leur tour. Rien, dans l'article de l'Express, n'indique que quatre militaires israéliens sont morts à Eretz. Le terme « Tireur » a été employé à la place de « terroriste ».

La confusion fabriquée entraîne la sensibilisation du lecteur à la mort des terroristes palestiniens, appelés « tireurs », en gommant leur responsabilité. Elle met sur un pied d'égalité ceux qui sont morts en attaquant et ceux qui sont morts en se défendant, puisque l'omission de la mort des soldats de Tsahal permet la focalisation du lecteur sur la mort des « tireurs » (terroristes) palestiniens. La photo de l'article en rajoute. On peut y voir un militaire israélien finir de charger les corps des trois terroristes tués.

Cette omission ainsi que les choix terminologiques de l'article, sont des éléments qui permettent de mettre en oeuvre l'orchestration de l'événement. Les lecteurs et les opinions publiques sont régulièrement poussés à s'indigner de la mort de « pauvres Palestiniens ». La photo de l'article et la désinformation par omission installent les préjugés anti-israéliens, qui feront que les déclarations mensongères d'Arafat (en son temps) ou des groupes terroristes seront reprises sans vérification, ni des quotidiens français, ni des lecteurs.

AFP

Irak: un imam, encerclé par des forces de sécurité, tué ...

29/04/2005 18:54:17 Paris, Madrid (heure d'été)

La plupart des gens ne lisent que le titre. Celui-ci ne reflète pas la réalité. Le titre déforme totalement le contexte de la mort de cet imam, que l'Occidental associera par mimétisme à l'image pacifique du prêtre. Pourtant, plus loin, on apprend qu'il est mort à cause d'une de ses grenades...à lui !!! Un imam avec une grenade devrait logiquement choquer, mais le titre étant un élément manipulateur précurseur, les lecteurs n'auront pas d'idée ni d'opinion suffisamment stable pour s'y fixer, il s'opère donc une atténuation de la réalité et du symbole de l'imam tueur à l'explosif.

Selon « une source militaire irakienne » (anonyme fallait-il le préciser ?), l'imam est mort suite à l'explosion de SA grenade alors qu'il voulait se « défendre » ??? De quoi, de qui, nous ne le saurons pas, mais nous apprenons dans cette dépêche que les armées irakiennes et américaines étaient à la recherche d'un suspect, auteur d'un attentat à l'explosif artisanal. Le suspect est sorti de la mosquée et a lancé une grenade qui n'a pas explosé. Les soldats ont riposté et blessé le suspect à la jambe. Celui-ci a perdu SA seconde grenade qui a explosé et qui l'a tué. Ce suspect ...vous l'aurez deviné, n'est autre que cet imam !!! Cherchez l'erreur...

Manipulation par l'image et censure palestinienne

Le journal Le Monde, le 18 Avril 2004, présente dans un supplément, une « carte du terrorisme ». Sur celle-ci figurent les pays qui ont été touchés par des actes terroristes. Outre le fait que c'est la Palestine qui est inscrite en lieu et place d'Israël, il n'y a eu aucun attentat dans cette région du Monde ...selon Le Monde ! L'objectif est bien évidemment la négation par l'omission. En omettant de mentionner Israël et

les attentats, le lecteur n'aura pas la possibilité de mémoriser visuellement le pays victime de terrorisme. Le fait de ne pas classer Israël dans les pays victimes de terrorisme incite automatiquement à relativiser le terrorisme palestinien. Même si le lecteur s'aperçoit qu'il manque Israël et que les attentats ne sont pas mentionnés, il pourra implicitement penser que ce terrorisme n'est peut-être pas du terrorisme, puisque le journal ne le précise pas.

Autre exemple et même principe : à Roubaix, une affiche annonce le 2^e mondial Poussins de football et énumère la liste des pays participants. On y découvrira que Jérusalem est ...en Palestine ! Il faut replacer cela dans le contexte, à savoir que cette affiche sera regardée par des passants mais aussi et surtout par des jeunes intéressés par le football qui, s'ils n'ont pas les connaissances géographiques en tête en permanence, croiront que Jérusalem est la capitale palestinienne. Roubaix et Tourcoing étant très peuplées par la population arabe, il est facile d'imaginer l'impact que fera cette affiche dans les esprits, ainsi que la difficulté de pouvoir la contredire puisque ...c'est écrit sur l'affiche !

Acmédias dénonce le même principe, à plus grande échelle, lors d'un JT de France2 daté du mardi 21 juin 2005. Au journal de 20 heures, avec l'audience qu'on lui connaît, David Pujadas passe un reportage de Martine Laroche-Joubert et Charles Enderlin qui place Jérusalem en plein milieu de la Cisjordanie. De nombreux téléspectateurs français retiendront cette fausse information, et continueront d'ignorer que Jérusalem est une ville située en Israël, et non sur un « territoire disputé »...de même que bizarrement, parfois, sur des sites Internet ou dans nos médias, Israël disparaît des cartes pour ne laisser à cet endroit du monde que le nom de « Palestine »...Grave désinformation qui contribue une fois encore à installer dans les esprits la légitimité palestinienne sur cette terre, et à nier celle des Israéliens...

AFP

Les journalistes palestiniens interdisent de photographier des enfants armés.

27/08/02 15:25:07 Paris, Madrid (heure d'été)

Cet exemple est plus qu'intéressant. En effet, par recoupement d'information, cette dépêche est un exemple idéal de manipulation des opinions publiques. Dans un chapitre précédent⁹², j'évoquais les pressions qui étaient faites sur les journalistes pour qu'ils ne photographient et ne relatent que ce qui est favorable à l'Autorité terroriste Palestinienne et à son chef Arafat. Ici le titre annonce que ce sont les journalistes qui interdisent de photographier les enfants armés. Il y a plusieurs diversions dans ce titre et dans cette dépêche que je vous conseille de consulter en intégralité.

La première est « les journalistes interdisent » C'est Arafat qui fait pression par l'intimidation sur les journalistes en les faisant battre ou tuer s'il le faut . L'AFP tente de nous faire comprendre avec cette dépêche que les journalistes protègent Arafat et l'image de la Palestine des « manipulations de la presse ». La meilleure défense étant l'attaque, celui-ci se met à l'abri des suspicions et des reproches. Israël est encore une fois attaquée car forcément, les journalistes qui prennent ces photos « jouent le jeu d'Israël ». « Le Syndicat » des journalistes à l'initiative de cette

92 Voir le développement sur l'argument ad baculum
CE. G

réaction indique néanmoins que les journalistes qui contreviendront auront à répondre de leurs actes par des interrogatoires au « Syndicat » et à l'Autorité Palestinienne. Il faut savoir lire entre les lignes chers lecteurs, et percevoir l'argument ad baculum (suscitant la peur) à l'œuvre dans cette dépêche.

L'AFP, dans cette dépêche, ne peut faire autrement que de reconnaître que la plupart des photographes qui travaillent dans les territoires disputés sont palestiniens...Mais elle ne met pas le doigt sur l'origine de la censure palestinienne, son objectif et ses conséquences sur l'opinion publique, qui ne voit que l'argument selon lequel il faut « protéger » les enfants armés des photographes. Pourtant, un tel message n'est autre que la reconnaissance implicite de la censure palestinienne et de l'utilisation des enfants dans le lutte terroriste, n'est-ce pas surtout cela qu'il faudrait retenir ?

C'est grâce à des vidéos que la presse française ne montre pas, grâce à ces photos que les médias français ne diffusent pas que l'on peut prendre conscience de l'ampleur de ce que nos médias nous cachent et de l'ampleur du drame humain vécu par les Palestiniens devenus chair à canon et pare-balles des terroristes palestiniens issus des organisations du Hamas, du Jihad Islamique, Fatah etc...On peut en effet voir sur ces photos, faites en dépit des interdictions, des enfants à proximité des terroristes palestiniens, à une distance aussi courte que celle d'un bras par exemple. Le mode opératoire est connu : des les soldats israéliens dans les lignes de tir, les terroristes ouvrent le feu sur eux en sachant pertinemment qu'une riposte se fera automatiquement après le premier coup de feu. Les terroristes ayant l'initiative du tir peuvent aussitôt « s'effacer » pour se positionner ailleurs ou attendre avant de recommencer, mais les enfants aux alentours ne peuvent pas se protéger de la même manière dans la mesure où les emplacements de sécurité pour les postes de tir terroristes ont déjà été choisis par les terroristes eux-mêmes. Certaines âmes sensibles rétorqueront que « les soldats Israéliens n'ont pas à riposter » ! Bien sûr, ils n'ont qu'à mourir en silence après tout ! Devant la rhétorique terroriste arafatienne, il est psychologiquement impossible au citoyen lambda de se demander si ce ne serait pas plutôt aux terroristes de ne pas ouvrir le feu quand des enfants se trouvent à côté d'eux. La censure de ces images, en tout cas, a des effets manipulateurs indéniables...

Maintenant, faites l'exercice psychologique et intellectuel d'imaginer la situation inverse : que diriez-vous si c'était Israël qui demandait à ses journalistes de ne pas photographier les enfants israéliens armés ?

Des sources anonymes, floues, inconnues ou non officielles...

Elles sont de plus en plus employées par l'AFP et permettent « d'informer » avec les apparences de l'honnêteté. Déontologiquement parlant, le journaliste ne doit pas publier une information non vérifiable ou non vérifiée. Les sources doivent être connues, identifiées et fiables.

Lorsqu'on cite les Israéliens, on précise toujours qu'il s'agit d'une information donnée par le gouvernement, un ministre, un porte-parole du gouvernement, ou encore par l'armée, selon l'expression « de sources militaires israéliennes ». Ce sont des interlocuteurs officiels, dont les propos sont soumis à un contrôle médiatique et dont ils doivent se porter garants, y compris devant les instances internationales. Aucune malversation ne vient entacher la réputation des déclarations des sources militaires israéliennes. Encore une fois, il est important de préciser que ces sources

sont les porte-paroles de l'armée et qu'ils n'ont pas été une seule fois accusés de fabrication de preuves ou d'évènements. On ne peut pas en dire autant de l'autorité palestinienne et de son organe de presse.

Au contraire, les sources palestiniennes demeurent floues et invérifiables. La plupart du temps, ce n'est ni l'Autorité Palestinienne ni les membres de son gouvernement qui sont cités, pas plus que la police palestinienne... On signale que l'information est issue « de source palestinienne », « de source médicale »... non officielle bien sûr, ou « de source sécuritaire palestinienne » : milice, groupe terroriste, agent de police ? On ne sait pas quelle est sa légitimité. On évoque des « témoins », anonymes, donc pas retrouvables... alors que la propagande, le mensonge terroriste et le double discours de l'Autorité Palestinienne sont désormais prouvés dans les territoires disputés.

On retrouve la même terminologie approximative dans la couverture du conflit en Irak, déjà évoqué dans cet ouvrage. Les « témoins » et les « sources médicales » sont évoqués dans les médias français sans le moindre recul, alors que l'on connaît les pressions et l'emprise du gouvernement irakien, de ses miliciens et aussi des terroristes fondamentalistes islamistes sur la population. A ce jour et même après la chute du dictateur Saddam Hussein, l'Irak reste encore sous l'emprise de la manipulation psychologique « ad baculum ». Dans la mesure où les terroristes essentiellement sunnites, ont compris qu'ils ne parviendront pas à chasser les militaires de la coalition, ils ont désormais commencé à s'attaquer aux Irakiens essentiellement d'origine chiites, afin qu'ils réclament de la coalition une sécurité, une protection que les terroristes savent faillible. C'est un autre moyen de rallier les esprits et de fabriquer des alliés de circonstance.

Les journalistes français n'interrogent que ceux dont ils connaissent l'orientation politique ou idéologique. Chesnot et Malbrunot ont tous deux reconnu leur engagement auprès des peuples palestinien et irakien. Nous pouvons comprendre qu'il ne s'agit pas dans ce cas d'un syndrome de Stockholm résultant de leur captivité, car ils étaient déjà engagés avant d'être kidnappés. Peut-être que la captivité a consolidé cet engagement, mais l'essentiel est de comprendre que nous ne pouvons faire confiance à des journalistes dont la partialité est avouée.

Voici quelques exemples qui montreront l'abondance de ce type de sources dans le traitement de l'information française :

AFP

Efforts en faveur des otages, 10 morts dans une attaque.

26/09/2004 13:14:41 Paris, Madrid

Cette dépêche évoque la situation irakienne : des Egyptiens ont été enlevés, et un attentat a fait dix morts à Latifiyah. Elle contient deux expressions, « **selon une source hospitalière** » ou « **selon un bilan hospitalier** », qui ne permettent aucune vérification. Même méthode journalistique, à la virgule, près que dans les territoires contestés.

AFP

Incertitudes sur les élections générales en Irak (PAPIER)

25/09/2004 12:43:05 Paris, Madrid

La dépêche contient « **a observé un diplomate sous le couvert de**

CE. G

l'anonymat »...information non vérifiable donc...Le plus incroyable dans cette perversion déjà réussie est que si les Israéliens employaient cette méthode journalistique, cela serait immédiatement dénoncé, et plus aucun organe de presse international ne travaillerait avec un pays usant d'une telle méthode...La presse israélienne est particulièrement surveillée, ce qui n'est pas le cas de la presse palestinienne...

AFP

L'"Armée islamique en Irak" revendique un attentat contre Chalabi (Ahmad)...

04/09/2004 06:56:11 Paris, Madrid

La dépêche contient une phrase qui crée une distance avec les propos de A. Chalabi, opposant de Saddam Hussein : «l'attentat [...] qui avait tué, **selon lui**, deux de ses gardes du corps et en a blessé deux autres... » Le « selon lui » n'a d'autre objectif que de faire relativiser la déclaration de Ahmad Chalabi. Les faits tels qu'ils sont présentés peuvent être remis en question. Prenons un exemple de rédaction d'article : « Mr Chalabi a été victime d'un attentat qui l'avait visé et a causé la mort de ses deux gardes du corps et en avait blessé d'autres ». Dans cette présentation des faits, on respecte la déclaration de cet homme victime d'attentat. Dans celle de l'AFP, le journaliste ne devrait pas s'engager dans une déclaration invérifiable, s'il doute d'Ahmad Chalabi. Il pourrait, relater les faits tels qu'ils lui sont présentés, sans mentir ni faire douter le public...Ce n'est pas ce qu'il a fait. Le journaliste a rédigé un texte qui crée le doute sur la déclaration de A. Chalabi, au lieu de rester impartial. Il faut toutefois savoir que l'Armée Islamique en Irak a revendiqué l'attentat contre la personne de A. Chalabi. Sans commentaire...

AFP

Un cadre du Hamas tué dans une explosion à Damas.

26/09/2004 12:21:39 Paris, Madrid

La dépêche contient « **a-t-on appris de source palestinienne dans la capitale syrienne** ». La dépêche évoque une fois de plus « un cadre du Hamas » au lieu d'un chef terroriste fondamentaliste ! La présence de ce « cadre du Hamas » et de la « source palestinienne » en Syrie témoigne du soutien de ce pays à la cause terroriste. Il faut savoir aller chercher l'information ...entre les lignes !

AFP

Raid aérien israélien sur Khan Younès, deux blessés

26/09/2004 07:56:24 Paris, Madrid

La dépêche contient encore l'expression « **Selon les sources palestiniennes** » qui renvoie à une source non identifiée.

AFP

Un chef local d'un groupe armé palestinien tué par l'explosion de son arme

26/09/2004 10:21:30 Paris, Madrid

Outre le fameux « chef local d'un groupe armé », litote pour parler d'un responsable terroriste, la dépêche contient « **a-t-on appris de source sécuritaire**

palestinienne ». Comme signalé plus haut, on ne sait pas quelle est cette source, ni sa légitimité. .

Honest Reporting, signale en 2005 le peu de fiabilité des **sources palestiniennes**, rappelant les mensonges autour du « massacre » de Jenine que nous avons déjà évoqué dans cet ouvrage. L'association américaine ajoute qu'en juin 2005, Associated Press et Reuters ont informé que des prisonniers palestiniens accusaient leurs gardiens israéliens d'avoir déchiré des exemplaires du Coran afin de les humilier. En fait, une prisonnière palestinienne détenue à Ashkelon a avoué être l'auteur de cette dégradation...Mais l'information concernant le manque de respect israélien pour ses prisonniers a été diffusé, sur la foi de ses prisonniers.

Le 20 juillet, Reuters, se fondant sur des témoins palestiniens anonymes a écrit que " des habitants juifs des implantations ont poignardé à mort un jeune Palestinien dans la rive occidentale occupée par Israël. Cette accusation a été diffusée par " The New York Times", qui a démenti ultérieurement, et par Le Figaro⁹³ qui accuse « un colon israélien ». En fait, les dirigeants palestiniens ont reconnu devant des officiers de Tsahal que le garçon a été tué dans un conflit entre clans locaux ", relatait GIN⁹⁴ dans une news publiée le 21 juillet 2005 à 9 h 09.

AFP

Attaque près de Kissoufim: les deux auteurs palestiniens tués (armée)

06/07/2004 12:32:26 Paris, Madrid

Dans ce titre et dans la dépêche, les terroristes sont des « auteurs », comme en musique ou au cinéma. N'importe quel statut, pourvu que le mot terroriste n'apparaisse pas ! La terminologie du titre est incorrecte...La dépêche reprend pourtant les paroles de « sources militaires israéliennes » qui expliquent bien la riposte rendue nécessaire par l'attaque de ces deux « terroristes ». L'AFP semble ne pas vouloir accorder tout son crédit à cette source, elle refuse d'en conserver la terminologie dans son titre...nous l'avons vu, elle n'agit pas avec la même prudence concernant le « lexique palestinien ».

AFP

D'Ariel "roi d'Israël" à Sharon "traître"

26/09/2004 09:29:28 Paris, Madrid

La dépêche contient « **explique à l'AFP un responsable, proche du Premier ministre, sous couvert de l'anonymat** ». Il faut comprendre qu'Ariel Sharon fait des réunions de cabinet et qu'à l'issue de ses réunions, un de ses « proches » ira révéler les informations sensibles à la presse. Si c'est un proche du premier ministre qui le dit, alors...mais on ne saura pas qui !

Les relations internes : des titres qui ne tiennent pas compte de la réalité

Dans les titres qui suivent, il sera question des premiers ministres et des

93 " Un enfant palestinien de 12 ans a été tué à coups de couteau hier par un colon israélien près de l'implantation de Shilo, en Cisjordanie ", écrivait Patrick Saint-Paul envoyé spécial du " Figaro " dans son article " La date du retrait de Gaza pourrait être avancée " publié par ce journal le 21 juillet 2005 et consultable ce 22 juillet 2005 sur le site internet, Référence signalée par Honest Reporting

94 Guy Senbel International News

CE. G

relations qu'ils ont avec leur gouvernement respectif. Nous avons en premier une dépêche qui relate les relations de Sharon avec le ministre de l'armée et de l'autre nous avons Qoreï avec le « président élu démocratiquement à vie » Arafat. Les titres annoncent la couleur. On peut constater tout de suite qu'il est préférable d'être palestinien pour se voir attribuer les meilleurs termes journalistiques.

AFP

Polémique Sharon-armée, sur fond de violence dans les Territoires (PAPIER GENERAL)

30/10/2003 12:58:36 Paris, Madrid

La dépêche met ainsi en avant l'opposition et les critiques formulées contre la politique d'Ariel Sharon. Cela prouve toutefois l'existence effective de la démocratie israélienne. L'Autorité palestinienne, nous l'avons vu, ne peut en dire autant...

AFP

Ariel Sharon, "bulldozer", mais aussi tacticien avisé (DOSSIER - BIO- PORTRAIT)

26/11/02 15:33:33 Paris, Madrid

Titre un peu léger certes dont vous ne trouverez pas l'équivalent pour Arafat, je vous invite à chercher ! Ainsi Ariel Sharon, le « bulldozer », le fonceur tel qu'il est surnommé par certains de ses compatriotes, passe à la fois pour un homme rustre, qui ne fait pas dans la dentelle, et pour un homme calculateur, ce qui produit une impression négative.

Regardons ce qui est écrit pour les « dirigeants palestiniens »

Le Monde

04/06/03

Mahmoud Abbas et Yasser Arafat, deux leaders complémentaires.

Pour Le Monde, un terroriste est un leader mais un premier ministre israélien un bulldozer. On insiste ici sur l'harmonie, l'unité des deux « dirigeants palestiniens » alors même qu'on sait qu'Arafat était un dictateur et que les membres de l'Autorité Palestinienne avaient les poings liés.

AFP

Nouvel effort pour surmonter le différend Qoreï-Arafat, allègement du blocus

05/11/2003 12:58:48 Paris, Madrid

Quand il s'agit d'Ariel Sharon et d'Israël, il y a forcément polémique, terme péjoratif pour dire que ce que fait Ariel Sharon est forcément mauvais, car dans son propre camp, certains le savent et le dénoncent...alors que du côté palestinien, il ne peut s'agir que d'un « différent » à régler, et qui se réglera ...on n'en doute pas... puisque le titre fait état d'un « effort » en ce sens, terme positif qui valorise les deux Palestiniens. Le « deux poids deux mesures » est flagrant !

Diaboliser Israël....et faire passer l'Autorité Palestinienne pour la seule instance souhaitant vraiment la paix

AFP

Au Proche-Orient, Sharon est le grand vainqueur de l'après 11 septembre (DOSSIER - PAPIER D'ANGLE)

04/09/02 10:42:26 Paris, Madrid (heure d'été)

Là, l'objectif est flagrant : la diabolisation du premiers ministre israélien. Le titre est assez éloquent : « Sharon grand vainqueur »...Sharon est apparemment sournois, il se réjouit donc des conséquences des attentats aux USA, qui vont lui permettre, selon les termes habituels de l'AFP , d'intensifier et de légitimer les opérations dans les territoires disputés. Mais qui dit cela ? Sharon, ou son gouvernement, n'ont pas fait de telles déclarations.

En fait, il ne s'agit que de l'avis partial d'un journaliste, qui tire ses conclusions des actes des Palestiniens eux-même, dont il évoque les scènes de joie qui ont suivi les attentats du 11 septembre. Le titre met donc en avant un Sharon vainqueur, presque conquérant, alors qu'il n'a rien fait et que ce sont les Palestiniens, et eux seuls, qui se sont discrédités. L'inversion partisane du titre est flagrante.

AFP

Israël envisage des représailles à Hébron après "le massacre du shabbat" (PAPIER D'ANGLE)

16/11/02 13:39:05 Paris, Madrid

Pour l'AFP, Israël ne peut pas envisager autre chose que des représailles, comme par exemple, des « mesures anti terroristes » ou des « mesures d'assistance ». Pour l'AFP, les Israéliens ne savent que se venger...Mais le contenu de la dépêche en dit plus : il ne s'agit pas de perpétrer un massacre, sur le principe du talion. Le terme « représailles », certes utilisé par le ministre israélien des Affaires étrangères Benjamin Netanyahu ne vise aucun civil. On explique alors qu'il s'agit de rétablir la sécurité dans la zone, en rasant les maisons abritant les terroristes et en contrôlant les zones d'où partent leurs attaques...Le titre faisait plutôt penser à des actions beaucoup plus sanglantes...

AFP

Malgré les coups d'Israël, le Hamas à Hébron frappe toujours.

03/09/2004 13:02:38 Paris, Madrid

La dépêche contient l'expression accusatrice « **600 colons parmi les plus radicaux** » et évoque les propos d'un « haut responsable des services de sécurité palestiniens parlant sous couvert d'anonymat », concernant le caractère secret des activités du Hamas à Hébron. La question se pose : qui sont les plus radicaux, et surtout, que font-ils pour être qualifiés de « radicaux » ? Nous ne le saurons pas, mais les termes utilisés permettent de partager les actes radicaux entre factions palestiniennes et israéliennes, ce qui permet de dire qu'il y en des deux côtés. Nous ne trouvons pourtant pas l'équivalent, en terme d'agressions de civils, chez les Israéliens, mais au moins la répétition de cette allégation permet au lecteur de généraliser les

CE. G

rare actes d'homicides ou actes terroristes perpétrés par quelques Israéliens, considérés comme des criminels et toujours condamnés par leur gouvernement. La proportion d'actes terroristes émanant de « radicaux » israéliens est inférieure aux actes terroristes basques, corses et bretons cumulés sur le sol français. Logiquement, les citoyens français proches des idéologies de partis politiques séparatistes ou nationalistes basques, bretons ou corses ne seront pourtant pas considérés comme des radicaux. En Israël, c'est un peu comme si chaque juif pratiquant ou chaque juif vivant dans un kibboutz (plus connu par le terme de colonie) était potentiellement poseur de bombe ou déstabilisateur !

AFP

Israël juge exclu de discuter du plan de paix du quartette après l'attentat

21/11/02 08:34:49 Paris, Madrid

C'est donc la responsabilité d'Israël qui est engagée...et l'on ne prend bien sûr pas en compte l'obligation qui est faite dans les résolutions de l'ONU pour l'Autorité Palestinienne de résoudre le problème du terrorisme. Israël doit négocier alors même que sa population est visée, mais l'accent sera mis sur son refus...Quelle inversion des données, surtout quand on sait, nous l'avons vu, que l'Autorité Palestinienne soutenait et encourageait le terrorisme au moment même de ces négociations, comme elle le faisait déjà lors des accords d'Oslo !

Le Monde

Un geste palestinien

13 mars 2003

Dans le même registre que pour Saddam Hussein, que nous avons déjà évoqué, le titre avantage Arafat et l'Autorité Palestinienne. Arafat refusait systématiquement tout compromis avec Israël et ses ministres successifs, il n'a pas abrogé la charte de l'OLP, il n'a pas démantelé les organisations terroristes, il a volé les fonds destinés à la population palestinienne et bien entendu, si des deux parties, il y en a une capable de faire un geste, c'est forcément les Palestiniens...selon Le Monde.

Toutes ces dépêches nous montrent de manière flagrante le deux poids deux mesures concernant les termes utilisés pour favoriser l'image des groupes terroristes, et au contraire pour dévaloriser les actions militaires, ou les simples déclarations publiques des personnalités politiques d'Israël et des USA. Je le répète, le lecteur en trouvera des exemples à foison dans les médias, dans les titres employés, dans les articles rédigés, dans les cartes présentées...mais aussi dans ce qu'on omet de nous dire...

Nous avons évoqué dans ce livre la supercherie du « massacre » de Jenine. Il faut savoir qu'un film de Pierre Rehov, intitulé "Sur la route de Jenine", qui démontre le fonctionnement de cette énorme manipulation, a été refusé par les chaînes française de télévision nationales. France 3 n'a pas donné les raisons de son refus. France 2 s'est expliquée de manière plutôt paradoxale : "malgré la qualité du projet, nous sommes aux regrets de ne pouvoir lui donner une suite favorable". ARTE a carrément signalé que "ce film ne correspond pas aux exigences de notre ligne éditoriale"...mais la ligne éditoriale a tout à fait permis la diffusion du film « Jenine, Jenine », de Mohammed Bakri, qui déclare ne pas avoir cherché la réalité des faits, mais simplement avoir voulu fonder son film sur la souffrance des Palestiniens, et sur la manière dont ils ont vécu les événements...peu importait donc à M. Bakri que son film incite l'opinion publique internationale à croire à un massacre qui n'a pas eu lieu.

On voit que la ligne éditoriale d'ARTE a fait ses choix...mais les téléspectateurs, eux, ne l'ont pas eu ! Comme pour l'affaire Al-Dura, il semble que les journalistes prennent actuellement des positions davantage fondées sur des opinions personnelles que sur le souci de transcrire la vérité, si besoin à l'aide de contre-vérités. Le parti-pris et la censure sont ici démontrés par le traitement partial et partiel de ces deux « affaires ». Le journalisme se porterait bien mieux s'il acceptait parfois de reconnaître ses erreurs, et de se soumettre à la critique de ceux qui ne bénéficient pas forcément de la même audience, mais qui prennent le temps de faire un travail qu'on n'a pas le droit de faire ignorer au public. C'est d'autant plus vrai dans les cas du conflit israélo-arabe et du renversement de Saddam Hussein, qui font tant couler une encre qui nourrit le jugement et les prises de position parfois très véhémentes de l'opinion publique. Il faut comprendre à quel point nous avons été manipulé : c'est choquant !

La création d'images virtuelles dans l'esprit du téléspectateur

Voici maintenant, l'analyse d'un reportage du journal de 20 heures sur France2. Celui-ci permet de comprendre, car il est représentatif, pourquoi il fut difficile pour les Français d'être aux côtés de la coalition, et pourquoi beaucoup d'entre eux sont sortis manifester pour « pérenniser » le régime de Saddam Hussein. Il s'agit du journal télévisé de 20 h, le lundi 24 mars 2003, présenté par David Pujadas. Les envoyés spéciaux du reportage en question sont Stéphane Breitner, Alain de Chalvron Emmanuel Beke et Bertrand Coq. Comme pour l'article de Télérama, je vais donc retranscrire les propos et les analyser au fur et à mesure, afin de démontrer les manipulations dont le public est victime.

Lundi 24 mars 2003 20 Heures, le journal ...

Les premières secondes sont consacrées à l'énoncé des gros titres. Vient le moment de la guerre en Irak ...

Pujadas : « Saddam Hussein plastronne. »

Début du reportage en Irak...

CE. G

Pujadas : « Tout de suite nous nous rendons à Bagdad, où les phases de répit sont de plus en plus courtes. »

Stéphane Breitner : 5e jour de guerre, 5e jour de bombardement sur Bagdad , cette fois-ci en périphérie .

Pour être précis , il aurait dû dire : « 5e jour de guerre, 5e jour de bombardement, cette fois-ci en périphérie de Bagdad. » Le journaliste ne fait pas la différence et crée l'amalgame entre la ville et la périphérie. Si la ville de Bagdad est touchée, on pense à la ville, par contre la périphérie limite le champ de bombardement, donc les effets de destructions, et épargne la ville en elle-même. Pour imaginer : j'ai une pomme, elle est pourrie, je la jette ; si seul le tour est pourri, je la gratte et le tour est joué ! Le journaliste exagère l'information : si c'est la périphérie de Bagdad qui est frappée, ce n'est pas la ville complète ! Le téléspectateur est ici incité à imaginer la ville détruite...ce qui n'est pas le cas.

Stéphane Breitner : Depuis hier soir , l'armée américaine ne laisse aucun répit à la capitale irakienne.

Selon Pujadas les phases de répit sont courtes , mais selon Breitner, il n'y en a pas du tout. D'après vous, que va retenir le public ? Dans l'esprit des gens qui n'ont pas de connaissance militaire particulière, l'image d'un bombardement fait écho à ce qu'ils ont pu apprendre sur ceux de la 2nde guerre mondiale. Les techniques ont évolué, les cibles irakiennes ont été définies de manière à éviter le plus possible la mort de civils non combattant. Mais avec ce reportage, il est probable que les téléspectateurs imagineront que la coalition est en train de bombarder et de massacrer la capitale irakienne et ses habitants.

Après nous avoir montré les cibles par des images satellite et des images des bombardements filmés de l'intérieur d'un chasseur bombardier, Stéphane Breitner continue avec :

Stéphane Breitner : « La résistance inattendue des Irakiens »

La résistance inattendue des Irakiens ! La résistance n'était pas inattendue puisque la propagande du ministère de l'information était telle que le PEUPLE irakien n'avait pas d'autre choix que de ne pas réagir ou "soutenir"le régime en place pour ne pas subir les tortures et autres sévices dont le régime était spécialiste. Il est à noter que le reporter fait l'amalgame entre le peuple irakien et les militaires de la garde républicaine en évoquant "LA RESISTANCE INATENDUE DES IRAKIENS ". "Irakiens" devient un terme global qui comprend donc le peuple, le régime, les militaires baasistes. C'est grossier mais cela marche .

Les rares Irakiens à avoir eu accès aux informations internationales ont été manipulés par la presse officielle irakienne, mais aussi par la presse européenne et surtout française, car celle-ci n'a eu de cesse de minimiser la tyrannie de Saddam Hussein et de ses acolytes, en omettant toujours de se servir de ce vocabulaire. Personne n'a entendu Alain de Chalvron, Bertrand Cocq ou Stéphane Breitner employer des mots tels que : Tyrannie , Dictature ou Despote, pour qualifier le régime irakien et ses dirigeants, mais par contre on a entendu "Le Président Saddam Hussein".

Les manifestations de soutien au régime tant en Irak (manifestations forcées et préparées bien sûr) qu'en Europe, et particulièrement en France, ont eu raison aussi du moral des Irakiens, qui ont pu constater qu'ils étaient isolés du monde et que finalement personne ne voulait les aider. Sur ce, vous ajoutez une dose de "défaite américaine" savamment préparée par le ministère de l'information irakien à grands coups d'annonces bidons, et vous avez un peuple qui ne sait plus qui croire. C'est la politique du Chaos.

En outre, et c'est important : qui parle de « résistance inattendue » ? Les journalistes ! Car l'Etat Major de la coalition n'a jamais évoqué cette guerre comme une guerre sans adversaire ! Vérifiez, demandez les archives de leurs discours... à lire dans l'intégralité bien sûr... et non morcelés comme c'est souvent le cas.

Stéphane Breitner, suite :

« ...oblige l'armée américaine à appuyer ses forces au sol par les airs. Toute la journée, les B52 et les avions de combat F117 ont "déversé" leurs bombes sur tous les fronts du pays... »

"Oblige", c'est dire à quel point les Américains sont dépassés ! Ayant moi-même des connaissances dans la chose militaire, je ne me suis jamais laissé aller à faire l'exercice d'anticiper la stratégie américaine pendant cette guerre, ni même aucune autre, partant du principe qu'ils sont déjà plusieurs centaines au Pentagone pour faire ce travail, avec du matériel de pointe, des renseignements frais et autres que ceux de nos journalistes. Laissons cela aux spécialistes !

Quant au terme "déversé" leurs bombes ... Normalement l'expression appropriée est : « Largué leurs bombes », mais il faut accepter l'image de l'avion déversoir de bombes car c'est dans le dictionnaire... Toutefois, le symbole de la quantité y est nettement représenté, et l'on peut y voir la disproportion entre "la résistance des Irakiens (inattendue ne l'oublions pas) et les bombes déversées par les avions américains, parce qu'obligés d'appuyer les troupes au sol.

Là encore, pas d'image précise, une image de proximité, seulement des panaches de fumée lointains.

Stéphane Breitner : « ...dans les villes du sud, à Bassora et à Nassiriyah, au nord à Mossoul et pour la première fois sur la ligne de démarcation avec le Kurdistan. »

Là encore on y voit des panaches de fumée mais rien de façon précise, aucun détail. Aucune indication ne nous est donnée concernant le choix de ces cibles. Ce qui est clair, c'est qu'il n'est plus question de Bagdad !

Journal Télévisé , 1 Minute 45 secondes .

QG au Qatar des forces US

Salle des conférences de presse.

Stéphane Breitner : « Tommy Francks, Commandant des forces de la coalition, s'est adressé à la presse pour la deuxième fois depuis le début du conflit. Images satellites à l'appui, le général entend prouver la précision des frappes. »

CE. G

Le général "entend prouver" ! Ce terme inapproprié sous-entend que le général prétend affirmer que les frappes sont précises mais que son essai sera vain, car le public est déjà convaincu du contraire. Cette expression, « entendre prouver », associée aux autres allusions, signifie clairement de la part du reporter qu'il y a une volonté de manipulation de la part des Américains. Selon l'ambiance créée par le reporter, il faudrait comprendre que : "Nous, nous savons que c'est faux, mais le général Tommy Francks essaiera de nous démontrer le contraire". Il y a donc au départ un "a priori " déjà bien ancré, ce n'est pas très déontologique de la part du reporter.

Stéphane Breitner : « La précision , ce n'est pas l'avis des Irakiens »

Une fois encore, le terme "Irakien" est utilisé de manière globale, pas de distinction entre le peuple et le régime (donc les militaires)...et nous ne savons pas de quels « Irakiens » le journaliste se fait porte-parole. Nous ignorons quels « Irakiens » ont été interrogés, et dans quelles conditions !

Stéphane Breitner : « Voilà ce que montre la télévision officielle depuis le début de la journée. »

On peut voir à l'écran un trou dans lequel s'affairent des hommes pour, peut-être, colmater une canalisation endommagée, il y a aussi une pelleuse. En arrière plan, on peut remarquer que la rue est animée. Il y a des badauds autour du trou, ce qui ne détermine pas son origine, et des voitures circulent dans cette même rue. Il est important de constater qu'il n'y a qu'un plan réduit du trou et de la rue. En effet, le téléspectateur n'aura pas accès à un plan d'ensemble, juste à un point de vue restreint qui ne montre qu'une vue superficielle du trou et de son arrière plan.

Il serait intéressant de déterminer l'origine du trou, car si l'on observe bien la scène, il n'y a pas de gravats spécifiques aux explosions (il y en a toujours après une explosion) et la circulation ne semble pas altérée. Si je devais montrer les dégâts d'une explosion, je n'hésiterais pas à montrer ses conséquences sur la circulation, sur les façades alentours, les gravats qui envahissent la rue, et surtout son plan général qui donnera par la force de l'image un impact psychologique important sur le public. Là, on veut nous faire voir quelque chose en suggérant plus qu'en montrant.

En fait, il y a eu une telle concentration de cadrage sur un endroit très limité, qu'il est clair qu'on oriente le regard. Or, on sait que les militaires irakiens manipulaient la presse. Alors, peut-être était-ce un obus, mais dans ce cas il n'a probablement pas fait de gros dégâts...Si on prenait les mêmes images en coupant le son, on pourrait tout aussi bien croire qu'il s'agit de travaux de réparation de canalisation. C'est donc l'imagination qui prend le relais, comme un tour de magie...le public verra ce qu'il s'attend à voir .

Stéphane Breitner : « ...des bâtiments effondrés et les secours qui travaillent pour dégager les victimes. »

Images suivantes : Plusieurs plans de près de bâtiments détruits.

"Les secours qui travaillent pour dégager les victimes"...J'ai bien cherché et je n'ai rien trouvé ! Je n'ai pas constaté la présence même infime de secours, et encore moins des gens s'activer pour récupérer une ou des personnes prises dans les décombres. Il y

a bien dans le plan général mais rapide des militaires irakiens en uniforme qui se trouvent en effet soit sur les ruines soit sur les décombres, mais pas un ambulancier, pas un secouriste. J'ai donc poussé l'observation jusque dans la rue et là, rien non plus, pas une ambulance, pas une blouse blanche, pas de croissant rouge, pas de croix rouge ...rien !

J'irai même jusqu'à dire qu'il est inutile de pousser les investigations aussi loin car arrêtons-nous seulement sur l'image principale : on peut y constater de manière simple et flagrante qu'il n'y a pas de panique, pas d'affolement, pas de précipitation de la part des gens qui se trouvent dans le périmètre des bâtiments détruits et qui sont censés chercher des survivants. Il n'y a pas eu de mort et pas de blessé, car si tel avait été le cas, les officiels irakiens de l'information se seraient précipités pour inonder les agences de presse internationales de cadavres frais et abîmés.

Le commentaire ne colle pas avec les images. Dans l'hypothèse où les journalistes seraient arrivés bien après ce qu'ils racontent, ils se devraient alors au moins de préciser que leurs informations sont données « de sources irakiennes »... cela permettrait au téléspectateur de les relativiser.

Stéphane Breitner : « Mais il arrive aussi aux soldats irakiens de ne pas rater leur cible, comme ce drone américain abattu aujourd'hui, qu'ils exhibent comme un trophée. »

Là c'est le summum. Stéphane Breitner parle de "soldats irakiens" et l'on n'aperçoit pas le moindre uniforme, alors que dans les images précédentes on peut remarquer les militaires irakiens en tenue vert olive classique avec les galons, le béret ...la tenue militaire classique en somme. Mais dans l'image suivante, dans laquelle les "soldats irakiens" sont censés avoir abattu un drone américain, ils sont habillés comme des villageois ou des Moudjahidin équipé d'AK47, ils ressemblent à tout sauf à des militaires ! Dans la scène, rien n'indique le lieu, la date, cela pourrait venir d'Afghanistan, ou de n'importe quel autre pays (arabe) en guerre. Le drone pourrait être russe, belge ou syrien que l'on ne le remarquerait pas, puisqu'il n'y a aucun signe distinctif, pas même un petit drapeau américain ou une inscription pouvant nous mettre sur la voie, là non plus ...rien !

David Pujadas : « Bonsoir Alain de Chalvron. Vous êtes en direct de Bagdad. D'abord le bilan : on entend parler de frappes précises, les autorités irakiennes parlent, elles, de centaines de morts et de blessés civils, avez-vous des indications? »

Alain de Chalvron : « On n'a pas d'indications précises sur le bilan, mais naturellement les bombardements sont devenus tellement fréquents, tellement lourds [pendant ce temps les mêmes images reviennent] Vous avez dit tout à l'heure qu'on en était à la 4^e vague de bombardements de la journée, vous savez, nous ne les comptons plus, il y a des bombardements sans arrêt, il n'y a plus d'alerte véritablement, on bombarde toutes les parties de la ville, le centre encore tout à l'heure, un très fort bombardement dans le secteur du Palais présidentiel et toute la banlieue »

Là encore des contradictions : au début du journal télévisé, S. Breitner précise que les bombardements ont eu lieu "cette fois-ci en périphérie", mais Alain de CE. G

Chalvron déclare lui que le centre été touché ! Pour le public, la contradiction passera inaperçue, mais en admettant que je rentre chez moi quelques minutes après le commencement du journal télévisé et que les premiers propos m'échappent, je retiendrai donc que Bagdad a été touché dans le centre. Le lendemain, j'en discute autour de moi et j'entends dire par ici que « non non Bagdad a été touchée en périphérie », et un autre de dire : « non non, le centre a été touché », et encore un autre dira : « vous n'avez pas bien écouté c'est tout Bagdad qui a été touché »...Le même Journal Télévisé et : pas de chance, deux reporters qui ne sont pas d'accord...lequel écouter, lequel croire ? Et surtout comment comprendre ce qui se passe réellement ?

Continuons ...

Alain de Chalvron : Alors un nombre est difficile à dire, mais c'est certainement, certainement des dizaines voire des centaines de morts, cela ne peut pas en être autrement tellement, tellement⁹⁵ il y a de bombardements, de frappes, à droite, à gauche, dans le centre, dans le sud, à l'est, partout dans Bagdad. »

La répétition est utilisée pour marteler l'esprit du téléspectateur. Dans la charte du journaliste, celui-ci ne doit donner une information qu'une fois celle-ci validée, là il est flagrant qu'il fait des suppositions personnelles, ce qui n'est pas déontologique. Il avance une certaine quantité de morts puisque selon lui cela ne peut pas en être autrement. Ce faisant, il « informe » sans vérification, mais uniquement selon ses propres impressions.

Une autre chose est importante à remarquer. Pendant le commentaire d'Alain de Chalvron, des images défilent sur l'écran. On peut y voir les mêmes scènes du début de journal qui sont là pour marteler le cerveau du téléspectateur, mais qui, en soi, ne contiennent aucune information sérieuse. On remarquera aussi, furtivement, pendant 3 ou 5 secondes, qu'une voiture a été filmée et que le caméraman fait volontairement un gros plan de cette voiture dont le pare brise est cassé. Ces images et en particulier celles de la voiture au pare-brise cassé, associées au commentaire d'Alain de Chalvron sur les bombardements partout (à l'est, l'ouest, le nord etc...) qui font des morts parce que "cela ne peut pas en être autrement", font que le téléspectateur associera le pare-brise cassé aux bombardements.

Or, il est fort possible que le pare brise en question ait été cassé par "n'importe quoi d'autre" sauf par un bombardement. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a que le pare-brise qui est cassé, la structure de la voiture n'a absolument rien, mais rien du tout ! Il faut également constater que les plans de la voiture sont très serrés, on ne voit rien autour, si ce n'est de la circulation et un homme à l'intérieur qui s'agite. L'impact psychologique du cadrage de cette partie de la voiture a aussi pour effet que le téléspectateur associe les bombes de la coalition avec la voiture d'un particulier. En effet, il ne s'agit pas d'un véhicule militaire, donc cela intensifie l'impact de l'image de la guerre contre des civils.

Certes des civils peuvent malheureusement être tués dans un tel contexte, mais nous savons aujourd'hui que les journalistes se sont trompés sur l'ampleur de la catastrophe. Ici, je cherche surtout à attirer l'attention du lecteur sur l'impact psychologique d'images sur lesquelles on appose des conclusions qu'elles ne démontrent pas. C'est d'autant plus dangereux que cela manipule les émotions du téléspectateur et l'induit à juger à partir d'éléments qui ne sont pas fiables : les « impressions » des journalistes ne peuvent être considérées comme une source

95 Les répétitions sont d'A. de Chalvron

d'information avérée puisqu'elles reposent moins sur les faits que sur des émotions, qui peuvent en outre avoir été manipulées.

David Pujadas : « Si la ville est maintenant bombardée jour et nuit, pratiquement de façon ininterrompue, comment la vie peut-elle continuer normalement ? »

Alain de Chalvron : « Oui, écoutez, c'est toujours le paradoxe un peu surréaliste de cette ville, où les gens par la force des choses vivent maintenant, essayent de vivre normalement. »

Ce n'est pas un paradoxe , c'est HUMAIN ! Là, l'objectif est de faire croire qu'ils sont des gens à part et que malgré l'agression, ils (les Irakiens, le peuple) sont d'un courage exemplaire. S'ils le sont en effet, il ne s'agit pas d'une exception. Il y a là la volonté du journaliste de mystifier les Irakiens et de démontrer qu'ils peuvent supporter une guerre « injuste ». Il suffit de récupérer les archives des JT qui ont montré des scènes de guerre ou d'après-guerre dans le monde entier pour comprendre que ce n'est pas un « phénomène » irakien. Alain de Chalvron ne dit pas cela, certes, mais les termes employés sont des déclencheurs émotionnels qui induisent les téléspectateurs à soutenir et à plaindre ceux qui ont du « courage ».

Est-ce fait volontairement ou y avait-il un officiel irakien derrière Alain de Chalvron ? On ne pourra le savoir, mais ce qui est sûr, c'est que la terminologie employée cherche une fois encore à susciter l'émotion du téléspectateur.

ADC : « Alors au début de la campagne aérienne, évidemment, pendant les alertes, les gens restaient chez eux ou allaient dans les abris. Maintenant ce n'est plus le cas, d'ailleurs il n'y a même plus d'alerte, il n'y a que les bombardements, et pendant les bombardements la vie continue, il y a toujours la circulation. »

Idem ! Là aussi, la force des choses, le courage, la vie qui reprend le dessus font qu'ils sont présentés comme étant un peuple combattant, gagnant, qui ne se laisse pas abattre et qui, malgré le danger, malgré l'agression, sait réagir avec sang-froid et détermination. L'idée et de faire passer le message suivant : les Américains et la coalition ne gagneront pas ! Un peuple qui réagit de cette façon est déterminé. Il ne pourra pas perdre. L'objectif de faire chuter le régime de Saddam Hussein se soldera par un échec total. Il est important que ce message soit perçu par les opinions publiques internationales, car ce sera la population qui, grâce à son pouvoir de vote, pourra faire cesser ou prolonger une guerre dont l'issue, selon certaines chaînes et journalistes de télévision, est plus qu'incertaine. Comme nous l'avons vu plus tôt dans cet ouvrage, il est impératif dans une subversion de ne pas s'attaquer à la population de manière directe. Le message, par les relais des médias, permet de tenter de convaincre les esprits que les choix des élus de la coalition sont des erreurs. Il leur faut démotiver afin de déstabiliser...et ça marche !

ADC : « Alors, l'ambiance a changé, vous savez que les Irakiens ont allumé des tranchées de pétrole, l'air est chargé de suie noirâtre et ça fait très mal à la gorge, c'est très pénible à vivre donc la vie n'est plus tout à fait la même, elle est devenue difficile mais le moral est bon , le moral est meilleur depuis que l'on sait

CE. G

que le bataillon d'Oum Qasr a tenu bon face à l'armada américaine et anglaise, les Irakiens se sentent remontés, se sentent capable d'infliger aux Américains aussi des pertes, de se battre et de se défendre. »

L'objectif est précis. Les Irakiens ont selon Alain De Chalvron allumé des feux de pétrole pour compliquer la tâche de la coalition. Les Irakiens...donc le peuple. Petite touche de victimisation pour, quand même, les plaindre au moins un peu en raison de la suie qui fait « mal à la gorge ». Selon ADC, les bombardements ne les empêchent pas de vivre mais la suie, elle, fait mal à la gorge !

Ils retrouvent le moral car ils ont compris qu'ils pouvaient infliger des pertes à l'ennemi. Alain de Chalvron est implicitement solidaire du régime dans la mesure où l'on peut croire que le « depuis que l'on sait que le bataillon d'Oum Qasr a tenu bon face à l'armada Américaine et Anglaise » le « ON » l'implique dans le conflit et indique qu'il a pris parti pour le régime de Saddam Hussein. Est-ce volontaire ? On peut le croire, car dans le cas contraire, il aurait dû dire « depuis que les Irakiens savent que le bataillon d'Oum Qasr etc ... ». Le « on » pourrait être pris pour une simple généralisation de l'information, mais la suite du vocabulaire est clairement orientée, quand il évoque « l'armada américaine et anglaise » à laquelle s'est opposé le « bataillon » irakien victorieux.

Bien sûr, sur le terrain, la situation était toute autre, mais le ministre de l'information faisait passer un autre message afin de garder la main mise sur la population. Il lui fallait absolument éviter un soulèvement de l'intérieur. Ce qui est choquant c'est que, comme Alain De Chalvron, les chaînes de télévision françaises et européennes se soient fait le relais de la stratégie de Saddam Hussein. Dans les postes de télévision irakiens, le peuple a pu constater, parce que la presse européenne et française en particulier ont tronqué l'information, que Saddam était toujours là, que les Américains tardaient à arriver et que, peut être, ils perdraient la guerre. Toutes les années de dictature ne peuvent disparaître en un claquement de doigts et la presse et les reporters le savent. On sait que ceux-ci étaient accompagnés d'un officiel irakien, et qu'ils n'avaient pas la liberté d'expression et de visite des lieux. Ils ont néanmoins préféré rester sur place et faire parvenir en France et dans les bureaux des agences de presse françaises des informations qu'ils savaient fausses, exagérées ou truquées.

L'effet sur le public français est visible : puisqu'un journaliste français dit que les Irakiens se battent et veulent se battre encore, et qu'ils protègent Saddam Hussein, pourquoi dans ce cas, en tant que citoyen français, contribuable ou simple « pacifiste », serions-nous disposés à accepter une guerre qui se présente comme une guerre d'agression ? L'impact sur le public irakien est pire encore. Il ne peut pas prendre de décision, car la soumission au dictateur est toujours intacte. Il leur faut des preuves, des garanties pour pouvoir envisager une autre vie. Mais là, l'emprise de Saddam Hussein est visible, aucun élément déterminant pour la population ne vient contrecarrer les plans du dictateur :

Il gagne des batailles

Les Irakiens allument des feux

Les Américains subissent des pertes

Le moral est bon

etc etc....

Le peuple Irakien a une attitude de sécurité, c'est légitime et c'est humain. Les journalistes déforment la réalité et en rajoute par des "effets de scène". En cela, ils orientent la pensée de l'opinion publique, que l'on a ensuite retrouvée presque toute entière derrière le discours anti-coalition de la presse mais aussi du président français.

Continuons ...

David Pujadas : « Merci Alain de Chalvron, on y reviendra dans un instant, restez avec nous. On va retrouver un autre de nos envoyés spéciaux qui vit comme tous les habitants ces journées de feu et d'alertes. Chronique de la vie à Bagdad ces dernières 24 heures. Bertrand Coq, Emmanuel Becke »

Bertrand Coq : « Devant la faculté d'Al Mustan Seriya, le cratère d'une bombe américaine. »

A partir de quoi peuvent-ils déclarer que c'est une bombe américaine ? Peut-être était-ce une bombe anglaise... Cela peut paraître sans importance, mais de manière évidente la presse française s'acharne sur les USA, et l'on voit apparaître de plus en plus, et surtout depuis le projet rendu public de la libération de l'Irak, un anti-américanisme fort et latent en France. L'anti-américanisme a toujours existé, c'est vrai, mais celui-ci augmente actuellement au point d'être normalisé et légitimé. Le fait de déclarer que c'est une bombe américaine sans vérification, ou sans dire sur quoi le reporter s'appuie pour faire cette déclaration, sous-entend de manière implicite que toute action offensive est américaine et que tous les dégâts rencontrés en Irak sont le fait des Américains. Les reporters occultent volontairement le fait qu'une coalition est composée de plusieurs pays, et que c'est la coalition qui bombarde. Les Anglais et les Américains utilisent le même type d'armes (en général), il est donc de ce fait difficile de dire qui a lancé telle ou telle bombe, surtout quand celle-ci est pulvérisée.

BC : « les techniciens des Télécom s'activent à réparer des lignes de téléphone, sans panique, dans la décontraction , les Irakiens ont du cran ces jours-ci ! »

« Les Irakiens ont du cran ces jours-ci ! » On imaginerait presque "l'officiel" irakien en train de dicter ces mots au journaliste. En effet, on peut remarquer que des hommes sont en train de "bricoler" des fils de téléphone. En effet, ils ont l'air décontracté, sans panique mais rien n'explique la notion de cran. Montrez-nous une fusillade en direct entre des individus qui font preuve de courage, d'audace, tout en affichant un sourire, une décontraction alors que les balles ricochent et sifflent autour d'eux, là nous pouvons sans l'ombre d'un doute déclarer qu'ils ont du cran. De nouveau on trouve ici cette volonté de créer une image, le symbole de l'Irakien courageux, déterminé, qui même dans le trou d'une bombe peut encore sourire. Cette notion de cran ne repose sur aucune circonstance. Ces hommes présentés par le reporter et son "suiveur" ne sont ni plus ni moins que des personnes qui viennent réparer les lignes téléphoniques, c'est tout ! Le commentaire crée une fois encore des images virtuelles dans l'esprit des téléspectateurs, afin d'orienter leur regard et leurs émotions. Il ne s'agit plus d'informer, mais de faire ressentir, en générant de l'admiration envers un peuple qu'on agresse. Toute image apparaît bonne à montrer pour produire cet effet, et induire en retour le rejet de l'action entreprise par la coalition...

Bertrand Coq : « Mohammed, qui travaille en face, nous montre ces bureaux dont les vitres ont volé en éclats. Lui-même ancien élève de l'université ne comprend pas pourquoi ici. »

CE. G

Mohammed : « Aah, je ne sais pas, vraiment, c'est vide là-bas, il n'y a rien ici, seulement des facultés, des appartements, je ne sais pas ! »

Bertrand Coq : « Le souffle de la bombe a ravagé le club des étudiants. »

Il est nécessaire de bien regarder les images qui défilent sur l'écran pour voir et comprendre qu'il n'y a presque pas matière à authenticité. En effet , " Le souffle de la bombe a ravagé le club des étudiants"...D'accord, pourquoi pas, mais pourquoi pas aussi une salle de rangement, ou n'importe quoi d'autre dans la mesure où il y a peu d'images des dégâts de la bombe, et dans la mesure ou, encore une fois, ce sont les mêmes images qui reviennent, sous des angles différents.

Cela autorise à penser qu'à part les dégâts vus de loin, et surtout de loin et de l'extérieur, rien ne donne d'indications précises sur les bombardements, et rien ne confirme les déclarations faites par les reporters qui se succèdent. C'est peut-être en effet la salle des étudiants, mais le montage du reportage installe là aussi un gros doute. Il y a « peut-être » une accentuation de l'impact psychologique en associant la salle avec le lieu de rassemblement des étudiants. De cette manière (mais ce n'est pas certain) les bombes auraient pu toucher des étudiants dans leur salle de rassemblement.

Les journalistes évoquent des bombardement intenses, massifs (ils « déversent », n'oubliez pas) et, en fait, on ne voit que peu de dégâts, de loin et surtout totalement imprécis. Oui, imprécis même si on peut voir nettement une salle (d'on ne sait quoi) effectivement ravagée, mais ce n'est qu'une salle et pas le bâtiment, une salle et c'est tout...On crée là encore une image pour susciter l'indignation : la coalition a bombardé une salle d'étudiants, avec le symbole du jeune qui s'instruit, pour préparer son avenir...Il est tout à fait possible que ce soit réellement une salle d'étudiants, et que l'université ait été touchée. Il est probable qu'une petite partie de ce qui a été présenté soit réellement arrivé. Il est totalement certain qu'une grande partie de ce qui est annoncé soit faux ou déformé. L'Etat Major n'a pas été interrogé, partant du principe, sans doute, qu'il est partisan...mais pas les sources irakiennes !

Bertrand Coq : « Selon les Officiels Irakiens qui nous accompagnent,... »

C'est là la reconnaissance que tout ce qu'ils disent est sujet à caution, mais qui va y penser et combien de gens ?

BC : « Ce dommage collatéral aurait fait trois morts et 26 blessés. »

Et toujours pas de cadavre, pourtant bien utiles, surtout pour discréditer la coalition...

BC : « Ils sont là les blessés, sur leur lit d'hôpital, ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui.

De la souffrance donnée en pâture à la presse internationale. Dans un rapport de force qui leur est défavorable, les Irakiens se servent de tout et d'abord ...des images ! »

Pour être plus précis, il ne s'agit pas des Irakiens, mais de l'armée irakienne ou des militaires du parti Baas. Le journal télévisé et ses reporters associent tout naturellement la population à l'action de défense de l'Irak et à la protection du

dictateur Saddam Hussein. Mais le plus intéressant ici, c'est que le journaliste lui-même admet que la souffrance irakienne, donc les blessés irakiens sont donnés « en pâture à la presse internationale ». On voit ici comme les partisans de Saddam Hussein ont eu à cœur de se servir « de tout, et d'abord des images ». Cette reconnaissance appuie ma thèse selon laquelle les journalistes auraient eu tout le loisir de filmer des morts quand il y en a eu...ce qui n'a pas été le cas ici. On connaît le talent de Saddam Hussein et de son régime pour la fabrication et la manipulation médiatique...il convient donc toujours de rester prudents.

BC : « Mais ce drame est bien réel, un gosse de 15 ans qui perd son sang, un grand frère qui tremble pour son cadet... »

L'enfant est pansé et son sang ne coule nulle part, mais le commentaire associé au pansement rouge sur l'enfant créera une image virtuelle qui pénétrera l'esprit. Les téléspectateurs retiendront l'enfant blessé qui perd son sang, même s'il a été démontré depuis que des médecins irakiens, complices volontaires ou forcés du régime, ont ainsi fabriqué des témoignages avec de faux blessés.

De plus, quand Bertrand Coq déclare « Ils sont là les blessés sur leur lit d'hôpital, ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui » :

- on nous annonce des alertes, puis qu'il n'y a plus d'alertes
- on nous parle de secouristes qui s'activent, ils ne sont pas sur les images
- on nous parle de militaires, et on nous montre des moudjahidin
- on nous annonce 26 blessés, nous n'en voyons que trois

Tout repose donc sur la confiance du téléspectateur envers les journalistes. Pourtant, dans ce reportage, comme pour tous les autres, les ambiguïtés et inexactitudes devraient automatiquement susciter chez le téléspectateur la méfiance, un désir de rééquilibrage de l'information passée et de rigueur journalistique pour l'avenir.

BC : « Toutes ces victimes sont manifestement des civils, des femmes, des adolescents. Certains, nous dit-on, ont été extrait d'une maison bombardée dans la journée à l'heure du déjeuner. »

Déjà qu'ils agressent l'Irak et sa population qui n'avait rien demandé et qu'ils veulent chasser du pouvoir un dictateur "sympa", voilà que ces Anglais et Américains ne respectent pas non plus l'heure du déjeuner...vraiment ! L'objectif est de sensibiliser l'opinion publique française sur un point sans importance, en créant justement une importance. Qu'une maison de civils ait été touchée est certes à déplorer, mais le détail de la situation est formulé non pas pour informer de ce fait, mais pour susciter la colère du téléspectateur. Cela revient à créer un événement à partir d'une situation malheureusement probable en temps de guerre. Que vous soyez en train de déjeuner ou en train de dormir, un bombardement est un bombardement. Il n'y a pas eu de la part des journalistes de déclaration concernant un bombardement de nuit qui aurait sorti les gens du lit parce que bruyant et mortel.

Avec ce principe, l'image du pays qui bombarde et très clairement ternie, le précédent est créé : la coalition bombarde l'Irak alors que, selon la presse européenne, le droit international n'a pas été respecté et pas même l'heure du déjeuner ! En fait, il ne s'agit pas d'accuser les Américains ou les Anglais sur le fait qu'ils bombardent à l'heure du déjeuner. Il s'agit de créer une indignation. Ce fait, parmi tant d'autres, sera

CE. G

oublié, mais la sensation d'une indignation reste. Le public ne sait plus pourquoi, mais il reste une sensation d'indignation longtemps après l'information.

BC : « Les médecins qui parlent Anglais s'en prennent à l'Amérique: »

Un médecin: "This is a job of the United States"

Traduction de la voix off: "Voilà le travail, dit-celui là"

La traduction est compréhensible dans le fond, certes, mais pas littérale...

BC : « Le soir venu, les premières sirènes d'alerte, les tirs de DCA sonnent le couvre feu. »

Il doit y avoir une erreur puisque Alain de Chalvron a déclaré clairement qu'il n'y avait plus d'alerte. Si si il l'a dit, revenez en arrière, vous verrez. Peut être avons nous changé de théâtre d'opération sans nous en apercevoir ?

Plus loin dans ce JT, le reporter interroge les "clients" d'un restaurant resté ouvert malgré les bombardements. A l'intérieur de celui-ci, il y a peu de monde ce qui fait que les affaires ne marchent pas bien, mais quand même, le restaurant continue de travailler et fait de la vente à emporter. Le reporter s'adresse en anglais à un client ainsi qu'à un militaire se trouvant dans le restaurant. Voici les propos retranscrits ainsi que leur traduction. Vous remarquerez que des journalistes ont non seulement besoin de réviser la charte du journaliste, mais aussi de retourner à l'école pour réviser leur anglais, car dans ce cas, la traduction a un effet surprenant et surtout très bénéfique à la propagande anti-américaine et pro-Saddam Hussein. C'est sans doute involontaire... sûrement...

BC : « Les rues se vident, la ville se ferme pour la nuit. Ce restaurant d'Ar Assat, le quartier chic de Bagdad, a choisi de rester ouvert mais ne fait pratiquement plus que de la livraison. »

Donc malgré les tirs de DCA et les alertes (dont on nous dit quelques lignes plus haut qu'il n'y en a plus), un restaurant va tout de même livrer des plats à emporter. Oui, c'est bien cela qu'il faut comprendre. C'est donc qu'il n'y a pas de bombardement massif et que des quartiers de Bagdad ne sont pas concernés par les bombardements, au point que des habitants se font livrer des plats préparés à domicile...en temps de guerre ! Les journalistes ont grossi l'information en exagérant la quantité des bombardement et leurs destinations. Cela a l'avantage de créer l'émotion, toujours et encore, celle qui garde le téléspectateur devant sa télévision...

BC : « Seul le patron tient encore "table ouverte" pour ses amis »

On voit sur les images un militaire, deux civils et un enfant, mais le plus intéressant c'est qu'en fait le reporter va tout simplement interviewer les sympathisants du parti Baas de Saddam Hussein. En effet, on évoque ici un chef d'entreprise irakien (autrement dit un homme d'affaire) et on voit un de « ses amis », militaire : il est indéniable que tous deux profitent allègrement des bienfaits de la dictature. Quand le reporter le dit : " Seul le patron tient encore "table ouverte" pour ses amis ", il démontre qu'il s'agit donc d'un fidèle du système et du parti. On peut le croire facilement, car il n'y a pas ou peu de chiite ayant réussi dans les affaires en Irak...

n'oublions pas que le parti au pouvoir, celui de Saddam Hussein (le parti Baas), a commis des massacres à l'encontre de cette partie de la population. Pour posséder un restaurant dans les beaux quartiers de Bagdad, il fallait assurément avoir pu témoigner de sa sympathie pour le dictateur !

Intervention d'un des deux civils :

1 - Not affraid

2 - American ...English ?

(impossible d'être précis sur ce qu'il dit, le reporter traduit en même temps avec plus de voix off)

3 - We'll kill him

4 - Gun ...Kick

Voici la traduction la plus proche :

1- Pas effrayé !

2 - Américain ...Anglais...

3 - Nous allons le tuer !

4 - Armes et coups de pieds

Voici la traduction du reporter :

1 - Je n'ai pas peur, dit-il !

2 - Les Anglais et les Américains, on n'a même pas besoin d'armes pour les battre

3 - On va les écraser à coups de pieds !

Visiblement ce n'est pas le même ordre et il manque des propos alors que d'autres sont rajoutés.

BC : « Tandis que son copain en uniforme d'Officier joint le geste à la parole »

Le "copain en uniforme d'Officier ", est-ce là une nouvelle façon de dire " son ami le militaire Baassiste fidèle de Saddam Hussein ? En choisissant un vocabulaire qui éloigne volontairement le téléspectateur de la réalité (un militaire EST un militaire), le reporter minimise l'impact de cette réalité, autrement dit le symbole du militaire, qui représente le bras séculier d'un gouvernement et qui, de part sa fonction, symbolise à son tour l'action, la guerre, les conflits , la violence et la mort. Là, dans ce contexte et avec cette absence de vocabulaire juste et précis, tous les symboles représentant le militaire en général, et le militaire Baassiste fidèle à Saddam Hussein en particulier (qui symbolise d'autant plus la violence et la mort) tombent et annihilent totalement l'information objective que les reporters auraient dû donner. En l'occurrence, il aurait fallu préciser que les officiers irakiens sont issus du parti Baas et qu'implicitement ils sont un soutien inconditionnel à Saddam Hussein, et ce d'autant plus qu'ils sont sunnites. Dans cette scène le militaire exhibe pourtant une arme de poing !

Il aurait fallu comprendre à travers ce reportage que les reporters sont volontairement allés interviewer un restaurateur et ses amis Baasistes. De ce fait, il y a dans l'orientation et la compréhension de ce reportage une représentation du peuple irakien par l'intermédiaire d'un commerçant baasistes et de ses amis baasistes qui, rappelons-le encore, sont d'origine sunnite. Certes celle-ci était au pouvoir en Irak, mais elle ne représentait en aucun cas la totalité du peuple irakien.

CE. G

Nous avons là un condensé des méthodes des reporters et des officiels irakiens, c'est-à-dire aucune interview ni reportage concernant le peuple irakien, hormis des images de blessés, uniquement des images, personne n'est interrogé ; et au contraire, en parallèle, systématiquement des interviews et reportages concernant soit des officiels irakiens (militaires), ou des médecins ou encore des fidèles et autres partisans baasistes de Saddam Hussein. Le public retiendra très naturellement les propos des porte-paroles du régime grâce aux relais d'information audiovisuelle et par l'intermédiaire de nos reporters. L'éthique est à revoir, la déontologie bafouée, mais il paraît que ce n'est pas de leur faute...

Bertrand Coq : « Les nouvelles du front, les images des prisonniers de guerre américains, Saddam Hussein qui félicite ses commandants les plus valeureux... Tout cela agit sur le moral des Irakiens, et qui renforce le sentiment de fierté nationale. Si les Américains arrivaient demain à Bagdad, rien ne dit qu'ils seraient accueillis en libérateurs. »

En aucun cas il ne s'est agi de fierté nationale. Il s'agissait purement et simplement de terreur. Qui oserait imaginer avec un minimum de réflexion et d'intelligence que la population irakienne serait descendue dans la rue pour scander des propos anti-Saddam Hussein ? Cela relève de l'imagination voire du fantasme ! La réalité est tout autre... car c'est oublier que le régime de Saddam Hussein a tout au long de ses années de dictature maintenu une répression violente et systématique dirigée envers les hommes, les femmes mais aussi les enfants d'origines chiites ou kurde, et que de ce fait il leur était impossible de témoigner ne serait-ce qu'une simple contradiction allant à l'encontre du régime, sous peine d'être exécuté ...simplement.

Ce que la presse française n'a pas montré, ce sont les accueils chaleureux des Irakiens faits aux soldats de la coalition. Des enfants sont allés au devant des militaires anglais et américains, des adultes, des représentants locaux des villes et villages. Des remerciements inscrits sur des draps tendus ont été photographiés par des reporters étrangers et censurés par notre presse française. C'est vérifiable⁹⁶ !

Tout au long de leur progression, les militaires de la coalition ont rencontré tantôt des poches de résistance de miliciens, de fedayins ou de militaires irakiens, ce qui est forcément normal puisqu'ils sont en guerre, mais aussi une population accueillant avec joie, enthousiasme, soulagement et crainte (celles de représailles du régime) les militaires de la coalition, sachant que leur présence signifiait un changement dans leur vie.

Il est impossible pour les irakiens (le peuple) d'oublier les décennies de dictature et d'oppression en quelques jours ou en quelques mois. Le relais de la presse française et européenne ayant largement contribué à semer le doute dans l'esprit de la population irakienne, il était nécessaire pour celle-ci d'apprendre à vivre autrement mais aussi d'apprendre à faire confiance. La population irakienne n'a à aucun moment eu d'éléments pouvant l'amener à croire qu'elle avait un soutien dans le monde.

Le harcèlement pratiqué par les attentats, les attaques, les enlèvements d'étrangers a pour but de démoraliser la population irakienne et les opinions publiques internationales. Ce ne sont ni plus ni moins que des actions psychologiques, car l'effet recherché est la paralysie psychologique d'une certaine partie de la population. Les sunnites ne redoutent rien car ils ne sont pas attaqués par les fondamentalistes, sauf en cas de « trahison », c'est-à-dire en cas flagrant de collaboration avec les minorités

96 Voir notamment les sites Checkpoint, et MEMRI, qui font l'inventaire des journaux étrangers contenant des reportages en Irak, et dans lesquels on peut trouver des articles de journaux irakiens.

réprimées. Mais les chiites, eux, savent que les sunnites sont toujours là, car ils le montrent et qu'ils ont des alliés d'une extrême brutalité. Les fondamentalistes, à travers les différentes actions meurtrières, martèlent l'esprit du chiite afin que celui-ci soit influencé dans ses décisions.

En outre, les Irakiens savent que la coalition partira un jour. Ils se retrouveront seuls face à leurs problèmes, en but à la volonté des ex-baassistes de récupérer le pouvoir. Les fanatiques islamistes qui donnent « le coup de main » aux hommes de l'ex-garde républicaine sont là à ce jour pour tenter la déstabilisation de l'Irak, en empêchant les élections, et en divisant la population pour régner. Les fondamentalistes s'attaquent désormais de plus en plus aux policiers irakiens ou aux gardes nationaux ainsi qu'aux civils irakiens. Ils savent qu'ils découragent la population de s'engager dans la reconstruction du pays sur des valeurs démocratiques, le temps joue en leur faveur. Ce que les reporters français ne disent pas, c'est que c'est aujourd'hui que « les Irakiens ont du cran », car malgré les attentats, les enlèvements et les exécutions, les Irakiens, la plus grande partie de la population, n'a de cesse de travailler pour réaliser ces élections et établir un régime politique qui leur permettra de vivre mieux. Oui, les irakiens ont du cran !

Dans ce journal télévisé, on ne peut malheureusement que constater la manipulation audiovisuelle, par des propos contradictoires ou disproportionnés, en association avec des images insipides ou hors contexte. Nous avons là des exemples de ce que la télévision française cautionne ou crée. Je n'ai donné que quelques exemples, sur seulement 3 minutes et 15 secondes de JT, c'est dire la quantité de manipulations médiatiques dont nous sommes victimes ! La plus grande majorité des Français a perçu la coalition comme étant une armée d'agression, car le déséquilibre de l'information n'a jamais pu contrebalancer la réalité de terrain. Les Irakiens ont su que les Français ne voulaient pas les aider et qu'il y avait une opposition à l'intervention armée pour libérer l'Irak. L'opposition irakienne au régime de Saddam Hussein, avant le déclenchement de l'intervention de la coalition en mars 2003, n'a pas eu d'échos en France

- En avez-vous un en mémoire et si oui lequel ?
- Est-ce que ce fut un débat ?
- Quels étaient les invités ?
- Les deux parties étaient-elles représentées ?
- Le temps de parole était-il équilibré ?
- Était-ce une interview ?
- Quelles étaient les questions ?
- Était-ce un reportage ?
- Où était-il filmé ?
- Qui était interrogé ?
- Y avait-il un agent d'influence à côté ?

Il semble en réalité que l'on ait préféré occulter de la scène médiatique les Irakiens, souvent exilés, qui souhaitaient faire bouger les choses dans leur pays, et qui, pour cela, risquaient leur vie. De même que l'on n'a pas insisté sur la présence en Irak de missiles français de type Roland⁹⁷. Après avoir fait visionner dans mon entourage professionnel, l'enregistrement dans le cadre d'une formation sur les contre-mesures aux actions psychologiques, il y eut une prise de conscience bouleversante. Les

⁹⁷ Reuters, 3 octobre 2003

mêmes avaient en mémoire ce journal télévisé, mais aucun ne l'avait vu ainsi. J'ai pu entendre à la suite de cette démonstration : « je ne regarderai plus le journal de la même manière ». Il nous faut désormais en effet quitter le statut de « consommateur » de l'information, et s'astreindre à l'analyser de manière plus critique, afin d'éviter les tentatives volontaires ou involontaires de manipulation.

L'illustration de ce journal télévisé est notamment transposable dans le traitement du conflit israélo-arabe. Dans les territoires sous contrôle palestinien, c'est identique. Arafat étant considéré comme le président « élu démocratiquement » (comprendre « autoproclamé » à vie) par le gouvernement français, il bénéficiait donc d'un soutien actif de nos dirigeants, de nos médias et de ce fait de notre population. Les opposants palestiniens le savent. Ils ont vu des photographies de Jacques Chirac et d'Arafat à l'Élysée, ils ont entendu les discours de soutien de Jacques Chirac qui condamne régulièrement Israël pour ses « ripostes » mais jamais Arafat pour son implication dans le terrorisme, malgré le fait que la DGSE (Direction Générale des Services Extérieurs) ait reconnu l'authenticité des documents récupérés par Tshal dans le quartier général d'Arafat (La Muquata'a), qui l'incrimine directement dans les directives terroristes, les malversations financières et dans le financement du terrorisme. On voit alors des manifestations très médiatisées contre Ariel Sharon... mais aucune contre la venue d'Arafat, lorsqu'il était encore vivant.

La population française et, indirectement, le peuple palestinien réagiraient autrement si l'information était retransmise objectivement en France et dans les territoires disputés. Pour information, la presse française a occulté ou déformé certains événements. En voici quelques uns :

- Le directeur d'un bimensuel sur les droits de l'homme, et conseiller d'Arafat pour les mêmes droits, Khalil al Ziban âgé de 59 ans a été abattu une nuit à Gaza par des terroristes alors qu'il quittait son bureau.
- L'ex-ministre de l'information, Nabil Amr a été blessé aux jambes suite à une interview dans lequel il avait été critique envers la politique de l'Autorité Palestinienne. Idem, des « hommes armés », autrement dit des terroristes du Fatah, ont tiré sur leur ex-ministre.
- En Janvier 2004, un groupe d'hommes encagoulés des « Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa » ont battu un reporter de la chaîne de télévision satellite Al-Arabia, Seif A-Din Shahin car celui-ci n'avait pas « gonflé » le chiffre de participants à l'anniversaire du Fatah. Il a écrit ce qu'il a vu, à savoir qu'il y avait « des milliers de participants » alors qu'Arafat voulait qu'il écrive « des dizaines de milliers de participants »

Il est important de saisir l'importance de ces omissions associées à des sophismes dans l'orchestration des actions psychologiques, que ce soit dans les territoires sous contrôle palestinien ou à l'encontre des opinions publiques internationales. Nous savons à ce jour que Saddam Hussein intimidait les journalistes étrangers afin que ceux-ci ne retransmettent pas l'intégralité d'un événement qui aurait pu porter préjudice à son « image ». Dans la mesure où il avait parfaitement compris qu'il y avait un « camp » anti-guerre de son côté, il lui fallait peaufiner et adoucir son image. Pour ce faire, il fallait comme dans toutes les dictatures, contrôler la presse. De cette manière, il lui était possible de faire exécuter des opposants ou des collaborateurs sans que personne ne le sache. Mais après sa chute, les rédactions de presse occidentales ont commencé à parler, et certains médias outre-atlantiques, dont CNN et Jordan Eason, ont fait leur mea culpa⁹⁸. Cela ne les excuse pas d'avoir

98 « Révéler la vérité », écrit-il, « aurait mis en danger les vies d'Irakiens, en particulier celles de nos

désinformé, mais au moins l'aveu a permis de comprendre l'implication des médias dans le prosélytisme terroriste, et comment Saddam Hussein a su jouer des émotions occidentales.

A la différence de Saddam Hussein, Yasser Arafat, bénéficia de l'audience et de la sympathie des médias français jusqu'au bout. Saddam Hussein était considéré en 1990 comme un tyran et un dictateur, mais 13 ans plus tard, la rue française manifeste en sa faveur. Il ne fallait pas faire la guerre, ni le renverser. L'opinion publique française a gommé de sa mémoire l'utilisation par Saddam Hussein d'armes chimiques contre les Kurdes et la guerre Iran-Irak qui fit plus d'1 million de morts. Il est devenu une personne, un système à protéger. Les « pacifistes » réaliseront peut-être un jour que chaque manifestation en la faveur de Saddam Hussein a retardé son renversement d'un jour, et que chaque jour de règne de Saddam Hussein fut un jour où des centaines de personnes en Irak mouraient ou étaient torturées dans les prisons, dans la rue, dans les villes et villages⁹⁹.

Dans les territoires sous contrôle de l'Autorité Palestinienne, l'emprise d'Arafat avait ce principe. Jeff Jacoby, chroniqueur pour le Boston Globe, en témoigne dans un article intitulé : « Comment les hommes de main d'Arafat suppriment les nouvelles¹⁰⁰ » dans lequel il indique que la Columbia Journalism Review signalait, en 1996 que « les forces de sécurité d'Arafat ont arrêté (et / ou brutalisé) plus de trente journalistes ou éditeurs. [...], et que Reporters sans frontières évoque également la censure palestinienne dans un rapport « déplorant la politique de l'Autorité palestinienne consistant à suspendre les journaux et à utiliser menaces et violences contre les journalistes... Le résultat est une presse soumise et aux ordres, qui... s'engage rarement dans le journalisme d'investigation et publie uniquement... une critique édulcorée du régime ». Le journaliste arabe, qui couvre Gaza et la Judée Samarie pour le Jerusalem Post et le US News and World Report, Khaled Abou Toameh, dans une interview au Middle East Forum, a déclaré qu'aucun journaliste intègre ne pourra travailler dans aucun des trois journaux des territoires sous contrôle palestinien. Les seuls qui couvrent les territoires travaillent pour des rédactions étrangères mais restent soumis aux intimidations. L'Autorité Palestinienne a ainsi averti Associated Press qu'il ne pourrait garantir la vie d'un caméraman si son reportage sur les scènes de joie palestinienne suite aux attentats du 11 septembre était diffusé. Jeff Jacoby achève son article sur une citation de Abou Toameh, particulièrement éclairante quant à la validité de l'information concernant le conflit israélo-arabe : « Ailleurs dans le monde, personne... n'a une idée exacte de ce qui se passe dans la région [...] La faute en incombe en partie aux journalistes étrangers qui se laissent aisément tromper... Toutefois, le principal coupable est l'Autorité palestinienne, dont l'attitude tyrannique et le contrôle qu'elle exerce sur les médias créent une atmosphère d'intimidation et de crainte. » A la mort d'Arafat, la presse française s'est bien laissée aller à divulguer certains aspects de la vie d'Arafat et de sa carrière terroriste, mais en aucun cas, la presse française ne fera un mea culpa, qui rétablirait un peu de vérité dans la couverture du conflit, et du même coup dans sa perception par l'opinion publique.

collaborateurs à Bagdad. »

99 Voir les rapports d'Amnesty International

100 16 août 2004, Jewish World Review (traduction de l'américain : Menahem Macina & Henri Orquera, pour upjf.org) Original anglais : jewishworldreview.com/jeff/jacoby_2004_08_16.php3

CE. G

Ainsi, dès le titre des articles, l'opinion publique est orientée vers une façon de penser. La terminologie, les omissions, les généralisations, l'absence de contexte, les « impressions » des journalistes sèment le chaos et induisent en erreur le jugement de ceux qui leur font confiance. Il apparaît clairement, après l'analyse de ces quelques cas concrets parmi des centaines, que les Français sont désinformés, et que cela est issu d'une stratégie élaborée par ceux qui en bénéficient : les dictateurs et les terroristes. L'injustice va ainsi grandissante, et le laisser-faire tolérant profite à l'intolérance. Pour couper court aux allégations de mes détracteurs, bien sûr, il est possible de critiquer, mais pas de manière unilatérale, et avec tant d'erreurs, d'éléments non vérifiés ou falsifiés. L'information se doit d'être la plus objective possible, et non une mise en accusation qui ne prend pas en compte toutes les données du problème. Le camp des « bien-pensants », journalistes, pacifistes, personnalités politiques ou médiatiques ne devrait pas se laisser aveugler par des principes qui permettent aux fondamentalistes de les utiliser à des fins particulièrement violentes. Le pouvoir des médias est connu, cela leur confère un devoir de rigueur et de justesse qui ne caractérise malheureusement pas, à l'heure actuelle, la couverture de certains conflits. Il est temps de quitter les images virtuelles ainsi créées, et de revenir à la neutralité. Cela peut contribuer à ne plus offrir de « tribune libre » aux discours fondamentalistes. C'est aussi, je crois, une question de justice et d'équité.

Conclusion

Ainsi on a vu apparaître clairement l'interaction qui existe entre le terrorisme fondamentaliste et les médias. La manipulation de la perception des événements, par la subversion insidieuse ou par l'action violente terroriste, induit nous l'avons vu une complicité internationale paradoxale, qui sous des apparences de compréhension et de tolérance, n'est autre que la remise en question des valeurs en lesquelles nous croyons. Se méfier de la presse doit donc devenir un exercice. Le lecteur qui n'a pas le temps de pratiquer le recoupement d'informations et des recherches plus fouillées, comme consulter lui-même les résolutions de l'ONU évoquées, ou la presse étrangère, ou les différents sites gouvernementaux... doit accepter au moins de ne pas placer une confiance absolue et aveugle dans sa source d'information préférée.

J'invite en effet le lecteur, quel que soit son courant idéologique ou politique, à chercher en France un quotidien ou un magazine qui ira à contre-courant et donnera une information différente concernant le conflit en Irak ou le conflit israélo-arabe. Quel que soit le courant politique, gauche, droite, extrême gauche, extrême droite, tous apportent la même information orientée, il n'y a que les moyens pour solutionner le problème évoqué qui changent... pas la perception des événements. N'oublions pas que les quotidiens et hebdomadaires français s'alimentent tous auprès de l'AFP, dont 80 % de la clientèle provient du monde arabe.

Ne pas avoir une distance très critique face à l'information a déjà permis une avancée du prosélytisme terroriste, dont la propagande et la violence ont réussi à bouleverser nos valeurs humanistes de démocratie et de refus de l'intolérance. De même que lors de la période précédant la seconde guerre mondiale (1933-1939), l'islamisme, comme le nazisme auquel il s'était d'ailleurs allié, est parvenu à créer un anti-américanisme et focalise à nouveau l'attention sur les juifs, honteusement et injustement diabolisés. Le plan par étape a commencé, et les poseurs de bombes revendiquent clairement leur souhait d'hégémonie et d'impérialisme religieux, ce que la presse, en général, censure en réduisant tout cela à des circonstances très ponctuelles : conflit israélo-arabe, présence de troupes en Irak...ou autre, car il y aura toujours des raisons de poser des bombes. Les fondamentalistes font feu de tout bois pour justifier le terrorisme dans la pensée occidentale.

Ce qui est plus que regrettable, c'est que la presse, les pacifistes, et un certain nombre d'intellectuels se fassent l'écho de ces justifications. La seule chose pourtant à comprendre, c'est que les revendications territoriales, en fonction des éléments géopolitiques du moment, servent avant tout de prétextes pour justifier leur action. De Ben Laden à Yasser Arafat, en passant par Zarqawi ou l'armée islamique en Irak, le seul et unique objectif est la conquête, afin de convertir le monde à l'islamisme. Il suffit de lire les versets du Coran dont ils se réclament pour en être convaincus, il suffit de voir ce qu'ils font au nom du Coran pour en être convaincus...ils n'ont

aucune distance critique avec le texte de référence qui préconise la conversion, par la force si nécessaire, ou la mort des Infidèles. Ainsi le droit musulman définit trois catégories de pays : la terre d'Islam (Dar al-Islam) dans lequel les principes et la Loi de l'Islam sont respectés, le territoire de la guerre (Dar al-Harb) qui ne les applique pas, les musulmans n'y seraient donc pas « en sécurité », et les pays de traité (Dar al-ahd / Dar al-Suhl) dans lequel les musulmans n'exercent pas non plus une autorité étatique, mais dont les gouvernements leur payent un tribut. La question est donc de savoir dans quelle zone nous nous trouvons. Pour les musulmans modérés, l'Occident se trouverait donc dans la zone des traités, ne serait-ce que par les échanges commerciaux qui le lie aux pays arabes. Mais pour les fondamentalistes, il apparaît clairement, que nous nous situons dans le Dar al-Harb, le territoire de la guerre. Je renvoie le lecteur au Coran en vertu duquel ils revendiquent leurs actions, aux sermons haineux de certains imams, ou à la charte du Hamas.

Pour ceux qui croiraient que les Etats-Unis focalisent essentiellement la haine et l'aversion des fondamentalistes (avec les Anglais...),

Pour ceux qui croiraient que la France est épargnée par cette idéologie, grâce à sa politique non interventionniste et passive, et à son pacifisme à tout va, je retranscrit dans les lignes qui suivent une traduction de l'arabe en français qui annonce clairement les intentions des terroristes fondamentalistes islamistes, et la manière dont ils nous considèrent. On s'imagine en effet parfois que les positions « modérées » de la France lui permettra d'échapper à la vindicte islamiste, que nous avons par le passé subie lors des attentats de 1994-1995. Voici donc « la France, vue par l'armée islamique en Irak », dans une « Lettre adressée aux organisations, institutions et personnalités islamiques »¹⁰¹. Dans sa lettre, l'armée islamique d'Irak leur reproche de saluer l'attitude de la France dans son opposition à la guerre en Irak « comme s'ils avaient un bandeau sur les yeux et une charge lourde dans les oreilles à tel point qu'ils n'étaient plus capables de voir ou d'entendre la moindre vérité visible, claire et connue »

Cette vérité, c'est que la France est un pays impie, ennemi de l'Islam. Elle en chercherait la destruction à son profit partout dans le monde. Ainsi, l'armée islamique d'Irak reproche agressivement à la France son intervention lors de la première guerre du golfe, et explique sa non intervention dans la seconde par des raisons d'intérêts, « pas pour les yeux noirs des Irakiens ». Selon ces fondamentalistes, la démarche française concernant la Syrie et le Liban consiste à « retrouver sa domination et à rendre gratuitement service aux juifs et aux sionistes ». Au Soudan, n'ayant pu y étendre sa domination à l'époque napoléonienne, « elle y revient ressusciter la gloire de ses aïeux en détruisant le Soudan, en détruisant son rang, en provoquant l'intolérance et en faisant triompher la croix ». Elle accuse également la France de « détourner la nation de son identité islamique, de l'éloigner de la foi » en Tunisie, elle rappelle les Croisades du XIe siècle et son lot d'horreurs, et son activité dans la guerre menée contre les Talibans d'Afghanistan.

L'objectif est clair : il s'agit de démontrer que « L'état français est l'un des ennemis visibles, qui combattent l'Islam et les musulmans » La France apparaît ainsi, comme les USA, hégémonique et impérialiste, et semble en être restée à l'époque des Croisades, à vouloir par-dessus tout imposer sa religion au reste du monde. Pour cela elle est ennemie des véritables croyants, les musulmans, et doit être combattue. Et de citer le Coran :

« Notre seigneur nous a montré la réalité de l'ennemi par ses paroles :

101 Traduction : Ali Haoues

Allah dit : « Au reste, ils n'auront de cesse de vous combattre jusqu'à ce qu'ils vous fassent renier votre religion si cela leur était possible » (La génisse, 217)

Allah dit : « Ni les juifs ni les chrétiens ne seront satisfaits de toi tant que tu ne te seras pas conformé à leur tradition » (La génisse, 120)

Forte de cette légitimité, l'armée islamique en Irak, pour conclure sa lettre, « appelle la nation (islamique) tout entière à s'unir contre ses ennemis et à s'en remettre à Dieu, le Tout Puissant, ainsi que notre Seigneur, béni et exalté soit-il, nous l'a ordonné : « Combattez tous les Polythéistes¹⁰² de la même façon qu'ils vous combattent tous et sachez qu'Allah est aux côtés des gens pieux ».

Ce texte met en évidence la façon dont la France peut être perçue par les islamistes, en dépit de sa tolérance affichée. Elle demeure quoi qu'elle fasse, une patrie impie et ennemie, et les terroristes islamistes n'hésitent pas à l'accuser de tous les maux afin d'exciter la haine des leurs contre elle, sans recul quant aux événements historiques puisque dans la lettre sont cités pêle-mêle Napoléon, De Gaulle, et le roi Charles X, oubliant que les Croisades se sont achevées il y a bien longtemps, et que chez nous, plus personne ne parle de guerre sainte.

En fait d'impérialisme, il faut signaler le fait que de nombreux mercenaires étrangers (appelés moudjahidin), en présence tant en Afghanistan qu'en Irak, démontre clairement que peu importe le lieu, ce qui compte avant tout est de parvenir à imposer l'idéologie fondamentaliste islamiste, quoi qu'il en coûte à la population. En France, c'est Israël l'ennemi de la paix. En France, on critique la coalition. On se moque des élections irakiennes, qui furent pourtant un succès salué, y compris dans les journaux irakiens. On continue à fustiger l'impérialisme américain, alors même que la coalition a pourtant su respecter ses engagements de reconstruction politique irakienne dans les temps : élections libres, (une première historique!), constitution d'un Congrès National pluraliste, construction d'un régime politique autonome et démocratique, rarissime dans cette région du globe... Pendant ce temps donc, loin des polémiques mais malheureusement pas à l'abri des dégâts qu'elles peuvent causer, des gens se battent pour tenter de freiner et de stopper pendant qu'il est encore temps la montée d'un extrémisme religieux qu'ils acceptent de regarder en face et d'appeler par son nom. Notre tolérance et nos espoirs de paix internationale devraient se porter vers ceux-là, car ces terroristes sanguinaires, que nos médias protègent, ne nous l'apporteront pas.

En 1933, alors que des généraux et les analystes civils et militaires avaient annoncé la teneur et les composantes du conflit à venir, personne ne les a écoutés. L'histoire, nous la connaissons, et je le répète encore, ne pas avoir vu la préparation de conquêtes islamistes a permis aux fondamentalistes une avancée stratégique, en ayant déjà gagné les esprits. Comme en 1933, la subversion des nazis avait permis de considérer les juifs, les homosexuels, les tziganes et les handicapés comme « des sous-êtres », des êtres de seconde catégorie, donc un peu moins humain. Elle avait permis de faire accepter les mesures humiliantes à leur rencontre sans rien dire, et de rendre responsables de tous les maux de la Terre, les juifs et les USA.

Il fut alors possible pendant la guerre de rassembler, de transporter et de faire disparaître 6 millions de personnes. C'est à la libération et à l'invasion de l'Allemagne que le monde put découvrir l'ampleur de l'horreur.

Allons-nous encore attendre la fin d'un conflit pour découvrir de nouveau

102 Les chrétiens sont considérés comme polythéistes car il croit en la Sainte Trinité : le père, le fils et le Saint Esprit.

CE. G

l'horreur ? Nous connaissons les intentions des groupes terroristes. Nous savons qu'ils augmentent en nombre et qu'ils innovent en technique et en audace. Les conflits dans le monde en sont la preuve. Aujourd'hui, la presse française et européenne délivre chaque jour un flot d'anti-américanisme. Israël n'a pas la possibilité d'avoir un article ou un reportage objectif. Il s'agit tout simplement de générer des alliances de circonstances pour diviser et régner. Ami dans un premier temps, nous serons si Israël est vaincu, militairement ou diplomatiquement, sur la liste des pays à soumettre. Si nous ne réagissons pas, nous connaissons un conflit hybride, sur les modèles de l'ex-Yougoslavie et du Liban : partage des territoires sur le modèle des Balkans et combat sur le modèle libanais, c'est-à-dire, des combattants musulmans contre des combattants de culture judéo-chrétienne. Si nous ne réagissons pas, nous serons les suivants !

Annexe 1

Quelques dates importantes de l'histoire d'Israël

Les patriarches du peuple juif, porteurs de la croyance en un Dieu unique, s'installent sur la Terre d'Israël. La famine les contraint à émigrer en Egypte au XIII^e siècle avant JC. L'exode d'Egypte se fera ensuite, sous la direction de Moïse (don de la Torah, y compris les Dix Commandements, au mont Sinai)

XIII^e - XII^e siècle avant JV : Installation des Hébreux en Terre d'Israël, après une errance de 40 ans dans le désert.

Vers 1020 av. JC : Etablissement de la monarchie ; Saül, premier roi

Vers 1000 av. JC : Jérusalem devient la capitale du royaume de David

vers 960 av. JC : Le Premier Temple, centre national et spirituel du peuple juif, est construit à Jérusalem par le roi Salomon.

vers 930 : av. JC : Schisme du royaume: Juda et Israël

722-720 av. JC : Israël est conquis par l'Assyrie; exil des 10 tribus (les "Dix Tribus perdues")

586 av. JC : Conquête du royaume de Juda par les Babyloniens. Destruction de Jérusalem et du Premier Temple. Exil de la plupart des juifs.

536-142 av. JC : EPOQUES PERSE ET HELLENISTIQUE :

- 538-515 av. JC : de nombreux juifs rentrent de Babylone; Reconstruction du Temple
- 332 av. JC : conquête du pays par Alexandre le Grand (domination hellénistique)
- 166-160 av. JC : révolte des Maccabées (Asmonéens) contre les interdictions de pratiquer le judaïsme et la profanation du Temple

142-129 av. JC

Autonomie juive sous les Asmonéens.

129-63 av. JC

Indépendance juive sous la monarchie asmonéenne

63 av. JC

Pompée, à la tête d'une armée romaine, s'empare de Jérusalem.

63 av - 313 ap. JC : DOMINATION ROMAINE

- 63 - 4 av. JC : le roi Hérode, vassal des Romains, règne sur le Pays d'Israël. Restauration du Temple de Jérusalem
- Vers 20 - 33 ap. JC : prêches de Jésus de Nazareth
- 66 ap. JC : révolte juive contre les Romains

CE. G

- 70 ap. JC : destruction de Jérusalem et du Second Temple.
- 73 ap. JC : dernier bastion juif à Massada.
- 132-135 ap. JC : soulèvement de Bar Kochba contre Rome.
- Au deuxième siècle après JC, les Romains donnent le nom de Palaestina à la Judée pour minimiser l'identification des juifs avec la terre d'Israël. Le mot arabe « Filastin » dérive de ce nom latin, qui provient du nom des Philistins, peuple égéen qui s'était établi au XIIe s av. JC sur ce qui deviendra la bande de Gaza.
- Vers 210 ap. JC : achèvement de la codification de la Loi orale juive (*Michna*).

313-636 : DOMINATION BYZANTINE

- vers 390 ap. JC : achèvement du commentaire de la *Michna* (Talmud de Jérusalem).
- 614 ap. JC : invasion perse

636-1099 : DOMINATION ARABE

691 : construction à Jérusalem sur le site du Premier et du Second Temple du Dôme du Rocher par le calife Abd el-Malik

1099-1291 : LES CROISES. (Royaume latin de Jérusalem)

Massacres de la population juive : forte immigration à Jérusalem et en Galilée et fondation de communautés.

1291-1516 : DOMINATION MAMELUKE

1517-1917 : DOMINATION OTTOMANE

- 1564 : publication du *Choulkhan Aroukh* (codification de la loi juive).
- 1860 : construction du premier quartier juif à l'extérieur des murailles de Jérusalem
- 1882-1903 : forte immigration juive, pour fuir les persécutions : première Aliyah (vague d'immigration), principalement de Russie.
- 1897 : premier Congrès sioniste réuni à Bâle (Suisse) par Théodore Herzl. Création de l'Organisation sioniste.
- 1904-1914 : deuxième Aliyah, principalement de Russie et de Pologne.
1909 : création de Degania, premier kibboutz, et de Tel Aviv, la première ville juive moderne

1917 : La conquête britannique met fin à 400 ans de domination ottomane. Déclaration de Balfour. Lord Balfour, ministre des Affaires étrangères, s'engage à soutenir la création d'un "foyer national juif en Palestine", une patrie juive existant déjà de fait sur le territoire. A cette époque, les Arabes sont favorables à l'immigration juive, afin d'unir les efforts pour contribuer à la renaissance du pays, ainsi que l'écrivit l'Emir Faïçal¹⁰³ : « Les Arabes, surtout la classe instruite, ont à l'égard du mouvement sioniste une attitude profondément amicale. [...] il y a de la place en Syrie pour nous deux [le mouvement national arabe et le mouvement juif], car je pense qu'aucun de nous ne peut vraiment réussir sans l'autre. »

1918-48 : ADMINISTRATION BRITANNIQUE

- 1919-23 : Troisième Aliyah, principalement de Russie
- 1920 : création de la *Histadrout* (Confédération générale du travail) et de la *Haganah* (organisation juive de défense).
- Mise en place du *Vaad Leoumi* (Conseil national) par la communauté juive (*yishouv*) pour diriger les affaires publiques.

103 cité dans Samuel Katz, *Battleground-Fact and Fantasy in Palestine*, NY : Bantam Books, 1977, et dans *Mythes et réalités des conflits du Proche-Orient*, de Mitchell G. Bard, Editions Raphaël, collection Document, 2003

- 1921 : création du premier moshav, Nahalal.
- 1922 : La Société des Nations confie à la Grande-Bretagne un mandat sur la Palestine (Terre d'Israël);
- En remerciement de la contribution de l'Arabie durant la guerre, contre la Turquie : création de la Transjordanie (qui deviendra la Jordanie en 1946), fermée à l'immigration juive, sur les trois quarts du territoire, le foyer national juif n'en recevant qu'un quart.
- Création de l'Agence juive qui représente la communauté juive vis-à-vis des autorités mandataires.
- 1924 : ouverture à Haïfa du Technion, premier institut de technologie.
- 1924-32 : quatrième Aliyah, principalement de Pologne. (fuite des pogroms)
- 1925 : ouverture de l'Université hébraïque de Jérusalem sur le mont Scopus.
- 1929 : massacre des juifs de Hébron par des émeutiers arabes.
- 1931 : création de l'*Etzel*, organisation de résistance juive clandestine.
- 1933-39 : cinquième Aliyah, principalement d'Allemagne (fuite du nazisme)
- 1936-39 : Emeutes anti-juives ordonnées par le mufti et par le Haut comité arabe, responsabilité établie par le rapport de la commission Peel)
- 1937 : la commission Peel conclut que la seule solution réside dans la création de deux états séparés, l'un juif, l'autre arabe: les juifs acceptèrent avec réticence le plan de partage proposé, mais les Arabes refusèrent au motif que la Palestine appartenait à la Syrie.
- 1939 : le Livre blanc britannique limite l'immigration juive, pour apaiser les émeutes arabes.
- 1939-45 : Seconde Guerre mondiale; Shoah en Europe.
 - 1941 : constitution du *Lehi*, mouvement de résistance clandestin et du *Palmakh*, bataillons de choc de la *Haganah*.
 - 1944 : intégration de la Brigade juive aux forces britanniques.
 - 27 novembre 1947 : l'ONU adopte un plan de partition qui propose la création d'un état juif et d'un état arabe dans le pays et invite les habitants de la Palestine à prendre les mesures nécessaires pour l'exécution de cette résolution. Cette reconnaissance par les Nations Unies du droit du peuple juif à créer son Etat est irrévocable. Le plan de partage de la Palestine établi par l'ONU en 1947 prévoyait donc la création d'un état juif et la création d'un État arabe (comprenant la bande de Gaza et la Cisjordanie) sur le territoire qui restait de la Palestine (à l'exclusion donc de la Transjordanie). Les Arabes le rejetèrent, s'opposant à la création d'un État hébreu. Azzam Pasha, Secrétaire Général de la Ligue Arabe déclare : « Ce sera une guerre d'extermination et il y aura un immense massacre dont on parlera autant que des massacres par les Mongols et les Croisés »¹⁰⁴
- 1948 : Fin du Mandat britannique (14 mai 1948)

15 mai 1948 : proclamation officielle de l'état d'Israël

Guerre d'Indépendance (mai 1948 - juillet 1949)

15 mai 1948, jour de la proclamation officielle de l'état d'Israël, cinq armées arabes : l'Egypte, qui souhaitait annexer la bande de Gaza, la Jordanie, qui souhaitait annexer la Cisjordanie, le Liban, la Syrie et l'Irak attaquent Israël, avec l'aide du Yémen, de la Lybie et de l'Arabie Saoudite.

Création de Tsahal (Forces de défense d'Israël)

1949 : Accords d'armistice signés

- avec l'Egypte (sous condition du retrait israélien du Sinaï) le 24 février 1949

- avec le Liban, le 23 mars 1949

- avec la Jordanie le 3 avril 1949

- avec la Syrie le 20 juillet 1949

Seul l'Irak ne signera pas d'armistice, et cédera son secteur à la Jordanie.

Jérusalem est divisée entre Israël et la Jordanie.

Election de la première Knesset (Parlement).

Admission d'Israël aux Nations unies (59ème membre).

104 Cité dans Mythes et réalités des conflits du Proche-Orient, de Mitchell G. Bard, Editions Raphaël, collection Document, 2003
CE. G

1948-52 : Vague d'immigration en provenance d'Europe et des pays arabes.

1956 : Guerre de Suez (Campagne du Sinaï)

- 9 août 1949 : la commission mixte d'armistice reçoit une plainte d'Israël : en dépit de l'armistice, l'Égypte ferme le Canal de Suez à la circulation israélienne.
- 1949-1956 : Attaques terroristes aux frontières et sur le territoire israélien, provenant essentiellement de feddayin jordaniens ; Israël sera condamné par l'ONU pour ses contre-attaques. 5 octobre 1956 : alliance entre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie, Nasser devient le commandant suprême des trois armées.
- 29 octobre 1956 : Israël, soutenu par la France et la Grande-Bretagne, attaque et reprend à l'Égypte le contrôle sur la bande de Gaza., de la plus grande partie du Sinaï et de Sharm el Sheik.
- Sous la pression américaine, Israël se retire de tous les territoires conquis., en échange de l'assurance de la libre circulation sur le Canal de Suez

1964 : Mise en service de la Conduite nationale d'eau, acheminant l'eau du lac de Tibériade (au nord) vers le sud semi-aride.

Création de l'OLP, en Égypte

1965-1966 : bombardements de fermes et villages israéliens par les Syriens depuis les hauteurs du Golan, qui surplombe la Galilée

Le 8 mars 1965 Nasser annonce sa volonté d'entrer en Palestine « sur un sol gorgé de sang »¹⁰⁵. Quelques mois plus tard, il affirme l'aspiration arabe à « l'éradication d'Israël ».

1967 : Guerre des Six jours.

- Mai 1967 : avancées de troupes égyptiennes et syriennes
- 16 mai 1967 : Nasser demande le retrait des FUONU (forces d'urgence de l'ONU)
- 18 mai 1967 : nasser annonce sa volonté de « guerre totale, jusqu'à l'extermination de l'existence sioniste »¹⁰⁶
- 22 mai 1967 : fermeture du détroit de Tiran, seule voie d'approvisionnement vers l'Asie pour Israël (se pose alors le problème de la fourniture du pétrole, en provenance d'Iran)
- La Jordanie, le Liban et l'Irak se joignent à l'Égypte et à la Syrie
- 5 juin, Israël lance une attaque préventive, pour avoir l'initiative
- 10 juin : cessez-le-feu
- Au terme de la guerre, Israël a triplé sa superficie avec la conquête de la bande de Gaza, du Sinaï, des hauteurs du Golan et de la rive occidentale du Jourdain. Il réunifie Jérusalem.
- Négociations
- 22 novembre 1967 : résolution 242 de l'ONU, qui proclame le « droit de vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues ». Elle demande à Israël de se retirer « de territoires » occupés après la guerre des Six Jours...mais donc dans la limite de frontières sûres, d'où, notamment, le problème géostratégique du Golan. Le problème palestinien n'est pas évoqué, hormis implicitement dans la nécessité de trouver « un règlement juste du problème des réfugiés »

1968-70 : « Guerre d'usure » de l'Égypte contre Israël

- L'Égypte bombarde les positions israéliennes
- Été 1970 : cessez-le-feu. Israël annonce sa volonté de se retirer des territoires conquis
- 7 août 1970 : l'Égypte déploie des missiles sol-air dans la zone de cessez-le-feu
- Échec des négociations

1973 : Guerre de Kippour

- 6 octobre 1973 : fête du Kippour. L'Égypte et la Syrie lancent une attaque surprise sur Israël.
- 22 octobre 1973 : alors qu'Israël est parvenu à repousser l'attaque, le Conseil de Sécurité adopte la résolution 338 qui appelle à « un cessez-le-feu immédiat et à l'arrêt de toute opération militaire ». L'ONU n'était pas intervenue pour stopper les avancées arabes.

105 Cité dans Mythes et réalités des conflits du Proche-Orient, de Mitchell G. Bard, Editions Raphaël, collection Document, 2003

106 ibid

1974 : l'ONU vote la résolution 3379 assimilant le sionisme au racisme; le 16 décembre 1991, l'ONU votera son abrogation.

1975 : Israël devient membre associé de la CEE.

1978 : Accords de Camp David, proposant un cadre pour une paix globale au Moyen Orient et l'autonomie palestinienne. Le Sinaï est rendu à l'Égypte en échange de la paix.

1979 : Signature du traité de paix israélo-égyptien.

Le prix Nobel de la paix est décerné au premier ministre Ménaïhem Begin et au président Anouar el Sadate

1981 : L'aviation israélienne détruit le réacteur nucléaire d'Irak (Osirak) juste avant qu'il ne devienne opérationnel.

Juillet 1981 : Cessez-le-feu conclu avec l'OLP, mais les attaques terroristes se poursuivent.

1982: Guerre du Liban

- Achèvement de l'évacuation en trois étapes de la péninsule du Sinaï par Israël.
- Opération Paix en Galilée suite à de nombreuses attaques terroristes perpétrées par l'OLP, basée au Liban. Les terroristes de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), qui bombardaient Israël, sont expulsés du Liban.

1984 : Opération Moïse: immigration des juifs d'Éthiopie, suite à des persécutions.

1985 : Israël se retire du Liban, à l'exception de la frontière au nord d'Israël (le sud du Liban), militairement occupée sur une bande de 12 km pour des raisons de sécurité. Israël promet un retrait total en échange de la garantie d'une situation fiable sur la zone.

1987 : Des violences généralisées (première intifada) éclatent dans les territoires administrés par Israël.

1991 : Attaque d'Israël par des missiles Scud irakiens pendant la guerre du Golfe.

Réunion à Madrid de la conférence de paix au Moyen Orient.

L'ONU condamne les réactions israéliennes à l'Intifada en décembre.

Opération Salomon: pont aérien acheminant les juifs d'Éthiopie.

1993 : Accords d'Oslo

Israël accepte le retour de 140000 réfugiés palestiniens

Signature par Israël et l'OLP d'une Déclaration de principes sur l'accord intérimaire d'autonomie pour les Palestiniens.

1994 : Mise en oeuvre de l'Autonomie Palestinienne dans la bande de Gaza et la région de Jéricho.

Relations diplomatiques avec le Saint-Siège.

Ouverture au Maroc et en Tunisie de bureaux de liaison.

Signature du traité de paix israélo-jordanien.

Prix Nobel de la paix décerné à Rabin, Pérès et Arafat.

1995 : Extension de l'Autonomie Palestinienne en Judée, Samarie (Cisjordanie) et dans la bande de Gaza; élection du Conseil palestinien.

Assassinat du premier ministre Yitzhak Rabin lors d'un rassemblement pour la paix.

Shimon Pérès devient premier ministre

1996 : Regain du terrorisme arabe contre Israël.

Opération "Raisins de la colère" en représailles contre les attaques terroristes du Hezbollah au nord d'Israël.

CE. G

1998 : Israël célèbre le cinquantième anniversaire de l'indépendance

24 mai 2000 : retrait israélien du Sud Liban (répondant ainsi aux exigences de la résolution 425 de l'ONU datant de 1978), et ce sans avoir obtenu les garanties de paix qu'il réclamait.

Juillet 2000 : négociations de Taba et de Camp David. E. Barak propose à Y. Arafat 95 % de la Cisjordanie et le retrait israélien total de la bande de Gaza, et en compensation des 5 % restant, il propose d'agrandir la bande de Gaza. Il accepte que Jerusalem-Est soit la capitale de l'état palestinien, en échange de « la souveraineté israélienne sur le Mur des Lamentations qui ont une forte signification religieuse pour les Juifs¹⁰⁷ » et de l'acceptation de la fin du conflit;

Fin 2000 : deuxième Intifada, appelée Intifada al-aqsa

Mars 2002 : plan de paix de la ligue arabe, exigeant le retrait d'Israël du plateau du Golan et prône le retour total aux frontières d'avant 1967.

11 novembre 2005 : mort de Yasser Arafat

Annexe 2

Quelques sources à consulter

Sources religieuses

La Bible de Jerusalem, Editions du Cerf, groupe Fleurus-Mame, 2001

Le Coran : traduction de Kasimirski, Maxi-poche, 2002

Le Saint Coran, révisé par La Présidence Générale des Directions des Recherches Scientifiques Islamiques, de l'Ifta, de la Prédication et de l'Orientation Religieuse, Royaume d'Arabie Saoudite, distribution : Maison des Sciences Religieuses, Paris

Analyse stratégique concernant les conflits contemporains et le terrorisme :

<http://www.checkpoint-online.ch/>

<http://www.terrorism.com/index.shtml>

Livres

Mythes et Réalités des Conflits du Proche-Orient, Mitchell G. Bard, Editions Raphaël, 2003

Contre-Expertise d'une mise en scène, Gérard Huber, Editions Raphaël, 2003

La Guerre à outrance, Comment la presse nous a désinformés sur l'Irak, Alain Herthoghe, Calmann-Levy, 2003

Le Dossier Arafat, Karin Calvo-Goller, Michel A. Calvo, Albin Michel, 2004

Lire aussi l'article de Nathan Vardi « **Auditing Arafat** » du Miami Herald (le 03 / 17 / 2003).

Le Droit d'Israël, Pour une défense équitable, Alan Dershowitz, Edition ESKA, 2004

Histoire de chiens, La Dhimmitude dans le conflit israélo-palestinien, Nathan Weinstock, Edition Mille et une Nuit, 2004

Les Islamistes sont déjà là, Enquête sur une guerre secrète, Christophe Deloire et Christophe Dubois

Albin Michel, 2004

L'Islam des interdits, Anne-Marie Delcambre, Edition Desclée de Brouwer, 2003
Les Sectes secrètes de l'Islam, De l'ordre des assassins aux frères musulmans, Philippe Aziz, Edition Robert Laffont, 1983
Horizons rouges, Général Ion Pacepa, Presses de la cité, collection Documents, 1987
Eurabia : the euro-arab axis, Bat Ye'or, Maison d'édition: Fairleigh Dickinson Univ. Pr.
L 'ONU contre les droits de l'homme ?, JC. Buhner et C.B. Levenson, Edition Mille et une nuits, 2003
L'obsession anti-américaine, son fonctionnement, ses causes, ses inconséquences, JF. Revel, Plon, 2002
Rhétorique et argumentation, 2^e édition, JJ Robrieux, Nathan Université, collection Lettres Sup., 2000

La presse française, écrite et télévisée, consultée et analysée dans ce livre :

Le Monde, L'Humanité, Libération, Le Figaro, Nouvel Obs, Le Point, Marianne, L'Express, l'AFP, Ethno Magazine, Entrevue, Vétérinaire sans frontière, Arte, France2 : Tous Le Monde en parle, JT 20h
Les articles sont souvent consultables sur Internet.
Voir aussi www.CIDINFO.org et http://www.ina.fr/voir_revoir/israel-palestine/azeroual.fr.html

La presse étrangère à consulter en ligne :

Pour consulter la presse israélienne :

<http://www.menapress.com/>
<http://www.upjf.org/>
<http://www.primo-europe.org/>
<http://www.isranews.com/>
<http://fr.jpost.com/>
<http://www.a7fr.com/>
<http://www.haaretzdaily.com/>

Pour consulter la presse arabe :

<http://memri.org/french/index.html>
<http://www.arabnews.com/>
<http://www.althawranews.net/>
<http://english.aljazeera.net/HomePage> (Qatar)
<http://www.lorientlejour.com/> (Liban)
<http://www.irna.ir/> (Irak)
<http://www.portaliraq.com/> (Irak)
<http://www.alquds.co.uk/> (presse arabe en Angleterre)

Pour consulter la presse anglo-saxonne :

<http://www.cbsnews.com/sections/iraq/main500257.shtml> (USA)
<http://abcnews.go.com/> (USA)
<http://www.janes.com/> (USA)
[Http://www.ap.org](http://www.ap.org) (USA)
<http://today.reuters.fr/news/default.aspx> (GB)

Pour consulter la presse européenne :

<http://www.lesoir.be/> (Belgique)
<http://www.letemps.ch/> (Suisse)

Sites de ré-information

CE. G

<http://www.desinfos.com/>
<http://www.imra.org.il/>
<http://www.acmedias.org/>
<http://www.pmw.org.il/>
<http://www.m-r.fr/accueil.php>
<http://www.polsemantique.com/>

Lois et droit :

<http://www.israelawcenter.org/>

Arnaud Dotézac, « **Guerre asymétrique et droit international : pour un nouveau traitement juridique de la fracture de paix** », article mis en ligne le 9 mai 2004 sur le site www.checkpoint-on-line.ch
Droit international public, David Ruzié, Dalloz, « Mémentos », 16^e édition, 2002

Résolutions ONU

<http://www.un.org/french/documents/scres.htm>

Sites Officiels

<http://www.seamzone.mod.gov.il/Pages/ENG/default.htm>
<http://www.crif.org/>
<http://usinfo.state.gov/>
<http://www.un.org/french/>
<http://www.mfa.gov.il/MFA/>

Site de Tsahal

<http://www1.idf.il/>

Sommaire

L'action psychologique

- La manipulation des perceptions 7
- La prise d'otages de l'école de Beslan : le choc
- Constats 9
- Les mécanismes de perception 10
- Aperçu des outils de manipulation de la perception , le pouvoir des mots ! 11
- L'action psychologique : définition 14
- Objectifs stratégiques de l'action psychologique 16

La personnalité du manipulateur

- Le charisme au service de l'émotion 19
- L'Ethos Oratoire, ou comment l'orateur s'adapte à son auditoire.
- Le détournement de l'argument d'autorité : argumentum ad verecundiam 21
- Le relais du message par une personne populaire 22
- Le Pathos, ou le rôle et la place des émotions dans l'argumentation. 29

Les techniques subversives

- L'infiltration 34
- L'intoxication 36
- Une rhétorique de la victimisation 37
- Le bouleversement des valeurs 41
- Le Héros selon Arafat et les islamistes et le Héros dans l'histoire 44
- Culpabilisation de l'occident : la misère légitime-t-elle le terrorisme ? 50
- Le terrorisme : seul type de violence légitimé 53
- La subversion islamiste en France, préparer ou éviter le conflit armé... 55
- La population : outil de la manipulation subversive islamiste et arafatienne 60

CE. G

L'action psychologique violente

•L'intimidation	63
•Le syndrome de Stockholm	67
•Le traitement de la violence dans les médias : censure et amalgames	68
•La mort mise en scène, ou l'orchestration des assassinats	72
•L'action psychologique violente et le culte du martyr	81

La face cachée du terrorisme fondamentaliste islamiste : Ce qu'on ne nous dit pas...

•Les groupes terroristes	89
•Nos valeurs... nos faiblesses...	92
•Le Coran : le texte de référence	95
Communautarisme et haine du juif	96
L'incitation à la guerre et à l'assassinat	98
Droits de l'homme et Islam	101
•Contrer l'islamisme : une nécessité	107

La communauté internationale complice des terroristes

•Ces amalgames qui font le jeu des terroristes	108
•La légitimité de la guerre par le droit international : la guerre codifiée	109
•Peut-on parler de « terrorisme d'état » ?	113
•Théâtres d'opérations : circonstances et conséquences, L'impossible perfection	113
•Action militaire et action terroriste : deux modes opératoires totalement différents	115
•L'objectif médiatique de la stratégie terroriste	121
•Le renforcement de la croyance populaire	123
•La réécriture de l'Histoire	126
•Droit international : partialité et incohérences	129
•Un pacifisme à deux vitesses	134

Les médias, initiateurs du chaos

La confusion, le doute...et leurs bénéfiques	145
Un matraquage médiatique unilatéral	150
Mélanger la cause et l'effet : un classique médiatique	154
L'omission, ou comment manipuler sans mentir	158
Démonstration de partialité journalistique	160
Mots et images : manipulations et incohérences	165
L'humour, la dérision et la caricature	167

Exemples de désinformation médiatique : Quelques commentaires en situation

•Des titres partisans	173
-----------------------	-----

Quand la presse couvre les terroristes et montre du doigt Israël...	
Manipulation par l'image et censure palestinienne	184
Diaboliser Israël...et faire passer l'Autorité Palestinienne pour la seule instance souhaitant vraiment la paix	190

• La création d'images virtuelles dans l'esprit du téléspectateur	193
--	-----

Conclusion	212
-------------------	-----

Annexes

- Annexe 1 : Quelques dates importantes de l'histoire d'Israël**
- Annexe 2 : Bibliographie**